

**VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME!
VIVE LA GUERRE POPULAIRE!**

LA MOITIE DU CIEL

Le mouvement de libération des femmes aujourd'hui en Chine

1973

Le travail transforme les femmes qui transforment le travail

Au lendemain de la libération en 1949, la Chine se heurtait à ce problème : comment faire entrer dans la production sociale des millions et des millions de femmes confinées depuis toujours dans des tâches domestiques étroites?

Pour opérer ce bouleversement, la Chine possédait des atouts très favorables. En particulier la victoire de la révolution, couronnant vingt ans de guerres nationale et civile, avait profondément transformé, l'ancienne société, détruit des pans entiers de la vieille idéologie de l'infériorité des femmes.

Celles-ci avaient par millions participé activement à la guerre antijaponaise, elles avaient dans les régions libérées exercé directement, et souvent de façon prépondérante, le pouvoir ; elles avaient pris en charge dans de nombreux endroits les tâches de production agricole. C'est dans le contexte de cette

riche expérience que se situait la question de la poursuite de leur émancipation. C'était là un acquis extrêmement important sur lequel le mouvement féminin pouvait s'appuyer pour aborder la nouvelle étape.

Le travail n'est pas toujours libérateur

Pourtant, si aujourd'hui la Chine est pratiquement le seul pays du monde où l'immense majorité des femmes participent à la production sociale, cela ne s'est pas fait sans heurts. Certains chiffres donnent à réfléchir.

Par exemple, à Changhaï, en 1966, à la veille de la Révolution Culturelle, plus de la moitié des femmes avaient abandonné leur travail et étaient retournées dans leur foyer.

Cela s'explique en partie par la politique du Parti communiste chinois, politique impulsée par Liou Chao chi, qui faisait une intense propagande pour ce retour au foyer.

Celle-ci prenait d'ailleurs des formes très diverses. Ici on vantait les qualités « irremplaçables » de la mère pour élever les enfants ; là on affirmait sans ambages que les femmes n'étaient bonnes à rien, trop limitées intellectuellement pour apprendre un métier ; là encore on tirait argument du nombre insuffisant de crèches, de cantines pour interdire aux femmes de travailler.

Quant à celles qui travaillaient, on tentait de donner comme signification à leur travail : un deuxième salaire, mettre du beurre dans les épinars! (« travaillez pour mieux nourrir et vêtir votre famille », Cf. bulletin de Chine nouvelle n° 61, mars

1968, p. 8, n° 031406, « les Chinoises stigmatisent la ligne révisionniste dans le mouvement des femmes »)

Sans doute y avait-il dans ce concert réactionnaire de quoi décourager de bonnes volontés ; mais cela seul ne suffirait pas à expliquer le caractère relativement massif du retour au foyer. Il faut en rechercher les raisons de fond dans le travail lui-même, dans son organisation.

Sinon on ne comprend pas comment des femmes qui seraient en train de conquérir leur libération en exerçant un métier, se laisseraient convaincre par ces théories rétrogrades.

C'est qu'en réalité elles ne conquéraient pas, ou pas partout, leur libération. Et d'ailleurs, là où existait un type de travail réellement libérateur, on n'assistait pas à un tel reflux des femmes hors des usines. A l'usine Tchaou Yan que nous avons visitée, une dizaine de femmes seulement « retournèrent derrière la porte de leur maison », comme disent les Chinois.

Plus personne ne peut encore se satisfaire du schéma soviétique : « Voici une usine d'État, et l'État, c'est le parti, et le parti, c'est les masses, donc cette usine est à toi ouvrier. C.Q.F.D. »

Non, cela ne passe plus. Si on me dit : « Cette usine est à toi elle est au peuple », mais que j'obéis aveuglément aux ordres des directeurs, que je ne comprends rien à ma machine, encore moins au reste de l'usine, si je ne sais pas ce que devient mon produit quand il est fini, ni pourquoi il a été produit, si je travaille vite, très vite pour la prime, si je m'y ennuie à mourir en attendant toute la semaine le dimanche, et toute la journée la sortie, si je suis encore plus inculte après des années de travail

qu'au début ; alors c'est que cette usine n'est pas à moi, elle n'est pas au peuple !

Quand la production continue à fonctionner selon une organisation de type capitaliste, c'est-à-dire en respectant et en approfondissant la séparation entre le travail intellectuel et le travail manuel, selon les critères de profit et de rentabilité, quand la production marche à coup de règlements bourgeois, discipline aveugle et stimulants matériels, d'un côté ceux qui pensent et de l'autre ceux qui exécutent, alors ceux qui sont le moins instruits, et en particulier les femmes, sont aussi les plus opprimés.

Si un nombre finalement important des femmes avait pu se laisser convaincre des bienfaits du retour au foyer, c'est en premier lieu parce que dans certaines usines la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat n'avait pas encore permis de vaincre la bourgeoisie sur ce terrain.

Le travail, de ce fait, restait soumis à des critères bourgeois. Non, la production capitaliste ne peut pas plus « libérer » les femmes qu'elle n'a, d'ailleurs, jamais libéré les hommes.

Pour nous qui avons toutes travaillé en usine, nous nous souvenions des éternelles discussions avec les autres femmes à ce sujet : « Si mon mari gagnait assez, je resterais chez moi », « Quand je serai mariée, je ne travaillerai plus », cela revenait constamment.

Même si les mêmes affirmaient le lendemain que : « Pour rien au monde elles ne voudraient rester à la maison, qu'elles s'y ennuieraient trop. ». Cet état d'esprit hésitant ne fait que

traduire la situation particulièrement ambiguë des ouvrières d'un pays capitaliste.

Une expérience du travail social suffisante pour nous faire mesurer la « mesquinerie » du travail domestique, mais un travail social suffisamment vide de sens pour nous faire miroiter la vie à la maison comme un « luxe » momentanément inaccessible.

Dans une usine de télévision, Chantai, une soudeuse m'avait dit : « Le lundi matin, à voir toute la semaine devant moi j'envie celles qui peuvent rester chez elles, le dimanche soir, après une journée de « nettoyage », je les plains. »

Pourtant si la participation des femmes au travail social ne les a pas libérées, elle n'en a pas moins constitué un facteur décisif de prise de conscience de leur oppression, de socialisation de leur révolte.

Elle a entraîné une prise de conscience massive de notre oppression : la « féminitude », ou le malheur d'être femme.

1.LA VOIE DE L'INDUSTRIALISATION CHINOISE ET LA LIBÉRATION DES FEMMES

Pas de travail, pas de salaire. Elles restèrent à l'usine !

L'usine de matériel médical Tchaou Yan à Pékin ne paie pas de mine. Quelques bâtiments en briques, de plain-pied dans une cour qui rappelle celle d'une école.

Pourtant il se passe là, discrètement, des choses décisives pour l'avenir des femmes.

Nous y avons été reçues deux ou trois jours après notre arrivée, dans une petite salle blanche, autour d'une longue table, les doigts froids enserrant les tasses brûlantes ; une ouvrière d'une cinquantaine d'années, Ma Yu Yin, nous raconta l'histoire de cette usine :

« Jusqu'en 1958 dans ce quartier, la plupart des femmes restaient encore à la maison, au service de leur famille, ménage, soins des enfants... C'est alors que le pays tout entier se souleva pour accomplir « le grand bond en avant », c'est-à-dire que toutes les énergies se mobilisèrent pour franchir une nouvelle étape de transformation de la société.

Dans les campagnes, les paysans regroupaient les coopératives de forme supérieure pour créer des communes populaires ; l'industrie se décentralisait largement, on vit se développer dans les coins les plus reculés des petites unités de production industrielle.

Et nous, les femmes, devons-nous rester à la maison, à l'écart de la tempête?

Le président Mao nous appela « à compter sur nos propres forces, à nous dégager des tâches ménagères et à participer aux activités productives et sociales. »

Nous voulions répondre à cet appel, faire nous aussi le grand bond en avant. Mais comment s'y prendre? C'est alors que dans

ce quartier une vingtaine de femmes se décidèrent à « franchir la porte de la famille » pour créer une usine de quartier. Le comité de rue nous prêta deux hangars vides à cet effet.

A voir les choses sous un certain angle on peut dire que nous avions tout contre nous : nous étions peu nombreuses, aucun équipement, pas de crèche, pas de cantine, aucune expérience de la production (nous étions toutes des ménagères), nous ne savions même pas quoi produire.

Mais d'un autre côté nous avions de gros atouts en main : ce n'était pas pour apporter un peu plus de confort à notre famille que nous avons décidé de travailler : nous voulions transformer la société, transformer la condition féminine. Que les femmes ouvrent la porte de la maison qui leur bouche la vue ! Nous ne voulions plus servir notre famille, nous voulions servir le peuple.

« Finalement, après enquête auprès des habitants du quartier, nous avons décidé de produire des objets de première nécessité qui leur manquaient : des bouilloires, des tuyaux de poêle, des casseroles, etc. Nous avons apporté de chez nous nos propres outils : des marteaux, des pinces, quelques tournevis, des clous, etc. Nous n'avions rien d'autre.

Nous sommes allées récupérer dans des usines des plaques de métal, des tubes de fer, et on s'est mis au travail. Quelquefois des ouvriers venaient après leur travail nous montrer comment il fallait s'y prendre. Un autre genre de gros problème était la garde des enfants.

« Par exemple, la camarade que voici en avait cinq. On

s'arrangeait comme on pouvait ; les plus grands gardaient les plus petits, certaines, soutenues par leur mère ou leur belle-mère, pouvaient les leur confier.

Il y avait aussi des voisines qui nous approuvaient et qui nous donnaient un coup de main. On peut dire que ce problème a été résolu par l'entraide à cette époque. Pendant toute cette période, nous n'avons touché aucun salaire. Souvent même, nous restions à l'usine jusque tard dans la nuit pour terminer un travail que nous nous étions fixé. »

ÉLARGIR LA PRODUCTION, APPROFONDIR LES CONNAISSANCES

« Finalement nous avons réussi, après des tâtonnements, à produire de nos mains des bouilloires et des tuyaux de poêle. Cette production fut acceptée par l'État. Ce fut notre première victoire.

Quoi! de simples ménagères sans qualification avaient réussi en s'entraidant, à force d'énergie et d'obstination, à fabriquer des ustensiles ménagers d'une qualité suffisante pour que l'État les leur achète? Notre ardeur redoubla.

On décida alors de diversifier cette production d'après les besoins du peuple ; après une enquête qui nous fit connaître de nouveaux besoins locaux, nous avons commencé la fabrication d'appareils médicaux : plaques de protection contre les rayons X, armoires isolantes.

Nous avons utilisé pour cela de vieilles machines qui ne servaient plus ; nous les avons démontées, réparées et

transformées nous-mêmes pour augmenter notre productivité et faciliter notre travail. Celui-ci était plus complexe et requérait plus de connaissances que la fabrication des bouilloires.

« Nous avons affiché dans l'atelier cette phrase du président Mao : « Aujourd'hui les temps ont changé, ce qu'un homme peut faire, une femme le peut aussi. » Au fond il n'y avait aucune raison pour que nous, les femmes, ne puissions construire ces appareils.

Quelquefois, devant les difficultés, le découragement s'abattait sur certaines d'entre nous. Elles disaient : « A quoi bon tous ces efforts, nous ne réussissons pas. Nous n'avons pas d'instruction, les appareils médicaux sont trop difficiles à produire, il vaudrait mieux se limiter aux bouilloires. »

Nous discutons entre nous. « Nous ne sommes pas ici pour nous enrichir, encore moins pour enrichir quelque « seigneur ».

Le peuple a besoin de ces appareils et nous les femmes, nous baisserions les bras devant les échecs! Pendant des siècles et des siècles, les femmes chinoises ont été considérées comme des bêtes. Nous faisons partie de la classe ouvrière, comment celle-ci pourrait-elle diriger le pays si la moitié de ses membres reste inculte, incapable d'assimiler des techniques nouvelles?

Nous ne savons rien! Très bien, apprenons! C'est sur les pages blanches qu'on écrit les plus belles histoires! » Et nous nous remettions à la tâche, notre confiance retrouvée.

Avec l'aide d'autres usines qui nous envoyèrent des gens expérimentés pour nous conseiller, nous avons réussi à

produire non seulement des plaques de protection et des armoires isolantes, mais encore de grands stérilisateurs à hautes températures et des lampes infrarouge.

Après examen, l'État nous confia alors cette tâche de production et notre usine prit son nom actuel d'« Usine de matériel médical de Tchaou Yan ». A ce moment-là, nos rangs avaient grossi, nous étions un peu plus de trois cents, dont une vingtaine d'hommes.

En 1960, nous avons construit quatre autres ateliers dans la cour sans demander un centime à l'État, simplement en récupérant des briques provenant d'anciens bâtiments. Nous avons construit cette même année un restaurant et une crèche dans l'enceinte de l'usine. Tout cela de nos propres mains ; nous pouvons construire le socialisme avec nos mains. »

UN EXEMPLE DE RÉSISTANCE FÉMININE QUI RÉUSSIT

« Dans l'usine il y avait une atmosphère de solidarité, de dynamisme et de dévouement. Il n'était pas rare de voir des ouvrières rester après leur journée de travail pour terminer une tâche, ou pour s'entraîner à une technique difficile.

Bien sûr nous n'étions pas obligées de le faire, et nous n'étions pas même payées pour ce « supplément ». Doit-on recevoir des primes pour faire la révolution? Car c'était bien de cela qu'il s'agissait. D'ailleurs, notre expérience ne plaisait pas à tout le monde.

En 1961, une partie de la direction de l'usine, complètement

aveuglée par les ordres de la municipalité de Pékin décida de « rationaliser » la production ; elle décréta que nous étions trop nombreuses pour le travail à faire, que nous devions cesser de fabriquer des bouilloires puisque nous étions désormais une usine de matériel médical.

(La municipalité de Pékin était un bastion des partisans de Liou Chao chi. Elle intervenait souvent auprès des directions des usines pour que celles-ci « rationalisent » le travail, comme chez nous ; elle tentait de réduire le pouvoir des ouvriers.)

Avec quel mépris elle parlait de nos bouilloires! D'après cette « réorganisation » une bonne partie d'entre nous devait retourner chez elles. On croyait nous convaincre en disant que « les salaires des hommes seraient augmentés afin qu'on puisse rester à la maison pour s'occuper de la famille ».

Tout n'était-il pas plus simple de cette façon? Mais ces projets se heurtèrent à une vive résistance des femmes qui déclarèrent : « Nous ne retournerons pas à nos fourneaux, nous n'abandonnerons pas notre place! » La vie à l'usine devint très tendue.

Il y eut une lutte acharnée entre cette partie de la direction qui voulait faire marcher l'usine en fonction du profit immédiat, qui ne voulait surtout pas que les ouvrières se libèrent, et la grande majorité des ouvrières qui voulaient continuer sur la même voie.

« Cette lutte fut menée consciemment. Nous en comprenions l'enjeu. Dans la plupart des cas nos maris et les autres hommes nous soutenaient. Cela s'explique bien. Ce qui se passait à

Tchaou Yan n'était pas un fait isolé.

Dans toutes les usines il y avait une offensive réactionnaire orchestrée par Liou Chao chi visant soit à rétablir les normes capitalistes de la production, soit à empêcher que les masses les détruisent. Cela explique que les hommes qui avaient à affronter, eux aussi, cette offensive bourgeoise comprenaient et soutenaient généralement la résistance des femmes.

Comme pour beaucoup d'entre nous il n'y avait plus de travail, elles n'avaient plus, non plus, de salaire. Mais cela ne fait rien : on ne nous donne pas de travail? Nous nous en inventerons nous-mêmes! Nous n'avons pas de salaire?

Nous tiendrons bon en nous entraïdant! Nous avons demandé à d'autres usines de nous confier des travaux que nous venions accomplir dans « notre usine » ; certaines ouvrières ramenèrent à l'usine des matériaux de démolition (des briques, des tôles, etc.) que nous récupérions, nettoyions et qui pouvaient être ainsi réutilisés.

Le travail des ouvrières était utile, s'il n'était pas « rentable » ; nous l'avons prouvé. Toutes pourtant ne furent pas capables de surmonter ces épreuves, mais elles furent rares, à peine une quinzaine. Elles sont allées travailler dans de grandes usines, ou bien elles rentrèrent chez elles.

Pendant la révolution culturelle nous avons mieux compris encore la nature profonde de cette politique réactionnaire. Nous avons mené des campagnes de dénonciation de la méthode de prétendue ce rationalisation. » La plupart de ceux qui avaient soutenu les positions de Liou Chao chi découvrirent quels

intérêts ils avaient servis ; ils travaillent maintenant parmi nous au coude à coude. Les femmes qui avaient quitté l'usine sont presque toutes revenues travailler ici.

Récemment, les ouvrières de cette usine ont mis au point la fabrication du silicium. Auparavant, les ouvrières d'ici étaient toutes d'anciennes ménagères, en général relativement âgées, quarante à cinquante ans.

Maintenant il y a aussi de jeunes diplômées des écoles qui enseignent leurs connaissances aux plus âgées, en même temps qu'elles apprennent auprès d'elles les qualités d'obstination révolutionnaire et de fermeté prolétarienne des anciennes ménagères.

Dans le quartier il n'y a pratiquement plus de femmes qui restent chez elles, sauf des femmes trop âgées, ou qui ont une mauvaise santé, mais même pour celles-là, la vie a changé.

Elles s'entraident et prennent en charge certaines tâches domestiques pour soulager celles qui travaillent à l'extérieur ; elles organisent la vie politique et culturelle des quartiers ; elles ne sont plus isolées comme autrefois. Ce changement est le résultat du « départ » de milliers de femmes dans les activités productives et sociales.

Quant à nous, bien sûr, nous sommes salariées, et c'est important d'avoir conquis notre indépendance économique ; mais il faut comprendre que ce qui est plus important encore, c'est d'être de plain-pied dans le monde, de se soucier des affaires collectives au lieu de rester préoccupées par les seuls problèmes familiaux.

Nous avons fait de la production une arme pour nous libérer, pour mieux servir le peuple chinois et la révolution mondiale. »

ENCORE SUR LES PETITES USINES DE RUE...

Des petites usines de quartier comme Tchaou Yan il y en a des milliers en Chine. Il s'en créa une première vague au moment du « grand bond en avant. » Attaquées avec une noire opiniâtreté par Liou Chao chi, beaucoup cependant disparaurent. La révolution culturelle en fit naître de nouvelles, partout, comme des champignons.

Elles forment un tissu industriel dense, aux ramifications très serrées, étendu sur l'ensemble de la Chine, et par lequel celle-ci travaille, respire, vit enfin. Comme le montre sans équivoque la petite usine de Tchaou Yan, elles ne nécessitent pas, ou pratiquement pas, d'investissement au départ, du fait qu'elles s'appuient tout entières sur le travail vivant, sur la détermination politique de création des ouvriers, elles présentent encore l'avantage d'être étroitement liées aux conditions locales, aux difficultés particulières, de même qu'aux besoins immédiats des masses.

Pour les femmes du quartier Tchaou Yan à Pékin il y avait non seulement le désir de faire un travail collectif utile au peuple, mais la volonté de transformer la réalité vivante que constituait le quartier.

Si les ménagères décidées à « sortir de la famille » s'étaient tout bonnement embauchées dans quelques grandes usines éloignées du quartier, elles auraient surtout transformé leur

quartier en cité-dortoir. Tandis que, au contraire, comme nous le faisait remarquer Ma Yun Yin, la création de petites usines au cœur même du quartier impulsait vigoureusement de nouveaux rapports entre les habitants de la cité, de nouvelles activités ; elles y insufflaient une vie nouvelle, réalisant ainsi avec le reste du quartier une véritable osmose.

Souvent nous avons vu de ces petites usines dans les villes comme dans les campagnes. Elles sont là, toutes portes ouvertes au détour d'une rue, au milieu des habitations, concourant à rythmer les jours et les nuits des habitants, même de ceux qui n'y travaillent pas.

C'est pour permettre aux petites usines de fonctionner que les retraités s'organisent pour s'occuper collectivement des enfants après la classe.

C'est dans la lutte pour la création et la progression de ces petites usines que les femmes posent le problème du travail domestique et créent restaurants et crèches,

C'est pour elles que les hommes participent avec plus de loyauté au partage du travail domestique restant. C'est autour d'elles encore que se crée le réseau sanitaire, dont ne bénéficient pas les seuls travailleurs de l'usine, mais l'ensemble de la collectivité locale.

C'est à partir d'elles encore que le plus souvent les adultes, les femmes surtout, « retournent à l'école », c'est-à-dire continuent d'étudier, de se former, en fonction des problèmes rencontrés dans la production.

Liées aux besoins immédiats des masses, les ménagères qui fabriquent les bouilloires, ou celles qui dans la commune populaire de Siaou Wang travaillaient avec les hommes à fabriquer des meubles, ont le souci particulier de répondre aux besoins immédiats du peuple.

Il s'agit là d'un aspect remarquable de l'industrialisation chinoise : ne pas s'en remettre à la grande production et à la planification centrale pour produire ce qui manque aujourd'hui.

En détruisant l'artisanat, le capitalisme a du même coup détruit la symbiose vivante que celui-ci, à sa manière, entretenait avec les consommateurs.

Les petits métiers d'autrefois étaient liés impérativement aux besoins des masses locales. Si les usines de quartier chinoises ont mis un terme à la petite production individuelle, elles ont en revanche conservé, et même renforcé, les liens avec les consommateurs.

Et cela est vrai non seulement des objets domestiques comme les casseroles, les chaises, etc. mais aussi de la fabrication de machines, d'outillage agricole.

Ce type de développement industriel facilite tout particulièrement la participation des femmes à la production sociale. Il fait appel non pas à une qualification technique préalable que les femmes n'ont pas, mais à leur initiative et à leur connaissance des besoins concrets des masses ; et qui, plus que les femmes, est à même de prendre en main la transformation du quartier, elles qui en ont assuré la vie quotidienne pendant de longues années?

Qui plus que les femmes est à même de mettre au premier plan l'utilité d'un objet, et non pas sa valeur marchande, elles dont le travail pendant des siècles a consisté à entretenir, à nettoyer, à préparer, à fabriquer ce qui était utile pour tes proches et non ce qui « rapporte »?

Même si, bien entendu, elles ont effectué cette production dans des rapports d'oppression insoutenables qui fondent leur révolte, elles n'en ont pas moins acquis un sens aigu du travail utile, qui ne se mesure pas en profit, en « rentabilité, en temps de travail.

Lorsqu'elles remettent en question collectivement le sens d'un travail tourné au service de la cellule privée, lorsque la société dans son ensemble engage une lutte sans merci contre l'intérêt privé, alors les conditions favorables existent pour que s'épanouissent de façon éclatante les « qualités des femmes » jusqu'alors refoulées.

Ce n'est pas une mince affaire que de lier dialectiquement les besoins immédiats des masses et le développement d'une industrie moderne.

Nous avons toutes à l'esprit les grandes campagnes idéologiques de l'U.R.S.S. sur le sacrifice d'une génération pour des lendemains qui devaient chanter. En fait de chansons, les masses soviétiques ont plutôt déchanté.

La primauté écrasante donnée à l'industrie lourde laissait sans solution le problème de la consommation des masses. Les queues interminables pour obtenir des produits de

consommation parcimonieusement fabriqués, la nécessité de se débrouiller de manière individuelle pour assurer le minimum tant bien que mal, de cela aussi les femmes souffraient plus que quiconque.

Si la Chine avait suivi cette voie d'industrialisation, gageons que les femmes chinoises, tout comme la masse des hommes d'ailleurs, auraient été utilisées dans le meilleur des cas comme réserve de force de travail la moins qualifiée ; elles ne seraient pas aujourd'hui ces ouvrières qui savent de quoi elles parlent, qui transforment le monde en se transformant.

Le développement technique, s'il n'est pas un préalable à la création d'unités de production, ne doit pas pour autant être sous-estimé.

Et c'est encore le grand mérite de l'industrialisation chinoise que de faire participer l'ensemble des ouvriers au progrès des forces productives. L'exemple de Tchaou Yan où les mêmes ex-ménagères à peine scolarisées sont passées en huit années de la production de bouilloires à celles de stérilisateurs, puis de machines électroniques, illustre bien cette progression dans l'acquisition de plus en plus profonde des techniques les plus avancées.

Ma Yu Yin nous disait : « Avec l'aide de grandes usines nous avons réussi cette fabrication complexe. »

Cela se passe ainsi : la petite usine de quartier, pour former ses propres techniciennes, envoie quelques ouvrières travailler dans les grandes usines sur des machines perfectionnées avec des ouvriers expérimentés et des techniciens. Là, elles

acquièrent de nouvelles connaissances utiles ; et à leur retour à l'usine elles forment alors avec les autres ouvrières des équipes d'innovation technique dans lesquelles sont surmontés collectivement les obstacles nés du manque de moyens, et du manque de formation.

Si l'on fait un parallèle avec un passé encore récent, les forces productives se développent en Chine par bonds gigantesques, et pourtant elles restent maîtrisables, et de plus en plus maîtrisées, par les masses.

Comment d'ailleurs la classe ouvrière pourrait-elle exercer son pouvoir s'il en était autrement, si elle n'avait qu'une connaissance étroite, parcellaire, de la production, si elle était « dominée par la technique »?

Et c'est justement ce qui fonde la libération des femmes chinoises : leur participation effective, non formelle, au pouvoir, parce qu'elles ont acquis par la production sociale révolutionnarisée, une connaissance approfondie de la société dont elles étaient privées dans leur foyer.

Sou Tchéou : à propos des « qualités féminines »

En Chine, si l'on voit des femmes dans tous les secteurs de l'économie, on en trouve encore un grand nombre dans les métiers réputés « féminins », la santé, l'enseignement, l'industrie textile, etc. ; mais cet état de choses est considéré de façon générale comme provisoire et devant être progressivement transformé.

Je dis de façon générale, parce que ce n'est pas une opinion tout

à fait unanime.

Nous avons rencontré quelques personnes qui semblaient ne pas avoir beaucoup approfondi cette question et avaient l'air de se satisfaire volontiers de cette situation.

Ainsi, par exemple, un responsable d'une usine nous racontait non sans fierté qu'on pouvait trouver des femmes à tous les postes de l'usine, et il conclut en nous citant la fameuse directive de Mao Tsé-toung : Ce qu'un homme peut faire, une femme le peut aussi.

« C'est très bien répliqua Chantai, mais tout à l'heure nous avons visité la crèche de l'usine et nous n'avons pas vu d'hommes pour s'occuper des enfants ; pour quelle raison ? » Une discussion, assez vive apparemment, s'engagea alors entre les camarades chinois. Puis il nous répondit : « C'est que voyez-vous les femmes ont de merveilleuses qualités pour élever les enfants. »

« Vous croyez donc à la théorie de la nature humaine ? », demanda ironiquement Chantai.

((Non, bien entendu ! dit-il brusquement, visiblement vexé, ce n'est pas ce que je voulais dire. » Il hésita un moment tandis que des rires fusaient un peu partout autour de lui, puis il nous répondit : « Les remarques de la camarade Chantai sont très justes, et je la remercie de critiquer mes insuffisances.

La lutte de classes ne cesse pas sous le socialisme ; si vous revenez nous voir dans quelques années vous trouverez sûrement de grands changements, et en particulier des hommes

dans la crèche. Il ajouta : « Non seulement ce qu'un homme peut faire, une femme le peut aussi ; mais ce qu'une femme peut faire, un homme peut et doit le faire aussi. »

Les qualités « féminines », non pas celles que la « nature nous aurait données », mais celles qui sont bel et bien l'héritage de la société passée, et la marque de l'oppression féminine, peuvent pourtant dans certains cas être transformées et servir de moteur à la transformation de la condition féminine. Nous en eûmes un exemple particulièrement clair à l'usine de broderie de Sou-Tchéou.

DES BRODERIES POUR LA RÉVOLUTION

Autrefois, Sou-Tchéou était réputé pour son artisanat de broderies, de la même façon je suppose que Le Puy est célèbre chez nous pour ses dentelles. Mais les brodeuses travaillaient chacune chez elle, leur vie étant très misérable.

Après la libération, à Sou-Tchéou comme dans toute la Chine, le P.C.C. avança le mot d'ordre de participation des femmes à la production sociale.

On aurait pu construire dans cette ville quelques usines, puis inciter les femmes à venir y travailler ; la direction révolutionnaire locale s'engagea sur une autre voie. Il existait à Sou-Tchéou des centaines de brodeuses qui avaient acquis dans ce domaine une grande habileté.

Pendant des générations elles avaient usé leurs yeux pour que fleurissent et papillonnent les vêtements des riches propriétaires.

Fallait-il détruire cet art que les classes possédantes avaient accaparé, ou fallait-il le transformer et le restituer au peuple ?

Le choix ne se fit probablement pas sans lutte. L'idée de « socialiser » des brodeuses n'était certainement pas une idée reçue dans le mouvement ouvrier des années 50.

Une interprétation mécaniste de Marx amenait à penser qu'on ne pouvait socialiser un procès de production qu'en s'appuyant sur un développement préalable de sa mécanisation. Cette « hérésie » ne troubla pourtant pas les femmes communistes de Sou-Tchéou. Le peuple chinois avait besoin d'un art pour lui, comme les plantes d'eau.

Les brodeuses étaient utiles au peuple, et qu'on ne leur dise pas qu'un pays de quelques centaines de millions d'habitants, avec une économie encore sous-développée, qui commençait à peine de se sortir de la malédiction séculaire — non pas divine mais très « sociale » — des famines et des guerres, avait plus besoin de machines que d'art. On ne fait pas la révolution sans lui!

A Sou-Tchéou, comme à Tchaou Yan, c'est la détermination d'un petit groupe de femmes (huit seulement) qui provoqua la coopération de la grande masse. Elles durent pourtant résister à pas mal d'hostilité parmi les brodeuses familiales.

En premier lieu, la technique de la broderie se transmettait de génération en génération, et chacune gardait jalousement quelque secret de famille. Coopérer signifiait pour elles la vulgarisation de leurs tours de mains et, par là, leur dévalorisation. De la même façon les motifs, pour être a

valables », devaient être originaux ; si d'autres reproduisaient leur motif que se passerait-il? Et puis le travail à la maison a ses mérites, on peut broder tout en gardant les enfants, n'est-ce pas? Ces huit « féministes » ne s'en laissèrent pas conter.

Elles prirent leur soie, leurs ciseaux, leurs aiguilles et leurs enfants et commencèrent à broder ensemble. Elles mirent tout en commun, leur expérience, leur initiative et leur enthousiasme.

Au bout de quelques mois, on constata que non seulement leur travail n'avait pas « banalisé » les motifs de broderie, mais qu'il les avait multipliés. Elles faisaient ensemble des esquisses, discutaient des projets, les critiquaient, les amélioraient.

Elles en firent plus et de plus beaux à elles huit que cent brodeuses bouclées chacune dans sa maison. Sur le plan de la technique proprement dite le développement fut aussi spectaculaire.

Dans le passé, on avait toujours brodé une seule face de la soie ; maintenant elles avaient mis au point une méthode pour broder des deux côtés, ce qui donnait beaucoup de profondeur au motif et multipliait les possibilités de relief ». En une année, la coopérative se développa et passa de huit membres à cent.

A cette époque, il y avait encore des capitalistes en Chine (des petites entreprises capitalistes continuèrent à exister sous le contrôle sévère de l'État jusqu'en 56) et les « soyeux » de Sou-Tchéou ne voyaient pas se développer d'un bon œil ce « phalanstère d'enragées ».

Ils tentèrent de briser ce mouvement en haussant le prix d'achat des broderies. Par exemple, les oreillers brodés que l'État achetait au prix de 20 fens chacun à la coopérative, furent proposés à 24 fens par les soyeux, à condition qu'ils fussent faits à la maison.

Cette méthode ne remporta pas le succès escompté ; bien au contraire, elle ouvrit les yeux de beaucoup de femmes : « Avait-on déjà vu un capitaliste augmenter la paie des ouvriers sans même que ceux-ci le demandent? Il se tramait certainement là quelque chose de pas très régulier. »

Les rangs se resserrèrent autour de la coopérative. Très rapidement la vente des broderies et l'aide de l'État permirent à la coopérative de garantir une stabilité de revenu aux coopérantes, alors que les brodeuses individuelles avaient été de tous temps soumises aux impératifs des soyeux et à leur concurrence mutuelle.

Elles eurent droit comme tous les ouvriers chinois aux soins médicaux entièrement gratuits ; d'autre part, elles organisèrent crèche et maternelle dans les jardins qui entouraient les ateliers.

Leur fonds d'accumulation leur permettait d'élargir la production. Elles achetèrent de grands tendeurs de soie (sorte de cadre en bois, articulé sur des pieds, qui permet de tendre la soie à broder) pour pouvoir réaliser de grands motifs de broderie, qu'elles effectuaient maintenant à plusieurs.

Sur le plan politique, les femmes (dont on sait depuis toujours qu'elles n'entendent rien à l'art, puisque l'art est création, et

qu'en matière de création le sexe faible se limite à perpétuer l'espèce!) prétendirent se mêler des questions artistiques.

Il fallait ne pas manquer d'audace pour affirmer que des ouvriers, et qui plus est des femmes, entendaient quelque chose à ce domaine. Qui servir? Le peuple et ses ennemis? S'en tenir aux traditions ancestrales ou innover?

Représenter des rois, des empereurs ou le peuple en marche? Le débat était très vif. Sous prétexte de préserver les riches traditions, certaines femmes, dominées par l'idéologie bourgeoise, disaient qu'on ne pouvait pas avec de fines aiguilles dessiner les mains rustres des paysans.

Elles avançaient la théorie selon laquelle tous les efforts devaient tendre à améliorer la technique et non à bouleverser le contenu. C'est pourquoi une grande partie des broderies représentaient encore avant la révolution culturelle les héros du passé, si chers aux antiquaires du faubourg Saint-Honoré.

Mais on constata vite que dans la technique aussi ces mêmes femmes défendaient des lignes tout à fait fausses.

C'est ainsi, par exemple, qu'elles confinaient la quasi-totalité des brodeuses dans l'exécution de l'ensemble de la broderie, à l'exception des visages que seules quelques rares initiées savaient exécuter ; elles le faisaient d'ailleurs en cachette afin de conserver ce privilège.

Cela révoltait les brodeuses qui se désespéraient de produire toujours des toiles de fond et des corps décapités. La direction de l'usine avait échappé des mains des femmes et, dans les

faits, c'était une équipe d'experts qui décidait seule de ce qu'il fallait faire et ne se souciait absolument pas des désirs et des aspirations des femmes. Une jeune brodeuse raconte :

Depuis mon enfance, je brûlais du désir de broder sur la soie les visages des héros révolutionnaires qui ont libéré la Chine. Mais on se moquait de moi : « Tu es trop jeune, tu ne sais pas même bien réussir le ciel et les campagnes, comment pourrais-tu faire des nez et des yeux? Tu es trop ambitieuse! »

J'essayai pourtant toute seule, mais ne réussis pas. Pleine d'amertume, je me remis alors à faire des ciels et des campagnes. Pendant la révolution culturelle, nous avons décidé que les visages ne seraient plus désormais une chasse gardée, un privilège. Toutes auraient la possibilité d'en faire.

Il fallait donc enseigner les méthodes à toutes les brodeuses. Nous avons fait de très nombreux essais, pas toujours très réussis ; ainsi, une fois, j'avais brodé une sentinelle qui, tapie dans l'ombre, guettait l'ennemi avec vigilance.

Je voulais donner à cette broderie l'impression de silence lourd et d'immobilité que l'on ressent aux récits de ces scènes-là ; mais mes camarades se mirent à rire en voyant ma broderie : « Dis donc ta sentinelle, elle a beaucoup couru, elle est essoufflée, elle est cramoisie, elle doit sûrement souffler comme un bœuf. Si l'ennemi ne l'entend pas, c'est qu'il est sourd! »

J'étais désolée, mais aussitôt, reprenant leur sérieux, mes camarades me dirent : « Ce n'est pas grave, si on ne tente pas d'expériences, on ne pourra pas remporter de victoires ; on va recommencer ensemble en veillant à ne pas mettre trop de

rouge. Petit à petit nous réussirons. » Effectivement, bien que ce soit assez difficile, aujourd'hui nous pouvons toutes réussir des visages, parce que nous cherchons à nous entraider, nous ne travaillons plus en cachette. »

Dans cette usine, où il y a maintenant 1 600 brodeuses. Nous avons vu de jeunes hommes assis devant des tendeuses en train de broder sous les conseils des femmes. Edith demande à l'un d'eux : « Cela ne vous fait rien de faire un métier de femme? »

« Si, ça me plaît. Mais ce n'est pas un métier de femme ; c'était l'ancienne société qui raisonnait comme ça : métier d'homme, métier de femme. Les temps ont changé. »

« Mais les autres hommes ne se moquent pas de vous?) », « Non, la broderie est utile pour la révolution. Oh! bien sûr il y en a encore qui pensent que c'est une affaire de femme », et il ajouta dans un sourire : « La lutte des classes n'est pas finie, il faut continuer le combat. »

La lutte contre la division entre travail manuel et travail intellectuel, et la libération des femmes

C'est dans une grande usine textile de Chang Cha, employant plus de 7 000 ouvriers, dont 80 % de femmes, que nous avons compris brusquement ce qui la veille encore nous paraissait si confus : la transformation des rapports entre les intellectuels et les ouvriers au cœur des usines contribue puissamment à la libération des femmes.

Ce jour-là, nous avons un programme chargé, si bien que la visite de cette usine devait être courte. C'est presque au pas de

course que nous avons traversé les ateliers bruyants du cliquetis des navettes. Dans la salle de réunion, ensuite, nous étions assez peu attentives.

Puis cette phrase : « Avant la révolution culturelle il y avait dans notre usine plus de 2 500 règles et règlements visant à opprimer les ouvrières », Danielle interrogea la jeune ouvrière, au visage grave, qui venait de parler : « Pouvez-vous nous dire en quoi principalement ces règles s'opposaient aux ouvrières ? »

Sans hésiter une seconde elle répondit : « A cause de ces règles absurdes, les ouvrières ne pouvaient pas faire d'innovations techniques. Lorsqu'elles voulaient faire une amélioration de la production, elles devaient soumettre leur projet par une voie hiérarchique compliquée et intimidante, et lorsque le projet arrivait enfin sur le bureau des techniciens, la plupart du temps ceux-ci ne comprenaient pas son intérêt et le mettaient au panier. C'était décourageant et ça freinait le développement de la production. »

Je vois encore les quelques regards déçus ou étonnés que nous avons rapidement échangés entre nous à ces mots. Quoi? Le premier exemple de répression des ouvrières qui lui venait à l'esprit, c'était qu'elles ne pouvaient pas assez développer la production? Cela nous parut une réponse stéréotypée et pour tout dire peu vraisemblable.

Danielle changea de sujet : « Les ouvrières peuvent-elles changer de postes fréquemment pour connaître l'ensemble du travail ? — Nous nous efforçons de faciliter la permutation des ouvrières, répondit-elle. Mais c'est assez difficile. Certains

postes demandent beaucoup d'expérience.

Les ouvrières plus âgées peuvent donc plus facilement changer que les jeunes. Quoique nous nous efforcions sans cesse de permettre ces changements, nous ne les considérons pas comme décisifs. Pour avoir une connaissance globale, l'essentiel est que les ouvrières participent de plus en plus au travail de « conception ».

Dans chaque atelier il y a une équipe d'innovation technique composée d'ouvrières, de techniciens et de cadres révolutionnaires. Les membres de ces équipes, qui travaillent tous aussi comme ouvriers, effectuent collectivement le travail de conception, projets, plans, maquettes, dessins, etc.

Cette équipe travaille à partir des suggestions, des critiques et des conseils recueillis journallement auprès des ouvriers. Par cette méthode on fait fusionner progressivement le « savoir » et le travail manuel, la théorie et la pratique, les intellectuels et les ouvriers.

Et les deux côtés de l'ancienne séparation — qui subsiste encore bien sûr, mais qui va en s'amenuisant — se transforment qualitativement.

Le but est de former un homme nouveau qui ne sera plus l'intellectuel du passé, coupé de la pratique, des problèmes concrets de la production et des ouvriers, ni l'ouvrier du passé privé de connaissances théoriques.

« Cette transformation est nécessaire des deux côtés, mais elle n'est possible que si les ouvriers en prennent la direction

politique et idéologique. Tout en s'instruisant mutuellement, ce sont les ouvriers qui rééduquent les intellectuels. Cela semble un paradoxe, n'est-ce pas? Autrefois, on pensait que c'était aux intellectuels d'enseigner le « savoir » aux ouvriers.

C'est un point de vue unilatéral. C'est vrai que les ouvriers ont une connaissance fragmentaire, mais au moins est-ce une connaissance vérifiée dans la pratique, fondée sur une position de classe révolutionnaire. »

C'est pour cette raison que c'est aux ouvriers qu'il appartient de diriger cette transformation. Pour se libérer eux-mêmes des limites de leurs connaissances, ils doivent libérer les intellectuels également. C'est dans ce cas précis, une fois encore la vérification de la thèse de Marx : le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en émancipant l'humanité tout entière.

En faisant des différents postes de travail des plaques tournantes, on permet seulement aux ouvriers d'élargir quantitativement leur connaissance pratique, mais non de franchir la frontière entre la conception, le projet global et sa réalisation concrète.

Ce que venait de nous expliquer l'ouvrière de Chang Cha éclairait de façon lumineuse ce qu'elle nous avait dit auparavant ; oui, les ouvrières avaient bien souffert de ne pouvoir faire des innovations techniques, de ne pouvoir libérer leur initiative.

Nous entendons bien, me direz-vous, mais en quoi cela concerne-t-il particulièrement la spécificité féminine ?

C'est très simple. Vous allez comprendre, comme nous l'avons

nous-mêmes compris :

Dans cette division ancestrale entre le travail manuel et intellectuel, les femmes dans leur immense majorité sont du côté du travail manuel. Et cela, doublement.

Non seulement parce que, comme tous les ouvriers, elles sont privées du savoir, mais encore parce que, du fait de leur « séquestration » familiale, elles sont plus que quiconque privées de points de vue globaux, de vision d'ensemble. Leur monde, c'est celui de la cuisine, de la chambre des enfants et du lit conjugal. Ce sont les O.S. du foyer.

C'est pour ces raisons que lorsqu'elles sortent de chez elles pour travailler dans des usines traditionnelles, elles sont, plus que leurs compagnons encore, réduites à n'être dans leur travail que des exécutantes « d'ordres mystérieux ».

Et inversement, c'est pour ces mêmes raisons que, dans la transformation révolutionnaire des rapports entre les intellectuels et les ouvriers, elles sont les premières à y gagner.

Quel meilleur moyen peut-il exister pour des femmes opprimées — dont l'oppression vient justement de cette mise à l'écart des activités sociales, par conséquent de la privation de vision « sociale » — quel meilleur moyen donc que de leur permettre d'accéder d'emblée aux connaissances scientifiques les plus larges, les plus globales?

Cela non par la voie de l'élève qui apprend ce que le maître lui enseigne, mais en dirigeant la coopération entre les intellectuels et les ouvrières?

Une autre forme très importante de l'appréhension par les ouvriers des connaissances globales dont ils étaient privés est l'acquisition de nouveaux métiers et la pratique d'expériences diversifiées.

Il y a, c'est une chose connue, des ouvriers qui deviennent médecins sans passer par l'université, mais en suivant des stages pratiques et théoriques auprès de médecins diplômés. Mais il y a de nombreux autres cas.

Par exemple, les ouvriers vont fréquemment travailler quelques mois dans les campagnes pour aider à la mise sur pied de petites industries locales ou pour former parmi les paysans les ouvriers qualifiés dont la commune a besoin.

Il y a aussi des groupes d'ouvriers désignés par leurs camarades de travail pour aller — en général, pendant une année — diriger le travail politique et idéologique dans toutes sortes d'autres endroits que les usines : théâtres, hôpitaux, écoles, administrations, grands magasins, etc.

Il y a aussi, naturellement, les études qu'ils peuvent continuer ou reprendre sous des formes multiples, notamment : en étant désigné par les ouvriers de leur usine pour aller étudier dans les universités, ou bien en suivant des écoles du soir, ou encore des centres universitaires à mi-temps, créés dans certaines usines, comme dans celle de machines-outils de Changhaï ; là, les ouvriers font une demi-journée de travail productif et l'autre d'études.

Les équipes d'innovations techniques, comme ces pratiques

diversifiées, s'attachent toutes à détruire, sur des points différents, la division sociale entre travail manuel et travail intellectuel.

Et c'est parce que l'oppression des femmes est étroitement liée à cette séparation que, dans le mouvement social (composé par toutes les classes et de classe révolutionnaires de la société) de destruction de cette division, les femmes tracent la voie de leur libération.

« A travail égal, salaire égal » : un principe simple, mais une application complexe

Dans la commune populaire d'amitié sino-albanaise, le camarade Paï, secrétaire du Comité révolutionnaire, nous expliqua comment des conceptions, dites « d'égalitarisme absolu », aboutissaient de nouveau à opprimer les femmes.

Certains hommes, au nom de l'égalité et du principe « à travail égal, salaire égal », s'opposaient à ce que les femmes soient rétribuées autant que les hommes puisque, disaient-ils, « elles ne font pas un travail égal, elles ne portent pas d'aussi lourdes charges que nous ».

Paï nous dit que ces positions, bien que minoritaires, n'étaient pas rares, qu'elles étaient une des manifestation de la lutte entre deux voies, voie capitaliste ou voie socialiste, dans la nouvelle société. « Ces conceptions doivent être critiquées et combattues vigoureusement car elles sont le fait d'une attitude féodale à l'égard des femmes et du travail.

A l'égard des femmes, car malgré d'innombrables faits réels et

d'importance historique, les femmes continuent à être jugées par ces personnes comme des êtres inférieurs qui apporteraient une contribution mineure à la société, ce qui est archifaux.

A l'égard du travail également, parce que ce sont les marchands d'esclaves, les exploiters, qui accordent au travail humain la même valeur, les mêmes critères qu'à celui fourni par les animaux : plus ou moins de simple force physique. Les propriétaires tibétains, par exemple, trouvaient qu'un esclave de bonne constitution et fort physiquement pouvait être échangé contre deux autres un peu moins robustes.

Dans la nouvelle société, à l'exemple de Tatchai (célèbre commune populaire en Chine, citée en exemple par Mao Tsé toung pour la voie de l'édification socialiste dans les campagnes chinoises), nous devons évaluer le travail de chacun en tenant compte en premier lieu du comportement politique de la personne — peu importe son sexe — vis-à-vis de la société, vis-à-vis de son travail. »

Cette polémique au sujet de la valeur du travail féminin a d'ailleurs été l'objet d'un grand débat dans tout le pays, comme en témoigne l'article du Drapeau Rouge de février 72 (La Nouvelle Chine. N° 8 / 1972).

« ...En ce qui concerne la force physique, certaines personnes sont faibles, d'autres fortes. Les travaux agricoles qui nécessitent une grande force physique doivent être confiés aux hommes qui possèdent cette force physique.

Il est normal que la répartition du travail tienne compte des différences physiologiques qui existent entre les hommes et les

femmes... » J'ajouterais : et des différences qui peuvent exister parmi les hommes eux-mêmes ; comme on nous l'a souvent expliqué, on ne confiera pas en Chine à des hommes frêles ou de santé délicate des travaux nécessitant une grande robustesse physique. Et l'article continue : « ...Mais la force ou la faiblesse physique ne peut en aucun cas servir de prétexte à une différence de rétribution entre les hommes et les femmes.

A chacun selon ses capacités et selon son travail : suivant ce principe les normes qui fixent la rétribution du travail tiennent compte de la quantité, de la qualité du travail effectif de chaque travailleur, ainsi que de la plus ou moins grande contribution que son travail représente dans la production socialiste. »

Tenir compte des particularités physiologiques de la femme, cette préoccupation se manifeste aussi dans la durée des congés. Tous ont droit à un jour de repos hebdomadaire, mais les femmes jouissent de quatre jours supplémentaires par mois au moment de leurs règles, aussi bien à la campagne qu'à la ville.

Les femmes prennent leur retraite à cinquante ou cinquante-cinq ans, suivant le travail qu'elles ont fait jusque-là, et les hommes vers soixante.

Ces nuances entre « l'égalitarisme absolu » et l'égalité entre les sexes peuvent apparaître byzantines, ou dangereusement glissantes, susceptibles d'introduire l'idée d'une inégalité fondée sur la « nature », sur la physiologie ; en effet, qu'est-ce qui fait partie de la nature physiologique sexuelle ?

Qu'est-ce qui, en revanche, relève d'un acquis sexuel

culturellement déterminé par la place inférieure que les femmes occupent dans la société? La démarcation n'est peut-être pas toujours facile, elle est cependant indispensable.

Sur les aptitudes des femmes à maîtriser certaines techniques agricoles, on retrouve les mêmes controverses entre « tâches féminines et masculines ». Certains vont (en apparence à l'opposé des tenants de « l'égalitarisme ») jusqu'à affirmer que les hommes et les femmes doivent se partager le travail selon leur sexe. Le même article du Drapeau Rouge commente à ce sujet :

« Cette vieille survivance de l'ancienne société qui consiste à opposer travaux agricoles masculins et travaux agricoles féminins subsiste encore dans certaines régions, des travaux d'une technicité assez poussée» comme l'ensemencement du blé ou du riz et la fertilisation des sols sont considérés comme des travaux d'hommes.

Certains refusent aux femmes de s'y initier et d'y participer, sinon en se moquant d'elles, en disant que c'est « La poupe en avant », que c'est « le monde à l'envers »...

L'article fait remarquer que si justement les hommes ont acquis une supériorité technique dans ces travaux, cela vient uniquement du fait qu'ils en ont une longue pratique, tandis que les femmes, elles, étaient confinées, dans l'ancienne société, dans les tâches domestiques, les travaux agricoles leur étant le plus souvent interdit.

« Pourquoi, ajoute le Drapeau Rouge, une pratique répétée ne leur permettrait-elle pas, à elles aussi, de passer maîtres dans la

technique du repiquage ? Si on leur refuse toute expérience pratique, d'où la technique pourra-t-elle leur venir ?

Ces attitudes relèvent d'une pensée féodale. C'est une manifestation du mépris des classes exploiteuses pour les femmes. C'est cette prétendue nature féminine, concept pernicieux et rétrograde auquel Liou Chao chi et autres se référaient. »

La répartition des revenus se fait annuellement après la récolte d'automne, en prenant l'équipe de production (unité de base de la production agricole) comme base de calcul.

Tous les mois à l'intérieur de l'équipe chaque membre s'attribue les points qu'il croit pouvoir accorder à son propre travail ; cela se fait dans une discussion collective au cours de laquelle ses camarades interviennent s'ils ne sont pas d'accord avec l'évaluation personnelle, soit qu'ils la jugent surestimée, soit qu'ils la jugent aussi sous-estimée.

C'est justement à propos de l'attribution de ces points-travail aux femmes que la polémique a lieu.

Au sujet des conséquences de ces attitudes sur les salaires des hommes et des femmes, l'article du Drapeau Rouge poursuit : « Il existe un autre genre d'idées fausses qu'il faut aussi combattre. Par exemple, certains camarades reconnaissent qu'effectivement il n'est pas juste que les femmes reçoivent 8 points 1, là où pour un même travail les hommes en reçoivent 10.

Pourtant, ils ne font rien pour éliminer cette injustice, car ils

font le raisonnement suivant : « En regardant les choses au niveau des foyers et non plus au niveau des individus, personne n'est lésé économiquement, puisque chaque famille comporte des hommes et des femmes. »

Cela les amène à n'attacher qu'une importance relative à l'application de ce principe...

Cette façon de raisonner est fautive, on ne peut envisager le problème du point de vue de la perte ou du gain économique subis au niveau du foyer. L'application du principe de l'égalité des salaires entre hommes et femmes est avant tout un problème politique très important, un problème de ligne idéologique.

L'égalité des hommes et des femmes sur le plan économique est étroitement liée à leur égalité sur le plan politique. La persistance dans certains endroits de la vieille idéologie qui tend à surestimer les hommes et à sous-estimer les femmes n'est que le reflet politique de l'inégalité économique des hommes et des femmes.

Et c'est d'ailleurs sur le plan politique que se manifeste l'opposition des larges masses féminines à cette inégalité. Certaines femmes disent fort bien : « Nous ne luttons pas pour quelques points de travail supplémentaires, nous luttons pour l'honneur. »

Considérer que l'inégalité de rétribution entre hommes et femmes n'est pas d'une importance primordiale revient virtuellement à considérer que le statut de la femme n'est pas d'une importance primordiale, ce qui en soi relève d'une

idéologie féodale du mépris des femmes! ... »

LA SOCIALISATION DES CAMPAGNES EN CHINE, ET LA LIBÉRATION DES FEMMES

Des paysannes racontent...

Dans la salle de réunion de la commune populaire de Chawan, une paysanne d'une quarantaine d'années nous raconta l'histoire de la collectivisation des terres dans cette commune, marquée à toutes les étapes par le rôle des femmes.

« A la libération la réforme agraire a politiquement émancipé les paysans pauvres et moyens pauvres, ainsi que les femmes qui reçurent des terres comme les hommes.

Mais la production se faisait encore sur la base de la famille, si bien que la famille devait se débrouiller seule face aux difficultés.

Une année, il y eut une grande sécheresse, et pour que la récolte puisse avoir lieu tout de même il fallait charrier de l'eau dans les champs.

Les familles qui manquaient de bras étaient très désavantagées. Une veuve que je connais avait reçu cinq mous (1 mou = 1/15 hectare) pendant la réforme agraire, mais elle manquait d'aide et ses revenus étaient très bas.

Elle prit conscience des difficultés et aida activement à la création des premiers groupes d'entraide entre les familles.

Mais ces groupes ne résolvait pas tout. Nous nous aidions, mais la propriété familiale restait la base de la production, et finalement, c'était la famille qui était responsable de ses réussites et de ses échecs.

Une année, une famille voisine a été très touchée par la maladie; ils ne purent pas travailler et finalement ils ont dû vendre leurs terres (ce droit de vente a existé jusqu'en 1952) pour se soigner. Cela fut une leçon politique importante pour les paysans pauvres du village.

Nous pensions : « Si on ne poursuit pas plus avant la collectivisation, les divisions de classe s'approfondiront! »

Nous avons alors créé les premières coopératives. Plusieurs familles travaillaient en commun et se partageaient les bénéfices sur la base des terres et du cheptel apportés. Les femmes étaient doublement attachées à la coopération.

Comme paysannes d'abord : elles reconnaissaient là la seule voie pour éviter que les campagnes redeviennent l'horrible enfer d'exploitation des pauvres ; mais aussi parce qu'aussi longtemps que la production s'effectuerait sur la base familiale, elles resteraient clouées à la maison.

Qui d'autre qu'elles alors pourrait s'occuper des enfants, du ménage, des repas? En revanche dans les équipes, tout le monde, hommes et femmes, travaillait : alors il fallait bien trouver des solutions collectives pour les enfants et le travail ménager.

« Si nous nous entraïdions pour les travaux agricoles, nous

devons nous entraider aussi pour les travaux ménagers », telle était la position des femmes. Moi, je disais à mon mari : « Il faut que nous entrions dans cette coopérative. »

Mais il me répondait : « Tu n'es qu'une jument (terme désignant les femmes dans l'ancienne société), tu n'entends rien à ces affaires, tu n'iras pas travailler au-dehors! » Cela me remplissait de colère : « Les femmes se sont émancipées, tu n'as aucun droit de me traiter ainsi ; ce que nous avons, nous l'avons obtenu en luttant, je ne céderai pas! » Et je suis entrée sans lui à la coopérative.

Lorsqu'il rouspétait contre les difficultés de son travail (en particulier son incapacité à lui, ancien paysan pauvre, propriétaire d'une petite parcelle, à effectuer seul tous les travaux agricoles) je lui expliquais, faits à l'appui, la supériorité de la coopérative ; au bout de quelque temps, il comprit que son entêtement avait pour origine les idées féodales qu'il conservait sur la propriété privée et le rôle des femmes.

Ayant compris cela il put rejoindre la coopérative. Je connais dans le village beaucoup de familles où les choses se passèrent ainsi.

Plus tard, nous avons franchi, un nouveau pas dans la collectivisation. Il fallait regrouper plus de forces pour pouvoir entreprendre de grands travaux afin de maîtriser la nature, par exemple, des travaux d'irrigation.

Mais au lieu de pousser dans la voie de la collectivisation, les « liouxistes » (partisans de Liou Chao chi) profitaient de chaque calamité naturelle pour avancer leur camelote de la ce

production sur la base de la famille ».

Ils se répandaient en propos défaitistes ou disaient insolemment: « Dans cette commune nous sommes trop peu pour entreprendre de grands travaux, nous n'avons que 2 000 forces de travail. » Ce qui était faux : ils arrivaient à ce chiffre en comptant 2 femmes = 1 homme.

Ici les collines qui entourent la brigade étaient si arides, si desséchées qu'on les aurait dites chauves. Les paysans pauvres qui voulaient poursuivre la collectivisation disaient : « C'est à l'homme de dominer la nature et non l'inverse : les collines chauves seront chevelues avant longtemps. »

Et nous avons engagé le combat. Des jours durant, nous avons charrié sur le dos des paniers de terre sur la colline ; nous avons creusé le sol en terrasses. L'une après l'autre, les quatre collines qui entourent la commune tombèrent entre nos mains. Nous y faisons maintenant des récoltes de thé, les plus abondantes de la région. Aurions-nous pu arriver à ce résultat en restant sur nos parcelles individuelles?

C'est par de tels faits que nous combattions les liouxistes.

Et dans ce mouvement les femmes étaient au premier rang, c'est un fait connu de tous! »

Elle se tut. Le secrétaire du Comité révolutionnaire assis à côté d'elle intervint :

Je voudrais moi aussi raconter d'autres faits qui montrent que les femmes nous donnèrent bien souvent des leçons

révolutionnaires, de clairvoyance et d'obstination.

Une fois, avant les grands travaux d'irrigation, il y eut une sécheresse terrible. Toutes nos récoltes étaient compromises ; même plus question de charrier de l'eau, les rivières des environs étaient asséchées.

Quelques vieux de la commune racontaient que dans leur enfance il y avait eu une source dans un grand pré, près du village, mais personne ne savait plus exactement où. Une équipe de filles décida de la découvrir. Elles partirent aussitôt dans le pré au-dessus du village, et, pendant cinq jours et six nuits, elles remuèrent la terre pour la retrouver.

Beaucoup jugeaient ces efforts inutiles, et s'en moquaient. Des sources à Chawan! Ça se saurait!

Mais le sixième jour au matin, elles redescendirent en trombe au village en criant : « Nous avons trouvé la source ! Nous avons trouvé la source! » Là tout le monde se précipita sur les lieux et vit un petit ruisseau d'eau qui traversait la terre.

Elles l'avaient trouvé en palpant la terre avec leurs mains jusqu'à ce qu'elles arrivent à des blocs de terre un peu moins secs. Elles s'étaient mises alors à creuser sans relâche à cet endroit et avaient réussi à mettre la source à nu. Ce n'était pas rien.

Tout le village s'est mis au travail ; nous avons creusé toute la journée un grand réservoir, puis nous avons amené des canalisations ; en une semaine nous eûmes suffisamment d'eau pour arroser les champs.

Notre récolte fut sauvée. Nous avons appelé cette source « la source des femmes », et lorsqu'il arrive que des hommes ne prêtent pas attention aux propos des femmes, il se trouve toujours quelqu'un pour rappeler : « Et la source? qui avait raison, elles ou nous? Il ne faut pas oublier la leçon de la source! »

Après cette réunion ou nous a conduites par un sentier étroit à cette source. A son emplacement on avait creusé un profond réservoir de 6 000 litres aux parois murées de pierres.

Edith imaginait les six jeunes filles à quatre pattes, palpant chaque pouce du pré comme un gros ventre de malade, la certitude qu'elles avaient de réussir les empêchant de trouver ce travail herculéen. Pourquoi n'était-ce pas des hommes qui avaient fait ce travail?

Les femmes n'ont pas des « dons » particuliers de sourcière! Mais aussi, pourquoi parmi les paysans est-ce d'abord les plus pauvres qui coopèrent?

Évidemment parce qu'ils étaient les plus à même de comprendre la supériorité du collectivisme à cause de leur situation économique. Si les femmes avaient passé cinq jours et six nuits à chercher l'eau de leurs doigts, c'est parce qu'elles étaient acharnées à prouver que la collectivisation était supérieure à la propriété individuelle familiale et elles connaissaient celle-ci aussi comme forme concrète de leur oppression féminine.

On a trop tendance à penser que la spécificité féminine apparaît

exclusivement sur le terrain des contradictions entre hommes et femmes. En réalité, la longue pratique que les femmes ont de leur oppression est très riche.

On peut avancer comme hypothèse qu'il existe une double spécificité féminine, ou plus exactement deux aspects de la spécificité féminine : celui qui résulte de la situation d'infériorité de la femme dans la société (dans une société qui repose sur l'intérêt privé) et celui qui naît de son infériorité immédiate dans son rapport à l'homme, ce dernier étant la conséquence du premier.

C'est parce que les femmes ont une connaissance plus approfondie des limites de l'horizon familial qu'elles sont mieux placées que les hommes pour rejeter l'illusion que « l'idéal est d'être maître chez soi ».

Le rôle d'avant-garde, que les femmes jouent à certains moments historiques, s'explique par le fait que plus que tout autre elles n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. C'est ainsi qu'il faut comprendre, à mon avis, le défi des sourcières de Chawan : et si c'étaient les femmes depuis toujours plus que tout autre dominées par la nature qui devaient constituer les premières lignes pour la maîtriser? Quelle revanche sur l'histoire et les sceptiques!

Les nouveaux comités de femmes de Chawan

Au cours de cette même discussion on nous confirma que pendant la Révolution culturelle l'ancienne organisation des femmes avait été « suspendue ».

Cette association révolutionnaire, née dans les flammes de la guerre antijaponaise, était devenue une association du « bien-être » où l'on distillait une idéologie rétrograde de femmes au foyer, ne s'intéressant qu'aux petits bonheurs et malheurs familiaux, bref la petite femme, très proche de l'image qu'en donne la presse capitaliste spécialisée.

La camarade Ton An ming, une paysanne d'une trentaine d'années, nous raconta qu'à Chawan, dans toute la commune populaire, elles avaient organisé plusieurs comités révolutionnaires regroupant quelque 5 500 femmes, c'est-à-dire la grande majorité (plus de 80 %) et dont elle était, elle-même, une responsable.

Au cours de notre voyage, on nous a souvent dit que l'organisation des femmes en était à « l'étape de lutte-critique-réforme », c'est-à-dire que le bilan complet sur ses activités passées n'était pas terminé, et que, d'autre part, les orientations nouvelles n'étaient pas encore nettement tracées.

De toute évidence, il y a un débat dans les masses à ce sujet, et l'organisation « nationale » ne se créera pas par une décision du « sommet », mais sur la base des innombrables enquêtes et expériences faites par les masses elles-mêmes.

Aussi étions-nous tout particulièrement intéressées à savoir quels étaient les objectifs que se fixaient les comités révolutionnaires des femmes de Chawan (provisoirement), Ton An ming nous répondit : « Actuellement, nous avons défini cinq tâches principales.

« Premièrement, l'étude du marxisme, du léninisme et de la

pensée de Mao Tsé-toung. A ce sujet je voudrais vous raconter comment nous avons procédé. Au début, nous faisons des stages d'étude communs pour les hommes et les femmes.

Donc, les couples amenaient avec eux les petits enfants, ce qui gênait l'étude. Les femmes ont alors proposé : « Plutôt que de nous aider entre voisins pour garder les enfants, il vaut mieux que ce soient les hommes qui restent à la maison pour garder les petits pendant que les femmes étudient ; ainsi nous pouvons étudier librement, et, d'autre part, les hommes réalisent mieux ce que représente la garde des enfants. »

C'est ainsi que nous procédons. Six fois par mois, ce sont les femmes qui étudient ; six autres fois, ce sont les hommes. Les femmes sont très satisfaites de cette solution : « Nous avons trouvé là une méthode efficace pour étudier la politique », disent-elles... »

A ce moment, une vieille paysanne interrompit le récit de Ton An ming pour dire :

« Un soir que je devais aller étudier, il se mit à pleuvoir à torrents. Il faisait nuit noire.

Mon mari me conseilla de ne pas m'engager sur la route par ce temps et en pleine obscurité. Je lui ait répondu : « Dans le passé malgré la lumière du jour j'étais comme aveugle car, comme presque toutes les femmes, je ne savais ni lire ni écrire.

Aujourd'hui à plus de soixante ans, je vais encore à l'école pour faire des échanges d'expériences révolutionnaires avec les autres femmes, me rééduquer et élever mon niveau de

conscience politique, et tu voudrais que je reste à la maison ce soir? Tu ne connais pas le prix l'étude pour nous autres femmes. »

Je vous raconte cette histoire car elle montre que les femmes sont très fortement attachées à l'étude politique », acheva la vieille paysanne sans reprendre son souffle.

Visiblement gênée de parler en public, et devant des étrangères, elle avait décidé de le faire pour bien nous faire mesurer l'importance de ce point qui lui paraissait capital : les femmes désirent ardemment étudier !

Ton An ming reprit :

« Deuxièmement : tout faire pour faciliter la grande critique révolutionnaire. Nous les femmes devons développer une lutte d'envergure contre toutes les manifestations du révisionnisme, notamment mener jusqu'au bout la critique de masse des anciennes orientations de l'organisation des femmes. »

« Troisièmement : tout mettre en œuvre pour que les femmes participent pleinement aux différentes activités politiques, c'est-à-dire qu'elles jouent leur rôle de « moitié du ciel ».

Dans tous les domaines et à tous les échelons des organes de direction on trouve des femmes ; mais il y a encore trop de femmes qui n'osent pas donner leur opinion en assemblée publique, ou bien si elles la donnent, certains hommes n'y prêtent pas assez attention. Notre rôle est d'enquêter sur ce problème, mobiliser les masses et le résoudre. »

Cela me rappela ce que nous avait dit l'instructeur politique d'une école du « 7 mai » proche de Pékin (Écoles de cadres du 7 mai : créées pendant la révolution culturelle, elles ont pour objectif la rééducation des cadres de l'industrie du commerce et de l'administration) : « Lorsque pour une tâche de responsabilité nous nous trouvons en présence de deux personnes, un homme et une femme, ayant sensiblement les mêmes qualités pour l'accomplir, la politique du parti consiste à confier de préférence cette tâche à la camarade femme. C'est là une position de principe révolutionnaire. »

« Quatrièmement : détruire les vieilles idées rétrogrades chez les hommes, mais aussi chez les femmes, notamment en ce qui concerne la prétendue supériorité des hommes dans certains domaines techniques. Nous veillons à ce que les femmes participent à toutes les activités sociales sans aucune exception. Nous menons une lutte sans pitié contre les superstitions qui ont tout particulièrement opprimé les femmes dans le passé. »

Il ne s'agit pas là pour la camarade Ton d'une formule littéraire, mais d'une réalité tout à fait concrète.

Les mineurs de Annuyan nous avaient raconté qu'autrefois les femmes étaient supposées porter malheur, et si quelqu'un en voyait une marcher près d'un puits de mine, les ouvriers refusaient d'y descendre, le croyant maudit.

Ou bien encore cette histoire qui montre bien le rôle particulier des femmes, une de leurs spécificités dans la lutte contre l'obscurantisme : une vieille croyance voulait que l'offrande des vins dans les temples religieux soit interdite pour les femmes. Celle qui en boirait devait mourir sur-le-champ, châtiée par le

ciel. Aussi les femmes rebelles firent-elles des dégustations publiques de ce vin devant les villageois effrayés, et quand ils voyaient qu'elles ne mouraient pas du tout, leurs croyances superstitieuses en étaient très fortement ébranlées.

Ton An ming ajouta cette autre histoire : « Il y a quelques années nous eûmes des pluies torrentielles ; des hectares et des hectares de récoltes furent détruits, des trombes d'eau emportaient des champs en pente.

Un rocher de 500 kilos fut charrié à plus d'un kilomètre d'ici. Alors un ennemi de classe, Hen, essaya de démobiliser les masses. Il alla partout en disant : « Lorsqu'on voit le torrent sur les versants de la montagne, c'est le dieu de la peste qui tombe sur la terre.

Il ne faut pas s'opposer à lui sinon tout sera dévasté. » Ces propos féodaux semèrent le désarroi chez certains paysans. Même, certains vieux n'étaient pas loin de penser qu'il s'agissait là d'une punition du ciel contre les transformations sociales réalisées par les paysans.

Alors la camarade Pin se mit en avant et harangua les gens du village :

Le torrent n'est que de l'eau. C'est le résultat de fortes pluies. Que peut-il dévaster? Les maisons et les champs, mais il ne peut pas tout détruire, comme le dit Hen.

Il ne peut pas détruire notre volonté de mener la révolution jusqu'au bout. Cela aucune force au monde ne peut y parvenir. Non seulement nous ne devons pas craindre d'être « punis »,

mais nous devons lutter de toutes nos forces pour vaincre cette calamité naturelle.

Si nous dévions le cours du torrent, nous éviterons que d'autres récoltes et d'autres habitations soient à nouveau saccagées. Donc, à l'ouvrage! » Elle organisa les femmes pour ce travail qui y jouèrent un grand rôle.

Après une lutte acharnée de quelques jours pendant laquelle nous avons déplacé plus de 30 000 m³ de terre, nous avons réussi à maîtriser totalement le torrent! Et cette année-là malgré les pluies diluviennes nous avons obtenu une abondante récolte supérieure de 25 000 kilos à la récolte précédente.

Les masses des paysans pauvres et moyen-pauvres de la commune de Chawan ont lutté contre le ciel et la terre, et les ennemis de classe et ont remporté quelques succès. Dans toutes les luttes les femmes ont joué un rôle d'envergure qui confirme l'appréciation de Mao Tsé-toung selon laquelle les femmes représentent une force décisive pour la victoire de la révolution.

« Cinquièmement : redoubler d'efforts pour poursuivre la révolutionnarisation idéologique de la famille. Là encore les femmes ont une contribution importante à apporter à la société. Nous en avons eu ici déjà de nombreuses preuves. Peut-être la camarade Li Ma shien peut vous raconter son expérience à ce sujet. »

Li Ma shien, une quarantaine d'années, le visage tanné par le soleil, prit la parole :

« Il arriva une fois que la brigade avait besoin d'une table pour

la collectivité. Lorsque j'appris cela, j'ai dit aux camarades que j'en possédais une chez moi qui devait faire l'affaire et que donc on la prenne.

Lorsque mon mari s'aperçut que j'avais prêté cette table, il se mit en colère et me dit : « Certaines femmes vont travailler pour apporter plus de biens de l'extérieur à l'intérieur de la famille, mais moi, j'ai une femme qui fait le contraire et donne à l'extérieur ce qui était à l'intérieur de la famille. »

Après ces paroles j'ai organisé une réunion d'étude de la pensée de Mao Tsé-toung dans notre famille. En particulier j'ai critiqué la conception révisionniste de Liou Chao chi selon laquelle il n'y aurait pas de contradiction entre l'intérêt collectif et l'intérêt privé. Ce sont là des paroles hypocrites pour propager l'égoïsme. Nous, paysans pauvres, nous devons servir le peuple totalement.

C'est-à-dire qu'en dépit de notre intérêt personnel, nous devons lutter contre l'égoïsme et implanter en nous la conception prolétarienne du monde, mettant toujours au premier plan l'intérêt des plus larges masses.

Ma belle-mère à cette occasion évoqua les souffrances du passé et le bonheur d'aujourd'hui ; elle dit : « Devons-nous jouir égoïstement, et ne penser qu'à notre famille, oublier le passé, oublier les 700 millions de Chinois et les 3 milliards d'êtres humains qui peuplent la terre ? Devons-nous protéger notre « bien » et oublier que les deux tiers de l'humanité vivent encore sous l'oppression et l'exploitation? »

Toute cette discussion bouleversa mon mari. Maintenant il

prend un soin tout particulier des biens de la collectivité et ensuite, ne pense qu'aux siens. Lorsque les camarades rapportèrent la table quelque temps plus tard, mon mari fit son autocritique et dit : « Si la brigade a besoin de quelque chose, elle peut toujours le prendre dans notre maison. »

La transformation révolutionnaire de la famille est une tâche très vaste ; elle concerne, comme nous le verrons plus loin, aussi bien la transformation de sa fonction sociale, que la destruction de l'intérêt privé, tout autant la création progressive de nouveaux rapports entre hommes et femmes que le bouleversement radical des relations parents/enfants.

C'est pourquoi il est intéressant de noter ici que l'évolution de la famille n'est pas considérée par les révolutionnaires chinois comme une simple conséquence des bouleversements sociaux, mais bien également comme une condition nécessaire à la révolution ; que, d'autre part, ce sont les femmes qui tout naturellement ont la responsabilité de la « diriger » ; et qu'enfin cette « révolution » est une des tâches les plus fondamentales que les femmes doivent à l'humanité d'accomplir.

Ton An ming ajouta : « Nous pouvons résumer le but des comités révolutionnaires ainsi : sous la direction du parti et du président Mao, mettre pleinement en valeur le rôle historique des femmes. »

Qu'on ne s'y trompe pas ! Il ne s'agit pas simplement en Chine de « gagner » les femmes à la révolution, encore moins, bien sûr, de les neutraliser, mais bel et bien de leur permettre de jouer jusqu'au bout leur rôle historique dont la révolution ne peut se passer. Que sera la nouvelle association féminine

chinoise? Une chose est certaine : elle restera, à l'image des comités de Chawan, et conformément à l'orientation de Mao Tsé-toung à ce sujet, basée sur la reconnaissance de l'apport remarquable des femmes dans la révolution.

Nous sommes loin des discours paternalistes de Liou Chao chi, comme du reste de tout un courant dominant dans la IIIe Internationale, qui ne voyait dans les femmes qu'une masse arriérée, facilement manipulable, et pour qui il fallait « faire quelque chose » afin d'obtenir leur adhésion.

Pour la socialisation du travail domestique

Pour obtenir l'égalité entre les sexes il faut qu'une question soit résolue : celle de la transformation du travail domestique. En m'attachant d'abord à retracer le rôle décisif de leur participation à la production pour l'émancipation des femmes, j'ai suivi ce que je crois être la réelle démarche des femmes chinoise pour se libérer.

Les femmes sont confinées aux tâches ménagères qui les tiennent à l'écart de la société, elles ne peuvent se libérer qu'en participant « de plain-pied », comme le dit Ma Yu yin, à la production sociale. Mais justement cette participation leur est interdite puisqu'elles doivent assumer leur travail domestique.

C'est le cercle vicieux complet que nous connaissons bien en Europe, et qu'Engels avait, il y a de cela bientôt un siècle, analysé en termes très clairs : « ...C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert — et seulement à la femme du prolétaire — la voie de la production sociale ; mais dans des conditions telles que la femme, si elle remplit ses devoirs au

service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux...

L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et... cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société. » (Engels, L'origine de la famille)

Dans la contradiction où se trouve l'immense masse des femmes du monde, il y a forcément un aspect de cette contradiction qui l'emporte sur l'autre, qui le détermine et auquel on doit s'attaquer en premier.

Si les ouvrières de Tchaou Yan comme celles de Sou Tchéou, n'ont pas attendu que soit d'abord résolue la question de la garde des enfants, par exemple, pour s'engager dans la production sociale, on comprend bien, en revanche, que si le problème n'avait pas trouvé « à son tour » une juste solution, elles se seraient vite retrouvées dans une situation que nous connaissons bien en Europe : la double journée de travail.

La camarade Su Yin, qui nous accompagna durant tout notre voyage, était âgée d'une cinquantaine d'années, membre du parti communiste chinois depuis près de trente ans.

Elle avait été l'une des responsables de l'organisation des femmes. Elle était chargée nous dit-elle, de nous aider à étudier et comprendre le rôle des femmes dans la révolution chinoise : « Socialiser le travail domestique, nous dit-elle, est une clef

pour la libération des femmes.

Faute de réaliser cette socialisation, l'égalité entre les sexes sera formelle, juridique mais pas réelle, les contradictions entre hommes et femmes ne seraient pas résolues et finalement le socialisme ne pourrait triompher. C'est donc là une question majeure pour l'avenir. »

Les machines à laver et l'émancipation des femmes

J'ai toujours trouvé riche d'enseignements cette « constatation » bourgeoise livrée naïvement par les canaux les plus officiels : « De nos jours, la ménagère des villes effectue en moyenne le même nombre d'heures pour son travail domestique qu'elle le faisait il y a cent ans. »

D'ailleurs, on le croit volontiers lorsqu'on sait qu'une ouvrière, mère de trois enfants, ne « travaillant » pas (oh! la merveille d'hypocrisie de ce langage!) passe tout de même environ 14 heures à s'occuper du ménage. Il y a cent ans les journées n'avaient, hélas que 24 heures, et l'on voit mal que nos arrière-grands-mères aient pu « s'occuper » plus longtemps chaque jour.

Pourtant l'industrialisation massive de tous, ou pratiquement tous, les secteurs de la production a eu dans le travail ménager des conséquences remarquables, indéniables.

Prenons le simple exemple de ce qui était, il y a encore quatre ou cinq générations, une production presque exclusivement familiale : la confection des vêtements familiaux, la fabrication des conserves et salaisons, voire du pain, le tissage

quelquefois ; tout cela a, purement et simplement, disparu des devoirs féminins. Nous trouvons tout dans le commerce, c'est-à-dire dans l'industrie capitaliste.

Plus récemment, la production en masse d'appareils ménagers comme les machines automatiques à laver le linge suppriment presque totalement notre travail de lessive.

Mais alors, à la place de toutes ces servitudes dont le capitalisme nous « a affranchies », que trouve-t-on ? « Mais que font-elles donc toute la journée ? » Nous ne faisons pas moins, mais d'autres choses, et différemment, et éventuellement, dans de pires conditions.

C'est vrai nous n'allons plus au lavoir battre notre linge. Mais nos arrière-grand-mères n'avaient pas un mari qui travaillait en équipe, les obligeant à un écartèlement impossible entre le rythme du mari, celui des enfants à l'école, celui des magasins ou du bureau de poste. Elles n'avaient pas des heures de transport chaque jour, ou très souvent pour aller au supermarché « moins cher, mais plus éloigné ».

Elles ne passaient pas des après-midi entiers à se faire blackbouler d'un bureau à un autre, d'un spécialiste à un autre, d'un guichet à l'autre pour remplir les papiers permettant à l'aîné d'aller en colonie de vacances, pour inscrire le petit à l'école, pour se faire rembourser des frais médicaux, pour ne pas se les faire rembourser, pour refaire la carte d'identité, pour obtenir un logement, pour ne pas l'obtenir, pour en visiter un, pour s'entendre dire : « C'est trop tard, il est déjà pris » ; pour conduire le petit au dispensaire, pour y faire la queue, et y retourner le lendemain.

Elles n'avaient pas de crèches, c'est vrai, mais nous non plus, ou si peu, et si tristes ; mais elles avaient les grands-parents, si ce n'est dans la maison même, du moins tout près, et dans leur quartier elles avaient de vieilles amies qu'elles connaissaient depuis toujours.

Ce que nous « connaissons », nous, c'est ce que les sociologues appellent « la nécessaire mobilité de la force de travail » ; nous avons changé, et nous changerons, trois ou quatre fois de ville dans notre vie ; notre quartier, nous le connaissons à peine, nos parents, ils sont loin, trop loin, pour s'occuper des petits.

C'est vrai, autrefois il n'y avait pas l'eau courante, il fallait aller au lavoir du village, mais on s'y rencontrait entre femmes. On y discutait. L'eau courante, en supprimant cette corvée, a supprimé en même temps un lien social entre les femmes. Et désormais, derrière les murs privés, le travail consacré au lavage du linge devient ce invisible », et socialement « inexistant ».

Des aspirateurs, des réfrigérateurs, des machines à laver : la belle affaire! On s'endette pour les acheter; pour les entretenir, les réparer, il faudrait être technicien. Alors on les porte chez le « spécialiste » : « Mais, figurez-vous, comme c'est curieux, on ne fait plus ce modèle-là : il n'y a plus de pièces détachées. » Il est fichu. Paul n'a pas le temps de le réparer bien qu'il soit habile.

Ah! par chance le vendeur nous le reprend : notre vieil aspirateur qui ne valait plus rien il y a quelques secondes, on nous en offre 50 F maintenant..., à condition d'en acheter un

neuf qui en coûte 250. La mécanisation ainsi conçue est à double tranchant. Si, d'une part, elle facilite quelques travaux, l'entretien de ces appareils en crée de nouveaux ; pour être vraiment efficaces, il faudrait que ces appareils soient collectifs et que chaque famille, c'est-à-dire chaque femme, n'ait pas seule la charge de leur entretien...

Christiane Collange (*Christiane Collange, Madame et le management*) une femme qui a réussi, et à qui l'on peut faire confiance, a fait une découverte il y a quelques années : le travail domestique., c'est comme le travail d'usine. Pour l'accomplir correctement, il faut une bonne gestion, des finances saines, une rationalisation des tâches, bref c'est une petite entreprise qu'on peut « manager » ; à la limite on y réaliserait des profits !

Et grâce à elle, les femmes ne sont pas des servantes, mais des P.D.G. qui ont des soucis certes (comme tous les P.D.G., c'est bien connu) mais la grande satisfaction (oh combien grande!) d'accomplir leur travail en six heures là où de pauvres créatures bornées, qui n'ont pas encore saisi la portée historique de leur rôle, en mettent six et demie, disons sept. Et que fait-elle Madame et le management de ces deux heures ainsi gagnées... sur elle-même? Elle va chez le coiffeur pour se faire faire des frisettes qui « plairont » à son mari, ou que plus vraisemblablement il ne remarquera pas. Quelle vie grisante!

C'est vrai, nos arrière-grand-mères faisaient de fastidieuses journées de lessive. Il y avait le jour des vitres et celui des parquets, le jour des confitures et celui du repassage. Nous, ce sont plutôt les lits, les courses, Je repas, vaisselle, repassage, lavage, re-courses, re-repas, re-vaisselle, et cela tous ou

presque tous les jours. Nous avons augmenté nos cadences. Bien sûr il y a des pauses, des temps morts. Parce qu'on ne peut pas stocker le travail domestique.

On ne peut pas raccommoier les chaussettes, avant qu'elles soient trouées, on ne peut pas faire la vaisselle avant qu'elle soit salie. Alors il y a des baisses dans l'intensité du travail, voire carrément « du temps libre, » deux heures, par exemple, au milieu de l'après-midi, prises en sandwich entre les courses-repas-vaisselle de midi et le rush de 4 h. 1/2 pour école-goûter-disputes-enfants-dîner-vaisselle-dodo. Mais de ces deux heures nous ne pouvons rien faire!

Trop court, trop haché, trop incertain aussi, pour organiser une occupation régulière comme travailler « en dehors », trop peu même pour sortir puisqu'on est loin de tout. Alors ces deux heures gagnées de haute lutte deviennent deux heures d'ennui terrible, de solitude, de désespoir.

C'est dans ces moments-là qu'on prend du recul, et qu'on se voit comme une marionnette qui s'agite en tous sens, sans avancer d'un pouce. Quel est le sens de tout cela? Se crever, se saigner aux quatre veines, hier, aujourd'hui et demain encore, et gagner de quoi entretenir toute la maison, se reposer, « vivre en famille », partir en vacances, le temps libre quoi!...

Tu parles! En réalité, c'est se reposer suffisamment pour pouvoir recommencer le lendemain, et après et toujours, et que nos enfants, après nous, fassent pareil... Il y a des moments où les mains de femmes, ces fameux « bijoux dont je suis fou », deviendraient volontiers des poings serrés.

Non, Moulinex ne libère pas la femme! Ni Moulinex ni la lessive qui tue le jaunard sans bouillir.

Et nous savons de quoi nous parlons, nous les filles du Robot Charlotte et de Madame Soleil.

Parce qu'on ne peut pas libérer la femme sans détruire la fonction même de la famille dans notre société ; cette fonction pour les classes opprimées, c'est : produire les futurs travailleurs (les enfants), soigner, nourrir, tenir en état les travailleurs actuels (les maris) et cela de telle façon que nos enfants et nos maris soient conformes à la « consommation » que la bourgeoisie veut en faire, c'est-à-dire ne puissent être autre chose que des opprimés, physiquement, intellectuellement, moralement, politiquement.

Ah! certes, si le capitalisme pouvait, sans mettre son existence en danger, parquer les travailleurs dans de grandes casernes, avec le strict minimum nécessaire pour survivre, s'il pouvait mettre tous les enfants en orphelinat, peut-être alors la condition féminine serait modifiée. Elle tendrait à ressembler à celle des hommes.

Mais pourrait-on parler de libération ? Mais cela même est une hypothèse absurde puisque la fluidité et la concurrence entre les forces de travail impliquent que celles-ci se reproduisent de manière privée, chacun étant responsable de faire tous ses efforts pour correspondre le plus possible à ce qu'attend de lui le capitaliste sur tous les plans, sous peine d'être rejeté de la production et de périr.

On comprend que les princes qui nous gouvernent ne soient pas

chauds-chauds pour mettre au rancart cette famille, une machine si nécessaire et qui a fait ses preuves.

COLLECTIVISATION D'ABORD, MÉCANISATION ENSUITE!

La socialisation du travail domestique implique nécessairement la destruction de la fonction économique de la famille, et par là même, de sa fonction politique passée.

Mais cette destruction à son tour rend absolument nécessaire la création de nouvelles structures sociales qui puissent remplacer les différents « devoirs » de la famille. De la préparation des repas à l'éducation morale des enfants, de l'entretien des vêtements, comme des soins aux petits, des loisirs, bref tout ce qui constitue le pain quotidien de la femme au foyer.

Détruire ces fonctions familiales est une évidence pour les révolutionnaires, mais comment et par quoi les remplacer?

C'est une autre affaire! Kollontaï, une dirigeante bolchevique des années 20, préconisait pour libérer la femme des fastidieuses corvées de ménage (entre autres mesures) la création d'un corps spécialisé d'ouvriers d'État qui s'en chargeraient exclusivement.

Mais qui libérerait ce corps spécialisé de cette corvée fastidieuse? Sur ce chapitre Kollontaï reste muette.

Pour abolir une division du travail oppressive qui condamne les femmes aux soins du ménage, on introduit une nouvelle

division du travail, donc on ne résout rien.

« Le ménage individuel périclité ; il est de plus en plus remplacé par le ménage collectif. La femme travailleuse pourra bientôt ne pas s'occuper de faire son logement elle-même ; dans la société communiste de demain, ce travail sera fait par une catégorie spéciale d'ouvrières qui ne feront que cela. »
(Kollontaï, La Famille et l'État communiste)

Ainsi les femmes se plaignent d'être confinées dans le travail domestique? Elles ne veulent plus être les O.S. du foyer? Qu'à cela ne tienne! Nous créerons un corps spécialisé de travailleurs (Kollontaï dit d'ouvrières !) qui ne feront plus seulement leur propre ménage, mais celui de tous les autres! Quel succès !

Le socialisme ne consiste pas à mieux rémunérer les tâches fastidieuses, ou à les faire prendre en charge par une partie seulement des travailleurs, mais à supprimer le caractère fastidieux et absurde du travail.

Et lorsque dans telle ou telle branche, on n'a pas pu encore le supprimer totalement, on ne doit pas le concentrer dans les mains d'un bataillon, mais, tout au contraire, le répartir le plus largement possible, de telle sorte que, chacun en assumant une petite partie, personne n'y soit asservi.

Images et discussions sur la voie chinoise

Il faisait frais ce jeudi de décembre quand nous avons filmé le grand nettoyage hebdomadaire de la cité ouvrière de Changhaï. Des enfants de tous âges, armés de balais et de pelles nettoient

les allées, ramassent les feuilles, les bouts de papier (ils sont rares, car on est « social » en Chine, on ne jette pas par terre ses détritrus) pendant qu'ici deux équipes de retraités lavent les escaliers, que là encore d'autres font les carreaux, tandis que des petits groupes bricolent ça et là une porte abîmée, une fontaine qui fuit.

Il y règne une animation extraordinaire. On en profite pour continuer une discussion avec ses voisins, pour s'apprendre mutuellement quelque nouveau chant. Ce travail n'est pas payé, il est volontaire et collectif.

On n'est pas traîné devant les tribunaux si on n'y participe pas. Pourtant si vous l'évitez systématiquement ou si vous le faites « pour vous en débarrasser », il se trouvera toujours une bande de gamins pour venir vous demander quelques comptes, vous critiquer et parler avec vous jusqu'à ce que vous soyez convaincu de l'importance du travail collectif et volontaire.

UNE DISCUSSION A SIAOU-WANG

La voie chinoise consiste à mettre au premier plan la lutte contre l'ancestrale division du travail et cela, sans le préalable de progrès techniques.

Dans la commune populaire de Siaou-Wang les petites ruelles du village conduisaient en zigzag à une place où s'élevaient les « nouvelles constructions ». C'étaient de petits immeubles bas aux toits légèrement relevés rappelant vaguement ceux des pagodes.

Les murs de briques étaient blanchis à la chaux, et chaque porte

donnait sur un logement. On accédait à l'étage supérieur, où se trouvaient les chambres, par un escalier de bois qui partait de la cuisine.

Les salles communes s'ouvraient directement sur la place ; au sol de la terre battue, au mur blanc un chapeau de paille à larges bords, plus loin un tamis en bois sombre. Tout était simple et chaud. On voyait régulièrement les gens prendre leurs repas sur le pas de la porte, devisant entre eux.

De toute évidence la mécanisation du travail domestique y était encore très peu avancée, c'est-à-dire qu'ici, comme dans la plupart des villages, toutes les maisons avaient l'électricité, mais il n'y avait pas encore d'eau courante, ni de tout-à-l'égout. Une jeune femme très riieuse, nous offrait du thé chez elle ; des voisins entraient, saluaient d'un signe de tête et venaient se mêler à la conversation.

Toutes nos questions se ramenaient à celle-ci : Comment résoudre le problème du travail ménager, dans des conditions de confort assez rudimentaires? Elle nous raconta :

a Il faut faire des efforts pour développer la mécanisation des tâches domestiques. Les paysans y travaillent ici, mais il ne faut pas attendre d'avoir atteint cette mécanisation pour décharger les femmes de ces tâches traditionnelles. Voici quinze ans il n'y avait pas d'électricité, encore moins de machines à laver, ni de crèches.

Pour créer les coopératives agricoles, les paysans inventèrent des solutions qui suppléaient au manque de moyens. Les enfants? on les menait aux champs, où les plus grands les

surveillaient tout en recopiant des caractères pour apprendre à lire.

Quant aux vieux, ils assumaient dans le village des services collectifs : ateliers de réparation et de lavage des vêtements, etc. A l'époque des moissons, ils préparaient les repas que l'on prenait tous ensemble. »

Cette coutume ne s'est pas perdue, et il y a toujours pour les grands travaux cette sorte de repas collectif, qui tient tout à la fois du pique-nique, de la cantine, des repas sur le pouce et des noces de campagne.

Quant à tout ce qui concerne l'entretien des maisons proprement dites, il y eut une répartition équitable au sein de la famille. Le mari, la femme, les grands-parents, les enfants, tous mettent réellement la main à la pâte. Un homme qui fait lui aussi, non seulement la vaisselle, mais prépare à manger, lave par terre, recoud un bouton, soigne le bobo du petit dernier, et cela non pas une fois le dimanche, mais régulièrement, ce n'est déjà plus un mari au sens classique.

Et pour que les femmes parviennent à ce résultat, il fallait qu'il se soit passé quelque chose. Ce qui s'était passé?

Ce « petit événement »: les femmes étaient devenues une force politique dont l'importance s'était clairement manifestée dans la lutte pour la socialisation des terres, comme les paysans de Siaou Wang nous l'avaient raconté.

Une force politique massive, tenace, clairvoyante qu'on ne pouvait pas ignorer.

Il est facile de se faire servir par une épouse soumise, silencieuse, ignorante des questions d'ensemble ; mais allez donc refuser de laver le sol à une femme qui vient de prendre la parole devant tout le village, qui a eu le courage de se dresser contre les paysans riches, qui s'est battue pour resserrer les rangs des paysans, qui a organisé des équipes de femmes qui participeront demain, comme les hommes, aux travaux pour irriguer les champs desséchés, une femme qui a été soutenue et applaudie par le village... Délicat!

Et c'était monnaie courante.

Oui, les femmes étaient devenues une force politique bien réelle avec laquelle il fallait compter, dans tous les sens du mot. Qu'un mari, un père récalcitrant refuse de l'admettre et ne change pas son comportement, il serait bien amené à s'en convaincre.

Au début, sa femme, patiente, essaiera de le persuader par la discussion ; si ça ne suffit pas, elle n'hésitera pas à réunir toute la famille pour la prendre à témoin ; si cela ne produit aucun effet, le comité de femmes du village viendra en masse chez lui exiger poliment mais fermement qu'il veuille bien prendre conscience que le socialisme -et le féodalisme ça fait deux.

Et si malgré tout cela, notre homme s'entête, ce qui arrive assez rarement, on pourra encore faire une critique de masse avec tout le village. Enfin, « en dernier recours » le divorce existe. La jeune femme conclut :

« C'est principalement par notre participation à la lutte de

classes que nous avons compris l'origine de notre asservissement et que nous avons modifié notre situation de femmes. »

Plusieurs fois avant cette visite, nous avons eu la possibilité de rencontrer des femmes vétérans dans la lutte révolutionnaire, et nous avons « pressenti », en entendant leurs récits, ce que nous disait ce jour-là sans ambiguïté cette paysanne. C'est parce que les femmes chinoises se sont dressées contre le féodalisme, contre l'ennemi de classe, qu'elles ont approfondi la conscience de leur oppression comme femmes.

Les paysannes qui participèrent à la lutte antijaponaise virent dans leur situation conjugale un obstacle supplémentaire à surmonter pour remporter la victoire.

Les traditions féodales, qui leur interdisaient de travailler aux champs, étaient insupportables, non seulement parce qu'elles les privaient de la possibilité d'avoir quelque indépendance économique que ce soit, mais surtout, parce que si les femmes n'avaient pas pris en main la production agricole dans les zones libérées, que souvent les hommes valides, dans la force de l'âge, avaient quittées pour s'enrôler dans l'armée populaire, celles-ci n'auraient pu survivre et se suffire : la révolution n'aurait pu triompher.

C'est souvent dans la lutte pour faire admettre leur droit à faire la révolution que les femmes mesuraient l'étendue de leur oppression spécifique.

De même encore, les paysannes qui ont massivement participé au mouvement pour la socialisation de l'agriculture, qui ont

dans ces luttes acquis une expérience sociale fondamentale, qui ont ainsi élargi leur horizon, ressentent davantage encore le travail domestique traditionnel comme un carcan étroit, mesquin, en contradiction totale avec le rôle révolutionnaire qu'elles jouent et veulent jouer.

Combien de fois nous a-t-on raconté que telle ouvrière ou paysanne voulant travailler se voyait critiquée par sa famille ou son mari : « Mais c'est insensé, il y a assez d'argent à la maison, pourquoi irais-tu au-dehors? » « Pour faire la révolution ! »

Il y a des détours nécessaires pour que la conscience de notre oppression particulière se forme clairement.

Pourquoi aura-t-il fallu dans les pays capitalistes l'entrée d'une forte minorité de femmes dans l'industrie, ou plus généralement dans une activité sociale, pour que naissent des mouvements féminins? Sans doute parce que cette expérience du travail social élargissait brusquement l'horizon féminin jusque-là limité aux insolubles problèmes familiaux.

Parce que pour la première fois sans doute la condition féminine n'apparaissait plus comme une fatalité divine, mais comme une conséquence inévitable d'une organisation sociale inhumaine, qui transforme les hommes en machines à produire, et nous en « réparatrices » de ces machines.

En entrant dans la production sociale capitaliste, les femmes découvraient qui étaient les responsables, quels intérêts leur esclavage domestique servait réellement. C'est une leçon qu'elles ne pouvaient pas oublier.

Socialisation du travail domestique, socialisation de l'agriculture : un parallèle révélateur

Nous avons des dizaines de fois vérifié que la socialisation, la transformation des rapports entre les gens, ne se conçoit pas en Chine comme une étape postérieure au développement de la mécanisation, mais au contraire s'entreprend sans délai, progressivement.

Je le disais plus haut pour les ouvrières des petites usines de quartier comme celle de Tchaou Yan. Cette démarche est également valable pour le travail domestique.

« Il ne faut pas attendre le développement de la mécanisation pour commencer à socialiser », nous expliquait cette jeune femme, et cela nous remet en mémoire cette affirmation de Trotski, quand il était encore un dirigeant de l'URSS : « Nous avons besoin d'une accumulation socialiste et c'est à cette condition seulement que nous pourrons libérer la famille (et donc la femme) de toutes les fondions qui aujourd'hui l'oppriment et la détruisent » (Cité par Geiger, *The Family in Soviet Russia*, p. 79)

Cette idée justifiait qu'on remette toujours au lendemain le soin de résoudre le problème du travail ménager.

En attendant, les femmes continuaient à faire, comme par le passé, la double journée de travail, et à subir le mépris plus ou moins subtil de la société, justement parce qu'elles étaient encore des « ménagères ».

Plus encore, cela revenait, dans les faits, à faire dépendre l'émancipation des femmes, non pas de leur œuvre même, mais des progrès techniques d'une industrie dans laquelle elles occupaient des fonctions particulièrement subalternes. Au fond, il appartenait aux techniciens de libérer ou non les femmes de l'oppression domestique.

Cette position de Trotski n'avait, du reste, rien de très original. Dans tous les domaines on retrouvait en U.R.S.S. à cette époque une telle « sacralisation » du développement économique, de la technique.

Pour l'agriculture, par exemple, Staline ne vit pas le problème de façon bien différente. Pour socialiser l'agriculture, il faut la mécaniser, donc construire des tracteurs, donc développer l'industrie lourde. En attendant, on observait la plus grande méfiance envers la paysannerie, cette masse de petits propriétaires qui n'aspirent qu'à devenir des koulaks!

On réquisitionne leurs récoltes, on y puise le nombre d'ouvriers dont l'industrie a besoin. Et le jour où se produit le bond tant attendu des forces productives, on met des tracteurs dans les champs que l'on décrète « par en haut » propriété d'État ou propriété collective kolkhozienne sans autre forme de procès ; les paysans deviennent ouvriers agricoles et la collectivisation est achevée.

Les coopératives agricoles de type inférieur, les premiers pas de la collectivisation en Chine, se sont constituées sans aucune mécanisation. Une charrette souvent tirée à bras d'homme était un moyen de production précieux. Ce qui se « socialisait », c'étaient avant tout les forces de travail humaines, les énergies,

l'enthousiasme.

Et c'est sur cette base que la mécanisation s'est progressivement développée, jusqu'à l'utilisation de ce petit motoculteur téléguidé que nous avons vu labourer seul le flanc d'une colline très escarpée, constituée d'étroites terrasses comme des marches d'escalier ; arrivé à l'extrémité de l'une d'elles, il se mettait presque à la verticale, descendait un degré, et labourait la marche inférieure en sens inverse.

Quelques dizaines de mètres plus haut, un paysan appuyé contre un arbre guidait les manœuvres du motoculteur à l'aide d'un simple boîtier de commandes. Mettre au premier plan la révolution idéologique, la politique, la transformation des rapports entre les gens dans le travail, c'est s'assurer que les développements techniques correspondront réellement aux besoins des masses, qu'ils se développeront dans un sens socialiste.

Le dirigeant bien connu de la commune de Tatchai, le paysan Tchen Yong Kué, faisant le bilan des expériences de sa brigade, écrit :

« La mécanisation agricole ne peut progresser dans la voie socialiste que lorsqu'elle est entraînée par la révolutionnarisation idéologique...

D'aucuns estiment que la mécanisation vise simplement à réduire l'intensité du travail et à fournir du confort, sans pouvoir comprendre qu'il s'agit de la ligne fondamentale du parti à la campagne, qui permet de s'en tenir au socialisme et de l'emporter sur le capitalisme ; il en est d'autres qui interprètent

uniquement la mécanisation de l'agriculture comme des mesures ordinaires destinées à économiser de la main-d'œuvre et à augmenter la production sans tenir compte de son importance dans la consolidation de l'alliance des ouvriers et des paysans ainsi que dans l'industrialisation socialiste à un rythme accéléré et dans la réduction des différences entre ouvriers et paysans.

Si l'on ne comprend pas, ni n'applique la ligne révolutionnaire du président Mao, la mécanisation n'apportera pas le socialisme et entraînera, au contraire, le retour au capitalisme... La mécanisation n'est pas une simple question technique.

La mécanisation de l'agriculture versera dans une fausse voie si, sans s'occuper de la révolutionnarisation idéologique de l'homme, on veille exclusivement à la mécanisation ou si on place mal leurs rapports » (Chine Nouvelle, n° 1276, Octobre 1971).

Les coïncidences profondes des orientations dans l'agriculture et dans le travail domestique (aussi bien en U.R.S.S., d'ailleurs, qu'en Chine, bien que de manières diamétralement opposées) s'expliquent facilement.

Dans ces deux domaines, il s'agit de transformer un procès de travail basé sur la famille, fortement lié à la petite propriété privée : le lopin du paysan et la maison de la ménagère, et d'en faire une industrie sociale.

Non seulement cette transformation ne peut s'effectuer sans le désir « librement exprimé » — comme le dit Mao — des intéressés, ce qui est évident; mais encore elle échouera

également si, détruisant ces formes archaïques de production, on les remplace par des structures dans lesquelles les masses ont perdu tout pouvoir.

En U.R.S.S., nombre de paysans pauvres, parmi ceux qui avaient de plein gré accepté la collectivisation des terres et la création des kolkhozes, rejoignirent l'opposition au régime soviétique lorsqu'ils comprirent que, dans ces kolkhozes, ils n'avaient désormais plus rien à dire.

Techniciens et « apparatchiks », niant aux paysans toute connaissance en ce domaine, décidaient à leur place de tout ce qui devait être produit, quelle quantité, comment, quand, etc. ; ce qui aboutit à des catastrophes retentissantes dans la production agricole elle-même.

C'est cette étroite similitude entre les problèmes posés par la petite propriété agraire et ceux posés par le travail domestique qui permit à nombre de femmes de percer à jour et de critiquer avec véhémence la politique liouxiste de restauration du capitalisme dans les campagnes.

C'est à mon avis une des raisons de fond qui plaça les femmes à l'avant-garde de certaines luttes comme nous l'avions vu à Siaou-Wang, sans que le lien entre l'oppression spécifique des femmes et cette lutte soit immédiatement discernable.

La politique de Liou Chao chi, appelée « Zen-Zy-Yi-Bao », impliquait très explicitement : création d'un marché libre où les prix seraient fixés selon les lois capitalistes de l'offre et de la demande, extension des parcelles individuelles (évidemment, héréditaires), création d'entreprises individuelles assumant

l'entière responsabilité des profits comme des pertes, fixation des normes de production par la famille.

(Zen-Zi-Yi-Bao est une abréviation pour : extension des parcelles individuelles, développement des marchés libres, multiplication des petites entreprises assumant l'entière responsabilité de leurs profits et pertes, et fixation des normes de production sur la base de la famille.

Cette politique était accompagnée du mot d'ordre dit des « Quatre libertés », puisqu'il préconisait : Liberté de pratiquer l'usure, liberté d'engager des fermiers, liberté d'acheter et de vendre les terres, liberté d'entreprise.)

Chacune de ces mesures possède une traduction immédiate en termes d'oppression féminine. Particulièrement celle qui était la condition sine qua non des autres : la reconnaissance de la famille comme unité de production. Poussée à s'enrichir, puisqu'elle bénéficierait d'éventuels profits, mais menacée de la ruine puisqu'elle serait en contrepartie responsable des pertes.

C'est cette famille que proposait Liou Chao chi, avec son cortège de « malédictions » féminines : la maternité comme un devoir, avoir des héritiers, des forces de travail supplémentaires; les soins du ménage : pour que le mari se consacre aux travaux agricoles ; la claustration, la place d'éternelle mineure soumise, la course au mari, le droit de se taire!

C'est le retour à ce « paradis » qui découlait inévitablement des « Quatre libertés ». Ici réside sans doute une des explications à l'opposition féminine. Mais là encore, pour que cette opposition se soit cristallisée et renforcée, il avait fallu que les femmes

aient connu, ou entrevu, une autre solution qui leur permettrait de rejeter les ((bienfaits » de la propriété individuelle au rang de pièces de musée archéologique.

Révolution dans l'urbanisme

1. L'expérience soviétique

Il y eut en U.R.S.S., dans les années qui suivirent la révolution, un débat très serré parmi les architectes. Octobre 17, c'est la première pierre du chantier de construction d'un monde nouveau ; tout était à faire.

Un rêve pour les urbanistes!

Plus question, cela va sans dire, de fabriquer des pavillons « do-mi-si-la-do-ré ».

Il fallait « collectiviser ». Plusieurs écoles s'affrontèrent âprement. L'une d'elles, dirigée par Sabsovitch, symbolise particulièrement ces recherches nouvelles. La théorie en est simple : il faut fabriquer des structures matérielles, des « condensateurs sociaux », qui aideront à hâter la formation de nouveaux rapports entre les individus.

Le projet le plus extrême de ces urbanistes prévoyait la création de « maisons communes » de plusieurs milliers d'habitants avec de grands bâtiments divisés en trois parties. L'une réservée aux enfants, l'autre aux hommes, la troisième aux femmes ; de grands corridors chauffants reliaient ces parties les unes aux autres.

Sabsovitch avait chronométré à la seconde près la durée de tous les gestes nécessaires à la vie quotidienne... aux cadences infernales! Là, on avait imaginé une organisation de la vie sur le modèle de l'organisation capitaliste : rationalisée, normalisée, taylorisée, bête à pleurer...

Au fond ce courant de pensée avait très exactement compris le rôle ancien de la famille : produire et reproduire la force de travail, et ce qu'il concevait là n'était rien d'autre que la prise en main par l'État de cette fonction, autrefois individuelle.

(Le chronométrage de la journée de travail d'un ouvrier, vu par Sabsovitch :

1 coucher..... 22 h

2 huit heures de sommeil. Lever..... 6 h

3 gymnastique, 5 mn..... 6 h 05

4 toilette, 10 mn..... 6 h 15

5 douche (facultative), 5 mn..... 6 h 20

6 habillage, 5 mn..... 6 h 25

7 vers la salle à manger, 3 mn..... 6 h 28

8 déjeuner, 15 mn..... 6 h 43

9 vers les vestiaires, 2 mn..... 6 h 45

10 habillage (extérieur), 5 mn..... 6 h 50

- 11 vers la mine, 10 mn..... 7 h*
- 12 travail dans la mine, 8h..... 15h*
- 13 vers la commune, 10 mn..... 15 h 10*
- 14 déshabillage, 7 mn..... 15 h 17*
- 15 lavage des mains, 8 mn..... 15 h 25*
- 16 dîner, 30 mn 15 h 55*
- 17 vers la salle de repos pour utilisation d'un temps
mort d'une heure, 3 mn..... 15 h 58*
- 18 temps mort, 1 heure..... 16 h 58*
- 19 toilette, changement de vêtements, 10 mn . . . 17 h 08*
- 20 vers la salle à manger, 2 mn..... 17 h 10*
- 21 thé, 15 mn..... 17 h 25*

Cf. Kopp, *Ville et révolution*, p. 160-161)

Si le travail domestique féminin devait être aboli, c'est en premier lieu par souci de rentabilité.

Sabsovitch constatait dans une de ses brochures que 36 millions d'heures de travail étaient dépensées chaque jour pour la préparation familiale des repas, « alors que, disait-il, il

suffirait de six millions d'heures pour faire le même travail dans des usines-cuisines qui livreraient ensuite dans des boîtes-thermos les repas chauds aux différentes cantines. »

Nous n'avons rien contre les cuisines collectives, ni contre les cantines, bien au contraire, mais il est particulièrement choquant de constater que ce qui pousse au fond à vouloir abolir le travail domestique féminin, c'est qu'il n'est pas assez « rentable ».

Il ne restait plus aux femmes soviétiques qu'à remercier le ciel qu'il existât à ce moment-là des moyens techniques pour faire le même travail qu'elles plus vite, sinon sans doute bon nombre de militants pour la libération des femmes leur auraient conseillé de rester au foyer.

Ces rêves « concentrationnaires » eurent d'ailleurs une curieuse destinée. Kopp (dans *Ville et Révolution*, p. 162) rapporte qu'au bout de quelques jours les ouvriers, logés dans ces immeubles modèles, se regroupèrent femmes, enfants, mamouchka et autres neveux ; chaque famille dans une seule pièce qu'ils avaient transformée, où ils faisaient tout : cuisine, toilette, repas, repos, en ignorant délibérément les services collectifs.

Non pas que les masses soviétiques s'opposaient à ceux-ci par principe ; au contraire, la presse locale et nationale de ces années-là regorge de réclamations de toutes parts pour plus de crèches, de restaurants, de maisons de jeunes etc., mais parce qu'il s'agissait non pas de nouvelles habitations permettant l'expression de nouveaux rapports sociaux en train de naître dans tous les secteurs de la vie, mais d'une création, de toutes

pièces, par des structures autoritaires, de ces nouveaux rapports sociaux, en dehors de l'initiative des masses, « rapports » sortis tout droit de l'imagination de quelques architectes.

Il s'agissait là d'une conception méprisante à l'égard du peuple, compris comme une sorte de pâte malléable qu'il suffirait de couler dans un moule pour qu'elle prenne la forme désirée.

Et de ce grand débat qui dura plusieurs années il ressortit quoi?

De vastes cités-dortoirs, type Stalin-allee, sœurs jumelles des H.L.M. de Sarcelles.

Dans le meilleur des cas, puisque la crise du logement ne fut jamais résolue et que des milliers de personnes continuèrent à se loger comme elles le pouvaient dans des baraques de planche ou des hangars désaffectés, ou comme le raconte Yvon dans son livre (Yvon, l'U.R.S.S. telle qu'elle est, éd. Iles d'or), dans le métro de Moscou pendant toute la durée des travaux.

C'est que ces conceptions péchaient par un autre côté également : ces projets n'étaient réalisables qu'avec des matériaux modernes, comme le béton, le verre et l'acier, et des techniques modernes, comme l'utilisation systématique des grues.

Autant de conditions qui rendaient impossible la multiplication de telles constructions dans l'U.R.S.S. d'avant-guerre ; si bien qu'elles ne pouvaient être réalisées que comme expériences d'avant-garde, réservées à une minorité, mais en aucun cas ne pouvaient représenter une solution concrète pour les millions de personnes sans logement ou mal logées.

2. Le choix de la Chine

Pour celui qui s'attend à trouver en Chine une architecture nouvelle, traduisant dans la pierre un monde nouveau, le premier sentiment sera sans aucun doute une grande déception.

Du car qui nous conduisait à notre arrivée, de l'aéroport jusqu'à Pékin, situé à une trentaine de kilomètres, nous avons vu beaucoup d'immeubles récents de quatre ou cinq étages en briques non crépies, ce qui leur donnait à nos yeux un étrange aspect inachevé.

Il n'avait pas plu à Pékin depuis longtemps. Et sous le soleil de midi, la terre — car les trottoirs sont de terre battue — et les murs des maisons étaient comme assortis, d'une couleur de sable brûlé, sur lesquels les arbres très nombreux faisaient de grandes taches vertes, aux ombres rafraîchissantes qui vibraient dans la lumière. Mais de nouvelles formes architecturales, point!

La toute première nécessité, au lendemain de la libération, fut de donner un toit à tout le monde.

Ce n'était pas une mince affaire dans un pays où des millions de paysans ne possédaient en tout et pour tout que les hardes qu'ils avaient sur le dos (et encore, quand ils ne se partageaient pas à deux et à tour de rôle une tunique en toile de sac, comme un vieil ouvrier, au visage terriblement marqué par les privations passées, le raconta devant nous aux élèves d'une école primaire à Nankin). Encore convient-il de se souvenir que la Chine sortait de trente ans de guerre avec son cortège de

ruines, de destructions.

Au moment de la réforme agraire on partagea toutes les maisons existantes en sections qui étaient attribuées d'office aux « sans-toit ».

Hinton raconte cela avec beaucoup de précision dans son livre Fanshen. Nous avons vu, à la campagne surtout, de ces anciennes grandes demeures de riches propriétaires où cohabitaient plusieurs ménages (souvent — mais pas toujours — apparentés).

Dans les villes il y eut aussi le même partage ; on réquisitionna naturellement les demeures des ennemis de classe, mais les « bourgeois nationaux » durent céder aussi quelques-unes de leurs pièces pour y loger des ouvriers.

Mais bien entendu il s'agissait là de mesures d'extrême urgence ; il fallait construire. Toutefois, cette période ne fut pas sans conséquences.

Les familles qui cohabitaient devaient se partager cuisine, toilettes, fontaine, ce qui contribua en retour à favoriser un début de mise en commun de plusieurs tâches domestiques, ou pour le moins démystifia leur caractère « privé ».

Le problème qui se posait alors était : « Devait-on attendre la fabrication de matériaux modernes qui permettraient l'édification de grands immeubles, ce qui pouvait demander du temps, étant donné le faible développement industriel de la Chine à la libération (pas ou peu de cimenteries, ni grues, ni acier, etc.)? »

Ou bien fallait-il, en mobilisant le peuple, entreprendre tout de suite de nouvelles constructions, grandes par leur nombre, modestes dans leur réalisation? »

L'aide notable de l'U.R.S.S. permit la reconstruction de pas mal d'immeubles, particulièrement des bâtiments publics : assemblées populaires, hôpitaux, universités, grands magasins, etc. Mais ce fut principalement en s'engageant dans la deuxième voie que l'on résolut le problème.

Construire des immeubles en briques à la truelle ne demandait aucun développement technologique préalable, seulement des briques en quantité suffisante. Les briqueteries marchèrent à plein rendement, mais cela même était insuffisant, tout le monde se mit à cuire des briques pendant les temps libres.

Nous avons vu, dans le district de Ling, des enfants mettre une sorte de terre humide dans des moules de fer comparables à un appareil à fabriquer des « croque-monsieur », puis faire sécher ces moules les uns à côté des autres sur le bord de la route au soleil, tandis qu'un peu plus loin, un paysan les mettait dans un four comme des briochés.

D'innombrables cités ont été construites de cette manière. Avec un investissement proche de zéro, en s'appuyant sur le génie des masses. En général ces immeubles possèdent une cuisine commune à deux ou trois appartements. Ils ont l'électricité, l'eau courante dans les cuisines, ainsi que le gaz de ville.

Le bon marché de la construction permet le bon marché de la location : un appartement revient en moyenne à 5 yuans par

mois, le salaire moyen d'un ouvrier étant de 70 yuans. Dans ce prix sont inclus l'eau, le gaz, l'électricité, les meubles de première nécessité, l'entretien et les réparations (peintures, vitres, etc.).

TAKING : UNE ILLUSTRATION...

La politique de construction en Chine

Ce n'est pas seulement la gigantesque mobilisation des masses pour suppléer au manque de moyens techniques c'est encore, et plus fondamentalement, la liaison étroite entre les problèmes de l'urbanisme et ceux de la société.

Mais cette liaison ne pouvait s'effectuer que par l'entrée des ouvriers et des paysans dans le domaine autrefois réservé aux spécialistes, celui de l'architecture.

Car seule la masse des ouvriers et des paysans pouvait orienter la construction dans le sens des besoins des masses et de la révolution.

Un exemple typique est celui de Taking. Les champs pétrolifères de Taking, les plus importants en Chine, qui, il y a dix ans n'étaient que des pâturages, sont aujourd'hui peuplés par quelque 40 000 ouvriers, techniciens et leurs familles.

Je dois tout de suite préciser que nous n'avons pu aller à Taking ; je crois bien qu'à l'exception d'Anna Louise Strong (Voir notamment Anna Louise Strong, Lettre de Chine, no 44.45, 15 décembre 1966), aucun étranger ne l'a jamais visité. Pourtant si

nous voulons en parler ici c'est parce que Taking est en Chine le Tatchai de l'industrie, c'est-à-dire une unité de production d'avant-garde, modèle pour toute la Chine, et que si l'on veut réellement comprendre la révolution chinoise, il faut non seulement connaître son état actuel « moyen », mais aussi les expériences pilotes qui indiquent le sens de l'évolution.

Une autre raison enfin est que, malgré une documentation relativement fournie, l'expérience de Taking est encore trop peu connue de tous ceux qui s'intéressent à la Chine.

Les premiers ouvriers et techniciens qui arrivèrent à Taking en 1959 ne trouvèrent pour se loger que les abris des bergers en terre battue.

Pas de villes, très peu de villages, tout était à faire. Avec l'aide des bergers, les pionniers de Taking construisirent eux-mêmes de nouveaux bâtiments en utilisant les matériaux et les techniques traditionnels de la région, le pisé, dont les qualités d'isolation permettent d'avoir frais l'été et chaud l'hiver.

Pourtant, certains pensaient que ces constructions ne pouvaient être que très provisoires, qu'il fallait réaliser quelque projet grandiose, du niveau des exploitations pétrolifères elles-mêmes. Pouvaient-elles sérieusement prolonger cette situation ridicule où des ouvriers et techniciens parmi les plus hautement qualifiés en Chine, d'un niveau d'avant-garde international, vivent dans des demeures en terre battue comme des pâtres?

Un groupe de spécialistes proposa la construction d'une immense cité du pétrole où seraient concentrés toutes les habitations et les services nécessaires à la vie des ouvriers et de

leurs familles.

Ce projet fut très vivement combattu par la grande majorité des habitants de Taking qui en dénoncèrent les tares majeures : comme les puits sont très dispersés dans un rayon de 20 kilomètres, il imposait des temps de transport inutilement longs du lieu de travail au lieu d'habitation, alors que la tâche actuelle est justement de les réduire au maximum.

Il demandait des investissements démesurés, alors que l'on pouvait trouver sur place des matériaux très bon marché et qui ont fait leurs preuves.

Enfin et surtout, il approfondissait l'écart entre la ville et la campagne au lieu de s'attacher à le réduire : construire une ville nouvelle spécialement pour les « gens du pétrole », c'était couper ceux-ci des paysans et des bergers de la région, cela revenait à ne pas se soucier de l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

D'un autre côté, comment allaient se nourrir les ouvriers de Taking? Certainement pas du pétrole. Les fixer dans une ville, c'était entériner le fait que la communauté de Taking ne pouvait vivre qu'en important des régions agricoles la nourriture dont elle avait besoin.

C'était donc créer un déséquilibre économique typique des pays capitalistes et que justement le socialisme doit résoudre. Pour toutes ces raisons le « projet grandiose » fut rejeté.

Un « comité d'architecture » fut désigné par les ouvriers comprenant architectes, ouvriers, techniciens, bergers,

ménagères, cadres du parti, afin de présenter des contre-projets. Ce comité entreprit une enquête approfondie. Il interrogea tous les habitants de Taking sur leurs désirs, il recueillit les critiques qui étaient formulées à l'égard des maisons de pisé.

Il travailla en étroite liaison avec les paysans pour mieux connaître les défauts et les qualités des maisons traditionnelles. Puis, sur la base de cette enquête approfondie, il proposa un modèle de maison en pisé « amélioré ».

Ce nouveau projet fut alors largement discuté par les masses, remanié encore, puis adopté. Entre 1962 et 1966, un million de mètres carrés de surface d'habitation furent construits selon cette méthode, qu'on utilisa également pour bâtir crèches, écoles, dispensaires, bureaux, ateliers, magasins, cinémas, services publics, etc.

Seuls la raffinerie, l'hôpital central et l'Institut de recherches pétrolifères furent bâtis avec des matériaux classiques (ciment et acier) parce que trop grands et trop hauts pour être fabriqués en terre.

A la demande des femmes les maisons d'habitation étaient conçues pour plusieurs familles (3, 4 ou 5). Des parties communes étaient prévues, une cuisine spacieuse ainsi qu'une salle commune.

Tandis que le reste de l'appartement était réservé à chacune des familles. A l'extérieur, les habitants tinrent à ce que les maisons aient un aspect gai et joli.

La base des murs est ordinairement couleur brun sombre, la

couleur du pisé brut, tandis que les murs sont recouverts de peinture ocre. Portes et fenêtres, ainsi que la corniche de bois qui supporte le toit de chaume sont peintes dans une couleur vive qui tranche, en général un bleu vif.

L'implantation de ces maisons fut déterminée par la volonté de « décentraliser. »

La communauté de Taking se partagea en plusieurs dizaines de quartiers, souvent assez éloignés les uns des autres, mais proches des lieux de travail de ses habitants.

La technique de construction étant simple, les matériaux nécessaires se trouvant gratuitement sur place ; les ouvriers bâtirent très rapidement leur maison avec l'aide des voisins, ce qui par la suite rendit le logement gratuit.

En se développant l'exploitation pétrolifère parvint à récupérer le gaz contenu dans le pétrole. Celui-ci, en grande quantité, est stocké et envoyé dans toute la Chine en camions-citernes, et par ailleurs, des conduits spéciaux ont été posés afin de permettre la distribution du gaz pour tous les habitants de Taking, dont les maisons sont ainsi gratuitement chauffées.

Toutefois, aussi bien conçues soient-elles, les maisons ne sont que des maisons et aucune ne possédera jamais la propriété de faire naître la vie là où elle n'existe pas. Si donc aujourd'hui les quartiers forment des communautés vivantes, et si Taking est un modèle pour toute la Chine, c'est parce que Taking a réussi à établir, probablement pour la première fois dans l'histoire, un équilibre entre l'industrie, l'agriculture, les activités culturelles et la nature. Et cela, seuls les hommes pouvaient le réaliser : A

Taking, ces hommes, ce furent surtout des femmes.

MÈRE SHUE, UNE « MÈRE COURAGE » D'UN TYPE NOUVEAU

Tout compte fait, proportionnellement à l'immense étendue de Taking, les différents puits de pétrole, leurs canalisations et les raffineries n'occupent qu'une petite partie de la surface existante. Le reste, en 1962, c'étaient d'immenses pâturages et des terres principalement, en friche.

Au printemps de cette année-là, les récoltes furent très mauvaises dans toute la Chine par suite de calamités naturelles sans précédent. Les céréales furent rationnées. Bon nombre de femmes d'ouvriers qui venaient de s'installer à Taking décidèrent tout naturellement de prendre bûches et pioches pour améliorer l'ordinaire. Elles se mirent à retourner des potagers proches de leur foyer.

Mais ce travail ne satisfaisait pas mère Shue, cette femme de cinquante ans dont le mari et les trois enfants travaillaient aux puits. Non, ça n'allait pas. Les femmes des ouvriers du pétrole ne devaient pas se limiter à l'entretien de quelques potagers même si ces potagers étaient à tout le monde ; ce n'était là qu'un pis-aller dû aux difficultés passagères que la Chine traversait.

Elle nourrissait un tout autre dessein : « Les femmes devaient transformer Taking, cité industrielle, en une vaste cité industrielle et agricole et pour cela partir à la conquête des terres en friche. » Elle gagna quatre de ses voisines à ce projet.

Après avoir pris conseil auprès des paysans de l'endroit, elles choisirent quelques champs en friche distants d'une trentaine de kilomètres de chez elles.

Un problème se posa tout de suite. Il n'existait pas encore de crèches ni de garderie pour les petits et ces femmes avaient des enfants. « Tant pis les enfants on les prend avec nous, nous verrons plus tard comment organiser les services nécessaires »...

Et un matin, elles rassemblèrent leurs cinq bêches, des boîtes de conserve, une tente, les trois enfants, des casseroles, quelques kilos de semence et elles partirent. Elles plantèrent leur tente dans un champ à une demie-heure de marche du premier village.

Le premier soir, un vent terrible se leva, et elles passèrent toute leur nuit à maintenir la tente qui menaçait de s'envoler. Malgré cela, le lendemain matin, elles commencèrent à piocher le champ.

En trois jours, elles retournèrent ainsi cinq mous. Comme le quatrième jour se levait, elles virent arriver une vingtaine de femmes, avec treize enfants, qui dirent à mère Shue : « Nous nous sommes inquiétées pour vous pendant le grand vent de l'autre nuit. Nous avons pensé : « Ces femmes bravent la bourrasque et le froid avec leurs enfants pour le bien de la communauté, pendant que nous dormons au chaud ; ce sont elles qui transforment le monde, ce qu'elles font, nous pouvons le faire aussi... » Alors... nous voilà! »

Mère Shue fut si contente, qu'elle ne put dire un mot. Bien vite

la communauté s'organisa. Une femme se chargerait de la garde des enfants pendant que les autres creuseraient la terre. Elles défrichèrent et ensemencèrent seize mous supplémentaires qui donnèrent une récolte de 3 850 livres de fèves de soja. C'est ainsi que naquit la première « brigade agricole » de Taking.

L'année suivante, sur les lieux de travail de cette première brigade, un village de quelques 200 maisons se construisit. Mère Shue, elle, repartit défricher d'autres terrains entraînant avec elle une centaine de femmes. Cette fois-là, les femmes prirent le temps de s'organiser.

Elles construisirent des maisons collectives de pisé (selon le modèle décrit plus haut), pour elles et leurs familles qui les avaient suivies. Leur première tâche fut d'organiser une crèche et une école pour les petits. Pour la crèche le problème fut aisément résolu.

Dans une des maisons de pisé on rassembla parcs et petits lits, un joli jardin fut aménagé et on confia tous les enfants à une équipe de grands-pères et de grand-mères volontaires. Pour l'école, ce fut une institutrice qui la créa, secondée par d'autres femmes.

Certains cours étaient assurés par des personnes non enseignantes, comme les cours sur l'histoire de la révolution qui étaient faits par des hommes et des femmes ayant participé dans le passé aux grandes luttes. Les femmes tinrent aussi à ce que les garçons comme les filles acquièrent quelques pratiques de base du travail domestique collectif.

On créa des cours de couture, de ressemelage, etc. Davantage

de forces purent être employées dans l'agriculture et la première moisson cette année-là fut récoltée sur plus de 150 hectares.

La créativité des femmes ne s'arrêta pas là. Elles organisèrent une cantine populaire, des ateliers collectifs de travail domestique et, avec les médecins nouvellement arrivés, un réseau de santé très décentralisé.

A Taking chaque village, si petit soit-il, possède une polyclinique, où l'on peut faire des opérations courantes.

Plus tard, on créa des petites usines pour produire les différents objets utiles à la vie des habitants et au travail, depuis des fabriques de postes de radio en passant par celles des chaussures, des casseroles, des meubles, des pièces de rechange pour les machines, jusqu'à la production de machines comme des décortiqueuses de céréales.

Dans cet extraordinaire courant déclenché par les femmes, les jeunes adolescents, les personnes âgées, les étudiants de l'institut du pétrole furent entraînés.

Quoique moins d'un tiers de ces personnes aient été considérées à l'origine comme pouvant être actives, peu à peu tous, à l'exception des personnes malades, voulurent s'organiser pour effectuer des travaux collectifs.

Et c'est peut-être là un des signes les plus flagrants de la réussite des femmes d'avoir diversifié à l'extrême leurs activités en partant de la production alimentaire, et qui intégrèrent peu à peu dans tous ces secteurs hommes et femmes.

UN ASPECT PEU CONNU DE LA SPÉCIFICITÉ FÉMININE

Une autre particularité de Taking mérite l'attention : la gratuité de la plupart des services collectifs, comme les coiffeurs, la préparation des repas, le cinéma, les transports, etc. Quant aux ateliers de réparation de vêtements et chaussures on ne compte que le prix des matériaux utilisés, tissus, fils, boutons, etc., mais pas le travail. Il faut chercher la raison de cette gratuité chez les femmes elles-mêmes.

Comme nous le remarquons à propos du développement des usines de quartier, ce qui les poussa à travailler, ce ne fut pas le désir d'augmenter leurs revenus individuels, mais celui de jouer collectivement un rôle économique et politique puissant qui transformerait l'existence de tous en transformant leur condition spécifique.

Leur objectif était de faire un pas de plus vers le communisme qui verra les tâches prises en main selon la capacité de chacun et la distribution des richesses effectuée selon les besoins de chacun.

Déjà, lorsque mère Shue créa la toute première brigade de production, les femmes qui y avaient participé adoptèrent la méthode des points de travail pour leur rétribution en tenant compte de la capacité de chacune. Mais encore, celles qui avaient obtenu le plus de points décidèrent de redistribuer une partie de leurs gains à celles qui avaient des enfants fragiles ou qui avaient quelque autre difficulté matérielle, jugeant qu'elles en avaient davantage besoin.

Est-ce un simple effet du hasard si ces conceptions d'avant-garde ont commencé à être mises en application par des femmes?

Ou n'y aurait-il pas dans la millénaire pratique des femmes, qui mesurèrent toujours leur travail non en fonction du prix qu'elles en tiraient, puisqu'elles ne touchaient pas de salaire, mais en fonction de l'utilité de ce travail pour la famille, n'y aurait-il pas là une tendance communiste de ces femmes à mettre en priorité la qualité d'utilité sociale du travail?

C'était à cette même conclusion en tout cas qu'était arrivée Anna Louise Strong, dans sa discussion avec les femmes de Taking, dont mère Shue ; elle disait : « Cela — le travail gratuit de Taking — n'est pas éloigné de ce que la tâche des femmes a été tout au long des siècles.

Elles ont toujours travaillé pour augmenter le revenu familial par des occupations qui ne se chiffraient pas ; et ce n'est pas éloigné non plus de la commune de l'avenir, où les tâches seront exécutées selon les capacités de chacun et récompensées selon les besoins. » (Lettre de Chine, d'Anna Louise Strong, 15 décembre 1967)

Ne touchons-nous pas ici un aspect fondamental de ce qui est aujourd'hui la spécificité féminine, aux multiples facettes? Mao Tsé-toung lança le mot d'ordre « se mettre à l'école de Taking », dans lequel il précise : « si les conditions le permettent, les ouvriers doivent s'occuper d'agriculture comme cela se fait dans les champs pétrolifères de Taking. »

Ce qui implique qu'après avoir étudié l'expérience des femmes de Taking, le parti communiste en saisit toute l'importance pour l'avenir de l'économie chinoise, pour l'avenir du communisme.

Le modèle, c'est bien cette nouvelle forme d'organisation sociale qui intègre la ville et la campagne en combinant les avantages de l'une et de l'autre, ce qui ne peut se faire qu'en avançant dans la collectivisation de tous les secteurs de la production, notamment la production domestique, c'est-à-dire dans la transformation de la condition féminine.

L'organisation des services domestiques dans une cité ouvrière de Changhai

Dans les quartiers des villes comme dans les villages le « restaurant populaire » est souvent le bâtiment collectif le plus important ; souvent aussi il est le plus ancien. Des différentes tâches domestiques ce furent généralement les repas collectifs qui s'organisèrent en premier.

Sans doute également parce que retirer aux femmes l'exclusivité de la préparation des repas était un pas important pour les libérer du travail domestique, que son intérêt public en était immédiatement visible et que par ailleurs cela ne nécessitait pour fonctionner que quelques grandes salles.

Après avoir visité une usine textile à Pékin, on nous conduisit au restaurant du quartier d'habitation proche de cette usine (l'usine avait elle aussi sa propre cantine, ouverte d'ailleurs aux membres des familles de ses employés et à leurs amis). Un poste de radio transmettait des informations que les convives commentaient bruyamment.

Les bruits du dehors, cette voix aiguë de fillette mêlée aux sons métalliques qui s'échappaient d'un petit atelier voisin, s'arrêtaient au seuil du restaurant à l'endroit même où le soleil dessinait un carré de lumière sur le sol.

Ce restaurant, installé dans une grande pièce aux murs hauts, était, les repas terminés, la salle de spectacle du quartier, où des monsieur Tchang et madame Kié donnaient après leur travail des représentations.

C'était midi et les baguettes cliquetaient sur la faïence. Ici, un couple travaillant tout près, prenait son repas avec ses deux gamines. Là, une petite vieille discutait à une table de jeunes. Là encore, des enfants de six ou huit ans, une dizaine, dînaient seuls tranquillement. Dans un coin de longs guichets séparaient le restaurant de la cuisine.

On venait y acheter son plat, puis on allait le manger sur une des longues tables de la salle. D'autres, ayant acheté là leur nourriture prête à la consommation, l'emportaient chez eux dans des plats de métal, pour manger en famille. Près de nous deux tout-petits, dont le menton arrivait difficilement au ras du guichet, demandèrent à manger.

La serveuse leur parla gentiment. Les enfants prirent les assiettes qu'elle leur tendait et allèrent s'asseoir à côté d'un homme qui mangeait seul à une table. Il leur sourit et poussa un bol pour leur laisser de la place. Les enfants commencèrent à discuter avec lui ; il les écoutait attentivement, hochant la tête. Il aida le plus petit à éplucher son poisson.

Le repas terminé, les enfants ramassèrent avec leurs bols et baguettes le couvert de cet homme et les portèrent à un autre guichet ; l'homme les remercia d'un geste amical.

Ils sortirent en courant, pour retrouver la cour, les jeux et la lumière. Ce n'étaient pas les enfants de cet homme, ni même de sa famille. Quelque voisin sans doute.

Ce n'étaient pas des enfants « délaissés » non plus. Pour une raison quelconque ils prenaient seuls leurs repas. Et, tout naturellement, chaque adulte, voire chaque aîné, se sentait tenu de veiller sur eux comme sur les leurs. Les restaurants, nous dit-on, sont ouverts tous les jours et pour tous les repas. A l'intention de ceux qui doivent se déplacer, pour leur travail ou pour tout autre motif, le restaurant offre aussi des « gamelles » à emporter, bien fournies...

Le système habituel de gestion de ces restaurants est basé sur la triple direction des cuisiniers, des consommateurs et des responsables des autres services collectifs de la cité pour en assurer la coordination.

Très souvent ce sont les anciennes ménagères du quartier qui ont créé ces restaurants, et ce sont elles encore qui en assurent l'organisation. L'existence généralisée de ces cuisines collectives réduit considérablement l'importance des cuisines privées. D'ailleurs, celles-ci ne le sont généralement pas au sens strict, mais communes à deux ou trois familles.

Dans les immeubles de cette cité nous en trouvons une par étage, c'est-à-dire une pour deux appartements. Les ustensiles ménagers étaient mis en commun et bien souvent les familles

s'organisaient entre elles pour faire à tour de rôle la cuisine pour tous. Le jour de notre visite un grand-père et sa petite-fille préparaient le repas (ou le faisaient réchauffer) pour deux familles.

Quant aux autres services collectifs, comme ceux créés à Taking, nous avons eu l'occasion de les visiter longuement, à Changhai notamment. Leur première particularité est d'avoir été créés par les femmes elles-mêmes.

Ce qui veut dire que leur organisation concrète comme leur développement sont extrêmement dépendants des aspirations de ces femmes à détruire le caractère privé, familial de ces tâches. Au milieu des immeubles de plusieurs étages, des petits bâtiments en rez-de-chaussée, nouvellement construits, constituaient les pôles d'animation de la vie du quartier. De leurs portes ouvertes sur la rue s'échappaient les bruits des machines et des conversations.

Des gens rentraient, sortaient, portant quelque paquet. Une sorte de « side-car » — bicyclette — s'arrêta devant l'un d'eux, le chauffeur livrait là des pièces de tissu en assez grande quantité.

Cet atelier s'occupait de l'entretien du linge. Le matin, les ouvriers passaient dans les appartements pour collecter les vêtements à réparer : chemises déchirées, chaussettes trouées, pantalons décousus, boutons à remettre, cols frangés, pantoufles à repriser, vêtements à agrandir ou à raccourcir, etc. Puis revenus dans l'atelier, ils se mettaient à l'ouvrage.

Celui-ci posait une pièce, puis cousait un bouton, celle-là

faisait un ourlet ; deux machines à coudre se faisant face mordaient une étoffe à grandes fleurs, un édredon probablement.

Dans un laps de temps très court, souvent dans la journée, les vêtements étaient réparés et rendus à leur propriétaire (livrés à domicile) et pour un prix extrêmement modeste, à peine plus que le prix du fil ou de la pièce de tissu pour la réparation nécessaire.

Il existe de tels services pour le lavage et le repassage, la cordonnerie, la réfection des literies, pour la confection des vêtements sur mesure.

Ils ont deux qualités particulièrement importantes : pour être réellement efficaces, ils sont au cœur même des cités d'habitation, donc tout proches des consommateurs ; et ils sont très bon marché, et sont donc très massivement utilisés.

Il y a également des ateliers de bricolage ; ils s'occupent de la réparation des divers ustensiles familiaux : mettre des pièces à des bassines ou casseroles de métal trouées, aiguiser ciseaux et couteaux mais aussi réparer sur place la porte de l'armoire abîmée, la fenêtre qui se coince, etc.

Il y a encore des services de nettoyage qui vont à domicile nettoyer régulièrement les appartements et là encore à un prix vraiment minime même pour les budgets ouvriers.

Les équipes de travailleurs qui prennent en main ces ateliers de « services » ont été, nous l'avons dit, créées par les femmes, mais elles englobent d'autres personnes que les ménagères,

en particulier elles ont été le moyen pour que les retraités en bonne santé continuent à exercer des activités sociales, ce qui constitue une des raisons de l'intégration totale des vieillards à la société ; on y trouve également des hommes « actifs ».

Les ouvriers de ces ateliers travaillent 6 heures par jour, quelques fois seulement 3 ou 4 heures, ce qui permet la participation des personnes moins robustes, celle des jeunes en dehors de leurs études, et qui autorise également la participation de ces travailleurs à d'autres activités, en particulier les activités culturelles, aussi bien de caractère artistique, comme la création de troupes de théâtre amateur, de chorales, que la reprise de la scolarisation des adultes, ou que l'acquisition de toutes nouvelles connaissances, voire d'un nouveau métier — comme, par exemple, la formation parmi les ménagères de « médecins aux pieds nus » dans les cités.

Développer la mécanisation, sur la base de ces ateliers collectifs, est une préoccupation constante des travailleurs comme des cadres politiques.

Il y a dans ces ateliers comme dans n'importe quelle usine des petits groupes d'inventeurs, composés d'ouvriers et de techniciens, qui travaillent à mettre au point de nouveaux procédés pour mécaniser et simplifier le travail.

Ici, on travaillait à mettre au point un système de séchage du linge rapide et économique, ailleurs, on inventait des appareils pour carder les matelas ; ailleurs encore, on s'efforce de fabriquer des petits appareils à repriser.

Toutes ces équipes sont en liaison avec des usines de biens de

consommation pour étudier avec elles les possibilités de satisfaction des différents besoins. Car si la mécanisation n'est pas un préalable à la socialisation, en revanche, aussitôt que celle-ci est commencée, elle devient un moyen important de son renforcement.

Comme les prix de ces services sont très bas, les ouvriers sont payés par l'administration des quartiers sur les fonds municipaux ; selon les cas, il existe des subventions de l'État pour les salaires ; dans les cas où les municipalités sont plus riches, elles rétribuent seules les employés.

Le montant des salaires est assez bas, environ une trentaine de yuans par mois ; il est vrai que les heures de travail sont souvent bien moindres que dans une autre usine, et qu'ils ont le droit comme n'importe quels ouvriers aux soins médicaux gratuits.

LA PRODUCTION DOMESTIQUE DÉMYSTIFIÉE

Si les ateliers collectifs modifient l'apparence des quartiers, ils modifient plus profondément encore les rapports entre les habitants, et en premier lieu la vie des femmes.

En collectivisant le travail domestique, il apparaît de plus en plus clairement que celui-ci n'était au fond qu'une production comme une autre ; que son caractère familial n'était dû qu'à une organisation particulière de la société qui nécessitait que chaque famille le prenne en charge pour elle-même, et non pas lié à sa prétendue « nature ».

En reprisant les chaussettes de tous, et en les reprisant avec des hommes et d'autres femmes, on est mieux à même de comprendre que ce qu'il y avait de servile, de peu glorieux dans ce travail venait, en fait, de ce qu'on était « asservie » soi-même à ce travail méprisé de tous, que son caractère utile, nécessaire, n'était pas socialement reconnu.

En France (comme dans l'ancienne société chinoise d'ailleurs), il en va de même pour beaucoup de travaux ; en fait, tous les travaux manuels sont méprisés, et du même coup le mépris de ce travail déteint sur tous ceux qui l'accomplissent.

Mais cette attitude méprisante de grand seigneur, sous sa forme la plus achevée, se manifeste à l'égard du travail domestique.

Dans nos pays on fait plus que mépriser le travail domestique, on le nie. Les femmes ne travaillent pas, elles « s'occupent ». Une des qualités peut-être essentielle de ces ateliers est la fonction éducative qu'ils remplissent vis-à-vis des jeunes et des hommes.

L'existence de ces ateliers a rendu tangible, palpable ce que les femmes de nos pays appellent ajuste titre « le travail invisible. » Nul ne peut plus l'ignorer.

Et les hommes comme les jeunes apprennent à en reconnaître l'importance. Cela se traduit par leur participation volontaire au travail de ces ateliers dans leur temps libre, ou bien encore dans la construction commune de nouveaux bâtiments pour ouvrir de nouveaux ateliers.

En se socialisant le travail domestique a reconquis son droit de cité ; et du même coup, ceux qui le prennent en main cessent d'être méprisés. La socialisation transforme et enrichit la vie des anciennes ménagères.

Organisées et fonctionnant comme n'importe quelle autre unité de production, les équipes de quartier participent massivement à la vie politique sous toutes ses formes : des débats ont lieu sur la situation internationale, ou sont discutées les positions du gouvernement, les questions majeures de l'édification socialiste, le rôle des femmes dans la révolution, etc.

On ne voit pas de quel secteur elles seraient tenues à l'écart. L'étude généralisée du marxisme-léninisme est récemment devenue un mouvement puissant, et ce n'est pas sans quelque fierté que des ménagères d'une cinquantaine d'années, et qui ont été à peine scolarisées, nous ont dit qu'elles étudiaient actuellement « matérialisme et empiriocriticisme » de Lénine, dont le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas d'un abord facile.

C'est aussi sur ces équipes que repose le principal de la vie culturelle du quartier.

Il y a beaucoup de troupes d'artistes amateurs en Chine, et les anciennes ménagères en ont créées elles-mêmes beaucoup. Elles organisent des spectacles pour les habitants du quartier et vont aussi jouer dans les usines pour d'autres ouvriers, ou bien elles accueillent dans leur quartier d'autres troupes d'amateurs venues quelquefois de loin pour jouer là des pièces de théâtre ou pour faire des numéros d'acrobatie, particulièrement prisés en Chine.

Le commerce : un nouveau « service public »

La transformation du commerce joue un rôle notable dans la libération des femmes des tâches ménagères. Après la Libération, le petit commerce n'a pas été supprimé. Les petits commerçants furent appelés à se regrouper dans des coopératives de distribution, qui sont devenues progressivement des propriétés collectives, comme cela se passa pour les paysans et les artisans.

Les anciens propriétaires des petites boutiques continuèrent à travailler dans leur boutique comme par le passé, à la différence que les prix des marchandises étaient fixés par l'État. Aujourd'hui, bien sûr, il y a de grands magasins d'État qui concentrent dans leurs différents rayons une multitude de secteurs commerciaux.

Mais on a développé également les petits commerces locaux, les marchés ambulants, et plus généralement toutes les formes de décentralisation du commerce, afin de rendre celui-ci le plus proche possible des consommateurs. Les prix pratiqués dans les petits commerces de quartier sont les mêmes que ceux des grands magasins, et on y trouve tout ce qui est nécessaire à la vie quotidienne.

Depuis la révolution culturelle de nouvelles transformations ont eu lieu. On a mis l'accent sur le lien entre production et distribution ; et c'est aux vendeurs qu'il appartient de faire le lien entre les besoins des consommateurs et les usines. C'est ainsi que les vendeurs vont eux-mêmes régulièrement chez leurs clients recueillir leurs avis.

Ont-ils été contents de la qualité de tel produit? Sont-ils satisfaits de son usage? Est-il pratique? N'est-il pas trop cher? Quels sont ses défauts? Ont-ils des suggestions à faire? etc. Munis de ces renseignements, ils étudient avec les différentes unités de production concernées les moyens de mieux satisfaire les besoins du peuple.

Une fois par an, tout le personnel du commerce va faire un stage d'un mois environ sur les lieux de fabrication des produits qu'ils vendent. Cela permet une plus étroite liaison politique entre les ouvriers d'usine, les paysans et les « ouvriers du commerce », comme les appellent les Chinois.

Cela permet aussi aux vendeurs de connaître tout le travail social que représentent les objets qu'ils manient continuellement. Un jeune vendeur nous raconta qu'après avoir travaillé dans une commune populaire, les légumes qu'il vendait lui apparurent très précieux, il apportait un soin tout particulier à en préserver la qualité ; il les maniait avec précaution, il mit au point un système de claies aérées qui permettaient de les préserver de l'humidité.

Il expliquait « qu'ayant vu comment les paysans luttèrent contre la sécheresse et les inondations, travaillaient durement et de façon désintéressée pour fournir une bonne alimentation au peuple, il pensait de son devoir de veiller à ce que celle-ci conserve toutes ses qualités et à ce qu'il n'y ait pas de pertes non plus. » « Qualité, économie et dévouement voilà », nous dit-il, « ce que lui avaient enseigné les paysans avec qui il avait travaillé. »

Connaître les produits que l'on vend, c'est aussi être capable de les réparer.

C'est ainsi qu'il y a de plus en plus de vendeurs qui sont en même temps des réparateurs ; témoin l'histoire de cette jeune fille qui dans un grand magasin vendait des réveils mécaniques. Elle considérait comme un défaut dans son travail de ne connaître des réveils que leur prix.

Aussi, après avoir travaillé dans l'usine qui les fabriquait, mit-elle tous ses efforts à en connaître à fond le mécanisme ; elle réussit si bien que lorsqu'elle vend un réveil, elle n'oublie jamais de préciser : « S'il ne marchait plus à la suite de quelque accident ou d'un défaut de fabrication, rappez-le moi, je vous ferai la réparation. »

Et lorsque les clients veulent la payer pour son travail, elle refuse en disant : « Je suis vendeuse dans la nouvelle société, cela fait partie de mon travail pour lequel je suis déjà payée. Avant je ne savais rien de la mécanique et cette ignorance m'empêchait de servir le peuple comme je le voulais. Je me sers aujourd'hui de mes connaissances pour mieux le servir, il n'y a rien là que de très normal. »

La transformation du commerce dans le sens d'une union toujours plus étroite avec les consommateurs participe évidemment au changement de la condition féminine. On ne cherche pas, comme c'est le cas dans nos supermarchés, à compenser une faible ristourne sur les prix par un afflux considérable de clientèle drainée depuis très loin jusqu'au magasin, ce qui a pour conséquence de faire perdre du temps dans les transports.

Non! les commerces sont « en bas de la rue », et ils sont devenus de véritables services publics.

UNE AUTRE CONCEPTION DE LA MÉDECINE SES CONSÉQUENCES POUR LA FEMME

L'énorme décentralisation des services de santé soulage aussi considérablement les femmes à qui incombent aussi dans nos pays des tâches d'aides-soignantes très prenantes.

Ce n'est plus sur la mère de famille que repose la responsabilité de veiller à la bonne santé de tous les membres de la famille ; ce n'est plus sur elle non plus que retombe la charge de soigner et de garder les enfants lorsqu'ils sont malades.

Pour commencer dans tous les lieux de travail des médecins et médecins-ouvriers (ouvriers formés sur le tas par des médecins) assument non seulement les soins immédiats, mais, ce qui est plus important encore, la prévention, tout en participant eux-mêmes au travail comme les autres.

Dans les écoles, les enfants, eux aussi, apprennent les principes de la médecine et les premiers éléments des soins. Il y a des groupes d'enfants qui luttent contre les insectes en été ; on en voit quelquefois parcourir les rues pour recommander aux vieux de perdre l'habitude ancestrale de cracher par terre ; pour demander aux personnes enrhumées de ne pas sortir sans masque de protection.

Ils savent se soigner mutuellement et apportent le plus grand soin et sérieux à suivre les prescriptions médicales. Ils sont

également capables de faire des diagnostics simples comme les rhumes, les angines, les indigestions et souvent également de donner les premiers soins nécessaires en cas d'accident. Ils savent aussi pratiquer quelques points d'acupuncture pour soigner les petites maladies.

Dans chacun des groupes d'immeubles des cités de Changhai, il y a un poste sanitaire.

Là, formés par des médecins sur le tas, deux ou trois habitants des immeubles en général des anciennes ménagères, savent tous les soins et diagnostics courants.

En liaison constante avec le personnel médical des dispensaires qui assure la santé de la cité, elles prennent en charge ceux dont la santé n'exige pas une hospitalisation, ou bien qui sont en convalescence.

Ces travailleurs sanitaires veillent également à ce que les malades se reposent au mieux, ils leur apportent leurs repas, ou les aident dans leur toilette, ou encore prennent l'initiative de prévenir les différents comités de quartier que la camarade Un tel a une jambe cassée, qu'il faut aller la voir, lui apporter de la lecture, l'aider pour telle ou telle tâche, ce qui se fait le plus simplement du monde.

En Chine on ne peut pas imaginer la situation, si couramment odieuse chez nous, où une personne reste seule aux prises avec ses difficultés ; mais pour arriver à ce résultat, il fallait que les différents secteurs d'activités sociales se préoccupent de ces questions, comme le font les usines et les écoles, etc. et que la médecine devienne peu à peu une pratique de masse.

LA COOPÉRATION DANS LA FAMILLE

Il y a, nous semble-t-il, deux aspects dans la transformation du travail domestique en Chine. Le premier, dont nous avons donné de nombreux exemples, consiste, sous de formes multiples, à socialiser ce travail, à le regrouper, à l'organiser en dehors de la structure familiale.

C'est principalement par cette socialisation que disparaît progressivement le travail ménager ; mais d'un autre côté, il y a des tâches qui n'exigent nullement d'être centralisées pour libérer les ménagères, bien au contraire.

Si nous évoquons ce deuxième aspect, c'est justement parce que, dans la vision bureaucratique de la libération des femmes, on présente comme nécessaire de centraliser au maximum les tâches pour augmenter la productivité.

Cela part de l'analyse superficielle de la différence entre travail familial et travail social ; mais en réalité, le travail familial n'est pas « familial », il n'est pas effectué par la famille, mais pour elle et par la femme uniquement.

Le mari n'aurait pas l'idée de demander à sa femme de lui laver les dents ou de l'habiller, mais il trouve naturel qu'elle fasse son lit, cire ses chaussures ou range le désordre qu'il a mis dans la maison. Cette comparaison paraît peut-être forcée, elle ne l'est pourtant pas si l'on songe qu'il n'y a pas si longtemps les gens riches avaient des chambrières dont le travail était justement de laver, coiffer, poudrer, habiller madame ou monsieur.

Faire son lit, brosser ses habits, mettre un point à un vêtement, ranger ses affaires, c'est en Chine comme se laver les dents : chacun le fait pour soi-même le plus naturellement du monde.

Et si justement c'est devenu culturellement une chose naturelle, alors qu'il y a vingt ans ce ne l'était pas, c'est parce que les hommes aussi se sont rééduqués dans le travail domestique. Ils ont appris à le mesurer réellement, à ne pas le mépriser. Il n'est plus féminin.

Le nouveau mouvement féminin en France, lui aussi, milite en faveur du partage des tâches : « Certes, nous réclamons en premier lieu la collectivisation du travail ménager, mais nous voulons aussi que ce qui n'est pas « collectivisable » soit réparti également entre tous. »

En formulant cette exigence, que le simple bon sens suffit à trouver légitime, le mouvement féminin ne supposait sûrement pas qu'il provoquerait une levée de boucliers chez les faiseurs de « programmes communs ».

QUAND LE P.C.F. SE SOUVIENT DES FEMMES...

Il faut croire que, sans le savoir, on avait touché là un point sensible. Écoutons plutôt : après avoir rappelé les statistiques suivant lesquelles une femme d'ouvrier, effectuant la double journée de travail — une à l'usine et une en rentrant à la maison —, fait des semaines de 80 à 100 heures de travail, une brochure du P.C.F. (Les Communistes et la condition de la femme, étude de la commission centrale de travail du parti communiste parmi les femmes, 1970) ajoute :

« Des esprits avisés... voient le remède à ce surcroît de travail dans un partage équitable des tâches ménagères entre le mari et la femme.

« Certes beaucoup de femmes travailleuses obtiennent une aide appréciable de leur compagnon dans les travaux domestiques et nous y voyons une preuve de l'évolution des rapports dans le couple.

Mais ne vouloir résoudre la charge trop lourde qui pèse sur la mère travailleuse que, par une répartition égale dans le ménage des difficultés et de la fatigue est une conception limitée de l'égalité, que nous concevons nous, comme une élévation de la condition humaine, devant rendre chacun, plus disponible pour l'autre et pour les enfants.

« Et nous ferons deux remarques :

« 1) Cette ce solution » ne peut être qu'un palliatif à l'époque où le développement intense et rapide des sciences et des techniques devrait pouvoir mettre à la portée de tous les foyers (sans que cela leur impose des privations) les appareils ménagers, en mesure aujourd'hui d'aboutir à la mécanisation des travaux domestiques. Ce n'est pas le cas comme le montrent les statistiques... 72,5 % des ménages français sont équipés de réfrigérateurs, 50 % seulement possèdent un aspirateur et une machine à laver.

2) Cette « solution » est une diversion qui dispenserait Pouvoirs publics et patronat des obligations qui leur reviennent dans le domaine de faciliter la tâche de mère de famille à la travailleuse. »

Le P.C.F. n'a pas une «conception limitée de l'égalité » ; de ce côté-là, rien à craindre. Il ne réussit tout simplement pas à « concevoir » ce que pourrait signifier l'égalité.

Le partage des tâches domestiques ne peut régler le problème, c'est une évidence, mais il réunit au sein du peuple une partie des conditions politiques et idéologiques qui permettent de mieux poser la prise en main du travail domestique par les collectivités de base dans un esprit égalitaire.

Sans cette préparation politique et idéologique une réelle prise en main par toute la société — et non par les seules femmes, mêmes mises à la tête d'un important parc électroménager — reste impossible, et l'on ne peut que retomber dans les « palliatifs » que propose le P.C.F. : le développement des appareils ménagers individuels grâce à l'aide du patronat et de l'État.

Certes, le partage égalitaire est « insuffisant », mais ni plus ni moins que toute autre mesure partielle ; seule la destruction des rapports de production capitaliste est « suffisante ».

Rejeter du pied toute lutte pour le partage égalitaire des tâches domestiques en la déclarant « manœuvre de diversion », comme le fait le P.C.F., c'est, en se donnant des airs « de gauche » à peu de frais, adopter le point de vue rétrograde que Lénine critiquait chez certains communistes : « Parmi nos camarades il y en a beaucoup dont on peut dire malheureusement : « grattez un peu le communiste et vous trouverez le philistin. »

Certes, il faut gratter à l'endroit sensible : sa mentalité à l'égard de la femme. En est-il une preuve plus évidente que le fait que les hommes regardent tranquillement les femmes s'user à un menu travail monotone, éreintant, qui absorbe leur temps et leurs forces : les soins du ménage.

Ils voient avec cela se rétrécir peu à peu l'horizon de leurs compagnes, ternir leur esprit, ralentir le battement de leur cœur, faiblir leur volonté...

Il y a très peu de maris, même parmi les prolétaires, qui pensent à alléger sensiblement les peines et les soucis de leurs femmes ou même à les en débarrasser complètement en les aidant au « travail féminin ».

Ils n'en font rien car ce serait contraire « aux droits et à la dignité du mari ». Ils exigent pour eux le repos et le confort. La vie domestique de la femme c'est le sacrifice quotidien d'elle-même dans des petits riens. » (Clara Zetkin, Mes souvenirs de Lénine).

Ce sacrifice quotidien des femmes dans des petits riens, c'est la réalité, l'envers des phrases mielleuses de la bourgeoisie sur la « merveilleuse maternité » et le rôle « irremplaçable » des mères.

Écoutons encore : « Qu'on le veuille ou non, le rôle de la mère est primordial dans la continuité de l'espèce, non seulement au moment de la gestation et de la mise au monde, mais au cours des années nécessaires pour faire de l'enfant un adulte. »

N'est-ce pas dire très clairement que la fonction de la femme

est d'élever les enfants et de supporter seule la charge du travail domestique que nécessite une éducation?

Et cet hypocrite éloge des qualités féminines n'est pas extrait d'un discours de Mlle Dienesch, c'est une manifestation des « conceptions non limitées » du P.C.F. (Les Communistes et la condition de la femme, p. 44.).

Mais on se dit socialiste ; alors on accole à l'exaltation de la fonction maternelle l'épithète « fonction sociale » : « La maternité devrait être considérée comme une fonction sociale prise en compte par la société » (Les Communistes et la condition de la femme, op. cité, p. 47) comme s'il suffisait de coller le mot « social », ou « nationalisé », ou « véritable », sur n'importe quelle marchandise pour la transformer du même coup en produit authentiquement socialiste!

Suivons le conseil du poète de la Chine antique et « goûtons ensemble à cette étrange littérature, et ensemble analysons ses obscurités » : « La maternité devrait être considérée comme une fonction sociale prise en compte par la société... ».

La société bourgeoise ne considérerait-elle donc pas, dès aujourd'hui, la maternité comme une fonction sociale?

Mais quand une société considère comme « naturel » que les femmes se consacrent exclusivement au foyer, au mari, aux enfants, n'est-ce pas le signe évident que les femmes remplissent une fonction essentielle dans la société, une « fonction sociale » à ce point profondément ancrée dans les mœurs qu'on la reconnaît comme « allant de soi »?

Joli concept de « fonction sociale »!

Les femmes n'ont que faire que l'on « prenne en compte » leur fonction.

Par contre, elles attendent de leurs luttes, que cette fonction sociale cesse d'être « la leur » et devienne celle de tous, celle de la société.

Quand la bourgeoisie cherche à rendre compatible l'exercice de la fonction maternelle avec le travail salarié des femmes, n'est-ce pas reconnaître qu'on ne peut se passer des femmes pour assurer le travail domestique?

Précisément, le but de l'actuelle société est de concilier l'inconciliable, de rendre compatible l'esclavage salarié et l'esclavage domestique, de tendre au maximum le rapport d'exploitation des femmes en les faisant travailler 70 heures par semaine, moitié « maison », moitié « travail ».

Et, curieuse coïncidence, le P.C.F., aussi propose des « mesures complémentaires » pour « permettre aux millions de femmes qui accomplissent un double rôle social en exerçant un travail professionnel et en élevant leurs enfants de concilier ces deux activités dans de meilleures conditions » (Changer de cap, p.66.).

Tandis que la bourgeoisie au pouvoir saupoudre dé-ci, dé-là un peu de crèches, quelques allocations des emplois à temps partiel etc., le P.C.F. derrière elle, lui glisse à l'oreille « Mettez-en un peu plus, mettez-en un peu plus...! »

SOCIALISATION DE LA FONCTION MATERNELLE

LA PRIME ENFANCE

Transformer la fonction maternelle, c'est, nous allons le voir, une entreprise sociale gigantesque. Elle ne peut se réaliser que dans le bouleversement des rapports entre adultes et enfants, de la destruction de la hiérarchie autoritaire, de l'infaillibilité des adultes, etc.

Elle implique que la société dans son ensemble soit profondément consciente de l'importance décisive de cette transformation, pour la libération des femmes et l'avenir de la révolution.

Transformer la fonction maternelle, c'est en premier lieu décharger la mère des soins continuels des tout-petits. Il va sans dire que cette question, moins que toute autre, ne peut être traitée sans la libre participation des femmes.

Des crèches ou des « consignes »?

En France, il existe des crèches, c'est vrai. En nombre insuffisant, c'est aussi vrai.

Et la bourgeoisie cherche aujourd'hui à freiner le développement de ce mode de garde et d'éducation de l'enfant en collectivité, au profit de ce qu'elle appelle hypocritement

« crèches à domicile », et qui ne sont, en fait, que des nourrices, prétendues contrôlées, gardant plusieurs enfants dans leur logement privé.

En tant que généralisation d'un mode d'éducation « socialisé » de la prime enfance, le pouvoir bourgeois est aujourd'hui contre les crèches : ça coûte trop cher bien sûr, mais c'est aussi un peu trop collectif : ça risque peut-être, à la longue, d'écorner le pouvoir et la structure de l'appareil familial bourgeois.

Au contraire, la solution-nourrice offre toutes les garanties nécessaires : la famille en sort renforcée : pas d'autre relation que celle de l'enfant à sa mère, l'enfant change seulement de famille. Il se retrouve dans le même cadre étriqué : une femme, un foyer, un ou plusieurs enfants.

La crèche constitue donc, au seul niveau de la structure, un progrès considérable. La crèche capitaliste contient donc déjà un certain nombre de ferments, qui, certes, ne pourront se développer pleinement que dans le socialisme, mais qui existent d'ores et déjà.

Et pourtant parce que sa raison d'être n'est ni de favoriser l'émancipation des femmes ni de libérer les enfants, en France aujourd'hui la crèche est une réalité éminemment contradictoire.

C'est ainsi que des enquêtes montrent que la grande majorité des femmes dont les enfants sont à la crèche, et de celles qui voudraient qu'ils y soient, reconnaissent que si elles ont choisi cette solution, c'est parce qu'il ne leur était pas possible matériellement de garder elles-mêmes leurs enfants ; mais elles

ajoutent sans hésitation que si elles avaient le choix (matériel), elles préféreraient les garder elles-mêmes.

Que signifie cette attitude ambivalente ? On y retrouve d'abord l'effet de l'attitude de la femme à l'égard du travail dont nous avons parlé plus haut, dans les sociétés capitalistes (Cf. p. 22-23).

Sans doute, faut-il voir dans cette attitude l'idée tenace que le rôle de la mère est par nature irremplaçable, que le devoir d'une femme est d'éduquer elle-même ses propres enfants, que tout autre type de garde n'est valable que s'il respecte cette relation privilégiée mère-enfant, et ne la modifie pas.

La garde de l'enfant en crèche conserve donc, elle aussi, malgré les apparences, cette relation mère-enfant ; son propos est de la reproduire en mieux grâce aux techniques d'apprentissage et d'éducation mises en œuvre. Mais il y a peut-être autre chose dans cette méfiance des femmes à l'égard des crèches, et quelque chose qui serait profondément juste.

En France, aujourd'hui, les crèches ne sont en aucune manière sous le contrôle des parents. De même que pour l'école, on dépose à la crèche son enfant le matin, on le reprend le soir et on n'a pas la moindre influence sur tout ce qui peut se passer entre-temps.

Il est alors inévitable que les crèches apparaissent a priori comme un lieu étranger et hostile.

On ne peut de gaieté de cœur accepter de voir son enfant soumis dès son plus jeune âge à une discipline dont le seul but

est de créer chez les petits des comportements de crainte, de servilité et de favoritisme.

Depuis que les élèves du secondaire ont en de nombreuses occasions pris la parole, depuis que des enseignants révolutionnaires ont dénoncé avec lucidité le rôle de l'école, plus personne ne peut encore ignorer son caractère répressif. Mais peut-être connaît-on moins bien l'étendue et les formes souvent sournoises de cette répression dans les maternelles et même dans les crèches.

CULPABILISEZ! CULPABILISEZ! IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

Cette méfiance des femmes à l'égard des crèches est renforcée encore par le fait que ce sont exclusivement des spécialistes qui s'occupent des enfants.

Tout concourt en même temps à faire sentir à la mère (car c'est toujours la mère qui est en question, jamais le père) l'indignité de sa conduite. N'est-ce pas elle qui devrait accomplir ce devoir au lieu de l'abandonner (et son enfant par la même occasion...) aux mains des spécialistes, d' « étrangers » (laisser son enfant à des étrangers, quelle honte !) auxquels on est alors bien obligé de reconnaître tous les droits et tous les savoirs.

Cette attitude laisse les mères d'autant plus désarmées que les « traditions maternelles » ont pratiquement disparu. Les conditions de vie dans nos pays, à l'exception des campagnes sans doute, font que le premier enfant d'un ménage est la plupart du temps effectivement le premier bébé que l'on linge, que l'on habille, à qui l'on donne le biberon.

Les grand-mères expérimentées ne sont plus là pour montrer comment elles faisaient. La mère désespérée, culpabilisée (« Est-ce normal que je ne sache pas me débrouiller ? Comment font les autres ? Il me manque quelque chose, je ne suis pas une bonne mère, une vraie mère. », etc.) ne peut alors que chercher conseil auprès de ceux qui « savent ».

La mère étonnée, et confuse, apprendra alors que ce qu'elle fait est parfaitement sans valeur, arriéré, voire nuisible, et que seuls les diplômés savent ce qui est bon et ce qui ne l'est pas pour les enfants.

On interdit ainsi que, du bilan collectif et critique de l'immense pratique des femmes dans ce domaine, soient dégagées des méthodes correctes d'éducation des enfants et que, inversement, ce qui est réellement faux et arriéré soit combattu par les femmes elles-mêmes.

Chacun reste à sa place et dans son rôle : la mère déchirée, coupable, abandonnant son enfant. La puéricultrice obligée, pour se maintenir dans son statut d'expert, de dénigrer les parents et leur manière d'élever les enfants.

Ainsi dans la crèche où allait ma petite fille, les éducatrices tenaient à ce que les enfants n'aillent pas au pot avant quinze ou dix-huit mois, elles pensaient que le dressage précoce à la propreté provoquait des rechutes plus tard et voulaient éviter ces scènes pénibles d'enfants de huit mois assis en tas sur leur pot, se relevant avec un cercle rouge aux fesses.

Mais cette mesure, insuffisamment expliquée et discutée sur un

point où les mères pensaient encore avoir quelque compétence, provoquait la « gué-guerre » de remarques incessantes : « Eh bien! chez moi, elle vient de faire dans un pot, » — « Eh bien! on ne va pas à la crèche », et, en filigrane : « C'est vrai, je suis fautive, j'abandonne mon enfant, mais j'ai le droit de conserver au moins une bribe de savoir-faire ; ne m'enfoncez pas complètement avec votre technique que je vous reconnais déjà. Ne me clouez pas le bec absolument. »

Elles marquaient par là leur droit au moins sur un point de savoir mieux que quiconque ce qui convenait à « leur » enfant.

Il s'agit là d'un tout petit indice, mais l'ignorance complète dans laquelle sont tenues les mères sur ce que font leurs enfants toute la journée leur fait ressentir cruellement que, là non plus, elles n'ont pas leur mot à dire, puisqu'on sait par définition mieux qu'elles, et « pour leur bien ». Que dans ce domaine aussi elles sont d'obscures ignorantes.

La société exerce sur la mère qui donne son enfant à garder un ignoble chantage sans issue possible. Son principe c'est « donner d'une main reprendre de l'autre » : « Tu ne t'occupes pas de ton enfant, tu n'as pas honte! — Ne t'en occupe pas, Guigoz et Prénatal le font pour toi... ».

Parce que droit et devoir se confondent pour la femme dans une société où l'on proclame sur tous les tons que la mère est irremplaçable auprès de l'enfant, il est inévitable que, confier son enfant à la crèche, à des « étrangers », soit ressenti par la mère comme une faute dont la seule excuse est « qu'elle ne pouvait vraiment pas faire autrement ».

En culpabilisant les mères, toutes les mères, on les maintient dans un état de soumission et de dépendance idéologique très favorable à la bourgeoisie.

Conditionnées avec une si merveilleuse ingéniosité et tant de raffinement dans la répression, elles deviennent les éducatrices dont la bourgeoisie a besoin. Ce n'est pas seulement la mère qui éduque l'enfant comme le souhaite la société, mais encore la société qui, par l'intermédiaire de l'enfant, éduque la mère selon ses souhaits.

L'enfant est un moyen de pression destiné à enfermer la mère dans son rôle de mère. Cela ne veut pas dire que l'enfant opprime sa mère délibérément, il est plutôt le support de toutes sortes de rêves, de désirs, de mythes qui assujettissent la femme à sa « vocation de martyre » ; l'enfant est la continuité de la lignée, le tribut qu'elle doit à son mari, l'espoir d'une réussite qu'elle n'a pas connue.

Il l'aide à accepter les mesquineries et les bassesses d'une existence qui s'arrête au seuil de la maison. Il est le sens de sa vie. Mais cette subordination à l'enfant se double de compensations. Selon l'idéologie bourgeoise, les devoirs sacrés de la mère lui donnent des droits moraux ; tout se passe en bonne logique marchande : donnant, donnant.

Elle fait payer très cher, sans le savoir, les nuits passées au chevet de l'enfant malade ; car elle a besoin qu'il ne soit rien sans elle. C'est pourquoi elle le mutile, le paralyse, l'étouffe. Pour que puisse s'assouvir son désir de s'offrir, elle crée chez l'enfant un besoin décuplé de tendresse.

Elle s'autorise à limiter la vie de son enfant à son seul amour, à sa seule présence. Qui est le plus misérable, le jour de la rentrée scolaire, de l'enfant en sanglots ou de la mère émue et ce satisfaite » du désespoir de cet être affolé?

Les crèches que nous connaissons n'ont en rien modifié ce comportement doublement cruel et répressif. Au moins étions-nous en droit d'espérer que les mères soient tout de même libérées de leur servitude matérielle ! Mais même sous cet angle, pourtant élémentaire, les crèches ne sont pas un succès éblouissant.

Les inconvénients de l'organisation des crèches sont connus ; elles ouvrent trop tard et ferment trop tôt, ce qui oblige souvent les mères à jongler avec les horaires, à trouver des palliatifs compliqués, comme de faire passer son enfant de main en main jusqu'à l'heure d'ouverture.

Elles refusent de garder les enfants malades, ce qui oblige les mères à manquer le travail pour soigner le petit, alors que les crèches pourraient facilement réserver quelques chambres à l'usage des enfants souffrants, si l'administration des crèches se préoccupait réellement de satisfaire les besoins des masses, et en particulier des femmes.

Les femmes ne confieront jamais volontiers leurs enfants à des collectivités aussi longtemps que celles-ci resteront des consignes où on dépose un colis encombrant : son enfant.

Elles ne trouveront là ni le moyen de faire profiter la société de leurs bonnes idées nées de leur expérience, ni le moyen de lutter en elles-mêmes contre les idées fausses et réactionnaires,

produites également par leur pratique familiale étroite et égoïste.

Enfin, pour que le fait de remettre son enfant à la collectivité ne soit plus un déchirement, il faut surtout que les enfants cessent d'être l'unique raison de vivre des femmes, c'est-à-dire que celles-ci soient enfin intégrées à la société. Seules des crèches créées par les mères, organisées par elles, pour leur permettre la prise en main de l'ensemble des tâches révolutionnaires, pourraient devenir des lieux de réelle socialisation des enfants.

Dans la mesure justement où cette initiative des femmes implique absolument que celles-ci aient une autre raison d'être que leurs enfants, qu'elles veuillent jouer leur rôle révolutionnaire, bref qu'elles remettent en question, en même temps que leur propre finalité, les traditionnelles conditions d'existence répressives des enfants.

UNE EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE

Faute d'avoir nettement saisi l'importance de cette question, l'U.R.S.S. des années 20, en partant du désir de libérer les femmes du « tracas » des enfants, reproduisit sur une grande échelle les mêmes tares que celles qui caractérisent l'éducation par l'État capitaliste. Lilina Zinoviev déclarait au lendemain de la Révolution :

« Nous devons sauver les enfants de Vinfluence néfaste de la vie de famille. En d'autres termes nous devons les nationaliser. Surveillés par des pédagogues qualifiés et du personnel médical on leur enseignera l'A.B.C. du communisme et ils deviendront plus tard de vrais communistes. Notre tâche

maintenant est d'obliger les mères à donner leurs enfants à nous, à l'État soviétique. » (Cité par Geiger, *The Family en U.R.S.S.*, p. 72)

Cette idée était reprise par Kollontaï dans sa formule ce les enfants, c'est l'affaire de l'État », et elle ajoutait explicitement : « L'obligation sociale de la maternité consiste d'abord à produire des enfants sains et viables, deuxièmement à nourrir au sein ces enfants; mais après avoir rempli ce rôle la femme a le droit de dire que son obligation sociale est achevée. »

On imagine le rôle de repoussoir que pouvait jouer ce programme à l'égard des masses. Mais plus encore que ses résonances insupportables sur la séparation par la contrainte des enfants de leur mère, il est réactionnaire par le superbe mépris à l'égard des femmes qu'il dénote.

A l'instar de la bourgeoisie de nos pays, celles-ci sont considérées comme tout juste bonnes à fabriquer les enfants — en attendant qu'on puisse se passer d'elles pour le faire, comme on se passe effectivement d'elles pour l'allaitement depuis la fabrication de lait en boîte — mais elles ne sauraient avoir la moindre prétention éducatrice ; seuls des pédagogues spécialisés sauront les élever.

Ce n'est plus le traditionnel discours « Femme, retourne à ton fourneau! » que l'on tient aux femmes, mais « Femme, retourne à ton haut fourneau, à ton usine » ; dans les deux cas « Tais-toi, tu ne connais rien en matière d'éducation ; reste à ta place dans la spécialité que la société t'a préparée et qu'elle t'assigne ; laisse la société, c'est-à-dire l'État, décider à ta place ce qui est bien et ce qui ne l'est pas en ce domaine. » On peut s'attrister

que de telles conceptions rétrogrades, un tel mépris des femmes aient encore aujourd'hui cours dans différentes organisations révolutionnaires, lesquelles ont, malgré leurs nombreuses divergences, un trait commun : celui d'ignorer la force politique féminine, ou de l'analyser au moyen de quelques bribes, retenues sans critique, des discours de la IIIe Internationale.

Mais il est plus révoltant encore de retrouver cette pensée « chauviniste mâle » dans la bouche d'une de celles qui ont le plus influencé le nouveau mouvement féminin : Kate Millet, qui dit, dans *La Politique du mâle* : « A partir du moment où se révèlent les premières aptitudes cognitives des enfants, il vaudrait mieux confier ceux-ci à des professionnels des deux sexes qui en auraient la vocation, plutôt que de les laisser aux mains de personnes harcelées, et trop souvent malheureuses, n'ayant que peu de temps et aucun goût! pour les élever et leur former l'esprit. » (Kate Millet, *La Politique du mâle*, éd. Stock, p. 145)

Organisation et fonction sociale des crèches chinoises

Les crèches chinoises sont le produit d'une 'tout autre conception : comme le disait Kroupskaïa, la femme de Lénine, s'opposant aux deux théories suivant lesquelles les enfants sont soit la propriété des parents, soit celle de l'État : « Les enfants n'appartiennent ni à leurs parents ni à l'État, mais à eux-mêmes », l'État étant appelé à s'éteindre sous le communisme.

D'ailleurs, c'est pourquoi l'ensemble de la société, chacun de ses membres, et non l'État, a des devoirs envers eux ; nous sommes tous responsables de leur formation physique, intellectuelle, morale et idéologique.

On trouve en Chine des crèches sur les lieux de travail et d'autres dans les quartiers d'habitation ; les premières sont particulièrement destinées aux nourrissons que les mères viennent voir plusieurs fois dans la journée pour les allaiter.

Le temps consacré à l'allaitement leur est, par ailleurs, compté comme temps de travail et n'est donc pas déduit de leur salaire.

Ces crèches ont en outre un mérite politique plus important encore : amener les enfants sur les lieux de travail, devant l'ensemble des ouvriers, c'est dire : « Voilà les petits que nous avons fait, ensemble, dont nous sommes tous responsables ; d'ordinaire vous ne les voyez pas, vous vous imaginez sans doute quelque tour de magie par lequel ils se nourrissent, se lavent, s'habillent, se soignent sans que personne ne s'en occupe.

Et bien, réveillez-vous, ouvrez les yeux ; ils sont là. Qu'allez-vous, qu'allons-nous, tous, en faire?». Le comité des femmes de l'usine se prononce pour la construction d'une crèche ici même, et, après le travail, hommes et femmes bâtissent les locaux pour les enfants.

Et là encore, les hommes se rééduquent, apprennent à connaître la foule de problèmes posés par le soin des enfants.

Les hommes « reconnaissent » enfin les enfants, non plus seulement de façon juridique comme c'est le cas chez nous : ils reconnaissent la matérialité complète de leur existence avec toutes les obligations sociales qu'elle entraîne, dans les domaines moraux, affectifs, politiques aussi bien que leurs

besoins matériels.

Il ne fait pas de doute que l'entrée massive des hommes dans les métiers de « nourrice » de crèche, qui ne manquera pas de se produire prochainement, entraînera de profondes modifications positives, tant dans l'éducation des enfants elle-même que dans l'idéologie des hommes.

Les crèches de quartier sont en général en même temps des crèches pour les bébés sevrés (qui n'ont donc plus besoin d'être à proximité immédiate de la mère) et des maternelles dans lesquelles les enfants restent jusqu'à six ou sept ans. Le personnel qui s'occupe des crèches est essentiellement, encore, composé de femmes dont une bonne partie sont d'anciennes ménagères.

On nous a dit qu'il existait des écoles qui formaient particulièrement les travailleurs des crèches. Mais au moment de notre voyage, ces écoles, semble-t-il, mettaient au point des réformes et nous ne pûmes en visiter. En dehors de ces écoles, une grande place est accordée à la formation pédagogique, aux échanges d'expériences régionales et nationales entre les travailleurs des crèches.

Les enquêtes très fréquentes effectuées par les employés dans les quartiers, les usines, les campagnes, sont également tenues pour une importante mesure permettant que soient faits en temps voulu le bilan et le rajustement des expériences acquises dans les crèches en fonction des avis des masses.

Parmi les femmes qui s'occupent des enfants, certaines ont suivi une formation médicale particulière.

La direction des crèches est assurée conjointement par des membres élus par le personnel, par des parents qui utilisent la crèche et des ouvriers délégués d'une usine, ou encore des ouvriers retraités.

Ce type de direction facilite le contrôle des masses sur la « socialisation » des tout-petits. Il permet surtout que des méthodes nouvelles d'éducation des enfants s'élaborent de manière collective et que la crèche ne constitue pas le ce royaume indépendant » de spécialistes.

Les crèches fonctionnent tous les jours vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de façon à permettre aux parents qui le désirent de pouvoir en rentrant de leur travail s'adonner à des activités culturelles, artistiques, politiques, etc. ; mais cela n'est vrai que pour les tout-petits ou pour ceux qui n'ont pas de grands frères ou sœurs qui peuvent aider à les garder à la maison. Dès que l'enfant est un peu plus grand, vers deux ans, il est plus courant qu'il rentre chaque soir chez ses parents.

Un autre accommodement est possible : on prend le bébé avec soi le soir, et les jours où l'on veut sortir, on le confie à la crèche. Enfin comme beaucoup d'usines fonctionnent nuit et jour, les parents ont toute faculté de laisser leur petit la nuit et de le prendre quelques heures dans la journée. Les crèches d'usine sont gratuites.

Celles des quartiers sont payées en partie par l'usine où travaillent les parents, en partie sur le fonds collectif du quartier. Les parents ne doivent qu'une participation aux frais très modeste.

Nous avons passé une journée avec les enfants d'une crèche — jardin d'enfants d'un quartier de Changhai.

D'abord le cadre : ce sont des bâtiments en rez-de-chaussée, tout simples ; il y a des fleurs en pots sous les fenêtres et une grande cour devant. Quand nous sommes arrivées ce matin-là vers 9 heures, malgré un soleil radieux il faisait encore assez froid.

Les gosses étaient pourtant dehors en petits tabliers à bavette (pour les filles comme pour les garçons) par-dessus plusieurs couches de chandails, ce qui leur donnait un air de « boules ».

Ils nous attendaient avec tambour, cymbales, tambourins, fleurs en papier, une haie bruyante et chantante très gaie ; nous nous sommes réparties en quatre groupes de trois pour aller dans les différentes sections de la crèche.

Je suis entrée avec Edith et Danièle dans une salle où assis autour de petites tables rondes, des garçons et des filles, de trois à quatre ans, participaient au cours d'enseignement ménager. Il s'agissait d'apprendre à faire la vaisselle.

Pouvions-nous imaginer qu'un petit garçon sache récurer avec habileté un bol avec une éponge et de la poudre? La jeune femme les regardait faire ; tout en leur parlant, elle aidait l'un d'eux en grande difficulté d'essuyage. On pouvait alors imaginer ces enfants participant réellement à la vaisselle chez eux, sans que des « Fais attention! Tu vas casser le verre » d'une mère affolée achèvent de les paralyser.

Peut-on imaginer, chez nous, les enfants aidant réellement les puéricultrices dans leur travail?

Tout au plus, on leur demande de ranger la serviette dans la pochette. Cela nous a fait penser à Edith et à moi que très souvent on refuse de laisser accomplir quelque tâche aux gosses parce qu'ils font plus de dégâts en nous aidant qu'ils ne nous aident réellement.

Je me demande si au fond il n'y a pas dans mon attitude un secret désir de prouver aux gosses que « maman sait tout faire, qu'on ne peut pas se débrouiller sans elle », bref qu'ils ont bien besoin de moi.

Edith m'a rappelé ce jour des dernières vacances où les a grands » (neuf ans) avaient décidé de faire le petit déjeuner pour les petits ; j'avais dit oui, mais je passais tout mon temps derrière eux à leur répéter : « Tu mets trop de chocolat, n'oublie pas le sucre, le lait n'est pas assez chaud. »

Bref, je ne leur faisais pas confiance ; pas étonnant que ça les ait fait suer plus que de mesure et qu'au bout de quelques jours, ils aient accepté insensiblement que je les serve complètement. Au fond je me donnais raison.

Ce qui nous a « soufflées » en voyant cette « leçon » vaisselle, ce n'est pas qu'on ait pensé à faire faire des choses utiles aux tout-petits, mais qu'ils les fassent de manière si parfaite.

Ça laisse songeur ; cela implique qu'on a pris la peine de le leur montrer, de le leur apprendre ; qu'on ait réfléchi à l'utilité de ce travail pour des tout-petits, qu'eux-mêmes l'aient très bien

compris, qu'ils sachent le faire collectivement ; et que les garçons soient tout autant concernés que les filles; que ça devienne pour les petits aussi évident que de manger ou de dormir.

Les petits viennent à table en sachant qu'il a fallu, entre autres choses, préparer le repas, mettre la table, et qu'il faudra ensuite faire la vaisselle et ranger. Ils n'ont pas simplement faim, ils sont « responsables ».

A la fin de la journée, nous avons eu une longue discussion avec les institutrices et les plus grands enfants (tout de suite cinq ans!). Elles nous ont expliqué que pour l'éducation des tout-petits elles voyaient deux étapes, liées dialectiquement.

La première consistait à leur faire acquérir le plus vite possible et le plus complètement possible leur autonomie individuelle : apprendre à manger tout seul, se laver, s'habiller, autant que possible sans l'aide des adultes.

Ensuite, on met l'accent sur l'éducation collective : apprendre à faire ensemble non plus des choses pour soi (manger, se laver) mais pour tous, par exemple, faire les lits, la vaisselle, le ménage, etc.

Les deux étapes sont, bien sûr, très liées. Comment confier à un enfant qui ne sait pas même se chausser seul le soin de nettoyer les chaussures? Cela ne pourrait apparaître que comme une brimade!

Ce qui est tout à fait extraordinaire, c'est que le travail des tout-petits n'est considéré ni comme un passe-temps (ce n'est pas

pour les « occuper ») ni même comme une aide disqualifiée du travail des adultes : « Va me chercher ça! passe-moi ça! tiens-moi ça! », sans leur donner une tâche complète qu'ils effectuent du début à la fin, ce qui revient au fond à les traiter comme des O.S.

A leur faire faire des choses qu'ils ne peuvent saisir complètement et où ils sont réduits au rôle d'exécutant subalterne de nos ordres. Même pour les tout-petits il faut tendre à ce qu'ils prennent complètement en main une ou plusieurs tâches utiles.

Même s'ils la réalisent au début moins vite à cinq ou six que ne le ferait un adulte seul. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la productivité immédiate du travail, ce sont les connaissances que les enfants peuvent en tirer.

Dans une commune populaire, visitée auparavant, nous avons vu aussi dans la crèche ce même souci de permettre aux tout-petits d'exécuter entièrement et seuls des travaux simples, aussi bien les tâches d'entretien de la crèche que des travaux agricoles faits avec les paysans.

Il y avait un potager cultivé par les puéricultrices et par les enfants jusqu'à sept ans. Tous y participaient, en tenant compte bien entendu de l'âge : les plus petits arrosaient, les plus grands bêchaient ne serait-ce que quelques mètres carrés chacun ; d'autres semaient ; d'autres encore veillaient à l'arrachage des mauvaises herbes ou répandaient les engrais nécessaires.

Une bonne partie de la consommation des enfants de la crèche en légumes provenait de leurs propres travaux agricoles. Au

moment des moissons, ils s'organisaient en petites équipes et le C.R. de la brigade leur confiait des tâches comme glaner les champs, étendre les céréales sur des aires cimentées où elles puissent sécher au soleil.

Les liens entre les adultes du village et les enfants nous parurent très nombreux et variés. Ce n'est pas une particularité des campagnes ; dans les villes aussi, dès leur plus jeune âge, les enfants des crèches sont organisés sans distinction de sexe dans de petits travaux utiles, effectués dans les quartiers.

Dans les jardins d'enfants dès trois ou quatre ans les enfants commencent même à participer à la production sociale. Par exemple, assis autour de longues tables basses, aidés par les éducatrices, des enfants pliaient des petites boîtes de carton qui servaient ensuite à emballer des médicaments fabriqués par une usine proche.

Évidemment ils ne passaient que peu de temps chaque semaine à cette tâche, leur productivité était bien entendu très faible, mais quelle fierté lorsqu'ils partent en rangs serrés, drapeau rouge en tête, remettre aux ouvriers de l'usine leur production!

En dehors de ces activités l'accent est mis pour les petits de trois à sept ans sur la musique, la danse, la gymnastique et les cours sur l'histoire et la lutte de classes. Au jardin d'enfants de la cité de Changhai nous avons assisté à l'un de ceux-ci, pour les plus grands d'environ cinq à six ans...

Les enfants étaient assis autour de l'institutrice. Il y avait au mur des affiches représentant un garçonnet d'une douzaine d'années, dépenaillé, seul dans une forêt. L'institutrice raconta

l'histoire de ce petit Tchang, fils de paysans pauvres, pendant la guerre anti-japonaise.

Les souffrances que faisaient subir les seigneurs féodaux, l'humiliation faite au peuple chinois par les impérialistes japonais. Tout cela amène le petit Tchang, dont les parents ont été assassinés par les hommes de main du despote local, à vouloir rejoindre l'armée populaire de libération.

La jeune femme s'arrête dans son récit et demande aux enfants quels obstacles le petit Tchang va rencontrer dans son voyage. Une fillette répond :

— Le froid!

— C'est vrai, dit la maîtresse. Le petit Tchang aura froid la nuit. Que faire?

— Essayer de trouver une couverture, ou un sac pour s'envelopper, suggère un petit garçon.

— Se faire une cabane dans les feuillages, suggère un autre.

— Faire du feu, dit une petite fille.

— Ah! non. Cela pourrait attirer l'attention des ennemis.

On se met d'accord sur un sac.

— Quelles autres difficultés rencontrera le petit Tchang?

— La faim.

— Il prend des provisions avec lui, dit un petit garçon. Une petite fille n'est pas d'accord.

— D'abord, il n'y a rien à manger au village, il ne peut pas prendre de provisions, et puis il devra beaucoup marcher, il ne peut donc pas se charger.

Tout le monde est de cet avis ; on admet qu'il aura quelques patates douces avec lui, mais qu'il devra compter principalement sur les ressources locales : les racines, les fruits sauvages. Il faut qu'il sache les reconnaître.

— Mais justement, dit la maîtresse, il les connaît bien car les paysans pauvres, affamés, étaient bien souvent réduits à manger les herbes sauvages.

— D'ailleurs, ajoute-t-elle, vous aussi, vous connaissez quelques-unes de ces racines, la vieille grand-mère Ma vous en a apportées l'autre jour. Mais quelles autres difficultés rencontrera Tchang?

— Des ennemis!

— Que faire alors?

— Pensez à toutes les souffrances de sa famille et de son village pour se donner du courage ; se rappeler que des millions de paysans les ont déjà battus et se sont libérés. Ils ont l'air terrible, mais au fond ce sont eux qui ont peur des paysans

pauvres.

— Mais, ajoute un autre garçonnet, il devra être attentif à ne pas se faire remarquer, à avoir une histoire toute prête si quelqu'un lui demande qui il est, et où il va.

La jeune femme est satisfaite de ces réponses ; on continuera une autre fois les aventures du petit Tchang.

Pas de contes de fées, pas d'histoires « pour-enfants », pas de « monde-merveilleux-de-l'enfance ». Mais bel et bien l'appropriation de ce monde tel qu'il est par les enfants.

Cela me rappelle ce petit Vietnamien que nous avons vu dans un reportage sur le Nord-Vietnam à la télé ; on voyait les gosses faire de l'entraînement militaire, apprendre à dégoupiller une grenade, s'organiser pour rentrer sans panique dans les abris, etc.

Le journaliste avait demandé : « Mais tu trouves que ce sont des occupations pour un enfant ces préparatifs militaires ? » Le gosse avait répondu : « Croyez-vous que les bombes américaines épargnent les enfants ? »

Croyez-vous que les enfants peuvent rester en dehors de la guerre quand le pays tout entier est attaqué ? Non ! Il est donc juste que les enfants ne soient pas démunis et apprennent à résister aux agresseurs. »

Ce serait un crime de ne pas leur apprendre ce dont ils ont besoin pour survivre, pour se défendre et résister.

DÉSINFANTILISER LES ENFANTS

L'école capitaliste ne décharge pas la famille de l'éducation des enfants

Ce n'est pas quand son rôle de nourrice cesse que les devoirs de la mère prennent fin.

Toutes les mères de famille le savent ; les enfants, ce n'est pas seulement le travail que ça exige, ni le temps que ça prend, mais c'est encore les soucis que ça donne. Et quand ceux-ci ne concernent pas la santé, ils concernent les études.

Que l'enfant suive en classe, qu'il soit bon élève, éventuellement le meilleur, voilà l'ambition de bien des parents.

Et pour qu'il y parvienne, la mère est prête à de grands sacrifices. A lui faire miroiter quelque récompense s'il décroche une bonne place, à faire le gendarme s'il ne travaille pas, à lui faire réciter quinze fois ses leçons. S'il en est ainsi, c'est que l'école éduque les enfants dans le sens de la compétition, la rivalité, l'individualisme.

On leur dit : « Partez! et que le meilleur gagne! » Mais la course est truquée. Les jeux sont faits d'avance.

Les enfants d'ouvriers doivent effectuer des parcours différents de ceux des fils de bourgeois. Et, à part un infime pourcentage, ils se retrouvent, en fin d'études, Gros-Jean comme devant, lâchés sur le marché du travail comme leurs pères.

Au moins auront-ils appris sur les bancs de la classe qu'ils doivent se méfier les uns des autres, que la « débrouille » est une nécessité.

Parce qu'on exige de chacun qu'il soit entièrement responsable de ses échecs comme de ses succès, la famille, et plus particulièrement la mère, n'a d'autre issue que de faire tous ses efforts pour que son enfant « s'en sorte », le mieux, ou le moins mal possible.

Elle est alors dans une contradiction très vive qui est un trait marquant de la condition féminine.

D'une part, elle se doit à son mari ; elle doit s'occuper de lui, et plus particulièrement veiller à ce qu'il n'ait pas en rentrant de son travail le souci des enfants, qu'il puisse se reposer le mieux ou le moins mal possible ; et pour cela, elle devra faire respecter par ses enfants les droits du père à la paix familiale, à la détente.

Mais d'autre part, elle est la mère, l'éducatrice, et à ce titre elle doit se dévouer tout entière à ses enfants. Il va sans dire que de ces deux fonctions contradictoires la femme, et particulièrement la femme pauvre, ne s'en acquitte jamais.

Et des deux exigences, c'est encore la plus immédiatement impérative qui l'emporte. La mère envoie alors ses enfants jouer dans la rue pour que le mari se repose. Mais en agissant ainsi elle se convainc plus encore de sa responsabilité personnelle dans les échecs de ses enfants.

L'école capitaliste n'a pas déchargé la famille de la responsabilité de l'éducation des enfants, elle l'a pervertie.

Elle est devenue une « responsabilité » dont la famille n'est pas « responsable », sur laquelle elle ne peut pas intervenir, le dernier mot restant de toute façon à l'appareil scolaire ; elle est devenue une « malédiction divine » contre laquelle on ne peut rien. Sauf se soumettre.

Toutes les connaissances que les enfants, comme les parents, ont acquises ailleurs qu'à l'école sont suspectes, ou simplement déclarées nulles :

« De nos jours le développement de l'industrie a changé les conditions de travail des ouvriers. Maintenant, on monte les maisons avec des grues, on extrait le charbon avec des pelles excavatrices, l'ouvrier ne doit plus effectuer tous ces travaux par la force de ses bras. C'est la machine qui les exécute, et lui conduit sa machine comme un pilote son avion... ».

L'enfant d'un ouvrier O.S. à qui l'on dicte ces lignes ne pourra qu'acquiescer. Lui-même n'est jamais rentré dans une usine, et si son père donne du « développement de l'industrie » un autre son de cloche, une description où il est question de cadences, de travail abêtissant, de chefs, de révolte, il ne peut s'agir que de jugements erronés, parcellaires, qui ne peuvent et ne doivent remettre en cause la véracité de la leçon scolaire.

En faisant de l'étude et de la vie deux domaines séparés de manière étanche, on interdit que le deuxième serve à ébranler le premier. Pour les enfants c'est vrai, puisque c'est écrit dans les livres, comme ce sera vrai plus tard, parce que c'est écrit dans

le journal!

L'important est de jeter un discrédit profond et durable sur toutes les idées que les enfants, le peuple pourraient tirer de leurs propres expériences de la vie, des luttes de classes, de leur place dans la société.

La première fonction de l'école capitaliste est de nier que des connaissances puissent être produites ailleurs. En même temps, lorsque l'enseignement scolaire décrit une réalité dont les enfants peuvent témoigner, il prouve par là qu'il ne pourrait en être autrement, que c'est l'ordre des choses naturel.

L'enfant, habitué à voir sa mère jouer le rôle de servante de la famille, sera confirmé à l'école dans l'idée qu'il s'agit là d'un ordre juste et naturel que rien ne doit changer. Nous avons tous en mémoire ce genre de dictée qui enseignait à chacun les devoirs de son sexe.

LA GRANDE SŒUR QUI M'AIME

Récit.

Le mois dernier, la maman de Geneviève a été très gravement malade, et, maintenant encore, elle n'est que convalescente. Trop faible elle ne peut plus s'occuper de la maison comme auparavant. Que de travail accomplit une maman dans la famille ! C'est lorsqu'elle n'est plus là, ou qu'elle est malade, que tout le monde s'en rend compte.

Comment faire pour que papa puisse continuer à aller à son travail ?

Comment faire pour que Geneviève puisse continuer à aller sans souci, à l'école ?

Heureusement, Monique, la grande sœur, est là. Elle était encore écolière l'an dernier. Maintenant, elle reste à la maison. Avant le départ de papa pour le travail on entend ses pantoufles glisser sur le parquet. Les robinets coulent, les feux s'allument : on entend le bruit de la vaisselle qu'elle lave et on sent la bonne odeur du petit déjeuner qu'elle prépare...

L'après-midi, elle (Monique) va suivre des cours pour devenir sténodactylo ; et le soir, après avoir aidé maman, suivi les leçons de Geneviève, il lui arrive de veiller pour son travail à elle.

Malgré cela, elle reste toujours gaie. Quand elle rentre à la maison après avoir été chercher sa petite sœur à l'école, c'est à elle que Geneviève raconte ses petites joies, confie ses petits soucis.

Pour elle, Monique, c'est sa petite maman.

Exploitation du récit.

*1. Quand la maman est tombée malade, qui l'a remplacée ?
Que fait la grande sœur à la maison ?*

*2. Avez-vous une grande sœur? Aide-t-elle maman?
Vous aide-t-elle quand maman est trop occupée ?*

*3. Vous-même avez peut-être un tout petit frère ou une
toute petite sœur. Que faites-vous pour soulager maman*

dans son travail?

Résolution.

La grande sœur aide maman, et parfois la remplace
(Classiques Hachette, La morale au cours élémentaire, 1966).

Le système d'éducation joue, dans notre pays, un rôle très important pour enlever aux enfants tout ce sur quoi ils pourraient s'appuyer, en fait d'expérience pratique quotidienne, afin de voler de leurs propres ailes.

L'école n'apporte pas d'armes pour la vie, elle en enlève.

Elle cherche à rendre infirme et à donner aux masses les béquilles et les cannes d'aveugles de la bourgeoisie. « Vos yeux sont faibles, tenez! prenez ces lunettes! », dit l'école bourgeoise ; or, ces lunettes ne donnent à voir qu'un spectacle qui détourne les yeux de l'expérience de classe des masses, pour fixer l'attention sur un monde artificiel, qui ressemble à la vie, mais où tout est truqué et a le sens que la bourgeoisie cherche à imposer aux choses.

A travers les enfants qu'il ligote dans ses classes, le système d'éducation tend fondamentalement à infantiliser les futurs prolétaires, selon l'expression de Baudelot-Establet (Dans L'École capitaliste en France, Maspéro, 1971).

Tant que les enfants resteront des mineurs, les femmes resteront des opprimées. Un nouveau système d'éducation des enfants doit tendre à les rendre responsables, indépendants dès leur plus jeune âge. Et cela sur tous les plans.

Il faut rendre les enfants adultes. Ou plutôt, transformer de fond en comble la distinction entre « adultes » et « mineurs » infantiles, et donc libérer les femmes du rôle de tutelle et de gardienne d'enfants.

C'est pourquoi la libération des femmes exige une nouvelle conception de l'éducation des enfants, basée sur des rapports d'égalité entre les adultes et les enfants, qui permettent à ces derniers de participer à part entière à toutes les activités sociales.

Évidemment, la création d'un nouveau système scolaire joue un rôle déterminant dans la transformation de ce rapport, et par voie de conséquence, un rôle très important dans l'émancipation des femmes.

Ce n'est donc pas s'écarter de la « spécificité féminine » que de lutter pour une telle révolution dans l'enseignement. Examinons cette question de plus près!

Chine. — L'école productrice de nouveaux rapports sociaux : « prendre la société pour classe! »

Libérer la femme de l'enfant, c'est d'abord libérer l'enfant lui-même ! C'est donc transformer l'école.

Il faut que l'école s'ouvre sur la société, qu'elle la prenne comme matière d'étude ; elle doit tisser des liens multiples et réciproques avec les diverses activités sociales. Voilà la première base d'un enseignement révolutionnaire.

Les élèves de l'école primaire de Nankin nous racontèrent à ce sujet comment ils concevaient leurs différents domaines de travail et de loisirs.

a Chaque classe établit régulièrement un plan de travail en liaison avec les quartiers. Après une discussion nous décidons des tâches que nous prenons en main.

Par exemple, dans notre classe, nous avons pris la responsabilité complète du nettoyage de plusieurs rues du quartier, de même que des campagnes d'éducation sur la prévention des maladies.

Nous constituons des équipes d'élèves qui, après l'école, s'acquittent de ces tâches. Il y a aussi des plans à court terme ; par exemple, nous allons faire le ménage chez une famille pour aider les équipes de travail des quartiers ; ou bien encore nous allons lire et écrire des lettres pour une personne aveugle, ou qui est très peu alphabétisée. » « Nous pratiquons, nous dit petit Li, l'entraide collective. »

Ce n'est pas une assertion formelle. Lorsqu'un peu plus tard, je demandai quel rapport existait entre les amitiés individuelles et les sentiments amicaux « collectifs », petit Li nous raconta une anecdote significative : « L'an passé mon meilleur ami est tombé malade ; il a manqué la classe assez longtemps. J'ai tout de suite pensé qu'il ne devait pas rester isolé, que je pourrais l'aider à suivre le travail de la classe en allant le voir chaque jour.

Mais en y réfléchissant, j'ai pensé que la maladie de mon camarade nous concernait tous, que, c'était une bonne occasion

de renforcer l'« entraide collective ».

Alors nous avons parlé de ça en classe et j'ai proposé que l'on forme des équipes de tous les élèves, qui iraient à tour de rôle le voir tous les jours pour l'aider à travailler, le soigner, le distraire, lui raconter ce que nous faisons, etc. C'était une bonne idée qui a permis de renforcer l'amitié et l'unité dans nos rangs, et qui a encouragé mon ami davantage que si j'avais été seul à le voir. »

A Changhai nous avons visité un « palais d'enfants », qui éclaire aussi le type de rapports existant entre l'école et la vie. C'est, dans une splendide villa, une sorte de palais, effectivement, qu'un grand capitaliste anglais s'était fait construire autrefois, que les enfants ont organisé un centre de loisirs un peu particulier.

Le choix de cette maison n'est sans doute pas un hasard, car on nous raconta que ce capitaliste était servi par une ribambelle de valets et de domestiques qu'il choisissait exclusivement parmi les enfants. Ils étaient traités à peine moins bien que des chiens!

Un ouvrier, qui nous reçut et qui dirigeait ce centre, était justement un ancien enfant-ouvrier qui avait servi dans cette maison. C'est dire avec quel sentiment il pouvait observer les enfants jouer au ping-pong dans un ancien salon d'apparat, lui qui, travaillant au chauffage du château, n'avait pas même eu le droit d'entrer dans les cuisines.

Ce centre, comme beaucoup en Chine, est commun à de nombreuses écoles. Dirigé par un comité d'enfants et une

équipe ouvrière, il accueille chaque jour des élèves d'un peu partout. Ce qui était frappant, c'est la conception des ((loisirs » qui y présidait.

Car si l'on trouvait des enfants jouant au ping-pong, ou manœuvrant un modèle d'avion téléguidé qu'ils avaient eux-mêmes fabriqué, nous vîmes aussi une grande salle de conférence, archicomble, et attentive à un exposé fait par un membre du parti sur la question du Pakistan. Beaucoup prenaient des notes.

Aux côtés de l'homme à la tribune se tenaient trois enfants qui participaient également à cet exposé. Dans le jardin, un groupe de garçons et de filles s'entraînaient au tir au fusil sur les conseils d'un soldat de l'A.P.L.

A voir l'extrême précision de leur tir et le sérieux qu'ils y mettaient, on comprenait bien qu'il ne s'agissait pas d'un « divertissement ». C'est que la fonction du travail et de l'école s'étant modifiée, celle du loisir s'en trouve transformée également. Rien de semblable à ces récréations dont le seul but est de permettre à nos enfants de se défouler après plusieurs heures d'une discipline astreignante et bête.

LES JEUX, ET CE QU'ILS REFLÈTENT

A voir jouer les enfants, on comprend beaucoup de choses sur les nouveaux rapports sociaux. A Nankin nous avons longuement discuté avec les gosses de leurs jeux. Anne leur a demandé s'il y avait des jeux traditionnellement réservés aux garçons.

La question les a étonnés : quelle sorte de jeux pourraient bien faire les garçons dont les filles seraient exclues? Non vraiment ils ne voyaient pas.

« Les jeux, nous ont-ils dit, ont souvent un sens utile. Si nous allons nous promener dans la campagne, nous en profitons pour nous exercer à reconnaître et à récolter des plantes médicinales que nous rapportons ensuite à la pharmacie du quartier. D'autres fois au moment des récoltes, par exemple, nous allons sur le chemin qui mène des champs aux brigades et nous ramassons les brins de riz ou de blé tombés des charrettes et nous les rapportons ensuite aux paysans. »

Lorsque les enfants décrivent leurs activités en dehors de l'école, nous avons du mal à distinguer ce qui tient du jeu et ce qui est du travail ; ces mots ne veulent plus dire la même chose. En y réfléchissant, nos jeux d'enfants ont quelque chose de profondément désespérant : à la fois reflets du monde dans lequel nous vivons, et tentative pour y échapper.

Les petites Chinoises et leurs camarades ne jouent pas de toute évidence à « On serait mariés, tu rentrerais du travail fatigué, et j'aurais préparé à manger, les enfants seraient couchés », comme Edith me raconte qu'elle a un jour entendu sa fillette le dire à son petit frère.

En Chine, ça serait plutôt du genre « Il y aurait eu des pluies torrentielles qui auraient rompu les digues, la récolte risquerait d'être inondée, il faudrait réparer les digues... », ou encore, comme ils nous l'ont dit, « S'exercer dans les campagnes à la guerre populaire, apprendre à investir une colline et à la tenir ».

On peut faire un parallèle entre les jeux des enfants et l'art. Dans les deux cas, un reflet de la société qui agit sur elle en retour.

Dans une société capitaliste les jeux ont la même fonction que l'art destiné aux classes populaires : permettre « d'oublier » en inculquant l'idéologie dominante. Les gosses ici ont eux aussi des jeux qui ressemblent à la Chine ; mais ce n'est pas pour faire comme les « grandes personnes », pas pour s'échapper en rêve de la condition « enfantine » ; mais bel et bien parce que c'est leur monde aussi. Parce qu'ils ne sont mis à l'écart d'aucun aspect de la réalité sociale.

Il ne suffit pas de collectiviser les enfants pour que spontanément ils libèrent une idéologie différente. Il faut encore que cette mise en commun des enfants ne consiste pas à les mettre à part de la société. Que peut bien signifier la lutte contre l'égoïsme ou l'intérêt privé, pour des enfants qui vivent dans une société dont le moteur est justement cet intérêt privé, cet égoïsme?

Si les petits Jin Hua et les petits Tsé Tan ne s'arrachent pas les cheveux pour s'approprier une petite voiture, c'est surtout parce qu'ils n'ont jamais vu des adultes trimer sang et eau pour avoir leur voiture à eux, bien à eux.

Le but de ce palais d'enfants était, justement, de créer de nouveaux liens entre les élèves des différentes écoles, et de permettre aux enfants de faire le « relais » entre certains domaines extérieurs à l'école et l'école elle-même, en particulier de permettre aux élèves d'acquérir de nouvelles connaissances qui ne sont pas enseignées dans leurs écoles.

Tels enfants qui venaient apprendre ici la technique du modelage, dans des cours faits par des sculpteurs, enseignaient ensuite à leurs compagnons de classe ce qu'ils avaient appris.

Il en allait de même pour le chant, la danse, les cours de musique instrumentale, le dessin, etc. Ce qu'on a appris, on l'enseigne aux autres, même si on est encore peu qualifié soi-même. C'est là un principe général.

Tous les enfants n'allaient pas en même temps au palais d'enfants ; il n'est pas organisé pour être un simple centre récréatif ; mais justement en réunissant des élèves venant de nombreuses écoles différentes, on leur donne la possibilité de connaître d'autres enfants que ceux de leur école, ce qui constitue un élément d'élargissement des rapports sociaux ; ce faisant, on incite largement les enfants à jouer le rôle de « relais » entre des enseignements extra-scolaires et l'école elle-même.

A l'école de Nankin on nous avait également parlé de l'importance de ce relais pour les enfants. On nous donna l'exemple d'une petite fille dont l'oncle jouait de l'accordéon ; il enseigna à sa nièce à en jouer. Ensuite, la fillette, elle-même, apprit à ses camarades la technique acquise.

Elle amenait régulièrement à l'école l'instrument prêté par l'oncle, et les enfants s'y exerçaient sur ses conseils.

RAPPORT : PARENTS - ÉCOLE - ENFANTS

Mais là ne s'arrêtent pas les liens multiples de l'école avec la société. A l'école de Nankin il y avait également pour nous

recevoir le père d'un élève. Nous avons discuté du rôle des parents dans l'école, et hors de l'école : « A mon avis, dit-il, les parents jouent dans l'éducation un rôle secondaire important. Ils participent à la critique de l'ancien système d'éducation.

Et lorsque à l'échelon de Nankin un nouveau programme scolaire a été établi, nous avons eu de fréquentes réunions avec les enseignants et l'équipe ouvrière, pour voir comment nous allions concrètement appliquer le programme dans l'école. C'est important que les parents comprennent et connaissent bien le contenu idéologique de l'éducation des écoliers. Cela leur permet de coopérer à cette éducation.

Vous savez sans doute qu'en Chine le jour de repos hebdomadaire est très différent pour chaque unité de production ou chaque atelier. Maintenant, les enseignants demandent que les parents viennent de temps en temps pendant leur repos à l'école.

Nous assistons à des cours, nous pouvons nous rendre compte de l'attitude des enfants dans la classe. Nous avons aussi des liens suivis avec les enseignants qui à leur tour visitent systématiquement les familles des élèves. S'il y a un problème chez un élève, les parents, qui connaissent bien leur enfant, peuvent avec l'enseignant unir leurs efforts pour aider l'enfant à le surmonter.

La coopération est nécessaire. Trois fois par semestre, il y a une réunion des familles des élèves où l'on discute du fonctionnement de l'école, de ce qui ne va pas, ou de ce qui manque. Mais c'est surtout avec les enfants eux-mêmes et l'équipe ouvrière que les enseignants résolvent les problèmes. »

Un autre aspect de l'éducation des parents, c'est l'éducation par l'exemple : pour éduquer les enfants, il faut se rééduquer soi-même sans cesse, critiquer ses erreurs, et accepter également *d'être éduqués par les enfants*. Mais ce n'est pas seulement valable au sein de la famille, c'est, plus généralement, la nécessité de conformer ses actes à ses paroles, la théorie à la pratique.

Cela nous rappela une anecdote racontée dans le jardin d'enfants par une monitrice d'un groupe de petits de trois ans : « Un après-midi alors que je profitais de la sieste des petits pour discuter avec une autre institutrice, plusieurs d'entre eux vinrent en délégation me faire remarquer que je troublais leur repos, et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi on les faisait taire, eux ! A leur avis, me firent-ils remarquer, « le respect du silence était valable pour tous ! ».

Cette institutrice avait ajouté : « Mes autres camarades avaient coutume de me taquiner et disaient en riant : « Toi, tu as un bon métier, avec les petits tu ne dois pas te faire critiquer comme nous ! ». J'ai été très contente de pouvoir leur montrer qu'il n'en était rien. » Le rôle éducatif de la famille ne doit donc plus être un prétexte à la dictature des parents. L'éducation socialiste, c'est la lutte contre l'idéologie bourgeoise, et cette lutte commune est menée par chacun au sein de la famille.

Une mère nous a raconté : « J'avais entrepris l'étude d'un texte de Marx, mais les difficultés étaient nombreuses, peu à peu je me décourageais. J'étais presque décidée à abandonner, pensant que cela n'était pas pour moi, qu'à mon âge j'étais incapable de me mettre sérieusement à l'étude. Ma fille vit mon

découragement ; elle me réconforta, m'expliqua qu'il fallait continuer et me proposa de m'aider.

C'est ainsi que nous étudions toutes les deux, deux fois par semaine, acheva-t-elle. C'est grâce à l'aide que me donne ma fille que j'ai pu progresser dans ma propre éducation. J'éprouve une très grande satisfaction à le reconnaître. »

En Chine, les enfants sont « au pouvoir »

Faire jouer aux enfants un rôle éducateur, ce n'est pas seulement leur permettre de critiquer les parents. Cela implique la reconnaissance du rôle politique des tout-jeunes, et quelle meilleure preuve de cette reconnaissance que la participation des enfants au pouvoir?

Dans les comités révolutionnaires dirigeant les écoles primaires, on trouve des représentants des enseignants, des membres de l'équipe ouvrière et des écoliers élus par leurs camarades. Ces derniers participent à toutes les tâches de direction du comité révolutionnaire.

Les rapports entre les enseignants et les élèves révèlent aussi l'importance de la responsabilité des enfants. Peut-être est-ce la réforme dans le contrôle des connaissances qui en donne la vision la plus nette.

D'abord, la méthode dite des « attaques surprises » a été totalement abandonnée ; le maître ne cherche plus à traquer l'élève, la note n'est plus un verdict définitif, elle fait l'objet d'une discussion entre élèves et enseignants.

Lors des examens, les élèves disposent le plus souvent de leurs livres et de leurs notes personnelles. Ils connaissent en général à l'avance le sujet de l'interrogation. Il ne s'agit pas de simples exercices de mémoire, mais d'efforts de réflexion et de compréhension.

Mais, surtout, les examens sont devenus un double test destiné à mesurer la qualité de l'enseignement du professeur aussi bien que les connaissances de l'élève ; l'élève et le maître examinent ensemble périodiquement les progrès de leur travail scolaire à tous deux. « Régulièrement nous tenons des assemblées dans les classes où élèves et enseignants se critiquent mutuellement. »

Si les enseignants se trompent, ils doivent l'admettre publiquement. Si le cas se présente où les écoliers ne sont pas satisfaits de l'attitude d'un professeur et que celui-ci persiste dans ses erreurs, les enfants peuvent demander au comité révolutionnaire de l'école de venir étudier la question et prendre les décisions nécessaires.

« Mais, ajouta l'institutrice, notre expérience est encore très courte et nous n'avons pas encore, eu à connaître ce cas. En dehors de ces réunions fixes chaque trimestre, les enfants peuvent naturellement faire les critiques et suggestions à l'enseignant quand il y a lieu pendant les cours eux-mêmes.

Et s'ils estiment que quelque chose ne va vraiment pas, ils peuvent demander une réunion générale sans attendre la date prévue. L'équipe ouvrière assiste aux réunions générales et nous aide à résoudre les problèmes en nous donnant un point de vue de classe. »

Est-ce à dire que l'école soit dirigée par les élèves? Il me semble que ce serait une grave erreur que de le croire. Il n'y a pas de trace de démagogie « enfantiste » dans la politique chinoise concernant l'éducation.

Cela se comprend aisément. Les enfants ayant une pratique encore limitée, il est évident qu'ils ont aussi une vision moins globale de la société, d'où l'importance vitale d'élargir le plus tôt possible et dans de multiples directions leur expérience, pour que justement ils développent leurs connaissances.

Il est important de bien comprendre ce point essentiel. « L'éducation de la jeune génération est toujours au service d'une classe » ; ou c'est la bourgeoisie qui éduque les enfants, ou c'est le prolétariat.

Cependant, on dit que les enfants ont des responsabilités politiques ; non seulement on leur donne la parole, y compris pour critiquer les maîtres, les parents, etc., mais on développe même l'esprit critique : « Un communiste, dit Mao, doit se poser la question du pourquoi. »

D'un côté, on dit « Ils participent au pouvoir », et de l'autre, on dit « C'est la classe ouvrière qui exerce le pouvoir, c'est elle qui éduque les enfants ».

Contradiction? Non, bien au contraire, c'est justement là que tout s'éclaire.

C'est justement parce que c'est le prolétariat qui exerce le pouvoir sur l'éducation des enfants que ceux-ci ne sont plus les

êtres sans droits et sans pouvoir que nous avons été et que nos enfants sont encore.

Paraphrasant Mao, on pourrait dire : « L'impérialisme fait l'école à sa manière, et nous, nous la faisons à notre manière qui nous est propre, et les deux manières opposées sont toutes deux fonctions des buts opposés que nous nous donnons! » Donner la parole aux enfants, c'est justement une des manières qu'a le prolétariat — et qui lui est propre — d'exercer son pouvoir.

Si le prolétariat ne craint pas, et même exige, que les enfants fassent le va-et-vient constant entre la théorie — tout ce qui est dans leurs livres et dans l'enseignement des maîtres — et la réalité, c'est que la vérité est nécessairement du côté du prolétariat.

Car de deux choses l'une : ou ce que disent les maîtres, les livres, le parti, etc., est conforme à la réalité, et, dans ce cas, la pratique des enfants leur permet d'assimiler plus profondément la connaissance vraie, scientifique, de s'approprier réellement le point de vue du prolétariat qui leur est enseigné ; ou bien la réalité infirme les discours et, dans ce cas-là : « Merci les enfants, la théorie enseignée n'était pas le point de vue du prolétariat ; vous avez raison de la rejeter. »

Imaginons un seul instant nos écoles fonctionnant « à la manière » du prolétariat chinois ; les enfants vont faire des enquêtes dans la société : — des bidonvilles, des H.L.M., mais aussi des hôtels particuliers.

Pourquoi? Ils vont visiter des usines : — des directeurs, des

chefs, des ouvriers, éventuellement des gardiens dans les poches desquels on trouve des revolvers.

Pourquoi? A quoi ça sert?

Des ouvriers viennent raconter en classe leur version de la dernière grande grève ; un travailleur algérien vient raconter sa version de la guerre d'Algérie. Les enfants sont organisés entre eux et ils ont la parole ; à la fin de la classe ils critiquent le maître.

Que resterait-il alors du respect absolu pour le maître, de la discipline des élèves? Que resterait-il de l'école capitaliste? Prendre la société pour classe! N'importe quelle classe ne peut se le permettre.

S'il est vrai que dans ses écoles la bourgeoisie inculque son idéologie — et le prolétariat la sienne —, nous savons depuis Marx que l'idéologie de la bourgeoisie est le reflet inversé, mystifié de la réalité, tandis que l'idéologie du prolétariat est scientifique, donc réellement prouvable.

Voilà qui nous permet de comprendre que la contradiction de tout à l'heure n'était contradiction que dans notre esprit, mais nullement dans la réalité.

UN ASPECT DE L'INDÉPENDANCE DES ENFANTS

Évidemment, ce type d'éducation a pour conséquence de rompre les liens de dépendance étroits dans lesquels les enfants sont tenus par les parents, comme par les maîtres, quoique de manière assez différente. Dans un pays capitaliste, la

responsabilité exclusive laissée à la famille de subvenir matériellement aux besoins, à tous les besoins, de l'éducation de la jeune génération, permet aux pères, de n'avoir que très exceptionnellement recours à la loi pour exercer leur autorité.

C'est que, pour l'enfant privé de toute autonomie, il y a les parents ou la rue. On peut toujours parler de libération des enfants si on ne voit pas que la dépendance matérielle à l'égard d'une personne est la négation justement de toute indépendance! Si cette situation n'est d'ordinaire pas critiquée, c'est qu'elle paraît parfaitement naturelle : comment des enfants pourraient-ils subvenir eux-mêmes à leurs besoins?

La solution n'est évidemment pas de transformer les enfants en salariés. En Chine si les parents aussi assument matériellement la charge des enfants, ils n'en ont pas « l'exclusivité ».

Et tout est là. Les centres d'enfants, comme le palais d'enfants de Changhai dont je parlais plus haut, sont gratuits. Les séances de cinéma, de théâtre, les rencontres sportives sont gratuites pour les écoliers, soit que les enfants aient le droit d'entrer librement, soit que les écoles distribuent régulièrement des billets d'entrée — pour tous les enfants, car ce n'est pas une récompense.

Lorsque les enfants partent dans les communes populaires, ils sont pris en charge par la brigade (Brigade = unité de production de l'agriculture. Plusieurs brigades forment une commune populaire. Généralement, une brigade est constituée par un ancien village).

La socialisation du travail ménager leur permet de ne pas avoir

à dépendre systématiquement de leur mère pour les problèmes de tous les jours. Bref, si les parents continuent à entretenir leurs enfants, la société y contribue aussi pour une large part.

Le fait que l'enfant ne soit jamais limité dans ses activités culturelles, sportives, de détente, d'étude, etc., par les ressources de « ses » propres parents lui permet justement de ne plus en être dépendant.

La transmission des connaissances, c'est la transmission d'une position de classe

Avant la révolution culturelle, les écoles étaient, disent les Chinois, calquées sur le modèle soviétique, lui-même calqué sur le modèle capitaliste. Bonnes notes et punitions, honneurs et blâmes, autorité des maîtres, tous les éléments traditionnels du théâtre scolaire étaient présents.

Mais, parce que le peuple avait déjà dans certains domaines commencé et approfondi le bouleversement des rapports sociaux, parce que le prolétariat avait renversé le pouvoir des anciennes classes exploiteuses, parce que de nouvelles valeurs morales basées sur le collectivisme avaient vu le jour, l'appareil scolaire entraînait en contradiction explicite avec la révolution.

Et là où le pouvoir de celle-ci était fermement établi, il y avait de vives résistances à l'école, qui allèrent même quelquefois jusqu'à la création par les ouvriers et les paysans eux-mêmes, directement, de nouvelles écoles contrôlées par les masses.

La première étape de la critique de l'ancien système scolaire consista à en dévoiler clairement le caractère de classe. Les

journaux locaux et nationaux de cette époque fourmillent d'articles réfutant la thèse bourgeoise classique, suivant laquelle l'éducation serait une simple technique neutre de transmission de connaissances neutres.

On y affirme : « L'éducation répond toujours au besoin d'une classe pour le maintien de sa dénomination.

La bourgeoisie cherche à transformer le monde à son image, tandis que le prolétariat cherche aussi à transformer le monde à son image. Qui l'emportera de ces deux classes dans leur lutte à mort n'est pas encore réellement décidé », dit Mao.

Ainsi se fait jour l'idée suivant laquelle les méthodes pédagogiques ne sont pas de simples moyens plus ou moins efficaces pour transmettre aux enfants des connaissances par ailleurs universellement justes, mais bel et bien « la » forme politique et idéologique précise d'une classe, qui décrète selon son intérêt que ce qui est juste pour elle, est vrai pour l'ensemble de la société.

« Dans les écoles, dit encore Mao, toute activité vise à transformer l'idéologie des élèves. »

Les « connaissances » diffusées par les propriétaires d'esclaves justifiaient l'esclavagisme, celles que transmet la bourgeoisie justifient le capitalisme ; celles que transmet le prolétariat ont pour fonction de former l'idéologie des jeunes générations selon les valeurs révolutionnaires.

Ce qui détruit radicalement la possibilité pour le prolétariat d'utiliser, pour ce faire, les mêmes « moyens » que l'école

bourgeoise. Ce n'est pas en remplaçant l'ancienne étude académique des manuels d'histoire bourgeoise par l'étude académique de quelques livres marxistes, fussent-ils les œuvres de Mao Tsé-toung, que le prolétariat pourra jamais former des continuateurs de la cause révolutionnaire.

Pour que le prolétariat éduque la jeune génération, encore faut-il qu'il puisse jouer un rôle réel en ce domaine, qu'il puisse jouer son rôle de direction politique et idéologique, qu'il ait la possibilité d'acquérir une expérience sur ce front.

Jusqu'à maintenant le prolétariat n'allait à l'école que pour s'asseoir au banc des élèves ; il n'y était jamais entré comme maître. Certes, des enfants d'ouvriers étaient devenus des instituteurs, comme cela arrive quelquefois aussi dans les pays capitalistes.

Mais alors justement, ils n'étaient plus des ouvriers. Et comme le système d'enseignement était encore dirigé par la bourgeoisie, ils devenaient de simples rouages de cette machine.

Il ne s'agissait donc pas de « prolétarianiser » le recrutement des enseignants, même si cette mesure reste par ailleurs nécessaire, mais bien de faire que la classe ouvrière vivante, actuelle, engagée dans la pratique révolutionnaire d'aujourd'hui, bouleverse le système d'enseignement et en exerce la direction.

C'est donc pour s'emparer du pouvoir dans le secteur de l'éducation des enfants qu'au cours de l'été 68 des groupes d'ouvriers, élus par leurs camarades d'atelier, entrèrent dans les écoles.

Les membres de ces groupes sont choisis selon les critères politiques suivants : ils doivent avoir une pratique de la production, ils doivent avoir l'expérience de la lutte des classes, en particulier dans la lutte contre le révisionnisme ; ils doivent avoir une bonne conscience socialistes dans leur travail ; ils doivent être capables de mener la lutte idéologique pour unir les larges masses sur des positions révolutionnaires, et en particulier lutter contre le sectarisme et le fractionnisme.

Ils doivent étudier avec application le marxisme, le léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung.

Parmi ces ouvriers, tous ne sont pas membres du parti communiste, mais l'équipe est dirigée par le parti.

A l'école primaire de Nankin une institutrice nous fit le récit de l'arrivée d'une de ces équipes dans son école : « C'était à l'automne 1968. Plusieurs usines voisines désignèrent quelques ouvriers pour participer à la révolutionnarisation de l'enseignement. Au début le nœud des contradictions, ce sont les professeurs.

Ils ont le pouvoir dans l'école, ils y règnent sans partage, mais qui sont-ils? Dans leur majorité ils sont issus des rangs du peuple, mais cela ne suffit pas du tout pour en faire des spécialistes d'une éducation nouvelle. Quels liens avons-nous gardés avec les masses? C'était là une question embarrassante.

« En fait, nous étions coupés des préoccupations du peuple. Notre seul souci était de veiller à ce que les élèves suivent le programme, réussissent aux examens, mais nous ne nous

demandions pas si le contenu de cet enseignement était utile à la révolution. Cette atmosphère provoquait chez les enfants le « plongeon » dans les livres. Ils apprenaient pour avoir de bonnes notes, pour passer les examens, pour monter dans les classes supérieures. Ils devenaient indifférents à la politique, à la société, au reste du monde. »

A cet endroit, un garçonnet interrompit la maîtresse pour appuyer ce qu'elle disait : « Avant la révolution culturelle, lorsque ma mère demandait à mon frère de s'occuper du repas, ou de veiller sur nous, car elle devait s'absenter pour travailler avec d'autres camarades, mon frère lui répondait : « Ce n'est pas à moi de faire cela.

Je dois me consacrer à mes études, j'ai des devoirs à faire, si je ne les fais pas, je serai mal noté. » Ma mère se fâchait toujours : « Qu'est-ce que c'est que cette école où on apprend aux petits à être égoïstes, à réussir, sans se préoccuper de la collectivité? »

« L'histoire de petit Li, reprit l'institutrice, montre que nous ne partions pas des besoins des masses. Sous prétexte de transmettre des connaissances intellectuelles pures, nous transmettions, en fait, une idéologie réactionnaire. Comment pouvait-on prétendre former la jeune génération de révolutionnaires en les tenant à l'écart de la révolution? »

Lorsque les enseignants chinois nous disent : « Le vice de l'ancien système, c'est qu'il n'était pas au service du peuple », cela signifie : le système d'éducation ne servait pas les intérêts fondamentaux du peuple qui sont de doter la jeune génération de l'arme de la critique matérialiste par la liaison de la théorie

et de la pratique, afin qu'ils continuent consciemment la révolution dans tous les domaines.

LES NOUVELLES MESURES PÉDAGOGIQUES ET LEUR CARACTÈRE DE CLASSE

C'est sans doute dans cette école que nous avons vu le plus clairement les différentes formes concrètes de liaison de la théorie et de la pratique, de l'enseignement et du travail productif, de l'école et de la société, des élèves et des enseignants avec les larges masses.

De sept à douze ans garçons et filles vivent là, comme dans toutes les autres écoles, une expérience majeure. Le responsable du Comité révolutionnaire nous expliqua pour commencer que le nouveau système d'enseignement créé depuis la révolution culturelle en était encore à l'étape d'essai, et que la lutte-critique-réforme se développait toujours. Par exemple, il n'y avait pas — à la fin 71 — de programme scolaire national pour les écoles primaires.

A Nankin au cours de la révolution culturelle, les différents comités révolutionnaires des écoles avaient établi un programme provisoire et avaient eux-mêmes rédigé de nouveaux manuels sur la base du vaste mouvement de critique de l'ancien système pédagogique, mené conjointement par les élèves, les enseignants, les parents et les équipes ouvrières.

Elle précisa d'ailleurs en réponse à une question qu'il n'était pas certain qu'un programme scolaire national, avec les mêmes manuels pour toutes les écoles, soit rétabli dans l'avenir. On

verrait plus tard. L'important était de faire participer de larges masses, dont les enseignants eux-mêmes en premier lieu, à l'élaboration des nouveaux programmes, de suivre la même orientation politique définie au cours de la révolution culturelle dans toutes les écoles, et d'amener les enfants en fin de classe au même niveau scolaire national.

Les cours sont divisés en cinq matières : politique, littérature, calcul, culture physique, art (dessin, chant).

Dans les deux classes supérieures, deux nouvelles matières s'ajoutent : langues étrangères (principalement anglais ou russe) et sciences naturelles. S'il existe un cours spécialement consacré à la politique, tous les autres cours sont aussi commandés par la politique.

Ainsi le cours de chinois est tout aussi bien un cours d'histoire de la révolution, et si l'on étudie les règles de grammaire, c'est dans des récits sur la Commune de Paris ou de la guerre antijaponaise.

Les journaux du pays occupent une grande place et sont aussi des « manuels scolaires ». On remarque la même orientation dans le cours de calcul. Les enfants apprennent à composer eux-mêmes les problèmes, en partant des problèmes réels qui se posent dans la société.

Pas question d'exercices absurdes et irréels du genre « la baignoire qui fuit-pendant-qu'un-robinet-la-remplit » : « C'est du gaspillage, ont dit les enfants, pourquoi laisser fuir une baignoire au lieu de réparer la fuite? » Et lorsque les enfants calculent le temps qu'il faudrait pour irriguer une surface X de

champ, compte tenu d'un volume Y d'eau s'écoulant par minute dans Z canaux d'irrigation, ils calculent aussi que ce temps pourrait être réduit de moitié si on introduisait aux embouchures des roues à palettes pour augmenter le débit d'eau.

Je demandai à l'un des enfants présents s'il arrivait qu'ils ne soient pas d'accord avec les positions du gouvernement et que se passait-il dans ce cas? Les enfants rirent quand on leur traduisit ma question.

« Bien sûr, il arrivait qu'ils n'étaient pas d'accord, en voulez-vous un exemple ? » Le garçon qui répondait avait dix ans. « Et bien, récemment, à propos de la venue de Nixon il y eut des désaccords. Moi, par exemple, je trouvais inadmissible que le chef de file de l'impérialisme U.S. puisse venir dans notre patrie socialiste.

L'institutrice nous proposa d'enquêter auprès des enfants des autres classes, dans nos familles, avec les ouvriers, pour recueillir les avis des masses, et, d'autre part, d'étudier plus sérieusement la situation d'ensemble pour replacer cette question dans son contexte.

Nous avons alors passé une grande partie de notre temps libre en débats sur cette question, dans nos familles et dans des réunions publiques dans les quartiers. Au bout de quelque temps après une étude sérieuse, nous nous sommes entendus. Je suis maintenant d'accord pour que Nixon vienne. »

— Peux-tu nous dire comment tu justifies cela? Lui avons-nous demandé.

— Oui! il faut bien comprendre une chose : ce n'est pas nous qui avons refusé d'avoir des relations avec les États-Unis. Nous avons toujours été disposés à établir des relations avec tous les pays sur des bases correctes. Mais le gouvernement U.S., espérant la défaite de notre révolution, fit un blocus économique et politique de la Chine.

Militairement, les États-Unis s'emparèrent de l'île de Taïwan, province chinoise, y installèrent Tchang Kaï-chek et le proclamèrent « représentant authentique de la Chine. »

Ils le firent siéger à l'O.N.U. et nièrent l'existence de la Chine. Eh bien! aujourd'hui, Nixon vient en personne visiter un pays rayé de sa propre carte. C'est une première victoire. Elle est due principalement aux défaites que les peuples d'Asie ont infligées aux U.S.A., les obligeant ainsi à réviser certaines de leurs positions nous concernant.

Nous savons très bien que pour abattre la réaction d'un pays, il faut compter sur le peuple de ce pays. Établir des relations avec les U.S.A. favorisera l'échange et la compréhension entre nos peuples.

« Les réactionnaires dans le monde calomnient la Chine et veulent faire croire aux peuples qu'elle désire faire la guerre à d'autres pays pour leur imposer sa politique. En refusant l'invitation de Nixon, nous nous ôterions le moyen de démentir encore ces calomnies.

Certains ne manqueront pas non plus de se saisir de la venue de Nixon ici pour prétendre que notre gouvernement pourrait

modifier sa position ou son soutien à des luttes menées par d'autres peuples.

Ce n'est pas parce que certains États refusaient de reconnaître le gouvernement chinois que celui-ci a appuyé les luttes révolutionnaires du monde, mais parce que c'est un gouvernement de dictature du prolétariat qui place l'internationalisme prolétarien au premier plan. Le fait que certains gouvernements commencent maintenant à rétablir leurs relations avec nous ne change rien à notre position.

Pour prouver cela de manière indubitable, le mieux à faire est d'accepter la venue de Nixon qui a demandé lui-même à venir. Les peuples jugeront notre attitude sur pièces, et ce sera le meilleur démenti. Voilà pourquoi je suis d'accord avec la venue de Nixon. »

Jenny demanda à l'institutrice de nous expliquer les principes qui la guident dans ses cours politiques : « Nous nous efforçons de donner tous les éléments du problème, afin que les enfants puissent juger en ayant une meilleure connaissance de la question.

Il faut armer les enfants, nous armer nous-mêmes de l'analyse et de la critique matérialiste. Nous veillons à permettre à ceux qui sont d'un avis opposé, ou qui hésitent, d'exprimer doutes et critiques même si c'est quelquefois une toute petite minorité, ou même si les critiques sont archifausses ; cela permet aux élèves de critiquer les points de vue erronés, c'est éducatif pour tout le monde.

Il faut apprendre à réfléchir. Nous ne voulons pas inculquer à la

jeune génération la soumission servile que prêchait LiouChaochi.

La révolution a besoin d'une adhésion profonde et enthousiaste, non pas d'un acquiescement formel. La lutte de classes est présente partout, l'important est d'apprendre aux enfants à la mener consciemment. »

L'HISTOIRE RACONTÉE PAR CEUX QUI L'ONT FAITE

Nous avons assisté à un cours de lutte de classes sur le « passé. » Le grand-père d'une élève vint raconter, devant une classe de 25 enfants, son enfance et sa jeunesse dans la Chine d'autrefois. Lorsqu'on nous fit entrer au fond de la classe, le vieil ouvrier avait commencé son récit depuis quelques minutes, et quoique notre visite à l'école ait suscité pas mal de curiosité, pas un seul des élèves ne broncha à notre entrée.

Pas un seul ne détourna la tête Une seule fois pour nous jeter un regard, même furtif. Ils étaient tendus tout entiers vers le récit du vieil homme, attachés à ses lèvres, noués par l'émotion.

Peut-on imaginer cela chez nous : un simple ouvrier, peu instruit, en bleu de travail, dans une école, en train de faire un exposé à toute la classe dans un silence impressionnant.

Il était maigre et semblait avoir terriblement souffert ; ses mains étaient noueuses, comme celles des vieux travailleurs manuels. Il ne faisait presque pas de gestes en parlant.

Il n'en « rajoutait » pas. Il se tenait là, sans gêne, mais sans

attitude doctorale non plus. Quelquefois, en évoquant la misère dans laquelle sa famille comme tout le peuple était tenue par les seigneurs locaux, sa voix grondait.

Et je pensais en l'écoutant que le peuple ne peut pas cesser de se révolter, même longtemps après, contre l'oppression qu'il a subie. C'est, à n'en pas douter, un précieux testament de la vieille génération qui a souffert les pires maux de l'exploitation, qui s'est dressée et a anéanti l'ordre ancien, et qui, petit à petit, transmet à la nouvelle génération un fantastique héritage révolutionnaire.

On peut mesurer l'importance pour l'avenir de la transmission des leçons du passé dans les efforts implacables que fit et continue de faire la bourgeoisie française pour empêcher notre peuple de s'emparer de l'histoire de la Commune de Paris. C'est une véritable captation d'héritage.

On a bien vu, récemment encore, avec « Jacquou le Croquant » à quel point les masses opprimées pouvaient facilement s'identifier avec des luttes révolutionnaires, même anciennes, intervenues dans des conditions en apparence très différentes.

« Ces évocations du passé », qui tiennent une si grande place dans la vie culturelle de tous les jours, détiennent une signification profonde. C'est l'histoire de la Chine, racontée par le peuple et créée par lui.

C'est la reconnaissance dans les faits, que c'est au peuple qu'il appartient déjuger ce qui est bien, ce qui est mal. C'est encore le droit de ceux qui ont fait l'histoire de la transmettre eux-mêmes aux jeunes. C'est un moyen décisif par lequel l'histoire

de la révolution, et fondamentalement, la révolution des pauvres dirigée par la classe ouvrière, devient une « culture nationale » dans laquelle les jeunes générations s'identifient, qu'elles transforment en valeurs morales.

A l'école de Nankin, les élèves nous donnèrent une représentation artistique. Parmi les sketches qu'ils jouèrent, il y avait une petite pièce qu'ils avaient montée eux-mêmes, d'après le récit que leur avait fait une vieille paysanne de sa vie passée. Dans une scène, la mère — cette paysanne justement —, jouée par une fillette d'une dizaine d'années, se voyait arracher son enfant par des « valets » des propriétaires fonciers parce qu'elle n'avait pas pu s'acquitter de ses impôts.

La fillette s'acharnait contre « les valets » pour reprendre son petit, ils la rejetaient brutalement sur le sol tandis qu'elle jetait un cri déchirant. Elle sanglotait, puis on la voyait dans son désespoir traversée par la haine, sa révolte montant peu à peu, se redresser les yeux secs, dans une attitude résolue, farouche et indomptable.

C'était bouleversant, et bien plus accessible pour nous que certaines formes de l'opéra de Pékin. Il nous sembla que, quand bien même, les évocations du passé n'auraient servi qu'à créer une tradition culturelle, à laquelle les jeunes enfants s'identifient avec tant de conviction et de chaleur, elles auraient déjà été très précieuses.

N'est-ce pas là une formidable revanche sur la culture imposée au peuple par la bourgeoisie, dans laquelle il n'est qu'un comparse ignorant, bestial et moutonnier?

Les filles manient le fusil, les garçons raccommodent : une réelle mixité

La mixité de l'enseignement ne consiste pas seulement à mettre garçons et filles ensemble. C'est encore leur enseigner rigoureusement les mêmes choses. Et l'enseignement ménager est un des tests les plus importants d'une mixité réelle ou fictive.

En U.R.S.S., le retour en force, à partir de 1936, de l'idéologie de la femme au foyer eut des effets rapides sur l'éducation des enfants.

Ce « retour de manivelle » idéologique était directement lié à la nécessité, pour le régime soviétique, de rendre à la famille sa fonction économique partout où elle avait été quelque peu détruite. C'était là avouer sans ambiguïté, qu'on se servait, pour développer « la société », de toutes les fonctions économiques et idéologiques de la famille bourgeoise.

Le caractère extrêmement réactionnaire du retour à l'ancienne famille se dévoile ostensiblement dans les raisons données par les dirigeants soviétiques pour justifier l'éducation différente des filles et des garçons :

La mesure a été prise pour que l'école pût dans toute la mesure nécessaire s'adapter aux caractéristiques spéciales des garçons et des filles. L'État soviétique est aujourd'hui confronté à des problèmes importants et d'abord le renforcement de la première cellule sociale, la famille, sur la base de la complète égalité des deux chefs de la famille, le père et la mère, mais avec une division bien nette des tâches de chacun. Il faut, par

conséquent, un régime scolaire qui éduque les jeunes gens à être de futurs pères et de courageux combattants pour la patrie, et les jeunes filles à devenir des mères consciencieuses, éducatrices d'une génération nouvelle (Cité par Volpicelli, L'Éducation en U.R.S.S., p. 209).

Ainsi les garçons sont appelés à devenir des combattants, les filles les éducatrices des futurs combattants!

Orlov justifie ainsi dans les Izvestia du 20 août 1943 la mesure qui introduit une liquidation progressive de la mixité : « Dans Véducation mixte ni les particularités physiques des garçons et des filles, ni les nécessités requises par le développement de leurs vocations particulières ne peuvent recevoir une attention spéciale...

Il faut introduire dans les écoles de filles des sujets supplémentaires comme la pédagogie, les travaux de couture, des cours sur le travail domestique. » (Cité par Schlesinger, The Family in U.R.S.S., p. 363-63)

De même, en avril 1945, dans la revue officielle de pédagogie soviétique, Timofeev déclare : « L'humanisme socialiste doit tenir compte de la sensibilité de la femme. Il faut entretenir son intérêt pour les belles choses, les fleurs, les vêtements élégants, les ornements. » (Cité par Volpicelli, op. cit., p. 209)

Des cours d'enseignement ménager. Rien que ces mots nous soulevaient le cœur ; ça rappelait à Jeanne ces mercredi après-midi où les garçons quittaient la classe, alors que les filles sortaient un petit carré de tissu blanc sur lequel on faisait surjet, ourlet, point à jour, point de chausson, en attendant le grand

jour où l'on ferait une brassière.

L'ennui incommensurable de ces après-midi éternels où l'avenir se dessinait dans nos fils de couleurs, terriblement gris et monotone ; et par-dessus le marché les cris des garçons qui jouaient au foot sous nos fenêtres, comme pour nous narguer : Ils faisaient du sport. Ils avaient plein air, eux!... Au fond Jeanne avait tort de mépriser les cours ménagers. Ils furent un si bon ferment de révolte féminine.

A l'école secondaire n° 26 de Pékin les cours ménagers ont un autre aspect. Ils réunissent filles et garçons pour l'accomplissement de différents services. Dans une petite pièce on avait organisé une cordonnerie.

Quand nous l'avons visitée, les enfants reprenaient des chaussons, ressemelaient des espadrilles, assis sur des tabourets. Ils s'étaient tus à notre entrée pour nous accueillir, mais du couloir on entendait, quelques secondes auparavant, leurs éclats de voix.

Il y avait encore plusieurs services où l'on reprisait les vêtements des élèves ; un garçon de treize à quatorze ans s'appliquait adroitement à poser une large pièce au fond d'un pantalon (ce n'est pas seulement dans les écoles secondaires que garçons et filles apprennent à coudre. Nous avons vu dans un jardin d'enfants de Changhai des garçons de 3-4 ans recoudre un bouton à une veste) ; dans une autre salle encore, les enfants assuraient le service coiffure pour leurs camarades.

Un autre atelier était une véritable menuiserie. Filles et garçons y réparaient le matériel scolaire, apprenaient à fabriquer des

bancs, et, de manière plus générale, le bricolage quotidien.

Dans un autre encore, les enfants se soignaient par l'acupuncture, apprenaient à connaître les plantes médicinales, à les préparer. Tous les élèves travaillaient à tour de rôle dans ces services, aidés par des ouvriers ou des enseignants.

L'enseignement ménager y est donc mixte, mais il est immédiatement utile aussi. Les services ne fonctionnent pas seulement pour apprendre « à faire plus tard » mais pour servir aujourd'hui.

Que l'on songe à quel point la mère peut être « libérée », quand ses enfants prennent en charge à l'école l'entretien des vêtements et des chaussures, de leur santé, bref quand les enfants « se suffisent ».

Car, encore une fois, c'est ça qui est extraordinaire dans la voie de la révolution chinoise : on n'a pas remplacé le travail de la mère par des « services d'État », dont les enfants seraient tout aussi dépendants, mais par la prise en main collective, répartie dans les différents secteurs de la vie, des tâches autrefois strictement familiales, c'est-à-dire féminines.

Mais pour atteindre ce résultat, il y a tout un monde de préjugés à déraciner, à combattre toutes les croyances qui justifient la division du travail par une disparité naturelle des aptitudes ; ces vieilles idées qui prêtent aux hommes des qualités innées d'initiative, d'autorité, et qui n'accordent aux femmes une « sensibilité » plus grande que pour mieux leur dénier toute aptitude au travail intellectuel.

Il faut démontrer aux enfants qu'on ne naît pas plus apte aux exercices intellectuels qu'aux travaux manuels, pas plus « doué » pour les soins du ménage que pour les langues étrangères. C'est une lutte idéologique de tous les instants.

Ce qui fonde son efficacité, c'est que l'école chinoise permet aux filles de s'instruire dans toutes les branches et les mêmes domaines que les garçons, sans aucune restriction. L'apprentissage de la guerre populaire concerne les enfants.

Et les filles n'en sont pas tenues à l'écart ; elles suivent, tout comme les garçons des cours d'entraînement militaire, s'exercent au tir au fusil, font le « parcours du combattant » et apprennent les rudiments du combat au corps à corps.

Dans toutes les écoles, dans toutes les activités en dehors de l'école, les enfants font de l'entraînement militaire, manient les armes, s'organisent en milices, apprennent à se protéger et à creuser des abris.

Lier les études et le travail productif

Dans des ateliers construits à l'intérieur de l'école même par les habitants du quartier, tous les élèves de l'école à tour de rôle viennent faire un stage de travail productif, environ une semaine par année scolaire.

Il ne s'agit pas là des différents services dont je parlais plus haut à propos de la prise en main par l'école de certains travaux autrefois domestiques. Le rôle et le but de ces ateliers est tout autre.

On ne cherche pas à donner aux enfants une idée du travail manuel abstraite, ou caduque, comme c'est le cas chez nous où lorsqu'on parle du travail manuel, c'est toujours de l'artisanat dont il est question ; le forgeron, le maçon et sa truelle, le menuisier constituent toujours la matière première des dictées et des récitations à l'école primaire, même si ces métiers ont disparu ou presque.

Jamais chez nous, on ne parle du travail social dominant la production industrielle moderne, les chaînes de montage, les cadences..., et pour cause. Ou si l'on en parle, c'est pour en donner une image très abstraite qui, pour autant, n'est pas « innocente ».

L'image d'Épinal la plus courante du travailleur manuel est celle du compagnon du XVIIIe siècle qui possède l'art de son métier, qui fait un dur « labeur » (de nos jours ce mot n'évoque pas pour les enfants un « travail pénible ») mais qui est satisfait d'une besogne bien faite, qui possède l'amour de son métier.

LES PETITS ATELIERS D'ÉCOLE

A l'école de Nankin, on nous expliqua que c'est en établissant des contacts étroits avec une usine voisine de fabrication de camions, que les ateliers avaient été créés. Les ouvriers de l'usine étaient venus installer quelques-unes de leurs machines ; dans les ateliers ils avaient organisé un processus de travail simple, mais permettant d'effectuer certaines des opérations du travail de l'usine.

Les enfants y fabriquaient des filtres à air pour l'usine. Une ouvrière de cette usine, membre de l'« équipe ouvrière »,

travaillait dans ces petits ateliers. Elle enseignait aux enfants la marche du travail, les techniques élémentaires dont ils avaient besoin, leur permettant ainsi d'acquérir très tôt une qualité manuelle. Mais surtout elle veillait à leur faire mesurer l'importance du travail collectif, de l'union, pour créer des richesses.

Ces petits ateliers des écoles, « nos » ateliers, comme disent les enfants qui en ont l'entière responsabilité, qu'ils organisent et dirigent eux-mêmes, et qui reposent presque exclusivement sur eux leur permettent d'acquérir une expérience différente de celle qu'ils peuvent obtenir en allant dans les usines.

Les ateliers sont composés de vraies machines, mais ils rassemblent un nombre d'opérations relativement réduit, un processus de travail simple, de sorte que les enfants soient mieux à même de le maîtriser et d'en saisir la signification d'ensemble.

Mieux à même par conséquent de procéder à des innovations, des inventions, de juger ce qui est bon et ce qui doit être modifié. C'est une chose très importante que de permettre aux enfants que leurs premiers contacts avec le travail productif ne soient pas synonymes de discipline aveugle, mais au contraire étroitement liés à l'exercice collectif du pouvoir.

A y regarder de plus près, c'est un contrepoids nécessaire au reste de l'enseignement scolaire.

Car même si le travail de classe se fait collectivement, même si les enfants s'entraident, au lieu de chercher à conserver chacun pour lui-même, jalousement, ses connaissances, il n'en reste pas

moins que le travail individuel lire-écrire-compter-apprendre est prépondérant ; c'est pourquoi l'expérience d'une production collective, et qui ne peut fonctionner que collectivement, est extrêmement importante pour l'acquisition des positions socialistes.

Les enfants se préparent à devenir, comme le dit Marx, des travailleurs collectifs librement associés.

Ils venaient dans les ateliers pendant les heures de classe et suivaient le même rythme que les autres élèves ; toutes les 45 minutes ils prenaient 10 minutes de récréation. Trois fois 45 minutes le matin, et deux fois l'après-midi. Les petits n'y travaillaient que le matin.

Jeanine demanda aux enfants s'ils considéraient les ateliers comme un jeu. Cette question les choqua beaucoup : « Non, pas du tout, répondit l'un d'eux, la question des ateliers est très importante. Comment pourrions-nous continuer ce que les ouvriers et paysans ont entrepris si nos études étaient coupées de la pratique, si nous n'avions aucune connaissance réelle de ce qu'est la production, si nous n'avions pas de liens avec les ouvriers et les paysans? Nous ne le pourrions pas! »

Dans ce travail, ce n'est pas la production qui est le plus important ; en faisant travailler les enfants, on ne cherche pas à utiliser à tout prix toutes les forces de travail disponibles dans la société, les enfants compris.

Non. Ce travail est éducatif pour les enfants, parce qu'il est utile pour la société, et il est utile pour la société principalement parce qu'il est éducatif pour les enfants.

A côté des ateliers il y a également des potagers cultivés par les enfants tout au long de l'année, par équipes et par roulement. Ils fournissent une bonne partie des légumes consommés à la cantine. Il y a partout de ces potagers, même dans les villes ; et quelquefois il a fallu piocher les trottoirs et les rues pour trouver, sous les pavés, la campagne.

LE TRAVAIL PRODUCTIF EN DEHORS DE L'ÉCOLE

Mais ce ne sont pas là encore les seuls liens des enfants avec la production sociale.

L'année scolaire proprement dite dure huit mois et demi. A la suite de[^] quoi les élèves partent avec leur instituteur, pendant trois semaines dans une commune populaire participer aux travaux agricoles. Là, ils vivent avec les paysans et leurs enfants, ils apprennent à connaître les conditions de vie et de travail à la campagne.

Ils ont la possibilité d'y faire d'importants échanges d'expériences, leur horizon s'ouvre ainsi sur de plus vastes domaines. Les paysans, nous dit-on, les accueillent avec chaleur et prennent grand soin de leur donner une éducation de classe.

C'est l'occasion de soirées culturelles où les élèves des villes donnent des représentations théâtrales aux paysans, et vice versa. On leur raconte très concrètement les luttes du passé comme les luttes actuelles. Les enfants sont à même de se rendre compte, « preuves à l'appui », de la créativité des masses paysannes, des progrès qu'elles ont fait faire à tout le peuple

chinois.

Les enfants chinois ne sont pas « irrésistiblement » attirés vers les villes ; plus tard, ils iront tout aussi bien s'installer dans les campagnes. C'est une politique constante du Parti (quoique contrecarrée par ceux qui ont une conception bourgeoise de l'industrialisation) de ne pas « urbaniser » la Chine, mais de développer l'industrie dans les campagnes mêmes, à partir des brigades agricoles existantes.

Bien entendu, cette politique ne peut, se concrétiser que dans la mesure où les « bouseux » ne sont pas méprisés socialement, que si l'importance de la paysannerie dans la révolution, et en particulier la nécessité de réduire l'écart entre villes et campagnes, est clairement assimilée, notamment par les enfants dès leur plus jeune âge.

Puis quelques semaines après ce séjour à la campagne, les enfants vont souvent travailler (deux ou trois semaines) dans une usine. Évidemment, tout comme à la campagne ils ne font pas tous les mêmes travaux que les adultes, ni aussi longtemps. Mais ils sont dans les ateliers, parmi les, ouvriers, travaillent à leurs côtés. Là encore, on ne peut pas dissocier l'acquisition de connaissances techniques de la formation idéologique et politique qu'ils reçoivent.

Ils participent aux différentes activités culturelles et politiques des ouvriers eux-mêmes. Ce qui donne une idée de l'estime dans laquelle on les tient.

Ils se mettent, nous dit-on, à l'école des maîtres ouvriers. Dans ce travail encore, l'accent est mis sur l'étude. Il ne s'agit

aucunement de leur faire apprendre quelque « tour de main » pour effectuer des opérations dont ils ne connaîtraient pas la signification. Au contraire, on leur explique le but des techniques employées.

Pourquoi telle pièce doit être vissée et telle autre soudée ; comment le travail qu'ils effectuent là est un moment de tout un processus de travail collectif, qui n'a de valeur et de sens que parce que d'autres avant et après eux se sont groupés pour effectuer une production commune.

Ils apprennent aussi très concrètement les lacunes actuelles dans le travail. Un soin particulier est mis à leur faire partager l'intérêt que portent les ouvriers aux progrès techniques de la production, et comment ils y parviennent dans leur étroite collaboration avec les techniciens.

On ne manque pas de faire constamment ressortir la lutte entre les deux voies dans tous ces domaines. Ils ne doivent pas avoir l'illusion que le développement des forces productives est neutre sans conséquences politiques.

ÉDUCATION PAR LA SOCIÉTÉ OU ÉDUCATION PAR L'ÉTAT?

La prise en main de l'éducation des enfants appelle quelques réflexions supplémentaires. Il est clair que le domaine des enfants n'est plus, en Chine, un domaine familial privé, mais il est tout aussi clair qu'il n'est pas non plus un domaine de spécialistes.

Ici encore l'Union soviétique fournit en contraste les moyens de

mieux saisir la portée de l'expérience chinoise.

« Il ne fait pas de doute, disait Lounatcharski, que des expressions comme « mes parents », « mes enfants » disparaîtront peu à peu et seront remplacées par les concepts de « personnes âgées », « adultes », « enfants », « a bébés », etc. » pour appuyer la thèse que les enfants devraient passer de la propriété des parents à la propriété de l'État.

La question des enfants c'est, fondamentalement, la question de l'avenir de la société. Veut-on conserver la division sociale du travail et ces tâches actuelles, ou veut-on la détruire? Si on veut la détruire, comment espérer le faire, en confiant l'éducation des enfants à un corps de spécialistes « étatisés »?

Rien ne peut mieux contribuer qu'une telle éducation à couper du corps social réel les enfants, à fixer pour toute leur vie dans leur « psychisme » une attitude d'éternels mineurs, soumis constamment à la tutelle de corps spécialisés, qui toujours et en toutes circonstances « savent mieux qu'eux » et sont « plus compétents. »

Le rapport de propriété, de soumission, des enfants aux parents doit disparaître ; mais il existe un rapport social plus large qui le sous-tend, qui délègue, pourrait-on dire, aux parents un pouvoir de tutelle sur les enfants ; ce rapport ne sévit pas contre les seuls enfants mais contre tous les opprimés, assigne aux enfants un rôle de « mineurs », privés de toute autonomie, de toute responsabilité.

Ce rapport est produit par le confinement des enfants à l'écart de la société, dans un monde à part, le « monde de l'enfant »,

celui de l'école et de la famille. La perspective qu'ouvrait Lounatcharski ne faisait que renforcer ce rapport.

Au fond, la question des enfants, sans qu'il y paraisse, c'est la question de l'État. La période de transition du capitalisme au communisme — le socialisme —, c'est justement la destruction de l'ancien État et la construction d'un nouvel État, mais d'un État un peu particulier puisqu'il se fixe pour objectif sa propre disparition.

Un État pour qu'il n'y ait plus d'État!

Il n'est pas étonnant que cette question soit la pierre d'achoppement de toutes les falsifications révisionnistes possibles, parce que, dans ce domaine plus que dans tout autre, la bourgeoisie reste forte très longtemps après son renversement, du fait du monopole complet de l'État qu'elle détenait auparavant.

Certes, elle dirigeait aussi les usines mais, évidemment elle ne pouvait empêcher, que les ouvriers les fassent marcher, et donc les connaissent.

La voie chinoise de l'éducation des enfants est un exemple frappant de ce nouveau type d'État qui se renforce en se détruisant.

C'est parce que le pouvoir du prolétariat s'est renforcé, parce que l'idéologie du prolétariat est, dans certains domaines, suffisamment dirigeante que les masses peuvent commencer à contrôler directement l'éducation des enfants, et même sur certains aspects, à la prendre elles-mêmes en main, détruisant

ainsi le monopole des corps spécialisés d'État dans ce domaine — notamment le système scolaire, mais aussi l'appareil para médical, les psychologues, etc.

C'est en dirigeant directement et effectivement des secteurs de plus en plus larges de la société, en brisant le monopole exercé par les appareils de direction traditionnels que le prolétariat renforce son pouvoir ; c'est également le sens de l'entrée de la classe ouvrière dans les écoles, les universités, mais aussi dans les hôpitaux, les bureaux etc. sous la forme d'équipes ouvrières de propagande, répondant à l'appel de Mao Tsé-toung « la classe ouvrière — et pas seulement son parti, ou son armée — doit exercer sa direction en tout ».

Qu'on y prenne garde. Cela ne signifie pas qu'en Chine, l'État prolétarien tombe par pans entiers. Bien au contraire, on pourrait dire qu'il n'a jamais été aussi « puissant ».

Mais le caractère distinctif de cette puissance, sa différence d'avec toutes les « puissances » des États oppressifs, c'est qu'elle vient du pouvoir, de la capacité de direction sans cesse renforcée des masses — la classe ouvrière et ses alliés — dans la société.

Et plus ce pouvoir s'étend, — ce qui, comme la révolution culturelle l'a montré de façon éclatante, est toujours le résultat d'une lutte acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie —, plus les appareils d'Etat perdent leur monopole de direction (et je dis bien perdent leur monopole de direction et non pas la direction), plus l'État, en tant qu'organe et expression du pouvoir du prolétariat et des masses populaires, se renforce.

Ce ne sont plus des spécialistes de la « politique » et du travail de direction qui monopolisent ce travail ; au fur et à mesure que la capacité de direction des masses croît, le travail de direction se démultiplie, les appareils de direction à tous les niveaux s'allègent et se simplifient et les formes différentes d'organisation des masses prennent en charge de plus en plus de fonctions.

Le mythe de l'auto-éducation

On commence à savoir aujourd'hui comment les conceptions bourgeoises de l'école réussissent à transformer la masse des enfants en ces êtres soumis que l'on connaît ; il faut aussi savoir que la bourgeoisie a d'autres cordes à son arc pour empêcher les enfants d'acquérir le point de vue du prolétariat.

En gros, il y a deux manières de maintenir le prolétariat dans un état d'infériorité : ou bien on l'écarte des « domaines réservés », de la science, de la technique, de la philosophie et de l'art en lui disant carrément qu'il est vraiment trop bête!

Ou bien, au contraire, on lui dit, qu'il a l'intelligence infuse, innée, qu'il peut tirer de sa pratique, telle qu'elle est, toutes les connaissances dont il a besoin, et que ce n'est donc pas la peine d'aller fourrer son nez dans les domaines de la science, de la philosophie, etc. En même temps, on prône la nécessité de détruire l'école, l'université, les instituts, etc.

Tout cela, dans le but d'empêcher, le prolétariat d'acquérir de l'expérience dans la réforme de ces domaines, en transformant la masse des intellectuels qui, jusque-là, y officiaient seuls.

Ces deux attitudes ont été successivement pratiquées en Chine par ces porte-parole de la bourgeoisie que sont les révisionnistes. La première, avant la révolution culturelle ; la seconde, pendant, pour garder le pouvoir et donner le change, en dissimulant la politique de restauration du capitalisme sous les dehors d'une ligne ultrarévolutionnaires.

De même, il y a deux manières de maintenir l'enfant dans un statut infantile bourgeois. La première a fait ses preuves historiques : c'est la manière autoritaire et « scolaire » de l'école capitaliste avec son idéologie du don, ses deux réseaux de scolarisation et surtout la séparation absolue du « travail » scolaire d'avec la production, l'expérimentation scientifique et la lutte des classes. N'insistons pas : on connaît les résultats.

Mais il y en a une autre, beaucoup plus sournoise parce qu'elle est, en apparence, en tout point opposée à la première, tout en conduisant, dans la pratique à des résultats identiques : c'est la politique de l'auto-éducation non directive et libératrice des enfants par eux-mêmes.

Ici encore, ce qui est à l'œuvre, c'est la vieille théorie bourgeoise de la « nature humaine » : les enfants seraient opprimés au sens où un ressort est comprimé ; enlevez le poids qui pèse sur eux et leur nature parlera.

Quoi de plus à « gauche », en apparence, que de se fixer pour objectif de libérer totalement les enfants de toute contrainte, mieux de toute intervention extérieure? Comme son nom l'indique, l'auto-éducation signifie qu'il n'y a pas d'éducateurs, ou que les éducateurs sont les enfants eux-mêmes.

Alors, comme des corps « libres », tombent en chute « libre » soumis à la loi de l'attraction terrestre, de même les enfants « libres » tomberont encore dans les pièges de la force d'attraction dominante, l'idéologie bourgeoise, et peut-être plus insidieusement encore.

En effet, qu'est-ce qui dissimule mieux les éducateurs en coulisse, les maîtres de la société, qu'une théorie affirmant qu'il n'y a pas d'éducateurs? Car la société est là, et il y a toujours des éducateurs. Autant qu'ils disent leur nom et montrent leur visage!

En U.R.S.S., dans les années 20, de très nombreuses et riches expériences pédagogiques furent tentées. Ces courants d'idées, bien que comportant beaucoup d'aspects réellement de gauche, charriaient pourtant un certain nombre de points de vue erronés, les courants idéologiques qui se dessinaient alors n'étaient pas tombés du ciel ; ils étaient issus de l'expérience acquise, par les milieux pédagogiques progressistes, dans la lutte contre le tzarisme.

Mais ces positions n'étaient pas encore le point de vue du prolétariat sur la question de l'école et de l'éducation. Les masses n'avaient pas encore eu la possibilité de poser ces problèmes dans leur pratique, de vérifier la justesse de certaines thèses, d'en faire éclore de nouvelles et de critiquer les points de vue erronés.

Beaucoup de points de vue idéalistes, démocratiques-bourgeois notamment, avaient été purement et simplement repris à certains courants de la pédagogie occidentale, à Dewey, par exemple. La lutte contre l'enseignement tzariste semi-féodal et

ultra-répressif avait renforcé l'idée, notamment chez Blonsky et Lépéchinisky, qu'il fallait libérer la nature de l'enfant de toute influence extérieure et la laisser s'exprimer. Le meilleur moyen était donc de veiller à ce que rien « d'extérieur » aux enfants ne vienne diriger leur éducation, donc déformer, refouler, réprimer leur riche nature.

Chatsky tout particulièrement, représentant typique de la pédagogie progressiste non bolchevique, donne un exemple très clair de ce type de déviation ; il s'élevait avec force contre tout but donné « de l'extérieur » à l'éducation des enfants. Il expérimenta des communes d'enfants autogérées qui appliquaient le principe d'autonomie totale des enfants, d'auto-éducation complète.

L'expérience même de ces communes devait montrer le caractère erroné des présupposés idéalistes sur la « nature » des enfants, et c'est tout de même un échec de taille!

Car, d'une part, aucune de ces communes d'enfants ne se passait d'éducateurs : et au lieu que ce soient le prolétariat et la société qui dirigent l'éducation des enfants, c'étaient des spécialistes agissant en leur nom.

D'autre part, il apparut très vite que ces sociétés d'enfants reproduisaient les traits marquants de la société de classe dont on les avait coupés afin de les préserver de sa « mauvaise influence » ; afin qu'ils puissent, ainsi mis « à l'abri », sécréter des rapports communistes égalitaires.

Au contraire, on voyait apparaître des formes d'idéologie bourgeoise typiques, et les enfants avaient d'autant moins de

moyens pour lutter contre qu'ils étaient plus radicalement coupés de l'ensemble des luttes qui se menaient dans la société contre la bourgeoisie.

Kroupskaïa fut ainsi amenée à s'élever contre le droit, donné aux enfants de ces communes, de tenir des cours de justice et d'infliger des châtiments, « car disait-elle, ces cours reproduisent purement et simplement les cours de justice des adultes quand bien même aucun adulte n'y participe. »

On sait comment chez nous les bandes d'enfants reproduisent spontanément des rapports de discipline et d'oppression bourgeois en leur sein.

On peut bien mettre les petits garçons et les petites filles ensemble dans les mêmes écoles, on peut bien ne jamais leur tenir un discours explicite sur l'infériorité des femmes, cela n'empêchera pas les tout-petits de reproduire entre eux, pour eux, et cela très tôt, la situation de la supériorité des garçons sur les filles, la mise à l'écart de ces dernières pour les jeux nobles de la guerre ou des billes.

Mieux même, les amitiés des garçons et des filles se calqueront très précisément sur les modèles ultra-conformistes de la société. Aux garçonnetts, comme aux hommes, l'amitié franche, un peu bourrue, fidèle et sans sensiblerie, comme celle que les pères ont formée pendant le service militaire ; aux fillettes les amitiés mesquines, faites de jalousie et de possessivité, les amitiés éternelles que quelques peccadilles transforment en haine farouche.

Comme les amies de maman. Le monde merveilleux de

l'enfance? Une belle foutaise! En réalité, on y retrouve toutes les lois de notre société, ses contradictions, ses luttes, ses valeurs morales.

Tenus à l'écart de la société, mais dans un lien certain, et inévitable au reste, de dépendance vis-à-vis des adultes, les enfants ne connaissent d'elle que les devoirs, mais ni ses quelques droits, ni surtout les moyens de lutter contre elle.

Ce qui, bien entendu, est on ne peut plus commode pour faire admettre comme loi éternelle et divine n'importe quel préjugé nécessaire à notre société, pour inspirer un comportement de soumission servile et d'obéissance aveugle.

Là encore, tout semble bien réglé pour le meilleur des mondes capitalistes ; l'école et la famille se partagent la besogne pour faire de l'enfant le citoyen dont le capitalisme a besoin.

Mais ce n'est qu'une apparence ; entre l'appareil scolaire et la famille il n'y a pas seulement une division du travail dans la répression, il y a aussi de violentes contradictions ; tout particulièrement bien sûr entre l'école et la famille ouvrière.

Ne pas voir cela, c'est priver la révolution d'un des leviers importants de la lutte de classes. Si, pour un pays socialiste la question des enfants est celle de l'avenir, cela est vrai également pour nous.

Un mouvement révolutionnaire qui ne reconnaît pas l'importance de la libération des enfants est un mouvement suicidaire, et finalement un mouvement non révolutionnaire. Ne voir dans les enfants que « le travail qu'ils donnent », que

l'asservissement qui en résulte pour les femmes, est profondément réactionnaire d'un double point de vue.

Reconnaître le double caractère de la mère : réprimée et répressive

Premièrement, parce que c'est « oublier » que la révolution a pour but final l'émancipation de l'humanité tout entière, et donc des enfants.

Deuxièmement, parce que cela cache soigneusement que si les enfants sont source de tracas, de travail, d'angoisse pour les familles et surtout pour les mères, ils sont surtout réprimés, et en particulier par les mères, même si ces dernières subjectivement ne le désirent pas.

Le fait est là néanmoins ; « OMO-BOULOT-MARMOTS, y'en a marre! » est un mot d'ordre profondément réactionnaire ; il met sur le même plan l'oppression domestique, l'exploitation capitaliste et les enfants opprimés. Autrement dit, il ne fait pas de démarcation entre ce contre quoi on doit lutter et ceux avec qui, et pour qui, on doit lutter.

C'est le mot d'ordre de la petite-bourgeoisie nihiliste qui, quoique opprimée, est incapable de concevoir un projet révolutionnaire qui modifierait radicalement ses conditions d'existence.

Il est impensable qu'un mouvement révolutionnaire de femmes se désintéresse de la question des enfants, comme il est impensable que le prolétariat puisse espérer mener à bien un quelconque mouvement révolutionnaire en se désintéressant

des autres fractions du peuple. Nous ne pouvons exiger l'égalité avec les hommes sans remettre immédiatement en question le rapport d'oppression que nous entretenons avec les enfants, et, plus généralement, que les adultes entretiennent avec les enfants.

Nombreux sont ceux qui, tout en étant conscients de l'importance des enfants, font des causes de l'oppression des jeunes une analyse insuffisante. Le mouvement féminin se trompe lorsqu'il croit que cette oppression est la seule conséquence de l'existence de cellules familiales productrices d'égoïsme et d'intérêt privé.

Certes, la famille bourgeoise (et la famille dans la classe ouvrière est aussi une famille « bourgeoise » à sa manière ; si le fait que ses membres soient ouvriers, y change bien quelque chose, il ne change pas la fonction d'une telle famille) est bien productrice d'une telle idéologie.

Mais non pas à cause du « peu de membres » qui la composent, ni de la monogamie officielle des parents, ni du fait que les enfants vivent avec les parents, comme le dit le M.L.F. Si la famille « marche à l'égoïsme », c'est que l'égoïsme est un comportement inhérent au capitalisme, qu'il lui est nécessaire.

La révolution culturelle a clairement dévoilé ce fait, en particulier dans le mot d'ordre « combattre l'égoïsme et réfuter le révisionnisme ».

L'égoïsme n'est rien d'autre que l'idéologie bourgeoise, et celle-ci est produite par le capitalisme, par la manière capitaliste dont sont produites toutes les conditions matérielles dans lesquelles

vivent les gens, y compris la famille. C'est le capitalisme, ou plus généralement les sociétés d'exploitation, qui produisent une famille génératrice d'égoïsme, et non pas la famille génératrice d'égoïsme qui produit le capitalisme.

Et aussi longtemps qu'existera le salariat, c'est-à-dire un certain rapport entre la force de travail dépensée et le « dédommagement » en salaire reçu, il subsistera une base matérielle pour que l'égoïsme existe et se développe. Pendant toute la période de transition du capitalisme au communisme, cette base tout en s'affaiblissant de plus en plus jusqu'à disparaître continuera d'exister (Cf. ci-après, p. 202 : L'existence du salariat et l'oppression féminine).

Il est parfaitement idéaliste de s'imaginer qu'en réunissant plusieurs couples et leurs enfants dans une communauté on puisse remédier sensiblement à cet état de fait. On remplacera, dans le meilleur cas, l'égoïsme familial par l'égoïsme communautaire.

Il suffit pour s'en convaincre de voir avec quelle rapidité les communautés se ferment sur elles-mêmes, se consacrent à « leurs problèmes internes », s'isolent de la société, tout comme elles reprochent aux familles de le faire. Dans la mesure où les membres adultes de la communauté ne vivent pas en complète autarcie, sans contact avec la société, ils sont inévitablement porteurs de l'idéologie sociale dominante.

Et quand bien même les enfants n'auraient aucun contact avec le monde extérieur en dehors de ces adultes — ce qui serait un comble lorsqu'on prétend vouloir lutter contre l'esprit de clan —, ce lien seul suffirait à reproduire chez l'enfant les traits les

plus marquants de la société que l'on fuit. Tout comme la mère de famille possessive à l'excès, et pénétrée de son droit maternel, qui passe ses journées seule avec son enfant en le séparant de tout le « reste », ne manque pas de le faire et de la manière la plus autoritaire et la plus implacable qui soit.

La seule solution qui reste, dans ce cas, serait, selon toute logique, d'abandonner les enfants dans quelque île déserte. Rousseau y avait pensé avant nous.

A supposer qu'ils puissent survivre, il faut avoir une conception des plus rétrogrades sur la « nature humaine » pour croire que, loin de la « société de consommation », ces bons sauvages épanouiraient toutes leurs qualités innées, toutes leurs aspirations naturelles à la générosité, au désintéressement que la société réprime.

En réalité, ces enfants ne seraient ni bons ni méchants au sens où nous l'entendons, ils se forgeraient les idées, les sentiments et les valeurs morales que leurs conditions matérielles d'existence leur dicteraient, sans plus.

Et s'ils étaient soumis à la nécessité première de trouver les moyens de survivre au jour le jour, ils considéreraient comme justes les moyens d'y parvenir, y compris la violence pour protéger « leur » nourriture ou « leur » terrain de chasse.

Nous n'allons pas réécrire l'histoire de l'humanité. Le choix se pose en ces termes : ou bien, nous acceptons que les enfants soient odieusement réprimés par la société, comme nous l'avons été avant eux ; ou bien, nous changeons la société pour qu'elle ne réprime plus les enfants. Et s'il existe réellement un

sentiment profond de révolte dans le peuple devant la « condition infantine » — et il existe vraiment — il doit aboutir à la prise de conscience que les causes en sont l'organisation sociale et, en conséquence, que le remède ne peut être qu'un bouleversement de cette organisation.

Je sais bien que, parmi tous ceux qui tentent des expériences communautaires, la plupart sont convaincus de la nécessité de la révolution « en général », et ils me rétorqueront : « Tout ça, nous le savons.

Nous ne prétendons pas détruire le capitalisme en créant des communautés, mais, pour faire la révolution, il faut justement rompre au préalable sur quelques points importants avec l'idéologie dominante. Les enfants sont partie prenante de la révolution. On ne peut pas dire « faisons la révolution d'abord, on s'occupera des enfants après. »

Et ils auront raison! Pas plus pour les enfants, que pour les femmes, que pour quiconque, on ne peut remettre à plus tard la nécessité de rompre l'état de fait actuel. On le peut si peu, pourrait-on dire, que cette rupture est la condition première de toute révolution. Mais justement cela implique que nous nous opposions maintenant à la bourgeoisie dans différents domaines.

En ce qui concerne les enfants, par exemple, cela veut dire que nous, en premier lieu les femmes et les éducateurs, nous les considérons comme une force politique, née de leur révolte contre l'expérience spécifique qu'ils ont de l'oppression.

Attachons-nous à leur donner les moyens de systématiser cette

révolte ; de la faire passer de la révolte individuelle à la révolte collective. Attachons-nous à les aider à démasquer les causes profondes de leur état de subordination, afin qu'ils passent de l'école buissonnière à la lutte contre le système d'enseignement.

Unissons-nous avec eux contre des « ennemis communs » : l'appareil d'État, par exemple, qui les retire aux parents non pour les libérer de l'autorité familiale, mais pour exercer directement sa propre autorité. Imposons le contrôle des parents et des enfants sur les appareils qui sont spécialisés dans la prise en charge des enfants, et, en particulier, l'appareil scolaire.

Cessons de les considérer comme des incapables qui ne peuvent saisir le sens de ce que nous pensons, et montrons-leur la réalité de notre société, qu'ils connaissent les autres formes d'oppression dont est victime le peuple, qu'ils élargissent leur connaissance sociale.

L'histoire de tous les mouvements révolutionnaires montre que les enfants sont capables d'une intelligence révolutionnaire inouïe. Ils sont capables non seulement de se révolter contre ce qui les opprime, mais encore contre tout ce qui opprime le peuple. Les causes justes les enthousiasment au-delà" de toute expression.

Le Vietnam, la Palestine, les Afro-Américains, l'Irlande en témoignent tous les jours.

Comment pourrions-nous en douter?

Nous qui avons vu en 68 des enfants de treize ans organiser des

équipes collectives de plus petits dont ils s'occupaient pour permettre aux parents d'occuper les usines, à Nantes, par exemple ; nous qui avons vu les lycéens se battre avec les étudiants et les ouvriers sur les barricades en mai 68, et organiser des Comités d'action dont la moyenne d'âge ne dépassait pas toujours treize ans ; et plus récemment encore nous avons vu les élèves de la 6e II de Hurst se battre comme des lions au point « d'affoler » les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation nationale, parce qu'ils étaient profondément scandalisés qu'on les sépare de leur instituteur en condamnant son travail.

Pour une fois qu'ils en avaient un qui les respecte, qui leur faisait connaître la vraie vie, la vraie réalité, comme disait l'un d'eux ! Évidemment tout cela ne peut se faire spontanément ; sinon ce serait déjà fait. Il faut, en premier lieu, mener avec les enfants des enquêtes approfondies et répétées pour définir des orientations.

Les femmes, parce qu'elles sont les premières éducatrices des enfants, doivent s'y attacher résolument ; elles ont un grand rôle à jouer dans ce domaine. Nous devons être convaincues que nous ne sommes pas seulement réprimées, mais également répressives.

Aussi longtemps que nous le dénierons, même s'il est vrai que nous ne choisissons pas délibérément ce rôle, nous serons incapables de comprendre les aspirations des gosses, et par là incapables de les aider.

Une femme qui opprime un enfant ne peut pas être une femme libre. Pour s'émanciper, les femmes doivent aider les enfants à

s'émanciper, leurs sorts sont inexorablement liés.

Évidemment, nous ne prétendons pas donner ici un « programme », on l'aura deviné. Au nom de quoi d'ailleurs? Tout reste à faire : des enquêtes, des expériences, des luttes, des débats, des études, un peu moins générales que celles-ci.

Il est bien possible que les idées que nous exprimons soient quelquefois unilatérales ou franchement fausses. Finalement peu importe, elles seront critiquées, et c'est une bonne chose.

Quant au reste, par ce développement sur les enfants en Chine, et sur toutes les questions qui s'y rapportent, nous avons essayé de montrer, que loin de nous écarter de l'émancipation des femmes, en nous attachant à connaître les problèmes de l'éducation des enfants nous étions tout à fait dans « notre sujet. »

La famille chinoise: vers une nouvelle collectivité de base

Quitte à confirmer les craintes des journalistes qui excellent dans les récits sur « la Chine du cauchemar », il faut reconnaître qu'en Chine la famille est détruite. Si l'on entend par « famille » la soumission de la femme au mari, sa réclusion dans le foyer, l'autorité absolue des parents sur les enfants.

Si par famille on désigne ce « havre de paix » fermé sur lui-même, idéal de tous les hommes, sans lequel la vie n'a aucun sens, ce petit îlot dont le mari est le maître, et pour lequel il est le seul à se débrouiller par tous les moyens face aux difficultés

de l'existence... Eh bien! oui, de cette famille-là il ne reste plus grand-chose. Tout au long des chapitres précédents on a justement pu voir que les fonctions réelles ou mythiques de la famille étaient plus qu'ébranlées, elles étaient même remplacées.

Mais du même coup, et quitte à en décevoir d'autres, allons jusqu'au bout : il faut tout autant reconnaître que la famille existe en Chine. Si par famille il faut entendre couple stable, monogamique, vivant avec ses enfants, lesquels n'ont, semble-t-il, pas d'expériences sexuelles, en dehors de la famille qu'à leur tour ils formeront plus tard, voilà bien un tableau attristant pour une partie du mouvement révolutionnaire.

Cette question n'est pourtant pas si simple et vaut qu'on y regarde de plus près. Si nous pouvons affirmer en même temps « la famille est détruite » et « la famille existe », n'est-ce pas que ce terme de famille n'est pas aussi clair, quant à son contenu, qu'on pourrait le croire spontanément?

UN APERÇU HISTORIQUE

Personne ne songerait à assimiler purement et simplement la famille polygamique féodale et ce qu'on est convenu d'appeler la famille nucléaire de notre société, quoiqu'un trait commun à ces deux types de famille soit frappant : l'infériorité de la femme par rapport au mari.

Il est tout aussi aberrant d'imaginer une société féodale, reposant sur la petite production agricole, qui se donnerait pour structure familiale cette cellule atomisée réduite au couple et à ses enfants, qu'il le serait de trouver une société capitaliste

formée de familles larges dans lesquelles le père et ses épouses, les enfants de ses épouses, les jeunes sœurs nubiles de celles-ci, sans oublier parents et beaux-parents, cohabiteraient. C'est que, nous le savons, les formes familiales différentes sont le produit de sociétés différentes et sont adéquates à ces sociétés — pas toujours exactement, nous y reviendrons.

La famille chinoise a cette particularité historique, des plus intéressantes pour avancer dans la compréhension des différentes fonctions des différentes familles, d'être passée en l'espace de vingt-cinq ans à peine, de la famille féodale à un type de famille que nous ne connaissons pas dans les pays capitalistes.

Cette évolution rapide et récente est importante car elle seule nous permet de comprendre certaines spécificités du mouvement féminin chinois, et par voie de conséquence nous permet de mieux déceler ce qui dans la famille chinoise actuelle peut présenter un caractère universel.

DES NOCES DE SANG

De tous les récits qu'on nous fit, lequel raconte la vie de la vieille paysanne des monts Sinkiang aux petits pieds mutilés ; lequel appartient à cette ouvrière du canal du Drapeau Rouge, qui nous raconta, presque en souriant, à mots mesurés, qu'elle était à huit ans fouettée chaque jour par son beau-père ; lequel encore revient à la jeune Tibétaine assise dans un profond fauteuil, sa robe longue vivement colorée cachant ses jambes, et qui, elle, ne pouvait s'empêcher de pleurer lorsqu'elle nous disait que le propriétaire de serfs qui la possédait la rattrapa un jour qu'elle tentait de s'échapper, lui noua les pieds à la queue

de son cheval et la ramena ainsi dans sa propriété, au galop, sa tête et son dos rebondissant sur les pierres du chemin ?

Toutes se confondent dans la même effroyable misère, l'histoire des unes n'étant que la vie des autres. Avoir une fille n'était certes pas un don du ciel parmi les pauvres. Et bienheureux si on pouvait la « fiancer » de bonne heure, elle serait alors à la charge de sa belle-famille.

C'est-à-dire qu'en échange du gîte et de la table — et des mauvais coups — elle servirait ses parents de l'aube à la nuit tombée... bien pratique! Plus tard elle donnerait des fils à son mari ; avec un peu de chance elle pourrait faire subir à sa bru ce qu'elle-même avait subi.

Quoi de pire que la condition des femmes dans la famille féodale ? Avec elles, tout est permis : les acheter, les vendre, les battre, les violer, les sacrifier aux dieux, leur voler leurs enfants, leur bander les pieds pour qu'ils restent minuscules ; l'imagination ne suffit pas pour se faire une idée de ce que fut la réalité pour les femmes.

Toute leur vie elles s'entendraient répéter la règle des trois obéissances : obéissance au père avant le mariage, obéissance au mari après le mariage, obéissance au fils aîné dans le veuvage.

Pourtant, tout n'allait pas sans heurts. Et les mariages forcés étaient souvent possibles par la « force » justement :

« Dans un cas pareil (mariage) on ne demande pas le consentement de l'intéressée. Bien sûr, elle proteste toujours un

peu, mais il n'y a qu'à la ficeler, la mettre dans une chaise à porteurs, la faire transporter chez le mari, lui poser une couronne de mariée sur la tête pour la cérémonie, après quoi on l'enferme dans la chambre nuptiale et l'affaire est réglée.

Mais belle-sœur Siang-lin n'est pas comme les autres; il paraît qu'elle s'est terriblement débattue; on a même dit que c'était probablement parce qu'elle avait travaillé chez des lettrés qu'elle était si différente des autres femmes.

Madame, nous avons vu beaucoup de ces veuves qu'on remariait; les unes pleurent et hurlent, d'autres veulent se suicider, d'autres font un esclandre au moment de la cérémonie, refusent d'adorer le ciel et vont même jusqu'à briser les candélabres nuptiaux.

Mais belle-sœur Siang-lin a agi différemment. Pendant tout le trajet elle n'a fait que hurler et crier des injures, si bien qu'en arrivant au village des Ho, elle était tout enrrouée.

Après l'avoir sortie de force de son palanquin, on ne put réussir à la faire se prosterner pour adorer le ciel, et pourtant ils s'y étaient mis à trois, deux hommes et son jeune beau-frère, pour l'obliger à se courber.

A un moment, par inadvertance, ils relâchèrent leur étreinte, et alors, ciel ! ne voilà-t-il pas qu'elle va se frapper la tête contre le coin de la table qui portait l'encens et les cierges, et elle se fait un gros trou dans la tête ! Le sang n'arrêtait pas de couler; on a pansé la plaie avec deux pincées de cendre d'encens et deux morceaux de chiffon rouge, mais elle saignait toujours.

Pour finir, tous les hommes présents se mirent de la partie et ils réussirent à l'enfermer avec son mari dans la chambre nuptiale d'où elle continua ses insultes... Ayaya ! C'était... » Elle secoua la tête, baissa les yeux et se tut. » (Lon Sin, Littérature chinoise, n° 4, 1971)

Évidemment, il arrivait que le mari, même par la force, ne puisse avoir l'occasion d'être un mari. La fiancée pouvait se tuer, plutôt que de se laisser épouser. Ce n'était pas si rare. En 1919, à l'époque de la levée en masse de la jeunesse révolutionnaire chinoise, le suicide d'une jeune fille, mademoiselle Zhao, souleva la colère des femmes contre les mariages forcés.

LES TROIS FILETS D'ACIER

« ...Un suicide est entièrement déterminé par les circonstances. L'idée originale de Mlle Zhao était-ce de chercher la mort ?

Au contraire, c'était de chercher la vie. Si Mlle Zhao a finalement cherché la mort, c'est que les circonstances l'y ont acculée. Les circonstances dans lesquelles se trouvait Mlle Zhao étaient les suivantes : 1° la société chinoise ; 2° la famille Zhao de la rue Hanyand à Changsha ; 3° la famille Wu de Ganzixuan à Changsha, la famille du mari dont elle ne voulait pas. Ces trois facteurs constituent trois filets de fer, qu'on peut imaginer comme constituant une sorte de cage triangulaire.

Une fois prise entre ces trois filets, elle avait beau chercher la vie par tous les moyens, il n'y avait pas la possibilité de vivre ; le contraire de la vie, c'est la mort, et Mlle Zhao dut donc

mourir...

Si parmi ces trois facteurs il y en avait eu un qui ne fut pas un filet de fer ou bien si l'un des filets s'était ouvert, Mlle Zhao ne serait certainement pas morte...

1° Si les parents de Mlle Zhao n'avaient pas eu recours à la contrainte, mais s'étaient pliés à la libre volonté de Mlle Zhao, Mlle Zhao n'aurait certainement pas pu mourir.

2° Si les parents de Mlle Zhao n'avaient pas mené l'affaire par la contrainte, mais s'ils avaient permis à Mlle Zhao de faire connaître son avis à la famille de son futur mari, et d'expliquer les raisons de son refus, et si en fin de compte la famille de son futur mari s'était rangée à son avis, respectant sa liberté individuelle, Mlle Zhao n'aurait certainement pas pu mourir.

3° Même si les parents et la famille de son futur mari n'avaient pas pu admettre sa libre volonté, si, dans la société il y avait eu une partie très puissante de l'opinion publique pour l'appuyer, s'il y avait eu un monde entièrement nouveau où le fait de s'enfuir de chez ses parents et de trouver refuge ailleurs eût été considéré comme honorable et non pas comme déshonorant, dans ce cas également, Mlle Zhao n'aurait certainement pas pu mourir. Si Mlle Zhao est morte aujourd'hui, c'est parce qu'étant solidement entourée par les trois filets de fer (la société, sa propre famille, la famille de son futur mari) elle a cherché en vain la vie, et a finalement été amenée à chercher la mort...

« ...L'incident d'hier était important, il s'est produit à cause de l'ignoble système des mariages arrangés, à cause des ténèbres du système social, la négation de la volonté de l'individu, et

l'absence de liberté de choisir son propre époux... Il faut espérer que ceux qui s'y intéressent commenteront cette affaire sous tous ses aspects, et qu'ils défendront l'honneur d'une fille qui a subi une mort de martyr pour la cause de la liberté de choisir son amour...

« ...La famille des parents et la famille du futur mari Sont imbriquées toutes les deux dans la société, elles sont l'une et l'autre partie de la société.

Nous devons comprendre que la famille des parents et la famille du futur mari ont commis un crime, mais la source de ce crime se trouve dans la société. Certes, les deux familles ont pu accomplir elles-mêmes ce crime ; mais une grande partie de la culpabilité leur a été transmise par la société. En outre si la société était bonne, même si les familles avaient voulu accomplir ce crime, elles n'auraient pas eu l'opportunité de le faire...

« ...Si nous menons campagne en faveur de la réforme du mariage, ce sont d'abord les superstitions au sujet du mariage qu'il faut démolir, et en premier lieu, la croyance que les mariages sont prédestinés par le sort.

Une fois ces croyances détruites, le prétexte derrière lequel se cachait la pratique de l'arrangement des mariages par les parents disparaîtra du même coup et alors le concept de « l'incompatibilité entre le mari et la femme » apparaîtra immédiatement dans la société. Et dès que se manifesterait le concept de l'incompatibilité entre l'homme et la femme, l'armée de la révolution familiale se lèverait en une foule épaisse, et la grande vague de la liberté du mariage et de la liberté de l'amour

se répandra sur la Chine... ».

C'est Mao Tsé-toung (Mao Tsé-toung, présenté par Stuart Schram, Colin, édit., Paris, p. 287-288) qui écrivait cet article en 1919. On y trouve étroitement liés l'appel à la lutte contre la société « mangeuse d'hommes » et les mariages arrangés.

Le principe du mariage forcé fut même combattu par des hommes ; les garçons qui, dès sept ou huit ans, avaient été mariés, n'appréciaient pas du tout cette coutume. Il arrivait qu'ils prennent la fuite de leur village pour échapper eux aussi à leur sort.

La plupart du temps ils allaient grossir les rangs de l'armée populaire de Libération.

Le grand renversement

Il n'y avait pas de solution pour les femmes dans la Chine féodale. Leur oppression ne tenait pas simplement à de vieilles coutumes, à des traditions millénaires trop lourdes à dissiper.

L'oppression maritale des femmes était tout entière liée au système économique. Sinon comment comprendre qu'une telle situation ait pu se maintenir non seulement des siècles, mais même quelques années?

La Chine a connu tout au long de son histoire de nombreuses révolutions paysannes, mais jamais elles ne triomphèrent, et jamais les femmes ne purent entrevoir une autre vie. Ce n'est qu'avec l'apparition du prolétariat qu'une voie nouvelle, une issue apparut pour des centaines de millions de paysans et pour

les femmes.

C'est pourquoi le mouvement de libération des femmes chinoises est si intimement lié à la révolution car, pour la première fois, les femmes voyaient la possibilité de jouer un rôle nouveau sur la terre, la possibilité de faire autre chose que de servir le mari, servir la belle-mère, servir le propriétaire foncier, servir les dieux... Pour la première fois, elles voyaient la possibilité de quitter leur place derrière le feu, sur le kang, ou près du puits. « ...La liberté de l'amour se répandra sur la Chine! » : ces aspirations étaient encore bien loin de la réalité pour des centaines de millions de femmes. Une chanson populaire chinoise évoque leurs sentiments :

*C'était une fille qui avait 17 ans
Et quatre ans plus tard en eut 21
Reçut un mari qui avait 10 ans
Était son aînée de 10 ans et un !*

*Elle alla-t-elle au puits pour chercher de l'eau,
Dit à son mari courant dans ses jupes :
(Un bord était bas, un bord était haut)
— Ote-toi de là si tu crains la chute !*

*Si mes beaux-parents n'étaient pas gentils
Je te pousserais dans le fond du puits.
Si mes beaux-parents n'étaient pas ici
Je te jetterais à l'eau, mon mari !*

Une femme voulait-elle partir que son mari lui disait : « Que ferais-tu sans moi? Qui te donnerait à manger? Qui cultiverait les champs pour toi?

Tu rêves à des chimères qui n'existent que dans la tête des écervelées, il n'y a pas d'autre solution. Ton destin est ici à me servir, comme le mien est de servir les propriétaires fonciers qui jouissent de la manne céleste. »

La libération des femmes ne pouvait pas être l'affaire des femmes seulement ; trop de choses étaient liées à leur oppression. Elles dépendaient de tant de « choses » ! Elle ne pouvait se faire que dans la révolution.

De même que la révolution ne pouvait se faire sans briser les superstitions, le respect du clan, le culte des ancêtres et le pouvoir marital sur lesquels reposait le pouvoir du propriétaire foncier. C'est pourquoi, dans les régions libérées par l'armée rouge des ouvriers et des paysans, le mouvement des femmes connut une telle ampleur.

Partout les femmes opéraient le « grand renversement » ; avec l'arrivée de la VIII^e armée de route, elles se convainquaient de la possibilité d'établir l'égalité des femmes avec les hommes. Ainsi elles organisaient des équipes de surveillance et lorsqu'elles avaient trouvé un cas typique, une famille qui traitait la femme particulièrement mal, elles allaient voir celle-ci, lui parler, pour la persuader de la possibilité de se libérer de ce joug si les femmes s'unissaient.

Alors elles organisaient des réunions de femmes du village où elles convoquaient le mari, ou le beau-père et le sommaient de s'expliquer publiquement devant les accusations de la femme, ou de la belle-fille.

S'il refusait de s'expliquer, il n'était pas rare qu'elles le battent,

pour lui montrer que les choses désormais ne seraient plus jamais comme avant, et qu'il ne devait pas s'aviser de sévir contre sa femme une fois seul avec elle ; car le comité de femmes restait là vigilant, prêt à intervenir à nouveau s'il le fallait.

Hinton raconte (Hinton, Fan Shen, Pion, 1971, p. 196-198): « Parmi ces femmes se trouva celle de Man-ts'ang, un paysan pauvre.

Lorsqu'elle rentra après une réunion de l'association féminine son mari la rossa : « Je vais t'apprendre à rester à la maison! je vais te corriger tes manières de gredine! »

Mais l'épouse de Man-ts'ang étonna fort son seigneur et maître ; au lieu de lui obéir en esclave dévoué, elle alla voir le lendemain la secrétaire de l'association, et déposa une plainte contre son mari.

La secrétaire convoqua une assemblée de femmes du village. Un tiers au moins, peut-être la moitié de la population féminine, répondit à cette convocation. Devant cette assemblée sans précédent de femmes résolues, Man-ts'ang fut sommé de s'expliquer. Il le fit volontiers, sur un ton arrogant et catégorique. Il déclara qu'il battait sa femme parce qu'elle allait aux meetings et que « les femmes n'y allaient que pour faire étalage de leur coquetterie et de leur séduction. »

« Cette remarque suscita de vives protestations de l'assistance féminine. La parole céda rapidement place à l'action.

Elles se ruèrent sur lui, le renversèrent, déchirèrent ses

vêtements, lui giflèrent le visage, lui tirèrent les cheveux, le cognant jusqu'à ce que la respiration lui manquât. « Tu veux la battre hein? dis-nous-le donc? La battre et nous calomnier toutes, hein? Va! que ta mère soit maudite! cela t'apprendra peut-être à te conduire! » — Arrêtez, je ne la battrai plus jamais! », dit d'une voix rauque le mari terrifié, à demi évanoui sous les coups.

Elles s'arrêtèrent, le relâchèrent et le laissèrent partir, mais en le prévenant que s'il levait encore une fois un seul doigt sur sa femme, il recevrait le même traitement.

A dater de ce jour, Man-ts'ang n'osa plus frapper sa femme ; elle fut désormais connue dans le village sous son nom déjeune fille, au lieu d'être simplement désignée comme « l'épouse de Man-ts'ang », selon la coutume ancestrale... »

Ainsi s'opérait ce que les femmes appelaient « le grand renversement », et même si les maris n'approuvaient pas toujours immédiatement leurs activités sociales, ils apprirent rapidement à se montrer beaucoup plus circonspects vis-à-vis d'elles.

En général, l'association des femmes était obligée de passer par cette première étape pour assurer un minimum de sécurité aux femmes qui voulaient s'engager dans la lutte.

A chaque classe sa famille

Si le mariage forcé, la vente et l'achat des fillettes-fiancées étaient un trait commun marquant la position de la femme dans toute la société, on observait de très notables différences entre

les familles de la classe féodale et celles des classes pauvres.

La polygamie pour la nationalité Han, c'est-à-dire 90 % de la population chinoise, n'était pas, et depuis fort longtemps, légale. Mais en revanche, le concubinage, lui, était tout à fait licite. L'homme avait le droit de se marier, puis de prendre des concubines autant qu'il en voulait, et de les faire vivre dans la demeure conjugale.

Les concubines avaient les mêmes « devoirs » qu'une épouse légale ; en particulier, elles devaient respect et obéissance au maître de famille. Mais elles n'avaient pas les mêmes droits : et elles devaient aussi obéissance à l'épouse légitime.

Si l'épouse légitime avait toujours la même appartenance de classe que le mari — et n'était pas choisie par celui-ci, mais par un accord entre les familles, sans l'avis des intéressés — en revanche, les concubines sortaient presque toujours des classes pauvres et étaient choisies directement par « l'utilisateur ».

Dans la plupart des cas, lorsqu'elles vieillissaient ou devenaient malades, bref quand elles ne faisaient plus l'« affaire » pour quelque raison, elles étaient mises à la porte. Il ne leur restait plus qu'à essayer de se louer comme servante dans une riche famille, ou d'aller grossir les rangs de l'armée des mendiants et des gueux.

Quant aux enfants qu'elles avaient pu avoir, si, au regard de la loi ils pouvaient jouir des mêmes droits que les enfants légitimes, en réalité ils étaient le plus souvent exploités par le maître comme de simples valets de ferme. Les filles subissaient sensiblement le même sort que leurs mères.

Elles devenaient à leur tour les concubines d'autres seigneurs. Et si quelquefois elles pouvaient espérer devenir épouse légitime, c'était le plus souvent d'un homme pauvre. Leur sort était laissé au libre choix du maître. Il y avait bien sûr des exemples contraires : il arrivait qu'il en fasse ses héritiers au plein sens du terme, lorsque l'épouse n'avait pu lui garantir une descendance, en particulier des mâles...

Mais cette reconnaissance des enfants de la concubine se faisait à son détriment, car alors ils n'étaient plus légalement ses enfants, mais devenaient ceux du couple légitime.

Le maître choisissait et achetait ses concubines parmi les familles pauvres : naturellement celles-ci n'avaient pas non plus leur mot à dire, et, bien souvent, il n'y avait pas d'autre possibilité de survie pour leur fille que d'être remise au seigneur ; ou encore la vente d'une fille permettait d'avoir un peu d'argent pour élever quelque temps les autres frères et sœurs.

Ou encore les familles, endettées jusqu'au cou auprès du seigneur, donnaient en compensation leur fille : le maître ne l'achetait pas, mais . dans son ineffable bonté il pouvait consentir à repousser l'échéance des dettes jusqu'à la prochaine récolte.

Cette situation, polygamique dans les faits, ne concernait, on l'aura deviné, que les hommes riches qui avaient le pouvoir de s'offrir ce qu'ils désiraient, quand ils le désiraient. Pour les -hommes du peuple, il en allait autrement : non seulement la polygamie n'existait pas pour eux, mais il n'était pas rare qu'ils

fussent contraints-de rester célibataires n'ayant pas « les moyens » de prendre femme.

Dans certaines minorités nationales, ces différentes formes familiales suivant les classes étaient clai-. rement sanctionnées par les lois. Au Tibet, par exemple, les propriétaires de serfs étaient légalement polygames — ce qui bien évidemment n'excluait pas le concubinage.

En revanche, la masse des serfs pratiquaient la monogamie qui était un signe de pauvreté. Les mariages des serfs étaient entièrement décidés par les propriétaires qui désiraient que « leurs » serfs aient une descendance, puisque celle-ci était également leur propriété.

Dans les régions très reculées du Tibet, et parmi des fractions de la classe des serfs encore plus misérables, c'est la « polyandrie » qui avait cours. On nous expliqua, à l'Institut des minorités nationales de Pékin, qu'il ne fallait pas comprendre cette polyandrie comme « polygamie pour les femmes » : ce n'était pas une femme qui avait plusieurs hommes, mais bien plusieurs hommes qui se partageaient la même femme parce que trop misérables pour prétendre en avoir chacun une.

Ces différentes formes de famille, qu'elles soient inscrites dans la loi, comme au Tibet, ou qu'elles soient imposées dans les faits comme pour les Hans, recouvraient des fonctions différentes de ces familles. Car dire de la famille qu'elle diffère suivant la société dans laquelle elle fonctionne, ne constitue qu'un point de repère ; encore faut-il apprendre à en reconnaître les différentes espèces selon les différentes classes au sein d'une même société.

Bien évidemment, pour la masse des petits paysans attachés à la petite production individuelle, n'ayant d'autres ressources que ce qu'ils produisaient de leurs propres mains, la famille était la seule chance de survie.

Le paysan avait impérativement besoin d'une femme avec laquelle il partagerait le travail ; à lui les travaux de la terre, à elle la petite production domestique. Comme la Chine était très peu industrialisée, c'est aux femmes que revenait le soin de fabriquer selon les besoins de la famille tissus, chaussures, salaisons, etc.

Le père devait aussi absolument se donner des fils qui lui permettraient de survivre dans ses vieux jours : sans enfants pour les prendre à leur charge, les vieillards mouraient de faim et de froid. Évidemment pour le propriétaire foncier, riche des fruits du travail des autres, la famille avait une tout autre signification.

C'était d'abord le moyen de transmettre l'héritage à sa lignée, la forme qui maintenait les richesses et le pouvoir au sein du même groupe restreint de gens, de la même petite classe despotique.

Avoir des concubines entraînait dans ce même dessein : celui d'une descendance nombreuse assurait une base plus large à sa puissance.

La grande famille du seigneur, avec son épouse, ses concubines, ses enfants, sa suite de domestiques, sur lesquels il conservait bien sûr un droit de cuissage, comme sur toutes les

filles pauvres du village en général, étaient aussi à la fois signe et moyen de domination locale.

Entrer en concubinage avec des filles de paysans pauvres, c'était aussi tisser des liens « sacrés » de famille entre eux et lui, et si ces liens n'impliquaient pas naturellement que le seigneur ait un quelconque devoir envers « ses » parents, en revanche ils renforçaient les croyances superstitieuses et religieuses des petits paysans selon lesquelles on ne doit pas porter préjudice à un membre du « clan » familial ni à ses biens.

En fait, les familles étaient différentes, parce qu'elles avaient des fonctions différentes selon les classes.

La famille « démocratique »

(DESTRUCTION PAR ÉTAPES DES ANCIENNES FONCTIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES FAMILIALES)

La loi sur le mariage de 1950, au lendemain de la libération, témoigne de la modification des rapports entre hommes et femmes qui intervient avec la révolution de démocratie nouvelle. La bigamie, le concubinage sont interdits.

Le mariage des filles et garçons en dessous de dix-huit ans est interdit également. Le libre consentement mutuel est la seule condition exigée pour le mariage. Le divorce gratuit est instauré, sans aucun motif restrictif des causes (nous y reviendrons plus loin).

Mais ce n'étaient là que des lois : elles sanctionnaient la fin des mœurs féodales et indiquaient une orientation politique ; encore fallait-il que, dans la pratique, les anciennes fonctions de la famille fussent réellement supprimées.

La réforme agraire détruisant la grande propriété foncière porta aux anciennes structures familiales un coup fatal ; en distribuant la terre non seulement à chaque famille de paysan mais aussi à chaque femme qui vivait seule, ou qui désirait quitter son mari, on minait considérablement le pouvoir marital.

Il y eut une énorme vague de divorces dans toute la Chine et un grand nombre de mariages « arrangés » par les familles furent dissous.

On peut se faire une idée du déferlement de cette vague par le tableau ci-dessous. Et encore ne sont comptés là, que les cas de divorce pour lesquels il y avait procès.

Il faut y ajouter tous ceux qui se réglaient à la « mairie », par consentement mutuel (Brochure des textes officiels de la loi sur le mariage, page 22. On trouve cette brochure des éditions en langues étrangères de Pékin à la Bibliothèque nationale).

LIEU % des procès de mariage par rapport à la totalité des procès civils ÉPOQUE

District de Ching	99%	janvier à novembre 1949
Kharbine	42,8 %	23 août 1948 à avril 1949
District de Yu	97%	septembre 1949

Pékin	13,4 %	1949
Shihchiachung	46,9 %	janvier à juin 1949

L'amour conjugal n'avait jamais été, même formellement, la justification du mariage.

Il le devint. Réalisant ainsi, en partie, les aspirations de la jeunesse chinoise que Mao Tsé-toung avait soutenues quelques trente ans auparavant (voir plus haut le texte sur le suicide de Mlle Zhao).

Engels, analysant le rôle de l'amour dans le mariage des différentes sociétés, disait justement à propos de celles où l'on pratiquait les mariages forcés : « Dans toute l'Antiquité, les mariages sont conclus par les parents pour les intéressés, et ceux-ci s'en accommodent tranquillement. Le peu d'amour conjugal qu'ait connu le monde antique n'est pas une inclination subjective, mais un devoir objectif, non la cause mais le corrélatif du mariage... » (Engels, Origine de la famille) ce qui résume assez bien la situation chinoise avant la révolution.

Tandis qu'avec la liberté du mariage « Une nouvelle norme morale est appliquée au jugement du commerce sexuel ; on ne demande pas seulement « était-il conjugal ou extra-conjugal ? » mais aussi ce reposait-il sur l'amour, et l'amour partagé ? » (Engels, Origine de la famille)

C'est le sens des lois chinoises qui suivent immédiatement la libération. Commentant la loi sur le mariage, Teng Ying Chao (la femme de Chou En-laï) précisait en 1950 que la lutte pour une juste application de la loi doit porter principalement sur les

points suivants :

« Primo : il faut entreprendre parmi les cadres l'étude de la loi sur le mariage, la réforme idéologique, afin d'épurer l'influence féodale restante, qui reconnaît la supériorité de l'homme sur la femme et considère le sexe féminin comme un objet de divertissement...

Secundo : en faveur de la loi, les organisations du parti, les organisations gouvernementales et populaires à tous les échelons doivent procéder sérieusement à une popularisation et à une éducation étendues et approfondies parmi les masses, en faisant de l'action menée contre le système matrimonial féodal un vaste mouvement de masse.

Suivant les directives du Comité central du Parti communiste chinois, tout le parti doit « considérer le travail de propagande et d'organisation pour assurer l'exacte exécution de la loi sur le mariage comme une des plus importantes tâches du programme permanent de l'heure actuelle... »

Tertio : il faut proclamer la liberté de relations sociales entre les deux sexes et la liberté de s'aimer entre les hommes et les femmes non mariés. Bien à regret nous constatons que sur ce chapitre il existe une certaine atmosphère malsaine, même au milieu de nos cadres. Souvent, quand les camarades des deux sexes se fréquentent un peu, ils suscitent des gesticulations et des jaseries à n'en plus finir.

Nous devons nous opposer à cette tendance. Nous devons préparer pour la réalisation de la liberté du mariage de bonnes conditions sociales. Il est à noter que l'amour et le mariage, vus

de leur côté passif, font partie de la vie privée d'un individu, les autres ne doivent pas s'en mêler alors sans aucune nécessité. Vus de leur côté actif, l'amour et le mariage constituent une partie organique de la vie sociale ; l'amour et la vie harmonieuse du mariage, chez les particuliers sont une condition indispensable à la vie sociale pleinement heureuse.

La société doit les protéger, mais non pas les gêner. » (Dans la brochure sur « la loi du mariage », déjà citée p. 48 à 51)

Il va de soi que cette première étape n'était encore que la destruction de la famille féodale et il fallait aller plus loin (C'est ce que Teng Ying Chao, dans ce même article fait observer sans ambiguïté : «... Nous traversons aujourd'hui une période transitoire, nous devons en effet édifier activement un nouveau système de mariage, mais il nous faut tout d'abord porter nos efforts à abolir l'ancien.

Nous avons devant nous la mission d'assurer au peuple la pleine liberté de mariage, de porter un coup décisif à l'ancien système matrimonial et de lutter pour la formation de nouvelles familles » -- brochure citée p. 37), pour que la famille cesse d'être l'unité de production que nous connaissons.

A partir de ce moment, les transformations qui doivent s'opérer ne concernent plus principalement la mise en pièces de structures féodales (depuis longtemps disparues chez nous) mais la destruction des formes bourgeoises de la famille.

Certes, les caractères particuliers à la Chine persistent, en premier lieu, le fait que les luttes contre la famille bourgeoise sont menées dans un régime où le prolétariat est au pouvoir, et

ensuite que le passé féodal récent influe sur le type de famille mise en place au moment de la révolution de démocratie,nouvelle. Mais à partir de là nous entrons dans un domaine qui concerne bien la lutte contre les formes bourgeoises de la famille, domaine qui nous est nettement plus familier.

Si la réforme agraire avait été un coup fatal porté à la famille féodale, la collectivisation devait être à son tour un puissant ferment de désagrégation des caractères bourgeois de la famille « démocratique ». Ce point était d'ailleurs bien compris par la bourgeoisie. Lorsqu'elle brandit le retour à la famille comme base de la production, c'était bien l'arrêt de la collectivisation qu'elle visait.

On peut toujours parler de « révolution dans les rapports sociaux », de la « nécessaire égalité des sexes », de « l'amour comme fondement du mariage libre », lorsque la propriété privée est la base de la production, ce ne sont que paroles creuses.

L'héritage des terres ou des moyens de production suffit bien, sans qu'il soit besoin de le codifier dans des lois, pour faire de la famille une impérieuse nécessité économique, et du même coup du mariage, un simple contrat de travail C'est ce que comprirent particulièrement bien les femmes, comme nous l'avons évoqué dans les pages consacrées à la lutte contre le Zhen Zui YBao.

Mais bien que fortement ébranlé, le rôle économique de la famille ne fut pas mis à terre pour autant : trop de fonctions étaient encore à sa charge quasi exclusive, comme les soins aux

enfants, le travail domestique, etc.

Pour libérer le mariage des contraintes matérielles, une nouvelle étape devait être abordée : entreprendre, sur une grande échelle, la collectivisation du travail domestique, en même temps que s'organisait la prise en charge par la société de certains « devoirs familiaux », par exemple, la santé, ou la retraite aux vieux travailleurs qui permet à ceux-ci de n'être plus exclusivement dépendants économiquement de la famille.

TEMPS LIBRE, TEMPS DE TRAVAIL : FAMILLE REFUGE OU -FAMILLE OUVERTE?

On nous a souvent dit en Chine : « Aujourd'hui les femmes et les hommes sont égaux économiquement, politiquement et juridiquement. » Évidemment, cela voulait dire en premier lieu qu'il n'existe aucune mesure discriminatoire envers les femmes, au contraire même, comme nous le verrons plus loin.

Pourtant, il est non moins évident que l'égalité complète entre les hommes et les femmes devrait aboutir à une répartition égale des deux sexes dans tous les secteurs de la société.

Or, il y a encore beaucoup de domaines majoritairement masculins et encore certains domaines presque exclusivement féminins. Si l'on examine, par exemple, les organismes de direction, la proportion des femmes y est nettement inférieure à celle des hommes et cela, d'autant plus nettement que l'on monte vers les échelons supérieurs... (Cf. les quelques chiffres donnés en annexe).

C'est bien là le signe que l'égalité n'existe pas encore « dans la

pratique », et d'ailleurs, il serait impossible qu'il en soit aujourd'hui autrement! Mais passer sous silence, ou reconnaître cette persistance de l'inégalité sexuelle, constitue en soi une première démarcation importante, quoique encore insuffisante.

On nous a présenté quelquefois cette inégalité dans les faits comme un simple « retard » des idées, héritées du passé : « Il faut lutter contre les idées réactionnaires sur l'infériorité des femmes héritées du passé. »

Mais en ne disant que cela, on passe sous silence les bases matérielles objectives, sur lesquelles reposent encore aujourd'hui cette infériorité relative. Si l'on ne met pas à nu les obstacles concrets, objectifs à détruire pour réaliser l'égalité, celle-ci ne peut évidemment être atteinte, même si l'on est fermement convaincu que les « idées » suivant lesquelles les femmes doivent avoir un statut inférieur sont radicalement fausses, ce qui est la moindre des choses!

Indiquer les bases matérielles fondant l'infériorité des femmes, qui subsistent en Chine, est une tâche politique indispensable. Non seulement pour les femmes et la révolution chinoise, mais pour les femmes et la révolution partout dans le monde.

Le travail domestique a suivi, nous l'avons déjà évoqué, un long processus de socialisation ; mais celle-ci n'est pas encore intégralement réalisée.

Si bien qu'il appartient encore à la cellule familiale de fournir un travail particulier pour subvenir aux besoins des membres de la famille ; ce travail domestique est, bien sûr, une base concrète, objective qui continue à faire de la famille une unité

économique, même si cet aspect est de plus en plus réduit ; c'est bien là un obstacle matériel, et pas seulement « idéologique », à l'émancipation complète des femmes.

Détruire la propriété capitaliste des moyens de production et la remplacer par la propriété collective, socialiste, n'est pas une simple mesure juridique que le prolétariat, quand il prend le pouvoir, décrète immédiatement, ce qui tout aussi immédiatement supprimerait les bases du capitalisme.

Cette conception encore très répandue du socialisme n'est qu'une variante du révisionnisme pour qui toutes les bases matérielles du capitalisme sont bonnes à conserver, seule devant être éliminée la forme juridique de la propriété.

A ce compte les sociétés par actions qui ne sont pas la propriété privée d'un patron « en chair et en os », ou encore les entreprises nationalisées, seraient des modèles de socialisme, et comme dit Engels (Engels, *Antidühring*), Napoléon, avec son décret sur la nationalisation de la régie du tabac, un grand communiste ! Ce sont là des illusions juridiques qui ont leurs conséquences sur le mouvement féminin, nous allons le voir.

Ainsi pour prouver que l'émancipation des femmes ne serait pas liée à la victoire du socialisme, on dit comme le fait Christine Dupont : « L'oppression des femmes (In « Libération des femmes, année zéro », n°s 54-55 de la revue *Partisan*, Maspéro, édit., Paris), là où le capitalisme a été détruit en tant que tel, est attribuée à des causes purement idéologiques, ce qui implique une définition non marxiste et idéaliste de l'idéologie comme facteur pouvant subsister en l'absence d'une oppression matérielle qu'elle sert à rationaliser. »

Mais qu'est-ce qu'avoir « détruit le capitalisme en tant que tel », si ce n'est avoir achevé la phase socialiste et avoir atteint le communisme ?

Le socialisme ne signifie pas que le capitalisme a disparu et qu'il n'y a plus de bases matérielles pour la subsistance de rapport d'oppression, d'inégalité ; le croire, c'est précisément mettre sur le dos des seules « vieilles idées », survivant sans bases matérielles, toutes les oppressions et inégalités qui continuent à exister dans le socialisme ; cela revient à prétendre que la seule différence entre le communisme et le socialisme serait que le premier aurait une idéologie adéquate à sa base matérielle, et le second, tout en ayant cette même base matérielle, aurait encore la vieille idéologie du passé!

Tout au long de l'étape socialiste, deux sociétés, par l'intermédiaire des classes qui les représentent, se combattent avec acharnement, le capitalisme et le communisme. Là où le capitalisme est vaincu se créent des embryons de « rapports communistes ».

Mais tant que des pans entiers du capitalisme subsistent, le communisme ne peut être instauré.

Supposons une révolution en France aujourd'hui. Ce soir même, le prolétariat décrète l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production.

Aura-t-il détruit le capitalisme « en tant que tel » pour autant ? Certainement pas. Il n'a pas détruit, par exemple, la division entre travail manuel et intellectuel, le salariat, d'un trait de

plume..., pas plus que d'une rafale de mitraillette d'ailleurs.

Cette division, nécessaire au capitalisme, et qu'il a portée à un degré inouï, il ne peut qu'en hériter. C'est du capitalisme qui subsiste, des rapports capitalistes bien réels.

Détruire cette division, implique une révolution particulièrement profonde dans le domaine de l'enseignement, un bouleversement constant des rapports de production pour qu'au sein des usines les ouvriers ne soient plus seulement des manuels, les intellectuels de purs esprits ; mais que, sous la direction politique des premiers, les uns et les autres travaillent à produire un nouveau type de travailleur à la fois manuel et intellectuel, tâche que justement la Chine entreprend, particulièrement avec la révolution culturelle.

Pour réaliser ce but, les bonnes intentions ne suffisent pas. Il faut continuer la destruction du capitalisme « en tant que tel ».

Il en va de même en ce qui concerne l'oppression des femmes. Si elles persiste, quoique bien plus faiblement sous le socialisme, ce n'est pas que le socialisme, lui aussi, produise « en tant que tel » des bases matérielles pour cette oppression, ni parce que l'oppression des femmes serait « extérieure » à l'oppression sociale, mais uniquement parce que le capitalisme « en tant que tel » n'est pas radicalement détruit.

L'existence du salariat et l'oppression féminine

En tout premier lieu, la persistance du salariat en Chine, même s'il revêt des formes très différentes de celles des pays capitalistes, continue à sanctionner le fait, pas du tout

communiste, que la force de travail est une marchandise qui s'achète et se vend.

La famille ne sera plus du tout une unité économique, et par là ne sera plus une base de l'oppression féminine, le jour, et seulement le jour, où la dépense individuelle de la force de travail plus ou moins grande, plus ou moins qualifiée, n'entrera plus en ligne de compte pour la rétribution : « A chacun selon ses besoins! »

C'est-à-dire qu'il n'y aura plus aucune commune mesure, aucun rapport, entre le travail fourni et la satisfaction des besoins. Le travail ne sera plus un moyen de gagner sa vie, il deviendra, lui-même, le premier besoin vital, l'activité la plus riche et la plus libre que l'humanité ait jamais connue.

Mais tant que cela n'est pas réalisé — et sans doute n'est-ce pas pour demain —, la force de travail reste une marchandise dont chacun est individuellement propriétaire, car elle lui permet de vivre.

Ce qui implique qu'il façonne cette marchandise afin qu'elle convienne à la manière de produire qui domine encore dans la société ; qu'il la reproduise non pas selon son bon plaisir, mais selon les normes commandées par la production.

Aussi longtemps que la force de travail reste une marchandise, la famille reste nécessairement une petite usine de « production de cette marchandise. »

Les débats actuels à propos des salaires abordent bien d'autres questions que la rétribution des femmes dont nous avons parlé

au premier chapitre (Cf. « A travail égal, salaire égal » : un principe simple mais une application complexe) ; pourtant l'essentiel de ce débat les concerne très particulièrement, puisque aussi bien c'est de la disparition progressive du salariat, ou de son maintien, qu'il s'agit.

Au cours de la révolution culturelle une étape importante a été franchie dans ce processus.

Le rejet massif par le peuple, au cours d'un large mouvement de critique des stimulants matériels, des primes à la production, de la multiplicité des catégories de salaires propres à diviser les masses, etc., constitue un acquis extrêmement important pour la révolution.

Mais à partir de là, de nouvelles conceptions s'affrontent. Ainsi la qualité du travail se mesure seulement sur le plan technique mais sur le plan politique aussi, c'est-à-dire l'attitude collectiviste, responsable, dans le travail, fut mise en avant. Très bien!

Mais si l'on rétribue davantage ceux qui adoptent une bonne attitude politique, si l'on fait intervenir l'attitude politique dans le salaire, ne reconduit-on pas ainsi, sous une nouvelle forme, la vieille tradition capitaliste des « stimulants matériels » ?

Est-il juste de tendre à donner des équivalents en argent à des attitudes politiques, qui sont révolutionnaires justement en ce qu'elles s'attaquent, entre autres choses, à la signification du travail capitaliste : « Travailler pour de l'argent, pour gagner sa vie », et la remplace progressivement par : « Travailler pour le peuple, gratuitement, sans contrepartie. »

Cette conception n'a-t-elle pas inmanquablement pour conséquence de transformer peu à peu les progrès politiques et idéologiques d'une avant-garde en progression du « bien-être » d'une minorité?

Cela ne risque-t-il pas de stimuler des arrivistes politiques qui feront profession d'être toujours « dans la ligne » et en tireront bénéfice? Cela ne risque-t-il pas de remplacer insensiblement l'attitude collectiviste par des manifestations ostentatoires, l'attitude politique devant être remarquée pour être appréciée et rétribuée. D'où un risque évident d'inflation des signes extérieurs de l'esprit révolutionnaire. C'est-à-dire le contraire de ce qui est cherché.

Il en va de même en ce qui concerne la prise en compte graduelle des besoins, la progression vers le principe du communisme « à chacun suivant ses besoins. »

Nier les situations inégales (l'état de santé, les conditions de logement, le plus ou moins grand nombre d'enfants, etc.) pour ne considérer que la force de travail dépensée, c'est aussi maintenir la forme capitaliste du salariat.

Il faut donc prendre en considération ces inégalités, s'efforcer de les faire progressivement disparaître.

Mais si comme ce fut, paraît-il, le cas dans nombre d'endroits, on résout le problème en donnant une compensation supplémentaire en salaire, avance-t-on par là vers la disparition progressive du salariat ?

Évidemment non ; on renforce au contraire sa fonction.

L'alternative n'est pas entre « nier les besoins différents provenant des inégalités existantes », ou « verser une compensation en salaire », mais entre « les nier comme le fait le capitalisme », ou « créer des formes collectives qui réduisent ces inégalités, non par des rallonges au salaire, mais par la prise en charge collective et directe par la société ».

Lorsque la femme d'un ouvrier, mère de famille, tombe malade, tenir compte des besoins, ce n'est pas augmenter le salaire de cet ouvrier, c'est, par exemple : la crèche qui garde le petit nuit et jour, tout le temps qu'il faudra, c'est l'équipe de services qui apporte les repas tout prêts à la maison, c'est l'équipe de santé du quartier qui prend en charge la malade ; c'est la gratuité des soins médicaux, c'est, éventuellement, une aide financière du comité de quartier à la famille, provenant du fonds de solidarité local, et c'est encore soutenir le « moral » du mari, le fait de faire sentir à la malade qu'elle n'est pas oubliée, entourer les enfants d'affection, c'est l'élan d'entraide fraternel et chaleureux des voisins, du comité de vieux, du comité des femmes, de l'école, de la crèche, de l'usine et de l'hôpital.

Et ça, ça ne se chiffre pas!

Chez nous, la société est ainsi faite que chaque individu ne peut compter que sur lui seul et sa famille pour survivre, quelles que soient les difficultés.

Chez nous la morale marchande, les principes d'égalité de la bourgeoisie, c'est : « Tu travailles tant d'heures, tu reçois tant d'argent. Peu importe que tu aies cinq enfants ou que tu n'en aies pas, que tu sois ou non en bonne santé, que tu aies un

logement ou que tu vives dans un bidonville. »

En Chine, si le principe socialiste selon lequel « celui qui ne travaille pas ne mange pas » est appliqué, c'est pour clairement marquer que personne n'a le droit de vivre du travail d'autrui. Mais pour le travailleur malade, celui qui traverse des difficultés particulières, tout est fait pour l'aider sur le plan matériel comme sur le plan idéologique.

Enfin, et c'est là le plus important, le travail n'étant plus une pure dépense de la force de travail, celle-ci non plus, n'est plus la somme des plus ou moins grandes qualités physiques, musculaires et nerveuse.

La production de la nouvelle force de travail tend en conséquence à être de plus en plus détachée de sa simple « reproduction physique » — manger, dormir pour être en forme demain. Elle se forme, de plus en plus, dans l'assimilation par les travailleurs de connaissances touchant les domaines les plus variées de la technique et des connaissances sociales en général.

On n'attend pas d'un ouvrier qu'il fasse des « cadences », mais qu'il participe à l'élaboration de techniques, de conceptions nouvelles ; qu'il suive les écoles d'usine ou aille à l'université ; qu'il devienne un médecin aux pieds nus ; qu'il dirige des établissements scolaires ; qu'il s'instruise dans le domaine militaire ; qu'il participe à l'industrialisation des campagnes ; qu'il soit artiste, poète, philosophe, et avant tout un élément conscient et actif dans la révolution.

Qu'y a-t-il de commun entre les « capacités » de cet ouvrier et

celles du prolétaire de la société capitaliste, mutilé et réduit à être l'esclave des machines?

Cet élargissement considérable du travail met en évidence, si on le compare avec la situation des ouvriers chez nous une autre fonction de la famille capitaliste : « cristalliser le temps libre du travailleur », l'obliger à « supporter » le temps de travail. La coupure entre ces deux moments, temps libre et temps de travail, n'est pas du tout naturelle, elle est le produit typique de la société d'exploitation qui donne pour seule signification au travail : gagner de quoi survivre.

Il ne reste au prolétaire, dépossédé de tout, qu'à exécuter dans un morne ennui, et au prix de grands efforts physiques, la répétition sans fin d'opérations parcellaires, incohérentes, pendant le nombre d'heures suffisant pour gagner sa vie.

Mais si le travail sert à « gagner sa vie », quelle est cette vie pour laquelle on travaille ?

Cf. Marx, Manuscrit de 1844, Éd. sociales, p. 60-61:

« Dans son travail, (l'ouvrier) ne s'affirme pas mais se nie, ne se sent pas à l'aise mais malheureux, ne déploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit.

En conséquence, l'ouvrier n'a le sentiment d'être auprès de lui-même qu'en dehors du travail et, dans le travail, il se sent en dehors de lui.

Son travail n'est donc pas volontaire, mais contraint, c'est du travail forcé.

Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail.

Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste...

On en vient donc à ce résultat que l'homme (l'ouvrier) ne se sent plus librement actif que dans ses fonctions animales, manger, boire et procréer, tout au plus encore dans l'habitation, la parure, etc., et que, dans ses fonctions d'homme, il ne se sent plus qu'animal. Le bestial devient l'humain, et l'humain devient le bestial. »

Une fois qu'on a retiré le temps passé à la gagner, il reste le temps libre, celui sur lequel on reporte tous ses espoirs, toutes ses aspirations ; les jours de repos apparaissent comme les seuls moments de vie véritable.

La maison comme le seul endroit où il fait bon vivre, les vacances comme le but de toute l'année. Du moins est-ce ainsi qu'on se les imagine pendant les heures de travail.

Pas étonnant dans ces conditions que le « privé » prenne tant d'importance.

La voiture, la télé, un petit chez-soi nickel et pomponné, c'est toute l'illusion d'une fuite loin de cette société honnie : partir, être libre, avoir son temps libre. Et le temps libre, c'est essentiellement la famille.

Sans elle, et sans la nécessité de subvenir à ses besoins, rien au

monde ne pourrait contraindre les ouvriers à travailler dans de telles conditions. Il faudrait aux capitalistes employer la violence des propriétaires d'esclaves pour y arriver.

Le petit artisan ou le paysan pauvre, étaient aussi contraints à travailler pour survivre ; ce n'est pas là une innovation du capitalisme ; mais la situation de l'artisan, sa « domination » sur sa production, le fait qu'il était en même temps son propre intellectuel qui conçoit un projet et son propre ouvrier qui le réalise de ses mains, donnait à son travail une autre signification, quoique étriquée entre les quatre murs de son atelier, bien plus enrichissante que celle qu'il tirera de son travail, lorsque la grande industrie, l'ayant ruiné, privé de ses instruments de travail, lui ayant désappris toutes les techniques de son métier l'attachera à une chaîne à serrer des boulons ou à repérer des « gnons » sur des carrosseries de voiture (Lire à ce sujet : J.-M. Konczyk, Gaston, l'aventure d'un ouvrier, Éd. Gît-le-cœur).

Bien sûr, la solution n'est pas de retourner au temps béni de l'artisanat. Au contraire, c'est le caractère « progressiste » du capitalisme que d'avoir fait voler en éclats les cloisons des métiers, l'horizon borné du compagnon, qui connaissait bien les ficelles de son travail, mais ne connaissait rien d'autre, et d'avoir produit les nouveaux prolétaires, capables de penser en termes universels et de projeter l'esquisse d'une société égalitaire d'hommes complets.

Mais ce même prolétaire, tant que ces perspectives prestigieuses ne sont pas clairement dévoilées, palpables, tant que le chemin de sa libération lui est soigneusement dissimulé, reste désarmé ; privée momentanément de buts

révolutionnaires, sa vie n'a alors d'autre sens que la recherche de ce temps libre toujours déçu.

C'est dans la famille que les opprimés mettent leur espoir. Leur déception et leur amertume sont d'autant plus profondes qu'ils y avaient investi de plus grandes illusions.

Mais lorsque cette division antagonique, entre un travail « aliénant » et des loisirs « pour le faire oublier », commence à s'effacer, la famille se modifie inévitablement.

Du pseudo-refuge qu'elle était, elle devient une collectivité de base parmi d'autres, ouverte sur la société, en symbiose avec elle.

C'est ce que démontre l'expérience chinoise. On ne peut rien comprendre à la nouvelle famille chinoise si on la détache du mouvement de transformation sociale dans lequel elle se situe.

Si l'on oublie la place que chacun de ses membres commence d'occuper dans la société.

Si au lieu d'imaginer abstraitement un Chinois, une Chinoise et leurs enfants, on imagine une femme, comme Ma Yu Yin de la petite usine de Tchaou Yan qui participe en toute conscience à la création collective d'une vie nouvelle, par laquelle elle se transforme en transformant le monde, cette femme qui chaque matin part à son usine pour « faire la révolution » n'a plus grand-chose de commun avec la ménagère de notre pays, qui, comme le dit Lénine, « est contrainte à l'esclavage domestique, sous le joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif de la cuisine et de la chambre d'enfants... » (Lénine, Pour la journée

internationale des femmes, 4 mars 1920)

Si l'on imagine un enfant non pas abstraitement, mais comme le petit Li de l'école de Nankin, conscient de la réalité sociale, et de l'enjeu des luttes pour changer l'école, intégré au monde des adultes qui, de ce fait, n'est plus le monde des seuls adultes, organisant avec ses compagnons les activités les plus diverses, depuis les expériences scientifiques, la pratique de la médecine, les débats sur la politique internationale, l'entraînement militaire et la formation de milices d'enfants, jusqu'au balayage de la rue, cet enfant n'a plus beaucoup de points communs avec les nôtres, mineurs soumis et opprimés, situés d'après la psychanalyse à la pointe du triangle entre papa et maman.

Si au lieu de se représenter un homme « dans l'abstrait », on s'imagine un de ces millions de paysans, comme cet habitant de Chawan, fils de valet de ferme, valet de ferme lui-même, qui organisa la première équipe d'entraide, qui, président du comité révolutionnaire maintenant, continue à travailler aux champs avec les autres, comme les autres, à se battre contre la nature et l'ennemi de classe pour créer un monde nouveau, cet homme qui trouve naturel de reprendre ses chaussettes ou de s'occuper seul des enfants les jours où sa femme étudie le marxisme, et pour qu'elle l'étudie, ce n'est plus ni l'ouvrier opprimé, ni ce mâle oppresseur de chez nous.

Ces femmes, ces enfants, ces hommes nouveaux ne sont plus de rares exceptions, ils sont pour tout le peuple une première ébauche de la société communiste, ils représentent la tendance de la révolution.

Ce sont eux qu'il faut avoir à l'esprit lorsqu'on parle de la

famille chinoise.

Et leur travail nouveau, le sens nouveau qu'ils lui ont donné, traverse la famille, la modifie, la libère.

L'IDÉE DE « NATIONALISATION »

ET SES CONSÉQUENCES FUNESTES

DANS LA FAMILLE

Les vieillards dans la société

Nous donnerions une image très incomplète de la nouvelle famille chinoise si nous ne parlions pas de la place particulière qu'y occupent les vieillards.

Dans la loi sur le mariage il est stipulé que les enfants devenus adultes, ayant une bonne santé, doivent subvenir aux besoins de leurs parents trop vieux pour travailler (Loi sur le mariage de la R.P.C., 1er mai 1950, titre IV : des relations entre parents et enfants, art. 13... «les enfants ont le devoir de subvenir aux besoins de leurs parents et de veiller sur eux... », p. 9 de la brochure).

Cette mesure est nettement modifiée par les retraites que reçoivent les vieux ouvriers et qui équivalent à 80 % du salaire environ. En revanche, les paysans ne touchent pas de retraite — en tout cas pas encore — et l'âge où ils s'arrêtent de travailler dépend de leur état de santé.

Généralement, ils travaillent moins en vieillissant, et s'occupent plutôt de tâches moins fatigantes comme l'élevage des cochons, des lapins, etc.

Leur temps de travail est moins long, ils sont également moins rétribués que les adultes dans la force de l'âge.

Cette mesure a donc un caractère nettement économique et constitue pour la famille le maintien d'une fonction économique évidente. Si les grands-pères et les grands-mères ne subviennent pas, ou pas totalement, à leurs besoins, c'est donc aux membres plus jeunes qu'il appartient de le faire.

La chose est surtout vraie dans les campagnes, répétons-le, et constitue un des aspects de la différence encore existante entre la ville et la campagne. La politique du parti visant à réduire cette inégalité a permis d'améliorer très sensiblement la situation des familles paysannes.

En premier lieu, peut-être le développement du système de Santé dans les régions rurales a eu sans doute pour conséquence, concernant les vieux, de prodiguer gratuitement tous les soins moyennant une cotisation annuelle minime (2 yuans).

De plus, l'implantation de petites unités polycliniques très décentralisées permet également de ne pas isoler les vieux malades dans des hôpitaux loin de leur famille, ce qui donne chez nous le spectacle lamentable de ces services de gériatrie où les vieux sont pratiquement coupés de tout lien affectif et doublement abandonnés par leurs proches et par la société.

Les restaurants collectifs, de même que les petits ateliers d'entretien des vêtements, tendent de leur côté à retirer à la famille une bonne partie du travail que donnent les vieillards. L'amélioration constante de ces différents services collectifs, le développement général des forces productives devraient dans l'avenir permettre à la société de prendre totalement en charge la satisfaction de tous les besoins matériels de la vieille génération.

Mais on se tromperait si l'on croyait que la « prise en charge » des vieux par les jeunes n'était qu'une nécessité découlant de l'état de développement économique actuel.

La preuve en est que, lorsque les vieux reçoivent déjà une retraite qui leur permettrait de vivre seuls, on les trouve pourtant dans les familles avec les nouvelles générations. Le brassage permanent des membres de la société de tous les âges, du nourrisson au vieillard, a une signification politique évidente.

Contrairement à nos sociétés, en Chine, on ne considère pas qu'un vieux travailleur soit inutile, qu'il soit devenu un fardeau. Permettre de faire fusionner les qualités d'enthousiasme et d'audace des jeunes générations avec l'expérience politique des vieillards, née de leur longue pratique de la lutte des classes, donne un mélange explosif, des forces plus grandes à la révolution. Depuis la révolution culturelle la fonction sociale des vieux s'est encore accrue et élargie,

Le comité de vieux de la cité de Changhai nous avait invitées pour discuter avec eux de cette question. En nous dirigeant vers leur local au milieu des immeubles, Noëlle, qui avait travaillé

dans un asile de vieillards, se souvenait : l'hospice comme un hôpital, l'hôpital comme une caserne, la caserne comme une prison. L'isolement moral insoutenable, les jours sans fin, sans but, coupés par l'attente.

Attente de la distribution du courrier (une lettre pour moi aujourd'hui?) l'attente des repas, parce que manger fait passer le temps, attente du dimanche jour de visite,* et ce jour-là, bien souvent, attente déçue, attente sans espoir, attente de la mort...

C'est une femme qui avait été élue par ses compagnons chef du comité. Petite, ridée et les cheveux blancs elle portait un pantalon et une veste de toile sur lequel on n'avait pas lésiné pour le repassage. Elle s'appelait Hou Yao Tchen et raconta :

« Dans l'ancienne société être vieux était à la fois un privilège et un grand malheur. Un privilège, parce qu'à cause de la grande misère du peuple, l'espérance de vie était très courte, et la plupart des pauvres mouraient avant la vieillesse ; un grand malheur, parce que ceux qui survivaient étaient jetés à la rue dès qu'ils ne pouvaient plus servir pour les propriétaires ou les capitalistes...

Les enfants eux-mêmes étaient bien souvent trop misérables pour pouvoir recueillir leurs parents. Les vieux étaient contraints de vendre leur faible force dans des travaux exténuants et pour un prix dérisoire jusqu'à leur mort, ou bien ils étaient réduits à mendier au jour le jour, ce que des bêtes n'auraient pas voulu.

Avec la victoire les temps ont changé, et pour nous, les vieux, la vie n'est plus la même. La société nous entoure de

sollicitude; elle veille assidûment à notre -santé, à notre entretien, à notre bonheur.

Nous vivons des jours ensoleillés sous la dictature du prolétariat. »

Lorsque la révolution culturelle fut déclenchée, elle ébranla considérablement les pensées des vieillards. Très vite, ils comprirent que, faute de mener la révolution jusqu'au bout, l'ancienne société pourrait renaître.

Eux aussi ont écrit et apposé sur les murs de la cité des journaux-affiches dans lesquels ils dénonçaient la théorie bourgeoise de l'inutilité des vieillards. Ils participèrent aux meetings de critique révolutionnaire ; ils firent des enquêtes dans la cité, et au-dehors, pour mieux connaître les besoins du peuple afin d'organiser leurs activités dans le sens révolutionnaire...

Pour ceux d'entre eux qui ont une bonne santé, des équipes d'entraide de vieillards pour le travail domestique furent organisées...

« Ce n'est pas parce que nous avons avec notre pension suffisamment d'argent pour vivre sans travailler que nous ne devons plus participer à l'édification socialiste », nous dit un retraité pour mieux préciser le sens qu'ils donnent à leurs activités.

Beaucoup d'entre eux, selon leurs forces, travaillent 2, 3, 4 heures par jour soit dans les ateliers de services, soit dans les crèches et les écoles. Afin de donner une éducation de classe

aux enfants, ils vont avec eux pendant leurs loisirs visiter des usines, des hôpitaux, faire des enquêtes, etc. Ils organisent des expositions publiques sur les luttes de classes, dans lesquelles ils apportent leurs témoignages sur l'ancienne société.

Nous avons dit ailleurs leur participation active dans les écoles, en particulier leurs cours d'histoire récente et vécue. Toutes ces activités sociales, productives, culturelles, ont pour résultat immédiat leur pleine participation à la vie politique des masses. L'étude du marxisme-léninisme tient une très grande place, relativement nouvelle, parmi leurs activités.

Ils nous disent que sans l'étude de la théorie révolutionnaire, ils seraient incapables de tirer de leurs longues expériences toutes les leçons nécessaires aux jeunes générations. On peut sans doute mesurer l'importance de cette politisation dans l'intérêt qu'ils portent à la situation internationale.

C'est un lieu commun chez nous, que de dire que les vieillards ont un horizon limité, que leur vie est faite de petites choses, petites joies et petites peines.

Mais s'il en est ainsi, c'est que la société les tient à l'écart, les parque dans une vie végétative et misérable. C'est l'organisation sociale qui en est la cause et non une fatalité naturelle.

L'un de ces vieux Chinois nous dit : « Comment pourrions-nous nous préoccuper seulement de nos petits problèmes immédiats alors que les trois quarts de l'humanité subissent encore l'exploitation? »

Lorsque nous prenons en charge certaines tâches dans le quartier, nous libérons par là des forces pour accroître la production, non seulement pour le peuple chinois, mais pour aider aussi les autres peuples dans leur lutte contre l'impérialisme.

C'est pourquoi nous disons que travailler dans les ateliers de services est l'une des preuves de l'esprit d'internationalisme prolétarien des vieillards. »

Cet état d'esprit conquérant se traduit aussi dans l'importance accordée à la constitution physique. Nous en avons souvent vu exécuter des exercices de gymnastique ; on nous apprit que la plupart d'entre eux pratiquaient régulièrement les sports les plus variés, que des rencontres sportives entre des équipes composées de vieillards avaient lieu souvent.

Après notre discussion les vieux nous firent entendre leur chorale. Ce fut une chose extrêmement émouvante que cette Internationale chantée avec fougue et chaleur, mais dont certaines voix, avaient les intonations fragiles et légèrement tremblantes des vieilles gens.

Le rôle tenu par les vieillards, l'estime dont ils sont l'objet dans la société, ne reposent pas sur quelque préséance formelle, comme c'est le cas chez nous, et qui n'a d'égal que la mise au rebut, le mépris réel dans lequel on tient leurs aspirations et leurs activités.

a Une tibétaine de quatre-vingt-sept ans commence à apprendre à lire ». J'avais lu cet article avec curiosité dans un périodique chinois. Et j'avoue avoir été sceptique sur l'intérêt que cet effort

pouvait représenter.

Si l'on sait qu'il faut plusieurs années avant de connaître un nombre de caractères suffisant pour lire les journaux, par exemple, je pensais qu'« elle serait sans doute morte avant d'avoir fini ».

L'article racontait la vie de cette femme, ancienne esclave vendue, battue, humiliée, qui avait travaillé toute sa vie, littéralement enchaînée à la cuisine, au service des propriétaires sans même connaître l'heure de détente sur le pas de la porte, vers midi quand le soleil fixe les ombres, dans une immobilité frémissante, la tasse de thé brûlant où le jasmin tremble au bord des lèvres.

La vieille femme interrogée avait dit : « Aujourd'hui, les femmes peuvent apprendre et connaître. Je veux pouvoir lire. » Que de difficultés nous avons à nous débarrasser de nos réflexes marchands ; que de mal avons-nous à ne pas tout comptabiliser en termes de rentabilité! Comme notre oppression est pesante...

J'imagine facilement maintenant la chambre blanche où cette vieille paysanne s'efforce de retenir un idéogramme qu'une fillette a tracé en gros sur une ardoise. Personne ne s'en étonne. Ce n'est pas du temps perdu. Qui est éduqué? La vieille esclave ou la fillette ?

Ce qui est en jeu, et que cette histoire illustre, ce n'est pas la valorisation individuelle par l'étude, c'est de permettre aux plus larges masses, aux plus défavorisés, aux plus opprimés, et autrefois méprisés, de maîtriser le monde. Que cette femme soit

à la veille de sa mort ou que ce soit un enfant, quelle importance finalement? Une société dont les valeurs ne se comptent plus en terme de profit — « Je mise tant pour obtenir tant » — mais selon le critère « Est juste ce qui correspond aux besoins du peuple », voilà la condition primordiale de notre libération, à nous, femmes.

Si la société était organisée, découpée en tranches d'âge, les vieux avec les vieux, les enfants avec les enfants, etc. Il ne pourrait être question pour les vieillards de jouer un tel rôle. C'est une des raisons qui justifient l'importance de collectivités de base dont la famille, où toutes les générations sont mêlées dans une pratique commune.

A condition que les vieux participent pleinement, et sous toutes les formes appropriées à leurs possibilités, à toutes les activités sociales, la famille s'enrichit considérablement de leur présence.

Car au fond, à y regarder de plus près, il n'y a que deux possibilités pour les vieillards. Ou bien considérant leur rôle comme extrêmement important on prend des mesures matérielles, idéologiques, politiques pour les intégrer complètement à toutes les activités sociales.

Ou bien on considère qu'ils ont fait leur temps, qu'ils ne sont plus socialement utiles et dans ce cas, selon que la société est plus ou moins riche, plus ou moins « barbare », on les « nationalise » dans les asiles ou on les abandonne à leur sort.

Lorsqu'on dit que c'est à la société, et non à la famille privée, de prendre en charge ses vieux, ses malades, ses enfants, bref

ceux qui ne peuvent pas — ou plus — subvenir à leurs besoins, certains l'interprètent en disant : « C'est à l'État de s'en occuper. »

Et l'on voit alors dans ces asiles de vieillards la preuve d'un progrès social indubitable. En particulier ceux qui militent pour la destruction de la famille — vénère l'étatisation, le remède miracle.

Il n'en est rien ; lorsque la société n'est plus mue par le profit, lorsqu'elle ne considère pas comme productrices les seules activités rapportant du profit, elle en vient naturellement à modifier radicalement ses rapports avec les anciens « improductifs ».

Elle ne leur fait pas la charité, elle a autant besoin d'eux qu'ils ont besoin d'elle. Tandis que remettre à une administration le soin exclusif de les entretenir, c'est nier dans les faits leur utilité sociale irremplaçable.

Les théories, qui tentent de faire passer le parage des vieillards pour un progrès de l'humanité, s'appuient, elles aussi, sur l'opposition entre temps libre et temps de travail que nous avons évoquée plus haut. « Ils ont bien le droit de goûter au repos après une vie de travail » ; « Ils ont le droit aux loisirs maintenant qu'ils ne peuvent plus gagner leur vie ».

La retraite devient alors la période privilégiée de l'existence, puisqu'elle n'est que du temps libre. En fait, et la Chine le montre, lorsque les diverses activités sociales se transforment progressivement en une libre activité enrichissante, ce n'est pas une faveur, au contraire, d'en être exclu.

Il est évident que cette critique de la prise en charge des vieillards par l'État ne signifie pas qu'il serait juste de laisser à chaque famille le soin de se débrouiller avec eux ; il est parfaitement juste que ceux qui ne peuvent plus travailler reçoivent une retraite leur assurant leur indépendance économique, il ne fait pas de doute que c'est dans le sens de cette autonomie matérielle que progresse la Chine.

Cela ne signifie pas non plus qu'il ne faille aucun asile ; il existe aussi en Chine des maisons pour les vieillards qui n'ont pas de famille — elles ne sont-pas nombreuses.

A noter que ces maisons ne sont pas la seule possibilité pour les vieillards sans descendance ; il arrive, nous a-t-on rapporté, que ceux-ci d'un commun accord aillent vivre chez des parents éloignés, voire même avec d'autres familles amies qui sont elles « orphelines » de grands-parents.

C'est au fond une forme d'adoption à l'envers, ou plutôt réciproque. Construites dans les cités d'habitation elles-mêmes, les maisons de vieux sont ouvertes sur la société. Ceux qui y vivent participent comme les autres, et avec les autres vieillards à la vie sociale. Mais elles ne sont pas considérées du tout comme le modèle à généraliser.

« A propos de l'adoption »

Pour mesurer le sens politique de cette question, il faut la lier à la situation faite en Chine aux enfants orphelins. Il n'y a pas d'orphelinats.

On considère que dans une société révolutionnaire les malheurs particuliers, les accidents de la vie privée doivent être résolus et surmontés par la solidarité de classe, par la force des sentiments révolutionnaires et non par un appareil administratif.

« Mais qu'advient-il des enfants qui n'ont pas de parents? », avons-nous demandé. Cela ne pose pas de problèmes particuliers, ils sont toujours adoptés : par des grands-parents, des oncles, des amis, voire des voisins. Cela se fait simplement : ça dépend si les enfants sont des bébés, auquel cas des membres de la famille, même s'ils vivent loin, s'en chargent le plus souvent.

Mais si l'enfant est déjà intégré dans son école, y a ses amis, des liens affectifs dans son quartier, ce sera le plus souvent quelque voisin qui s'en chargera. Le désir des enfants est considéré comme très important dans cette décision.

L'État verse une pension pour l'entretien de chaque orphelin. C'est bien dire qu'il ne s'agit pas pour lui de se décharger sur les familles de la responsabilité financière des orphelins. Mais qu'au lieu de mettre les enfants ensemble et à part, on préfère leur faire vivre la même vie que tous les enfants chinois.

Le fait est à mettre en parallèle avec un petit scandale qui eut lieu récemment chez nous. Un ouvrier, travaillant comme O.S. dans une usine d'automobiles, vivait avec sa femme et ses cinq enfants dans un wagon abandonné au milieu d'un terrain vague. Cette situation dura plusieurs années.

Malgré ses demandes répétées, il n'obtenait pas un logement

décent. Survint un incident : la mère tomba gravement malade et dut partir à l'hôpital pour des mois, voire des années. Le mari travaillant en équipe s'organisa avec les aînés de ses enfants pour remplacer le travail de la mère au foyer.

Ils s'occupèrent ainsi pendant plusieurs semaines de la famille, et notamment du dernier-né, un bébé de quelques mois. Cependant, l'assistante sociale, au cours d'une inspection, prit enfin connaissance de cette situation dramatique. L'administration compétente, émue dans sa sensibilité, prit « les mesures qui s'imposaient ».

Que pensez-vous qu'il arriva? Sans doute allait-on tout de suite procurer un véritable logement à cette famille, conforme à ses besoins. On allait donner au père une allocation suffisante pour qu'il puisse payer une aide-familiale à plein temps? Vous rêvez! Vous êtes d'incorrigibles idéalistes!

Le génie administratif imagina une autre solution : on laissa le père dans son wagon. Mais on lui retira ses cinq enfants qui furent confiés à des nourrices agréées pour les plus petits, et à l'Assistance publique pour les plus grands.

Mais comme tout cela eût encore été trop beau, on prit bien soin de faire garder le bébé par une nourrice à Nevers, celui de deux ans par une autre à Angers, le troisième dans le Nord, les deux aînés dans des pensions différentes et dans des villes éloignées. Ah! certes l'État a fait son devoir!

Ce ne sont plus les grandes bourgeoises désœuvrées, recrutées par saint Vincent de Paul, qui s'occupent charitablement des cas sociaux. Il y a désormais un service spécial d'État qui

résout ces « malheureux » problèmes. Et si cet ouvrier est mécontent, si le fils aîné a fait une fugue pour rejoindre sa famille, c'est que ce sont des ingrats, ou de sombres gauchistes.

La politique chinoise contraste très nettement avec l'expérience soviétique des années 20 sur ces mêmes questions. Une loi interdisant l'adoption d'enfants abandonnés, ou orphelins, par des couples sans enfants fut alors promulguée, c'était à l'État de s'occuper des orphelins.

Mesure au reste tout à fait logique dans le cadre de la politique de « destruction de la famille » que l'on essayait d'appliquer à l'époque. Nous l'avons vu, en Chine on adopte une position exactement inverse : interdiction d'abandonner les enfants et adoption des orphelins.

We Tcheng et Tchang Kua sont deux frères de huit et dix ans. Leurs parents, ouvriers à Changhaï moururent à quelques mois d'intervalle. Seuls, les enfants ne le restèrent pas. Comme ils désiraient ne pas quitter leur école, ni leurs amis, les voisins de l'immeuble les adoptèrent collectivement.

L'État leur versait leur pension d'orphelins nécessaire pour leur entretien. Ils poussèrent comme ça parmi les autres enfants, mais sous les soins tout particuliers des autres familles. On se préoccupait, avec la venue de l'hiver, qu'ils ne sortent pas découverts.

Le soir ils pouvaient manger soit avec d'autres enfants au restaurant du quartier, soit dans une famille. Cette responsabilité collective ne se bornait pas à leur conserver une bonne santé.

Le comité des vieillards, en particulier, les invitait souvent pour leur raconter la vie d'autrefois, comme le font tous les grands-pères de Chine. Il fallait veiller à ce qu'ils reçoivent, eux aussi, une éducation de classe sur le passé.

D'affection ils n'en manquaient pas ; jamais il n'y eut une fête dans une famille où ils ne furent attendus. On se préoccupait de leur travail à l'école, de même que de leurs jeux. Ils étaient critiqués, sans indulgence apitoyée, mais avec cette chaleur propre aux rapports révolutionnaires.

En Chine, non seulement il n'y a pas d'orphelinats, mais la loi va plus loin encore dans ce sens.

Dans l'article 13 de la loi sur le mariage, traitant des rapports entre parents et enfants, il est stipulé que l'abandon des enfants est interdit : « Les parents ont le devoir d'élever et d'éduquer leurs enfants ; les enfants ont le devoir de subvenir aux besoins de leurs parents et de veiller sur eux. Les parents ne doivent ni maltraiter ni abandonner leurs enfants. Il en va de même des enfants à l'égard des parents.

Le même article est applicable quant aux relations entre les parents adoptant et les enfants adoptés. » Les devoirs des parents envers les enfants sont rigoureusement les mêmes que ceux des enfants envers les parents, ce qui montre bien que ce n'est pas un rapport de propriété qui est instauré entre parents et enfants. Plus encore: ni dans l'article cité, ni dans toute la loi sur le mariage il n'est mentionné de quelconques « droits » des parents sur les enfants.

La seule fois où le terme « droit » est mentionné, c'est lorsqu'il est dit : « Les parents n'ont pas le droit de maltraiter les enfants . » L'autorité parentale n'est nulle part consignée dans la loi.

Il faut comprendre que cette absence légale de droit parental, appuyée par une indépendance matérielle toujours plus grande des enfants à l'égard des parents, n'est pas un hasard ou une façade démocratique, mais qu'elle rejoint et renforce toutes les luttes menées pour que le seul critère de « discipline » dans la société, comme dans la famille, soit la conscience et l'unité politique.

La contraception : plus qu'une méthode, une politique

Pour la nouvelle femme chinoise, les enfants ne sont plus la « raison d'être », la maternité, une fatalité. La politique contraceptive est donc une de ces conditions concrètes qui nous permettent d'évaluer le degré d'émancipation des femmes.

Dans une des familles de la commune de Chawan, nous avons rencontré une jeune femme responsable du planning familial. Tout d'abord, elle nous expliqua que le centre du planning dans le village avait été créé quelques années auparavant à la demande de quelques femmes.

Accompagné de deux travailleurs sanitaires, un médecin de l'hôpital le plus proche était alors venu, afin de les aider. Elles avaient acquis en quelques jours les connaissances physiologiques et techniques élémentaires et avaient commencé à visiter les familles.

Les réactions avaient été quelque peu différentes, certaines femmes refusaient de limiter leur famille à deux ou trois enfants, surtout si elles n'avaient que des filles, ailleurs des maris n'acceptaient guère l'idée que la contraception pouvait les concerner, il avait alors fallu de longues discussions pour finalement convaincre.

D'autres fois pourtant les femmes rencontrées se joignaient spontanément au petit groupe et le travail avançait à grand pas.

Elle poursuivit : « Nous avons éduqué les habitants du village sur les différents moyens anticonceptionnels et, aujourd'hui, je pense qu'avec le stérilet et le diaphragme, c'est la stérilisation qui est la plus répandue. »

Nous fûmes assez surprises et même un peu choquées par cette réponse. Elle ajouta : « Vous savez, ici, dans le village sur 85 stérilisations pratiquées, 70 l'ont été sur des hommes, car nous nous efforçons toujours de faire comprendre aux villageois que la contraception est intimement liée à l'émancipation des femmes. Une famille nombreuse, c'est toujours encore plus ou moins un obstacle qui empêche la mère à sortir de chez elle. »

« Vous n'employez pas du tout la pilule ? » demanda Danielle. « Si, répondit Li Tchang, mais avec précaution elle est encore au stade expérimental et sa diffusion est « prudente », En Chine, pour tous les produits pharmaceutiques nous essayons au maximum de contrôler les effets à long terme. »

Elle nous parla de l'avortement entièrement libre, pratiquement gratuit (3 yuans environ), et qui donne droit à quinze jours de repos, payés à 100 % comme n'importe quel soin médical. Elle

précisa que pour un couple sans enfants ou avec un enfant, on s'assurait que les risques de stérilité étaient connus des époux. On discute avec eux pour voir si leurs difficultés ne peuvent pas trouver d'autres solutions (logement, horaires, ressources, etc.), mais en fin de compte, c'est aux couples qu'appartient la décision. Elle nous précisa encore que dans les cas, très rares, où le mari s'oppose à l'avortement, c'est la femme qui reste seule juge.

Li Tchang nous explique que bien que le planning familial dépende du ministère de la Santé, chaque équipe dans les villages, dans les usines, ou les quartiers, organise son travail en tenant compte des besoins locaux, ce qui permet aux gens de maîtriser consciemment la natalité.

Une discussion à l'hôpital gynécologique de Pékin compléta notre entretien avec Li Tchang. On nous fit d'abord visiter le service des accouchées et des nouveau-nés.

La santé des femmes pendant la grossesse est l'objet d'un soin méticuleux : chaque femme tient à jour une carte indiquant les dates de ses règles, centralisée par une responsable sanitaire au niveau de l'unité de production.

Au moindre retard on fait un test biologique sur une lapine. Ainsi non seulement, si la femme souhaite un avortement, il est fait très tôt, dans les meilleures conditions, mais aussi la surveillance médicale de sa grossesse peut s'exercer dès le début.

On pourra tout de suite lui trouver une place moins fatigante, un poste assis à l'atelier, par exemple, et comme des tests

permettant de déceler les maladies dangereuses pour l'évolution de la grossesse sont pratiqués systématiquement (mesure qui ne présenterait aucune difficulté technique dans un pays comme la France), on peut réduire considérablement les malformations et les handicapés de toute nature.

D'autre part, ces cartes fournissent une documentation précieuse pour la recherche médicale et le dépistage précoce des maladies féminines.

Les consultations de grossesse ont lieu chaque mois jusqu'au 6e mois, deux fois par mois jusqu'au 8e, et enfin une fois par semaine au cours des 8e et 9e mois.

A l'hôpital de Pékin, comme à la commune de Chawan, on insista sur cette idée: « La contraception ne doit pas être confondue avec un simple moyen technique. Elle demande une intense éducation idéologique.

C'est une mesure politique d'envergure visant à permettre aux femmes de maîtriser la « nature », de participer pleinement à toutes les activités sociales, et qui favorise donc leur émancipation. »

A propos d'un débat sur la sexualité en Chine

En Chine les relations sexuelles en dehors du mariage sont nettement prohibées. Rien n'est plus connu, et rien n'est généralement moins compris. On a vite fait de voir là une manifestation de puritanisme bourgeois, une déviation bureaucratique de type « stalinien », voire une preuve que le socialisme ne libère pas les femmes. Bref, c'est répressif!

Cette question n'est pas si simple qu'elle puisse être réglée en deux coups de cuillère à pot.

BESOINS NATURELS, BESOINS CULTURELS

Tout se passe généralement comme si tout le monde savait quelle forme, quelle pratique, quelles fonctions une sexualité révolutionnaire devrait revêtir précisément, qu'il suffirait donc de mesurer l'écart entre cet idéal connu et la position chinoise pour apprécier le degré de révolutionnarisation atteint : les gens se marient alors que le mariage ne devrait plus exister, on n'a de relations sexuelles qu'avec le mari (l'épouse) alors qu'on devrait en avoir librement, etc. On ne sort pas de ce raisonnement, c'est répressif parce que ce n'est pas libre, c'est libre quand ça n'est pas répressif.

Malheureusement, on ne nous donne jamais le plus petit début d'explication sur le contenu de cette liberté. On en est réduit aux conjectures. Le fait même d'essayer de la définir est déjà considéré comme répressif.

La conception « naturelle » de la sexualité qui sous-tend ces arguments est bien commode. Nous avons des besoins sexuels naturels, des pulsions.

Les différentes normes morales les refoulent, les répriment dans le but d'assurer la suprématie masculine, de nous inculquer des comportements de soumission servile, le respect des interdits, etc. Il faut donc supprimer toute norme morale et la sexualité sera libérée, elle s'exprimera « naturellement ». Incidemment, cette pratique subversive détruira les fondements

d'un pouvoir social autoritaire reposant sur la soumission idéologique déterminée par la répression sexuelle.

Commode, mais malheureusement totalement fausse.

Il n'y a pas de sexualité « naturelle », ou alors les différents types de sexualité que l'histoire a connus étaient tous « naturels » : naturel dans une société féodale que l'homme s'approprie les femmes qu'il veut pour son plaisir, son plaisir étant même de s'approprier des femmes sans leur consentement ; naturel dans certaines sociétés primitives d'avoir des relations sexuelles avec plusieurs partenaires ; naturel dans la société capitaliste que la femme soit vierge à son mariage, fidèle à son mari par la suite ; naturel que l'homme pratique la polygamie de fait, avant et après son mariage ; naturel dans toutes sociétés d'exploitation de réduire un bataillon de femmes au commerce sexuel, à la production de plaisirs pour les hommes.

Ce n'est que lorsqu'une classe dominante s'écroule, entraînant dans sa chute la morale qu'elle s'était forgée, que le caractère naturel de la sexualité apparaît pour ce qu'il était : un voile pour dissimuler de sordides rapports d'exploitation.

Davantage : non seulement les formes prétendues naturelles dans lesquelles sont satisfaits les besoins sexuels sont déterminées par le type de société existant, mais encore les besoins sexuels, eux-mêmes, sont produits par la société. Marx disait : « La production produit la consommation... en faisant naître chez le consommateur le besoin de produits posés d'abord simplement par elle sous forme d'objets.

Elle produit donc l'objet de la consommation, le mode de

consommation, l'instinct de la consommation. » (Marx, Introduction à la critique de l'économie politique)

C'est vrai aussi de la sexualité.

La sexualité est devenue une marchandise qui s'achète et se vend comme les autres, subit les lois de l'offre et de la demande comme les autres, qui se détruit dans sa consommation comme les autres.

Que cette marchandise soit vendue et achetée de manière « légale ou illicite », avec la bénédiction de la société ou dans l'opprobre, avec une personne du sexe opposé ou pas, ne modifie rien fondamentalement à ce fait précis.

Ce que nous devons nous demander, c'est quelle est la fonction de ce type de culture sexuelle dans notre société?

C'est la question de fond. C'est à celle-là qu'il faut répondre avant tout.

Objet de plaisir, objet de loisir. Le plaisir est un loisir

Certes, l'éducation sexuelle (qui peut d'ailleurs être absente officielle d'éducation) inculque, en particulier aux enfants et aux femmes, le respect de la morale bourgeoise, la soumission à l'ordre établi, etc. (ce qui n'est d'ailleurs pas le monopole de la sexualité).

Mais peut-être n'est-ce pas là le plus important. Dans une société où la division du travail s'accroît toujours davantage, où l'immense majorité du peuple est avec autorité privée de

créativité, où le travail n'a plus explicitement d'autre signification que sa valeur en salaire, la sexualité, dans le temps libre, devient non un moyen d'exprimer le contenu particulier de relations entre individus, mais un moyen, pour chaque individu en particulier, d'échapper dans la consommation sexuelle, à la société.

Cette fuite n'est évidemment qu'une illusion dans laquelle le fuyard retrouve, sous une autre apparence, tous les traits détestables de cette société : rapport oppresseur et opprimé, valeur marchande, égoïsme, consommation pour la consommation, etc.

Mais toute illusion qu'elle soit, elle n'en constitue pas moins pour la classe dirigeante un moyen important d'imposer au peuple sa propre éthique, son matérialisme vulgaire comme pseudo-signification de la vie.

« Le travail, dit le moraliste bourgeois, est trop souvent fastidieux et fatigant, c'est vrai, c'est hélas! le revers de nos sociétés industrielles, c'est la rançon du progrès, mais c'est ce qui permet le progrès. Et le progrès, c'est justement de permettre à chacun d'avoir la télé, la voiture, de suivre la mode, de se distraire, d'avoir des loisirs, bref de consommer. »

C'est sa morale, et il voudrait qu'elle soit la nôtre. La fonction sociale de la sexualité n'est-elle pas de servir de justification, de compensation à un travail sans joie, à une vie sans espoir?

La culture sexuelle bourgeoise ressemble aux « primes d'insalubrité » : on bousille la santé des ouvriers mais, « en échange », on leur concède quelques miettes en rallonge de la

feuille de paie.

Le capitalisme en faisant de la sexualité et du « plaisir » sexuel (mais, au fait, quel plaisir? et plaisir pour qui?) une récompense, un loisir, l'a du même coup intégrée au salaire.

Le repos du guerrier est le scandale permanent de notre sexualité. A plus d'un titre, non seulement parce qu'il implique le « service » de la femme — une simple marchandise, un objet — mais aussi, parce qu'il est exactement sur le même plan que manger, boire et dormir. C'est une nécessité végétative qui entre dans la reconstitution de la force du travail au même titre que les protéines, les vêtements, la télé, l'éducation, les loisirs.

RÉPRESSION DE LA SEXUALITÉ, RÉPRESSION DANS LA SEXUALITÉ

L'ensemble de la politique sexuelle bourgeoise, avec ses tabous et ses domaines autorisés, contribue à produire une culture sexuelle répressive, non seulement en ce qu'elle interdit la pratique de certaines formes sexuelles, ce qui est secondaire, mais encore et principalement parce que tout rapport sexuel est un rapport marchand, une transaction entre un homme aliéné et une femme asservie.

Cet homme et cette femme ne peuvent éviter de reproduire dans ce qui leur semblait être un domaine privé, libre, les rôles respectifs qu'ils jouent dans la société : un rapport de dominant et de dominé.

Le sadomasochisme le couple passivité-agressivité, puissance et frigidité ne sont que la traduction sur le mode sexuel de

l'oppressive réalité quotidienne du maître et de l'esclave.

Ce qui ne veut pas dire évidemment que dans ce couple-là, la femme soit toujours la partenaire masochiste, passive et frigide. Les rôles peuvent être renversés au sein d'un couple : il n'empêche que ce sont l'oppression des femmes, les liens serviles particuliers qui les attachent aux hommes, qui nourrissent cette forme culturelle.

Le nouveau mouvement féminin raisonne souvent ainsi : « La bourgeoisie fait de la sexualité un domaine tabou, elle ne veut pas qu'on en parle ; et bien nous, nous allons en parler! » Très bien, prenons la parole! Critiquons la morale dominante, qu'il n'en reste plus pierre sur pierre! Préparons l'opinion publique révolutionnaire! Mais au moment d'engager le combat, le nouveau mouvement féminin jette l'éponge...

En effet, depuis qu'il a pris la parole sur cette question qu'a-t-il dit? Essentiellement ceci : « Il est injuste que les hommes aient des libertés sexuelles et nous pas. »

Il proclame le droit des femmes à user de ces libertés au même titre que les hommes. Depuis quand les opprimés réclament-ils le droit de faire ex comme » les oppresseurs? Si l'on comprend (et l'on dénonce) que ce qui caractérise la sexualité masculine, c'est son aspect répressif, que peut-on espérer de notre participation à cette répression?

Au fond, la bourgeoisie se moque éperdument que l'on « parle » de la sexualité, ce qu'elle redoute en revanche c'est qu'on dévoile sur quel « vide sanitaire » nauséeux elle est fondée. Dire de la bourgeoisie qu'elle est répressive parce qu'elle

interdit la pratique des « perversions » sexuelles, c'est dire exactement ce que la bourgeoisie veut que nous disions. La perversion n'est pas là où la bourgeoisie la désigne, mais où elle la dissimule, dans les draps honorables des lits conjugaux.

Si nous avons employé ici un langage comme : domination masculine, ou passivité féminine, c'est parce que ces termes se réfèrent à un aspect de la réalité que nous envisageons.

Mais il faut bien voir que ces deux aspects culturels opposés font l'un et l'autre partie de l'idéologie sexuelle bourgeoise. Évidemment, il n'y a pas un sadisme bourgeois et un masochisme progressiste ; il n'y a pas non plus un sadisme nettement masculin et un masochisme féminin, mais de multiples formes culturelles sado-masochistes, plus ou moins voilées, plus ou moins imbriquées ou séparées.

La bourgeoisie comme toutes les classes exploiteuses tire son plaisir de ce rapport de maître à esclave.

Les partouzes de ceux qui nous gouvernent, comme les mariages à la Madeleine, les créations pornographiques, les strip-teases « populaires » de Pigalle ou le « Crazy Horse » pour P.D.G., les prostituées, les « maisons », la brigade des mœurs comme les confessionnaires, tout est bâti sur ce fondement : faire de l'oppression intolérable un plaisir à la portée de toutes les bourses et de tous les goûts.

Les limites imposées à la pratique sexuelle ne sont pas les causes de la répression que nous subissons. L'intolérable, c'est la perversion profonde de toute pratique sexuelle, l'humiliation et le mercantilisme implacables. La répression de la sexualité

fait partie de la sexualité, elle ne s'y oppose pas, elle la détermine.

On ne saurait échapper à cette oppression en se contentant de briser le cadre légal de la sexualité, car ce n'est pas lui qui la produit.

Nous en avons continuellement des preuves. Il est moralement interdit, par exemple, à une femme d'avoir des rapports sexuels avant le mariage et en dehors de celui-ci. Lorsque la femme mariée a des rapports sexuels avec son mari, elle le fait dans la forme sociale dominante, c'est-à-dire en reproduisant la subordination de la femme à l'homme et le lien particulier de dépendance d'elle à lui.

C'est répressif! Lorsque cette femme, voulant s'y soustraire, a des rapports sexuels avec un autre homme que son mari, lorsqu'elle « transgresse l'interdit », elle s'aperçoit, à sa grande surprise, qu'elle reproduit encore ce même rapport de subordination.

Lénine disait à ce sujet dans une lettre à Inès Armand : « ...Une passion et une liaison éphémère sont plus poétiques et plus pures » que les « baisers sans amour » de conjoints piteux et pitoyables. C'est ce que vous écrivez... L'opposition est-elle logique? Les baisers sans amour de conjoints piteux sont malpropres. D'accord! Il faut leur opposer quoi? On pourrait croire des baisers avec amour. Mais vous opposez une « passion » (pourquoi pas l'amour?), éphémère (pourquoi éphémère?).

Le résultat logique est qu'on semble opposer des baisers sans

amour (éphémères) à des baisers sans amours conjugaux... bizarre! Ne vaudrait-il pas mieux opposer un mariage piteux et malpropre sans amour, de petit-bourgeois-intellectuel-paysan, à un mariage civil prolétarien avec amour... » (Lénine, Œuvres complètes, XXXV, p. 180, Édition de Moscou)

Pourtant si l'on comprend mieux maintenant en quoi la politique sexuelle est aliénante, humiliante, répressive, on ne voit pas encore à quoi précisément elle s'oppose. Nous devons essayer de mettre à nu l'autre côté de la contradiction.

Sinon il nous sera impossible de comprendre pourquoi cette culture sexuelle devient intolérable dans les pays capitalistes aujourd'hui, alors que fondamentalement la culture sexuelle féodale, par exemple, était tout aussi répressive, et qu'elle n'a pas produit pourtant ce type de contestation massive.

Car de toute évidence, l'intérêt que suscite la question sexuelle dans la jeunesse, dans le nouveau mouvement féminin, ne saurait être réduit à une simple invention de petits-bourgeois « désœuvrés ».

Nous l'avons dit, la répression sexuelle bourgeoise s'exerce bien plus dans le type de pratique à laquelle elle invite que par ses interdits. La sexualité bourgeoise n'est rien d'autre qu'un échange de marchandises, introduit subrepticement dans un rapport qui se voulait amoureux.

C'est là sans doute qu'il faut chercher le « nœud » de cette contradiction. Le désir d'un rapport amoureux entre en contradiction avec sa transformation en un rapport marchand. C'est là une contradiction importante et nouvelle qu'engendre le

capitalisme, parce que c'est lui seul qui produit les bases matérielles pour que naisse un amour électif.

En faisant éclater la production féodale reposant sur la famille, en « libérant » les prolétaires, le capitalisme permettait que la seule raison d'entrer en rapport avec un autre soit une inclination particulière pour cet autre.

Aucune loi n'interdit les rapports entre un homme et une femme de classes différentes. Un ouvrier « peut » épouser une bourgeoise, et une ouvreuse de cinéma le fils d'un millionnaire.

Mais si la seule raison d'entrer en rapport avec celui-ci, plutôt qu'avec cet autre est laissée au « libre choix » des intéressés, fait d'entrer en rapport est toujours une contrainte matérielle... « Je me marie avec Paulette, parce que c'est elle que j'aime, et non une autre, et qu'elle m'aime.

Mais je me marie en « général » parce que je ne peux m'en sortir autrement. » Si bien que l'amour, comme seule raison de la liaison, est immanquablement contredit par l'impératif matériel de cette liaison ou, pour mieux dire, un amour libre, qui semble à portée de la main, est réprimé par des contraintes platement économiques.

Il n'y a pas d'amour libre, mais une liberté surveillée, au fond rien d'autre qu'un régime pénitencier qui ne s'avoue pas. C'est en fonction de cet impératif matériel que les « libres inclinations » amoureuses se dessinent. La nécessité devient un critère décisif.

Ce n'est donc pas seulement, comme nous le disions plus haut :

« Certes je suis contraint de me marier, mais je suis libre de me marier avec qui je veux... » mais plus encore : « Puisque je dois avoir une femme qui s'occupe de ma maison, qui gère mon budget, qui fasse mon repas et qui, en même temps, m'entoure d'affection, se consacre à mon bonheur pour que je ne sois plus seul, il faut par conséquent que j'aime une femme qui soit une bonne ménagère économe, travailleuse et affectueuse. »

La « liberté » d'aimer s'exprime en fin de compte comme toutes les « libertés » capitalistes sur le papier en théorie tandis qu'elles sont bafouées et quotidiennement contredites dans la réalité.

La sexualité répressive devient intolérable parce qu'elle repose sur une union « librement décidée », productrice de besoins affectifs sexuels, intellectuels, etc., contractée entre deux partenaires qui ne sont pas libres, et qui, dans cette union, cherchent chacun à atteindre des objectifs non seulement différents, mais même antagoniques : pour l'homme un objet de loisir, pour la femme une justification de sa claustration au service de la famille.

Mais les sentiments les plus sincères, les désirs les moins calculés, ne résistent pas longtemps aux ragoûts réchauffés, au lavage des chaussettes ; la femme librement choisie, l'« élue », devient rapidement l'« emmerdeuse », et le mari un moyen de vivre — dans le sens où l'on dit « J'en ai les moyens ».

Et dans ces conditions, la vie sexuelle s'inscrit dans un florilège de déceptions, des plus amères aux plus anodines, une gamme variée.

Il se passe avec l'amour la même chose qu'avec toutes les aspirations révolutionnaires, qui naissent au sein même de la société capitaliste.

Elles sont, dans cette société, écrasées par des bases matérielles implacables qui s'y opposent. Elles sont réprimées. Elles ne peuvent encore se transformer en pratique. Mais elles existent.

Les aspirations révolutionnaires sont tout le contraire des mythes : ce sont les embryons, les projets d'une société future. Le désir d'amour sonne lui aussi le glas du vieux monde.

C'est seulement dans un rapport entre un homme et une femme également libres qu'une sexualité non répressive, libre, pourra prendre forme.

Il n'est donc pas d'autre issue pour vaincre la répression sexuelle en dehors de l'émancipation des femmes. Rechercher « en dehors » de cette émancipation ou, plus aberrant encore, comme « moyen de l'obtenir », la « liberté sexuelle » est pire qu'un leurre, c'est un renfort à la bourgeoisie qui n'en espérait pas tant.

Il n'y a aucune raison, tant économique que politique ou idéologique, pour que la bourgeoisie ne tolère pas, finalement, toutes les pratiques sexuelles qu'elle prohibe encore aujourd'hui, et cela n'atténuera en rien la répression sexuelle. Il suffit d'étudier l'expérience des pays nordiques, ou même des États-Unis, pour s'en convaincre.

Affirmer le contraire, c'est s'imaginer que les superstructures

idéologiques, culturelles, sexuelles, de la bourgeoisie sont définies une fois pour toutes, alors qu'elles sont en constante réadaptation, en rajustement permanent, à des bases matérielles modifiées, à des contradictions hier latentes et qui éclatent aujourd'hui.

La bourgeoisie peut tout autoriser, tout innover dans ce domaine, à la seule condition que le type de sexualité proposé reste dans le cadre de sa moralité immorale, c'est-à-dire comme une pratique égoïste, non seulement coupée de la société, mais même comme un moyen privilégié de « l'oublier ».

La dégradation de la sexualité provient principalement de ce que celle-ci est coupée de toutes les activités sociales, ravalée au rang des activités végétatives.

C'est ce que notait Marx : « *Manger, boire et procréer, etc., sont certes aussi des fonctions authentiquement humaines. Mais séparées abstraitement du champ des activités humaines et devenues ainsi la fin unique et dernière, elles sont bestiales.* » (Marx, Manuscrits de 1844, Éd. sociales, p. 60-61).

Nous n'avons pas à retrouver le « paradis perdu » d'une sexualité naturelle et libre. Nous ne pouvons opposer à la sexualité bourgeoise une sexualité révolutionnaire « toute faite ». Celle-ci ne peut naître que de la critique radicale de la morale bourgeoise, de la transformation sociale de l'ensemble des rapports entre les hommes et les femmes.

Sans doute, est-ce en premier lieu aux femmes, qui ont eu le plus à souffrir de la sexualité bourgeoise, et qui ont la pratique, et la connaissance de sa forme la plus répressive, qu'il

appartient de promouvoir les embryons d'une nouvelle morale révolutionnaire. Elles ne sauraient y parvenir « en dehors » de leur participation à une transformation révolutionnaire de la société.

L'APPARITION D'UNE NOUVELLE CULTURE SEXUELLE EN CHINE

Un débat sur « l'union libre »

La première tâche à accomplir est incontestablement de s'attaquer à tout ce qui, dans l'ancienne sexualité, prônait la suprématie de l'homme sur la femme, en proposant aux hommes et aux femmes les mêmes normes sexuelles (même si ces normes ont un caractère provisoire).

C'est là à notre avis un premier trait positif important de la morale sexuelle en Chine. Il n'y a pas de régime de faveur pour les hommes, ni d'indulgence particulière à leur endroit. La lutte idéologique menée en faveur du mariage tardif, le discrédit idéologique apporté aux relations sexuelles hors du mariage, les concernent tout autant que les femmes.

Et si les femmes sont généralement « inexpérimentées » sexuellement quand elles se marient, leurs compagnons le sont tout autant. Une question vient alors à l'esprit : s'il est juste de tendre à créer des rapports égaux entre les hommes et les femmes, pourquoi prôner cette égalité-là dans le mariage?

Pourquoi ne pas donner aux femmes comme aux hommes des droits égaux à la liberté sexuelle?

A l'union libre? Cette expérience fut tentée en Union Soviétique au lendemain de la révolution.

Une série de lois furent promulguées en ce sens :

— reconnaissance du mariage de facto (il suffisait de vivre ensemble pour avoir les mêmes droits et devoirs que les couples mariés) ;

— divorce sur simple demande de l'un des conjoints ;

— séparation de biens entre l'homme et la femme, le mari ne peut plus s'accaparer ce qui appartient à sa femme.

Mais dans une société où les femmes sont encore dans une situation d'infériorité, ces lois égalitaires ne pouvaient que renforcer l'inégalité de fait.

Les hommes eurent les coudées franches pour pratiquer une nouvelle forme de « polygamie », légale celle-là. Ils changeaient de femmes à leur gré, leur laissant le soin d'élever les enfants.

En un temps record les tribunaux soviétiques furent encombrés de plaintes de femmes abandonnées sitôt enceintes ; ou encore tel paysan, qui avait besoin d'une force de travail supplémentaire au printemps, se mariait pour l'obtenir, n'ayant pas le droit d'employer de la main-d'œuvre salariée, et divorçait après les travaux, pour ne pas avoir à nourrir une bouche de plus pendant l'hiver (Geiger, ouvrage cité chap. III et IV).

Comme la grande majorité des femmes n'étaient pas salariées,

elles n'avaient aucune indépendance économique, si bien que la loi contre la communauté des biens se retournait contre elles. Le mari qui gagnait l'argent en était le maître, elles pouvaient choisir entre être abandonnées dans la misère, ou tout accepter du mari.

Quant à la conception de l'amour qui accompagnait ces mesures, elle se réduisit à la théorie du verre d'eau, c'est-à-dire que l'acte sexuel est sans conséquence, et ne représente rien de plus que de boire un verre d'eau, besoin « naturel » et anodin par excellence, seules les femmes « arriérées » aux idées petites-bourgeoises pouvaient s'y soustraire.

Cette conception acquit force de loi et permit aux hommes d'exercer une pression idéologique énorme sur les femmes afin qu'elles abandonnent leurs « vieux préjugés sentimentaux ». Une enquête faite auprès de la jeunesse communiste au début des années 20 le montre fort bien.

A la question : « La suppression de la prostitution est-elle un problème pour les jeunes hommes? » Il fut répondu : « Non! plus besoin d'avoir recours à la prostitution puisqu'on peut avoir gratuitement les filles komsomols (jeunesse communiste) qu'on veut. »

Ce qui encouragea la renaissance d'un mouvement réactionnaire parmi les femmes qui, à la même question, répondaient par la demande de la réouverture des maisons de tolérance qui à leurs yeux devaient leur permettre une « sécurité » plus grande.

Les lois n'existent que parce qu'il existe des inégalités sociales.

Soit qu'on veuille les maintenir, — les lois bourgeoises —, soit qu'on veuille les détruire — les lois révolutionnaires. S'il y avait une réelle égalité entre tous les hommes, à quoi serviraient les lois? Contre qui ou contre quoi les protégeraient-elles? Il nous faut des lois inégales pour instaurer l'égalité.

C'est cette conception qui guide à chaque pas la législation chinoise.

Traitant de la juridiction chinoise concernant les femmes, la revue *La Nouvelle Chine* (n° 2, p. 31) souligne : « Non seulement la loi chinoise ne contient pas de clauses discriminatoires défavorables aux femmes, non seulement elle proclame l'égalité des sexes et le répète, mais en outre elle ajoute des mesures spéciales de protection, c'est-à-dire des clauses discriminatoires défavorables aux hommes.

La loi sur le mariage stipule, dans son article 18, que l'homme ne peut demander le divorce pendant que sa femme est enceinte, ni dans l'année qui suit l'accouchement, mais la femme enceinte ou nouvelle accouchée peut divorcer. L'alinéa 1 de l'art. 21 précise qu'après le divorce, si l'enfant est confié à sa mère, le père doit prendre en partie ou en totalité la charge des frais nécessaires à l'entretien de l'enfant, mais la loi ne dit pas que la mère se charge des frais lorsque la garde est confiée au père.

Selon l'article 24, le mari est responsable sur ses biens propres du paiement des dettes de la communauté lorsque celle-ci est déficitaire, bien qu'il partage avec sa femme l'administration de cette communauté. L'article 23 sur le retour des biens propres après le divorce ne fait état que des biens de la femme. »

Ajoutons que l'article 11 énonce que les époux ont le droit d'utiliser chacun de leur côté leur nom de famille et le prénom propres à chacun, et ainsi de suite.

Alors qu'en Union Soviétique l'union libre cohabitait avec le mariage, la Chine a délibérément opté en faveur du mariage (encore que des mesures particulières soient prises, afin que les enfants nés en dehors du mariage aient rigoureusement les mêmes droits, et jouissent de la même « considération » que les autres, en particulier que le père « naturel » soit tenu, comme tout père divorcé, de subvenir à son entretien, que cet enfant puisse, comme un enfant de couple marié, hériter de ses parents, etc. (cf lois sur le mariage).

Pourtant à y regarder de plus près le mariage en Chine est plus proche de l'union libre, que ne l'était le mariage « de facto » soviétique.

Ce qu'il faut bien voir quand on parle de mariage, ou d'union libre, c'est que la fonction sociale de l'un comme de l'autre est fondamentalement la même dans une société donnée. Dans une brochure publiée par le cercle E. Dimitriev du M.L.F. on trouve ces revendications (p. 10) : « Abolition de l'institution du mariage. Reconnaissance de l'union libre. » (« Sortir de l'ombre », plate-forme de la discussion du cercle Dimitriev du M.L.F., supplément au « Torchon brûle ».)

La « reconnaissance », pour employer ce terme, de l'union libre n'a d'intérêt que dans la mesure où l'institution d'un mariage répressif existe.

C'est parce qu'il est scandaleux qu'un homme et une femme,

qui vivent ensemble sans avoir légalisé leur union, soient privés des quelques droits et privilèges accordés aux gens mariés: « légitimité des enfants, droit au remboursement de sécurité sociale par les cotisations du mari, droit d'héritage, droit de recevoir une pension en cas de décès, etc. » qu'il est juste d'exiger la reconnaissance de l'union libre, que celle-ci ne soit plus l'objet de discrimination morale, civile, matérielle, etc.

Mais si l'institution du mariage est abolie et qu'en même temps on reconnaisse l'union libre, celle-ci ne devient-elle pas, tout simplement, la forme nouvelle que revêt le mariage? (ce qu'elle est d'ailleurs depuis longtemps, en particulier dans la classe ouvrière où « être en ménage » n'est que l'une des formes d'être « en famille » avec les mêmes tâches, les mêmes contraintes que dans la cellule légale).

Le cercle Dimitriev avance là une idée cocasse : ce n'est plus seulement la « structure triangulaire » familiale qui est en soi répressive et génératrice d'égoïsme et de servilité, c'est sa forme juridique. Supprimer le maire, et la mère est libérée!

Les deux principaux scandales du mariage bourgeois

Il y a dans le mariage des sociétés capitalistes deux composantes principales qui en font une institution réactionnaire : — la dépendance économique de la femme par rapport au mari, avec le statut d'infériorité que cela implique (que cette infériorité soit inscrite dans la loi : « La femme doit obéissance au mari » ou non, importe peu), et par ailleurs, l'indissolubilité juridique des liens, ou en tout cas, l'extrême difficulté de les rompre. Faire de l'union libre une panacée, c'est ne se préoccuper que du second aspect de l'oppression du

mariage. Si nombre de femmes renoncent à reprendre leur liberté, y compris parmi celles qui ne sont pas mariées juridiquement, alors qu'elles sont malheureuses comme les pierres, c'est que le principal obstacle vient de leur incapacité économique à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Il est donc clair que l'indépendance économique de la femme est la première condition pour que l'union soit libre. Sans acquérir cette indépendance économique, prescrire l'union libre, ou des communautés, ou encore des liaisons sauvages » pour transformer les rapports entre les sexes est aussi efficace que peut l'être un emplâtre sur une jambe de bois.

Mais si l'indépendance matérielle de la femme est une condition absolument nécessaire de l'union libre, elle n'est pas pour autant suffisante.

Détruire la deuxième composante répressive du mariage : l'indissolubilité des liens ne saurait se limiter à une simple revendication juridique. Elle doit être sous-tendue par une révolution dans les jugements masculins sur la valeur des femmes.

La liberté totale de rompre l'union ne doit pas signifier la possibilité pour les hommes de continuer à utiliser les femmes comme des objets qu'on remise après utilisation, quand ils ne plaisent plus, quand ils sont usés.

Il n'y a aucune raison d'espérer que la législation, sous une nouvelle forme, de cette pratique masculine séculaire puisse amener la moindre transformation progressiste des rapports

entre hommes et femmes. Ce ne sont pas les hommes qui étaient monogames dans le passé, mais les femmes ; de fait, si ce n'est de droit, dans toutes les sociétés d'exploitation les hommes pratiquent la « polygamie ».

Cette liberté, pour être progressiste, doit tendre à revaloriser les raisons pour lesquelles deux personnes vivent ensemble, c'est-à-dire l'amour. Lorsqu'il n'y a plus de contraintes matérielles qui maintiennent l'union, les personnes qui restent ensemble le font parce qu'elles s'aiment.

C'est-à-dire que la liberté conquise donne tout son prix à l'amour, tandis qu'au contraire dans la société bourgeoise, il y a tant de facteurs impératifs qui obligent à rester ensemble que l'amour devient le cinquième roue du carrosse, un simple prétexte. L'union libre, a pour condition la conquête de l'égalité entre les sexes, la destruction de la fonction économique de la famille, la transformation des rapports entre les adultes et les enfants.

Ne nous payons pas de mots! Sans ces conditions l'union libre, c'est la liberté pour l'homme d'opprimer la femme, et pour les parents d'opprimer les enfants. Bref, c'est le mariage bourgeois, et rien d'autre.

LIBERTÉ DANS LE CHOIX

C'est justement parce que la révolution chinoise tend explicitement à réaliser ces conditions, que je disais que le mariage chinois est, malgré une apparence trompeuse, de plus en plus proche de l'union libre. Mais il est encore un autre point sur lequel la Chine prône dans la pratique l'union libre : c'est la

liberté du choix.

Dans notre société, la part de calcul, ou d'empirisme, dans la formation d'un couple est prépondérante. De calcul, pour la bourgeoisie, c'est bien connu.

La dot, l'héritage, le rôle mondain de l'épouse, sont autant de facteurs que l'on comptabilise froidement avant de se décider. Cela prend même encore souvent la forme du mariage arrangé à l'avance. On ne demande pas autre chose à la femme que de donner des héritiers et de tenir son rang, mais ça c'est une condition impérieuse.

Quant au mari qui aura le privilège d'initier sa femme « innocente » à la triste pratique du devoir conjugal, il aura déjà trouvé avant et ailleurs d'autres compensations, et l'assurance de continuer à en profiter en dehors du mariage. Le calcul intéressé n'est pourtant pas le monopole de la bourgeoisie. Il existe aussi, bien que de manière nettement moins graveleuse, dans les autres classes sociales.

Le paysan qui est attaché à sa terre et n'a pas le choix de faire autre chose que de la cultiver, cherchera aussi dans sa femme celle qui aura les qualités requises pour ses futures tâches : robustesse, dure à la tâche, habituée depuis l'enfance à cette vie, etc. On ne transforme pas aisément une jeune dactylo citadine en une paysanne maniant la fourche.

N'y-a-t-il pas aussi un calcul chez la jeune ouvrière qui s'éprend de celui qui a un métier sûr, une voiture, ou un logement? Quant à l'empirisme, il est évident.

Sans même parler ici du « coup de foudre », on sait bien que la liberté du choix dans le mariage est un mot creux : celle qui se marie avec le voisin de palier, parce qu'il est le premier à le lui avoir proposé, celle qui se marie avec le père de son enfant, parce qu'elle n'a pas d'autre solution dans notre société une fois qu'il est fait, celles qui se marient pour ne pas rester seules, parce que seules on est socialement déconsidérées et dans des conditions économiques très défavorables ; toutes celles-là, c'est-à-dire la plupart, ont-elles exercé un libre choix ?

Si l'on parle d'union libre, qu'au moins cela implique immédiatement les conditions concrètes pour qu'il y ait une réelle liberté dans le choix de l'union, non pas la simple interdiction du « mariage forcé » bien sûr, mais un pouvoir réel, pour les femmes et les hommes, de se déterminer sans qu'interviennent des contraintes économiques et idéologiques, et en toute conscience, c'est-à-dire en introduisant dans ce choix des critères politiques objectifs, vérifiables dans une pratique sociale diversifiée et riche.

Quelles sont les conditions matérielles que la Chine tente aujourd'hui de rassembler pour qu'une union réellement libre puisse apparaître ? C'est là que se situe l'épreuve de vérité.

Le mariage tardif

On sait déjà sans doute que, si le mariage est légalement autorisé à partir de dix-huit ans, une intense propagande est faite pour que les jeunes se marient plus tard, en général vers vingt-cinq ou vingt-huit ans. Partout, on nous a parlé de l'importance de cette question tout au long de notre voyage.

Mais les raisons qui nous ont été données pour l'expliquer ne nous ont pas toujours convaincues. En particulier l'une d'elles, souvent évoquée (et même quelquefois donnée officiellement) la présente comme une simple méthode pour diminuer le taux des naissances.

Je ne suis pas d'accord avec cette explication pour plusieurs raisons. La première est qu'en disant cela on passe sous silence le but principal du planning : promouvoir l'émancipation des femmes.

La signification donnée en Chine au planning va explicitement dans le sens de la libération féminine (nous l'avons déjà évoqué dans le chapitre précédent), comme le confirme Han Suyin : « La maternité volontaire doit être fondée sur l'émancipation de la femme, son égalité, son droit à l'étude et à la participation à toutes les décisions politiques, ainsi que sur sa conscience sociale accrue.

L'émancipation politique et économique des femmes était la condition première du succès de toute campagne de masse sur le planning familial. » (La Nouvelle Chine, n° 1, p. 39)

Par ailleurs, il faut reconnaître que l'abstinence sexuelle comme méthode « anticonceptionnelle » est un peu rudimentaire.

A supposer même que réduire le nombre des naissances soit effectivement le but à atteindre (et en mettant entre parenthèses le jugement de valeur qu'on est en droit de porter quant aux moyens), on ne comprend pas pour autant pourquoi cela impliquerait en quoi que ce soit de retarder le mariage.

On pourrait tout aussi bien faire la même intense propagande pour que les jeunes couples utilisent la contraception et remettent à plus tard la naissance de leur premier enfant (vers vingt-cinq ou vingt-huit ans, par exemple).

Si les jeunes, qui massivement retardent volontairement leur mariage, le faisaient réellement dans un but « contraceptif », on ne voit vraiment aucune raison pour penser qu'ils ne seraient pas capables, en se mariant jeunes, de surseoir à la reproduction de l'espèce, par la contraception.

En dépit de ces interférences, le mariage tardif en Chine reste une mesure révolutionnaire de grande importance pour de tout autres raisons qui nous inciterent à réfléchir.

Nous avons dit et répété ici que l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas complète dans la période socialiste. Le mariage tardif est sans nul doute une mesure qui, tenant compte de cette inégalité, milite en faveur de l'égalité.

Il est aisé de comprendre que la jeune femme qui, entre seize et vingt-six ans, donc environ pendant dix ans, aura eu l'expérience d'un métier qui lui aura permis de vivre sans aucune aide extérieure, qui aura participé aux diverses activités culturelles et aux travaux de la jeunesse, qui aura eu des responsabilités politiques, sociales, qui aura passé une année, ou plus, dans une commune populaire, qui aura été organisée dans une milice populaire, qui sera allée éventuellement à l'université, ou dans différentes écoles, qui aura noué de nombreuses amitiés avec toutes sortes de personnes des milieux les plus divers, qui aura de la société une vision plus large, il est aisé de comprendre que cette femme-là aura un

acquit solide pour résister à d'éventuelles pressions conjugales ou matérielles de « retour au foyer ».

L'indépendance économique, politique, idéologique, acquise au cours de ces années est un puissant moteur pour que, mariées ou mères de famille, les femmes continuent à lutter activement pour leur émancipation.

Que les femmes chinoises ne se jettent pas, tête baissée, dans le mariage, qu'elles ne quittent pas la famille de leurs parents pour en fonder immédiatement une autre est réconfortant, et pour mieux dire, enviable. C'est là une première raison qui, à elle seule, suffirait déjà pour que l'on reconnaisse le caractère révolutionnaire de cette mesure. Mais ce n'est pas tout.

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'AMOUR

La pratique acquise par la jeunesse dans les domaines les plus divers, la connaissance plus concrète qu'elle a de la société lui permet de « relativiser » l'amour, la famille. Je ne veux pas dire que ceux-ci lui apparaissent alors futiles, mais que cette expérience constitue une base de référence matérialiste pour lutter contre l'idéalisme dans l'amour.

Fléau dont souffrent particulièrement les femmes opprimées, dans la mesure justement où, ne connaissant rien d'autre, n'ayant pas d' « insertion sociale » réelle, pas de termes de comparaison, elles ont, nous avons, irrésistiblement tendance à reporter sur « l'amour » tous nos espoirs, toutes nos frustrations, autrement dit à l'idéaliser.

Ce qui a pour conséquence de fausser tous nos rapports avec « le mari », comme plus généralement nos jugements sur la réalité.

Relativiser l'amour, ce n'est pas le déprécier, c'est l'évaluer aussi en fonction de ses activités. Si aimer, signifie se soustraire à la société, abandonner la révolution, pour se consacrer à « lui », alors cet amour nous le rejetons. Il ne peut être que nuisible.

Relativiser l'amour, c'est le lier étroitement à tout ce qu'on veut faire. Les rapports privilégiés que j'ai avec cet homme doivent m'aider, et doivent l'aider, à jouer pleinement, consciemment, notre rôle à tous deux dans la société.

L'intérêt du célibat prolongé, dans les formes où il est pratiqué en Chine, consiste en ce qu'il permet d'établir un amour sur d'autres critères que la relation privée, de le replacer dans le contexte révolutionnaire de la société.

Je m'explique : on ne demande pas seulement aux membres du couple d'être gentils l'un avec l'autre, mais surtout d'être dévoués au peuple, d'avoir des rapports chaleureux avec leurs camarades. La transformation progressive de la signification du travail, dont nous avons parlé a pour conséquence qu'on attend de l'autre qu'il ait une attitude politique consciente dans son travail. La famille tendant à ne plus être le centre d'intérêt privilégié, on attend de l'autre qu'il soit ouvert à de nombreux domaines.

Les rapports entre parents et enfants tendant à ne plus être un rapport autoritaire et égoïste, on attend de l'autre qu'il ait une

attitude responsable, fraternelle à l'égard des enfants.

Bien entendu la pratique sociale de la jeunesse dans des activités collectives est éminemment favorable pour se connaître objectivement, pour mesurer concrètement ces différentes « qualités » demandées.

Il ne fait pas de doute que toute, absolument toute, la portée révolutionnaire du mariage tardif repose entièrement sur ces expériences de la jeunesse que je viens de mentionner rapidement.

Sans ce type d'expériences, le mariage tardif ne serait rien.

Qu'on s'imagine une fille qui, chez nous, au siècle dernier, serait restée au couvent jusqu'à vingt-cinq ans, on voit aisément qu'elle n'aurait pas pour autant été le moins du monde capable de puiser là des raisons pour s'émanciper.

De même, le fils de bourgeois à qui l'on conseille d'attendre vingt-sept ou trente ans pour se marier, mais qui, pendant sa vie de garçon, se doit de se donner un métier qui rapporte, gros si possible, de faire un service militaire comme officier dans l'armée impérialiste, et qui considère comme son droit inaliénable, et même une garantie de son futur bonheur conjugal, de coucher sans amour avec toutes les filles dont il pourra « profiter », et qui apprendra solidement, là encore, à mépriser les femmes, à les considérer comme de simples objets, bien évidemment ce « jeune premier » ne sera pas à même d'introduire dans son mariage autre chose que la morale corrompue de la bourgeoisie ; il est même carrément plus progressiste dans notre société que, coupant avec ces traditions

réactionnaires, ce jeune se marie à dix-huit ans avec la jeune étudiante dont il est « naïvement » amoureux.

Dans son commentaire sur la loi du mariage, Teng Ying Chao écrit : « Nous sommes pour une juste conception de l'amour et contre celle de « l'amour au-dessus de tout », contre le badinage de l'amour, de même que nous nous opposons à prendre pour conditions de l'amour et du mariage, la position sociale, l'argent, la beauté et d'autres éléments impropres à assurer la constance de l'amour » (brochure citée page 51).

On m'a raconté cette anecdote : Au cours de la révolution culturelle, dans une université -chinoise, un jeune leader révolutionnaire plein de fougue et de flamme était adoré par tout un groupe d'étudiantes. Il y eut un jour une réunion de filles pour poser ce problème : pourquoi le camarade Un tel a-t-il une cour d'admiratrices?

Une étudiante prit la parole et dit à peu près ceci : « Certaines d'entre vous aiment ce camarade. Elles m'ont dit qu'elles l'aimaient à cause de ses qualités révolutionnaires. Ces raisons ne m'ont pas convaincue.

Pour ma part, j'en vois une autre, à laquelle j'aimerais que vous réfléchissiez. Ce camarade a, du fait de ses qualités, un grand prestige parmi les intellectuels. Nous lui avons confié de grandes responsabilités ; c'est un dirigeant très écouté ; ceux qui se trouvent désemparés, ou qui ont des idées confuses, viennent volontiers le voir, discuter avec lui, lui demander aide et conseil.

Cela est normal. Mais, je vous le demande, ne serait-ce pas

alors précisément en raison de sa position « brillante » qu'il est « aimé » par tant de filles? Et alors, n'aimeraient-elles pas plutôt en lui sa position de dirigeant?

C'est mon opinion. Voilà pourquoi je pense qu'il y a dans cet engouement quelque chose de bourgeois. Je trouve que nos camarades étudiantes reproduisent là le rapport bourgeois de la femme à l'homme. »

Cette histoire précise mieux que je ne saurais le faire la signification d'un amour de classe, parce qu'il ne suffit pas bien sûr d'affirmer qu'on ne saurait aimer un contre-révolutionnaire pour avoir détruit le contenu de classe de l'amour, pour l'avoir transformé. Encore faut-il veiller à ne pas investir dans cet amour des attitudes bourgeoises.

LA BEAUTÉ N'ÉCHAPPE PAS A LA LUTTE DE CLASSES

Que l'on tende à ce que la beauté n'entre pas en ligne de compte, comme le préconisait Teng, c'est évident. Mais quels sont les caractères de classe des canons de beauté bourgeois qui doivent être répudiés? Dans les sociétés de classes, la beauté féminine a toujours été l'apanage des classes dominantes. Ce sont elles qui décrètent, pour l'ensemble de la société, ce qu'est une belle femme.

Pour être belle chez nous il faut ressembler à ces femmes de la bourgeoisie, oisives et riches, qui concrétisent ostensiblement dans leurs attitudes, leurs vêtements, leurs coiffures, leurs gestes, leur position sociale.

Ce n'est d'ailleurs pas « naturellement » que cette beauté est confectionnée, mais au prix de quelques mesures concrètes, comme le coiffeur, les boutiques de mode, les régimes amaigrissants, la chirurgie esthétique, la valise de maquillage. J'en passe...

C'est tellement connu que nous ne nous étendrons pas plus. Toute la presse dite féminine est un hymne à ce type de beauté. Dans les carnets de comptes imprimés de Madame, on trouve couramment parmi les recettes et les dépenses la rubrique intitulée «budget beauté ».

Ce type de beauté reflète par son ostentation, son luxe non seulement le prestige de l'argent dans notre société, mais surtout il exprime sans contestation le rôle d'objet sexuel dévolu à la femme. Ce qui se traduit sans équivoque par la formule courante « Pour la femme, la beauté est un capital ».

Ces canons de beauté sont non seulement financièrement difficiles, voire impossibles, souvent à atteindre pour les femmes pauvres, mais ils le sont aussi à cause du mode de vie qu'ils impliquent.

Même « pomponnée », une femme qui travaille aux champs ou à la chaîne, transpire, ses bras, son corps se musclent, ses mains deviennent calleuses ; même « pomponnée » la ménagère, qui lave, repasse, fait la cuisine et les carreaux, a le visage marqué par la fatigue physique ou nerveuse, et quand vient le soir, elle traîne ses jambes alourdies.

Et pourtant l'homme, avec qui elle vit, est comme les autres conditionné à désirer ce type de beauté — qu'elle n'a pas ; ça

aussi, c'est une partie, non négligeable, de la répression sexuelle! En Chine, cette image de la femme n'existe plus. On en rencontre une autre partout affichée sur les murs des villes, dans les journaux et sur la scène.

C'est une ouvrière, une paysanne au visage déterminé, aux habits simples. Elle est toujours représentée dans les attitudes quotidiennes que prennent réellement des millions et des millions de femmes chinoises. On la voit au travail, étudiant, manifestant, riant, mais jamais dans des attitudes irréelles et mystificatrices comme celles de nos photos publicitaires.

Sans doute cette transformation de l'image féminine contribue-t-elle progressivement à attirer l'attention des hommes dans leurs rapports avec l'autre sexe sur la nouvelle place des femmes dans la société.

On trouve dans le théâtre contemporain chinois un reflet du contenu progressiste de cet amour nouveau, en même temps qu'une critique de l'amour compris comme un refuge.

C'est particulièrement frappant dans *La fille aux cheveux blancs*, pièce dont à Changhai l'un des auteurs, qui la modifia pendant la révolution culturelle, nous entretint de façon détaillée. Il nous apprit que la conception de l'amour qui devait être donnée dans cette pièce avait été l'objet d'une âpre controverse.

Dans la première version de/la pièce le dénouement de l'intrigue montrait Hsi Euf — la fille aux cheveux blancs — paysanne pauvre et ardente révolutionnaire, et Ta Tchouen, lui aussi paysan pauvre et engagé dans l'A.P.L., son fiancé, se

retrouvant après que les envahisseurs japonais aient été chassés de leur village, pour mener une vie tranquille et heureuse.

Certains approuvaient cette fin « sentimentale » et s'acharnaient à la conserver : puisqu'ils avaient lutté, et finalement chassé les Japonais de leur village, il était bien normal qu'ils pensent à eux maintenant.

Les révolutionnaires, eux, la condamnaient et voulaient la modifier radicalement. A l'issue de la lutte la version des révolutionnaires l'emporta. La voici : après que les Japonais aient été chassés, Hsi Eul et Ta Tchouen se retrouvaient et décidaient de continuer le combat contre les troupes du Kuomintang.

Les sentiments qu'ils expriment signifient : on ne peut pas « vivre tranquille » quand le pays est à feu et à sang. Un amour né d'une haine commune contre les oppresseurs ne peut s'épanouir librement tant que tous les oppresseurs, étrangers ou nationaux, exercent encore le pouvoir.

Cette conception de l'amour, étroitement liée à la réalité sociale, est diamétralement opposée à la conception idéaliste et bourgeoise de l'amour. Rien de magique ni d'inexplicable dans l'amour de Hsi Eul et Ta Tchouen, pas d'« attirance magnétique», ni de coup de foudre, mais un même passé de souffrance, une même haine et une même volonté de lutte.

Ils s'aiment parce qu'ils ont la même haine de l'ancienne société, la même détermination pour en créer une autre. Refusant de se conformer aux stéréotypes traditionnels de la séduction, fragilité-soumission, Hsi Eul aime Ta Tchouen

d'égal à égal. Il ne la protège pas, ils s'entraident. L'alternative n'est pas : entre l'amour ou la lutte, à l'exclusion de l'un ou l'autre, elle est dans la façon dont on choisit de s'aimer: égoïstement, en s'évadant de la réalité, ou en participant à cette réalité pour la transformer.

L'amour est alors un encouragement et un soutien mutuel dans la lutte. Les sentiments de Hsi Eul ne sont pas incompatibles avec son engagement révolutionnaire ; bien au contraire, ils en sont une expression.

Il ne faudrait pas en conclure...

Pourtant il ne faudrait pas tirer de tout ce qui précède la conclusion que la question sexuelle, comme la place et le contenu de l'amour en Chine, est parfaitement maîtrisée. Ce serait évidemment une erreur.

Comment d'ailleurs une société, où la femme n'est pas encore totalement libérée, aurait-elle pu déjà produire une culture sexuelle parfaitement satisfaisante, voire définitive?

Mao Tsé-toung dit : « Il n'existe aucune idée au monde qui ne porte l'empreinte de la lutte des classes. » Par quel miracle la sexualité échapperait-elle à cette règle?

Il est évident, par exemple, que des interprétations strictement démographiques du mariage tardif ne peuvent qu'en réduire la portée révolutionnaire. On ne peut éviter, bien sûr, que sur toutes choses les interprétations diffèrent, c'est une manifestation de la lutte de classes.

Ce que nous estimons erroné, c'est que les révolutionnaires ne semblent pas critiquer fermement les interprétations de droite ; on a l'impression que les points de vue contradictoires cohabitent « paisiblement ».

Naturellement cette absence de polémique doit avoir des conséquences négatives dans la pratique.

En particulier, le risque est grand dans ces conditions, qu'en l'absence d'une critique ouverte, nombre de Chinois soient amenés à adopter le mariage tardif, la sexualité strictement monogamique, par conformisme moralisant, et non par conviction révolutionnaire, ce qui n'est évidemment pas le but recherché.

Les femmes, le peuple, bref la révolution n'ont rien à redouter d'une lutte idéologique ouverte sur l'amour et la sexualité.

Pourquoi donc ne pas la mener ?

A une question semblable des camarades chinois répondirent : « L'éducation sexuelle est rendue difficile par l'éducation politique et idéologique insuffisante des cadres révolutionnaires eux-mêmes, sur ces questions, par la timidité des gens, par la survivance de l'ancienne mentalité qui fait de ces problèmes une chose « honteuse », par le mythe de la virilité, etc. »

A plus forte raison, est-il nécessaire de mener ce débat ! Sans doute n'aurait-il pas de raison de devenir central : mais il existe beaucoup de débats qui ne sont pas centraux et qui sont menés activement en Chine.

En dépit de ces critiques que nous formulons, nous pensons que la politique chinoise en cette matière n'est assimilable sur aucun point avec ce qu'il est convenu d'appeler la morale « judéo-chrétienne ».

Encore une fois on ne peut rien comprendre si l'on sépare l'amour, la sexualité, des nouveaux rapports sociaux qui les sous-tendent.

Dans ce domaine, moins que dans tout autre, on ne peut se contenter de juger à partir des seules explications idéologiques qui sont données, il faut aussi voir les conséquences des différentes politiques dans la pratique, du point de vue de l'émancipation des femmes.

Il me paraît absolument certain que les nouvelles mœurs, que certains jugent trop austères, de la jeunesse chinoise ont pour conséquence d'aider puissamment les femmes à ne plus être des objets sexuels ; et effectivement elles ne le sont plus. Ce n'est pas une simple assertion de notre part. Une société qui tient les femmes pour des objets sexuels ne peut en aucun cas le dissimuler.

De même si la sexualité est si étroitement liée à l'amour, la conséquence est que, par rapport à nos sociétés, en Chine la sexualité est considérablement revalorisée. Perdre cela de vue nous empêcherait de porter le moindre jugement matérialiste.

Ce que seront l'amour, la morale sexuelle, et la famille dans l'avenir, il me semble qu'on peut s'en faire une idée, quoique

encore très embryonnaire, à partir de ce qui existe aujourd'hui.

Ce que nous avons tiré comme leçon de l'expérience chinoise, c'est que, il n'y a pas de morale révolutionnaire « naturelle », « innée », qu'il s'agirait d'appliquer concrètement ; mais que c'est précisément dans la lutte de classes, dans le mouvement révolutionnaire de destruction des anciennes pratiques, divisions, fonctions réactionnaires qui asservissent les femmes, et dans cette lutte seulement, que peuvent s'élaborer progressivement — ce qui ne veut pas dire de façon linéaire — une nouvelle morale sexuelle révolutionnaire, un point de vue prolétarien sur la sexualité, l'amour et la famille.

EN GUISE DE CONCLUSION

La voie de la libération des femmes dans la révolution chinoise ne pouvait être tracée que très approximativement. Pour mieux la discerner il faudrait, cela va sans dire, accéder à une connaissance approfondie de la société chinoise dans ses contradictions actuelles, comme dans son histoire passée, ce dont nous sommes évidemment bien loin.

Mais il faudrait encore avoir avancé nettement dans notre connaissance de l'oppression féminine en France, de ses formes concrètes, particulières, principales et secondaires; connaissance qui ne peut s'acquérir que par des enquêtes répétées et des liens toujours plus étroits avec la masse des femmes de notre peuple. C'est dire que tout reste à faire.

Parce que dans le passé on a nié leur oppression, parce qu'on a transformé leurs aspirations révolutionnaires en un petit catalogue de revendications juridiques, ou budgétaires, ajouté

en appendice de tout programme électoral qui se respecte, les femmes s'efforcent aujourd'hui de retrouver leur spécificité. Mais celle-ci ne pourra en aucune façon être connue, et donc nous échouerions, si dans ce même mouvement nous nous désintéressions es autres formes d'exploitation que subissent les autres couches du peuple.

Ceci, non pas comme le dit, en raillant, une partie du MLF, par « charité », mais parce que toutes les oppressions dont nous sommes victimes (nous les femmes) sont des conséquences du système social d'exploitation, pour notre cas du capitalisme ; et qu'il n'existe donc pas d'issue pour les femmes en dehors de la révolution.

Oui, les femmes sont solidaires du prolétariat, non pas comme un « soutien », une « alliance » de l'extérieur, mais bien comme on dit des maillons d'une même chaîne qu'ils sont solidaires les uns des autres.

En nous efforçant de rétablir explicitement le lien réel mais caché entre l'oppression spécifique des femmes, et le système d'exploitation de notre société, c'est-à-dire en partant de la critique de la féminité, nous devons nous élever à la critique globale de la société.

Dans une telle perspective ce livre constitue une contribution à un débat nécessaire sur le rôle des femmes dans notre révolution, débat qui ne fait que commencer.

Annexe

QUELQUES CHIFFRES

CONCERNANT LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES ORGANISMES DE DIRECTION

En général, la politique du parti est d'obtenir comme minimum 30 % de femmes dans les organismes de direction ; ainsi on nous a dit que 30 % des cadres des minorités nationales étaient des femmes. Pour cela on préférera, à qualité politique égale, une femme à un homme pour une fonction de direction, partout où cela se présentera.

1. USINE DE TCHAOU YAN

360 personnes dont 288 femmes soit 80 %, 72 hommes soit 20 %.

Cellule du parti : 9 membres dont 8 femmes (un peu moins de 90 %), 1 homme (un peu plus de 10 %).

Comité révolutionnaire : 8 membres dont 6 femmes, soit 75 %, 2 hommes, soit 25 %.

Équipes : 5 équipes de 4 membres, soit 20 personnes, 16 femmes, soit 80 %, 4 hommes, soit 20 %.

Comme pour l'hôpital gynécologique de Pékin, il est intéressant de rapporter le nombre de femmes et d'hommes ayant des responsabilités de direction au nombre total de femmes et d'hommes dans l'usine :

Sont à la cellule du parti
sur 288 femmes 8 soit 2,7%
sur 72 hommes 1 soit 1,4%

Sont au comité révolutionnaire
sur 288 femmes 6 soit 2,1%
Sur 72 hommes 2 soit 2,9%

Sont dans les équipes
sur 288 femmes 16 soit 5,5%
Sur 72 hommes 4 soit 5,5%

2. HOPITAL GYNÉCOLOGIQUE DE PÉKIN

442 travailleurs, 22 hommes et 420 femmes (95 % du total).

Cellule du parti : 9 membres dont 5 femmes, soit 55 % de femmes.

Comité révolutionnaire : composé de 24 membres, 10 femmes et 14 hommes, 60 % d'hommes et 40 % de femmes.

Équipes : 12 équipes de 8 membres chacune, soit 96 membres, 77 femmes et 19 hommes, soit 20 % d'hommes et 80 % de femmes.

Comme il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes la proportion d'hommes et de femmes par rapport au total des personnes ayant des responsabilités de direction à chacun de ces niveaux (cellule, comité révolutionnaire et équipes) n'est

pas significative ; il faut rapporter le nombre de femmes et d'hommes ayant des responsabilités de direction à chacun de ces niveaux au nombre total de femmes et d'hommes dans l'hôpital :

Sont à la cellule du parti

sur 420 femmes 5 soit 1,2 %

sur 22 hommes 4 soit 19 %

Sont au comité révolutionnaire

sur 420 femmes 10 soit 2,4 %

sur 22 hommes 14 soit 64 %

Sont dans les équipes

sur 420 femmes 77 soit 18 %

sur 22 hommes 19 soit 86 %

Comme les personnes qui ont des responsabilités dans le parti en ont aussi dans le comité révolutionnaire et les équipes, de même que ceux qui en ont dans le comité révolutionnaire en ont dans les équipes, il y a globalement 19 hommes et 77 femmes qui ont des responsabilités de direction, soit 86 % et 18 % respectivement.

On peut remarquer (ce qui sera valable également par la suite pour les autres exemples) que les femmes deviennent moins nombreuses au fur et à mesure qu'on s'élève dans les niveaux de direction, mais que l'écart entre le degré de participation des femmes et des hommes est moins fort dans le parti qu'au niveau du comité révolutionnaire.

Dans le cas de l'hôpital de gynécologie de Pékin, on peut

penser que le très fort pourcentage de participation des hommes, étant donné leur faible nombre, s'explique par une politique d'envoi de cadres masculins du parti dans l'hôpital.

3. COMMUNE POPULAIRE DE CHAWAN (PRÈS DE HANG TCHÉOU)

22.926 habitants dont 11.296 femmes.

12.252 forces de travail, dont 5.820 femmes soit 47,5 %, 6.432 hommes soit 52,5 %.

Comité du parti : 110 membres dont 49 femmes soit 45 %, 61 hommes soit 55 %.

— Sur 300 personnes élues pour un an « éléments avancés des masses » il y eut cette année 287 femmes.

— Sur 422 membres de la « ligue de la jeunesse » il y a 280 filles soit 66 %.

— Enfin 5 500 femmes sont organisées dans les « comités de femmes » de Chawan.

Comité révolutionnaire : sur plus de 260 membres il y a 44 femmes soit 16,6 % des membres. Le bureau permanent du comité révolutionnaire compte 5 membres dont 2 femmes, l'une d'elles étant vice-présidente.

4. COMMUNE POPULAIRE SINO-ALBANAISE

10400 forces de travail dont 5 300 femmes soit 51 %,

5 100 hommes soit 49 %.

Parti : 35 % de femmes, 65 % d'hommes.

Comité révolutionnaire : 25 % de femmes, 75 % d'hommes.

Responsables des équipes : 50 % de femmes, 50 %

d'hommes.

5. PALAIS DES ENFANTS DE CHANGAI

200 membres permanents dont 100 garçons et 100 filles.

Comité révolutionnaire : 45 % de filles et 55 % de garçons.

Brigades : 4 de 5 membres chacune, soit 20 membres, 50 % de filles et 50 % de garçons.

Ligue des soldats rouges : 65 % de filles et 35 % de garçons.